

Le Monde

idées

COMMUNISME

Les idéologies sont peut-être mortes, mais on continue d'en parler.

La conférence européenne des partis ouvriers, qui s'est ouverte ce lundi à Paris à l'initiative des P.C. français et polonais, comme le débat que les Dossiers de l'écran consacrent mardi au congrès de Tours, attirent une fois de plus l'attention sur la situation du communisme. Trois marxistes font ici le point sur l'état du marxisme, de l'eurocommunisme et du P.C.F.

La machine à immobiliser

par HÉLÈNE PARMELIN (*)

Il n'y a eu en France, au retour de Moscou de Georges Marchais, ni soulèvement, ni vague protestataire. Il ne s'est rien passé de visible. Sinon « entre soi ». Les « entre soi » sont de violents procureurs. Mais sans aucun résultat dans le tunnel des silences.

Partout, des entreprises aux quartiers et aux universités, les mêmes précautions, plus morales que politiques, protègent le parti, toujours censé fournir, du côté de la lutte de classes et de l'opposition au pouvoir, un bilan globalement positif.

Les communistes sont d'abord paralysés par leur mobilisation contre la « guerre idéologique ». Il est vrai que l'adversaire de classe dispose de l'arme la plus meurtrière qu'il ait jamais eue en sa possession : la réalité des « socialistes ». Non seulement le P.C.F. refuse de prendre en main l'éclairage de cette réalité, mais il l'exalte. Douze à quinze millions de morts en U.R.S.S. et les soulèvements d'aujourd'hui devraient pour lui être une arme de « la droite ».

Les communistes sont en même temps délinquants par l'urgence de faire barrage à la « campagne anticomuniste ». Le parti alimente grossièrement par son comportement archaïque, son

alignement soviétique, son fanatisme d'an-théâtre-cé-soir, et son habitude de substituer ses postures de « vérité » à toute preuve historique, à tout flagrant délit. Le P.C. renvoie les boulets qu'il jette, et crie à l'attaque. Dans un climat préélectoral où il apparaît fort utile, on lui ouvre tous les petits écrans chaque fois qu'on ne lui tend pas tous les petits miroirs. Il dépeint donc la campagne anticomuniste qu'il dénonce. Si vous éclairiez cette manœuvre, vous êtes anticomuniste.

Les communistes sont ensuite muselés sur le plan des droits de l'homme. Ils craignent, s'ils accusent les « socialistes » de violer ces droits, de paraître sous-estimer les attentats « impérialistes » que le P.C. privilégie. Comment attaquer les « socialistes » sans blâmer les « impérialistes » ?

Le manichéisme devient la meilleure machine à immobiliser. Tout doit demeurer un et indivisible. Tout se passe comme si un communiste révolté devait se trouver en échec chaque fois que le parti communiste, qu'il combat, soutient par ailleurs une cause à soutenir. On se demande en quoi cette opposition se verrait soudain culpabilisée. Un enfant qui

participé d'une façon ou d'une autre, à la Résistance, comme un certain nombre de Français l'ont fait. Ce n'a pas été le cas de Georges Marchais. Nul ne l'ignore. Un point c'est tout.

Qui a obligé le parti communiste et sa presse à répondre par des attaques déshonorantes à des attaques basses ? Comment les communistes appelés au soutien de Marchais n'ont-ils pas retrouvé leur lucidité en laissant l'affaire Marchais se substituer à celle de la soviétisation du parti français, et au seul déshonneur dont les communistes soient réellement atteints : le ralliement inconditionnel à l'Union soviétique, à ses méthodes de pensée et d'action, à ses tanks fraternels et à ses bombes convalescentes ?

Aucune allusion au « socialisme » qui a installé militairement à Prague sa caricature de socialisme : le même.

Autre nuançe : le P.C. reproche la répression de Sakharov, attente à la « démocratie socialiste ». Les plus purs marxistes s'alignent ensemble une grande partie de cette mesure. Les mass-media et la presse répètent : elles disent que le parti communiste proteste contre la répression de Sakharov. Et les militants socialistes pensent que le parti change.

Pourtant Georges Marchais et l'Humanité se chargent de préciser leur dessin. Sakharov est un « homme de droite ». Ce qu'il aurait fallu, au lieu de le réprimer, c'est le convaincre. On ne peut s'empêcher d'imaginer Sakharov entre les membres du bureau politique du parti communiste français occupés à le convaincre des bienfaits de la société socialiste, et à lui démontrer que « les droits de l'homme, c'est nous ». Il est vrai que les dissidents d'aujourd'hui ont « bonne mine » selon Marchais.

Ces « nuances » réussissent à aggraver la paralysie communiste. Elle ne cède pas même devant les énormités publiées par l'Humanité. « Notre envoyée spéciale en Afghanistan » a beau ressembler aux reportages-types du temps de Staline, elle a beau raconter avec quelle ardeur, parmi la population et les militaires soviétiques, on attend « la fin de l'ingérence étrangère », les communistes dans leur ensemble demeurent impassibles. « Notre envoyée spéciale », à même vu le côté « souriant » du marché de Sakharov. Nous sommes dans le « Budapest qui sourit à travers ses larmes » qui a fait couler tant de larmes de la population de Hongrie, appelé à par le gouvernement contre l'« ingérence étrangère » hongroise.

Les communistes français continuent à croquer les yeux de leurs idées, ou bien à souffrir en silence jusqu'à l'humiliation. Dans leur majorité, ils suivent leurs réflexions et leurs actions, volontairement ou non, à l'intérieur des camisoles de force stalinienne.

C'est la méthode stalinienne, infiltrée jusqu'à la moelle du minéral, on dirait, de l'appareil, que pétrifie la pensée. C'est la méthode stalinienne, dont le parti communiste protège et fortifie la prééminence, qui emprisonne l'intelligence ouvrière et intellectuelle dans les méandres sophistiqués d'un nouveau manichéisme.

meuse anecdote (soviétique naturelle) : « Qu'est-ce que le capitalisme ? C'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Qu'est-ce que le socialisme ? C'est le contraire ».

Dernière entrave à l'expression de la vérité : « Il ne faut pas se couper de la classe ouvrière ». Réflexion courante chez les intellectuels. On entend rarement les ouvriers dire : « Il ne faut surtout pas se couper des intellectuels ». Je parle des ouvriers communistes, auxquels leur parti présente à nouveau les intellectuels, soit comme des « ouvriers de la pensée », des exploités comme eux, avec des problèmes d'exploitation assimilables aux leurs ; soit comme d'illustres érudits de la fidélité au Parti, quel qu'il fasse, et qui mettent une note d'esthétisme aux tribunes.

Aucune solidarité digne de ce nom ne soumet ses actes à la réciprocité. Il existe mille moyens de semer à tous vents des passerelles de paroles. Mais pour ne pas se « couper », les communistes ont de l'être en soutenant un parti qui a perdu sa qualification avec son indépendance. Et dont ils s'obstinent à croire qu'envers et contre tout, il « change », il « avance ».

Car le P.C.F., tout en cuisinant un nouveau credo copié sur ceux de la gauche stalinienne, a métamorphosé pour beaucoup l'innocence de l'ignorance en fausseté volontaire et politiquement d'une réalité trop connue. Il a consacré la nécessité d'un « socialisme moderne ». Il a inventé la nuance. Et jamais la nuance de réserve n'a été aussi cyniquement maniée.

Exemple-type : le parti communiste et Georges Marchais déclarent considérer le socialisme tchécoslovaque comme une caricature du socialisme. Voilà le parti qui change !

« Ne pas se couper des intellectuels »

La clé habituelle ferme les portes. Les communistes ne veulent pas nuire à la classe ouvrière. Elle ne veut pas nuire à « ceux qui la défendent » : le parti communiste. La grande peur de se voir rangés dans le camp de droite fige les communistes. Il ne faut pas attaquer le « parti de la classe ouvrière », car si on l'attaque on soutient l'ennemi !

Le P.C.F. est-il toujours le « soutien de la classe ouvrière » ? Même quand il ne cesse d'expliquer que la vie chère et l'austérité sont diaboliquement vengées par la bourgeoisie ? Même quand il répète à longueur de journée que le chômage entraîne les capitalistes, sans doute tombés dans un masochisme auto-destructeur ? Même quand il ressuscite un chauvinisme et un anti-internationalisme dénués de sens ? Même quand il courtise la misère ? Même quand il pratique l'exploitation de la plus isolationniste ?

Même quand il milite pour la solitude communiste ? Contre l'unité ouvrière et politique ? Même quand il crache le feu de ses injures quotidiennes contre la gauche, quitte à l'accuser ensuite de ne pas se jeter dans ses bras à chaque élection partielle ?

Est-il au « meilleur soutien de la classe ouvrière » quand il décide brusquement de la doter d'un « théâtre de révolution » géré par la nécessité d'habiller la nudité de son isolement ?

Est-il le « meilleur soutien de la classe ouvrière » quand il remet debout les statues déboulonnées du prolétaire heureux en visage de socialisme ? Comme le peuple avait fait la révolution et supporté le reste pour obtenir une dénomination exacte du pouvoir existant, car rien ne sert à rien l'auto-détermination des hommes ? Et comme si les seules modalités du système d'exploitation constituaient une amélioration sur un autre système d'exploitation ? On se souvient de la vieille et fa-

meuse anecdote (soviétique naturelle) : « Qu'est-ce que le capitalisme ? C'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Qu'est-ce que le socialisme ? C'est le contraire ».

Dernière entrave à l'expression de la vérité : « Il ne faut pas se couper de la classe ouvrière ». Réflexion courante chez les intellectuels. On entend rarement les ouvriers dire : « Il ne faut surtout pas se couper des intellectuels ». Je parle des ouvriers communistes, auxquels leur parti présente à nouveau les intellectuels, soit comme des « ouvriers de la pensée », des exploités comme eux, avec des problèmes d'exploitation assimilables aux leurs ; soit comme d'illustres érudits de la fidélité au Parti, quel qu'il fasse, et qui mettent une note d'esthétisme aux tribunes.

Aucune solidarité digne de ce nom ne soumet ses actes à la réciprocité. Il existe mille moyens de semer à tous vents des passerelles de paroles. Mais pour ne pas se « couper », les communistes ont de l'être en soutenant un parti qui a perdu sa qualification avec son indépendance. Et dont ils s'obstinent à croire qu'envers et contre tout, il « change », il « avance ».

Car le P.C.F., tout en cuisinant un nouveau credo copié sur ceux de la gauche stalinienne, a métamorphosé pour beaucoup l'innocence de l'ignorance en fausseté volontaire et politiquement d'une réalité trop connue. Il a consacré la nécessité d'un « socialisme moderne ». Il a inventé la nuance. Et jamais la nuance de réserve n'a été aussi cyniquement maniée.

Exemple-type : le parti communiste et Georges Marchais déclarent considérer le socialisme tchécoslovaque comme une caricature du socialisme. Voilà le parti qui change !

meuse anecdote (soviétique naturelle) : « Qu'est-ce que le capitalisme ? C'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Qu'est-ce que le socialisme ? C'est le contraire ».

Dernière entrave à l'expression de la vérité : « Il ne faut pas se couper de la classe ouvrière ». Réflexion courante chez les intellectuels. On entend rarement les ouvriers dire : « Il ne faut surtout pas se couper des intellectuels ». Je parle des ouvriers communistes, auxquels leur parti présente à nouveau les intellectuels, soit comme des « ouvriers de la pensée », des exploités comme eux, avec des problèmes d'exploitation assimilables aux leurs ; soit comme d'illustres érudits de la fidélité au Parti, quel qu'il fasse, et qui mettent une note d'esthétisme aux tribunes.

Aucune solidarité digne de ce nom ne soumet ses actes à la réciprocité. Il existe mille moyens de semer à tous vents des passerelles de paroles. Mais pour ne pas se « couper », les communistes ont de l'être en soutenant un parti qui a perdu sa qualification avec son indépendance. Et dont ils s'obstinent à croire qu'envers et contre tout, il « change », il « avance ».

Car le P.C.F., tout en cuisinant un nouveau credo copié sur ceux de la gauche stalinienne, a métamorphosé pour beaucoup l'innocence de l'ignorance en fausseté volontaire et politiquement d'une réalité trop connue. Il a consacré la nécessité d'un « socialisme moderne ». Il a inventé la nuance. Et jamais la nuance de réserve n'a été aussi cyniquement maniée.

Exemple-type : le parti communiste et Georges Marchais déclarent considérer le socialisme tchécoslovaque comme une caricature du socialisme. Voilà le parti qui change !

L'eurocommunisme au tournant

par VICTOR FAY (*)

L'EUROCOMMUNISME, à cause de l'épreuve qu'il traverse, se trouve à un tournant. Le fluide politique de ses débats ne pouvait durer qu'à condition que Moscou tolère un certain relâchement des rapports des partis communistes étrangers avec l'U.R.S.S.

Or, une telle attitude a été désavouée par les porte-parole du P.C.U.S., MM. Soustov et Ponomarev, qui ont exigé l'alignement des autres partis sur la politique extérieure soviétique et ont rejeté, comme infondées et sacrilèges, les critiques du régime intérieur du premier pays du « socialisme existant ».

Un défilé devenait inévitable entre les partis tendant à l'émancipation de la tutelle soviétique et ceux pour qui la solidarité avec l'U.R.S.S. primait toute autre raison. Tel fut le cas du P.C.F., dont l'adhésion tardive et réticente à l'eurocommunisme était toujours sujette à caution.

Le retour du P.C.F. à l'inconditionnalité, l'approbation tonitruante de l'invasion de l'Afghanistan, ont fait éclater le désaccord entre les partis eurocommunistes et les partis prosoviétiques. On sait maintenant à quel point « et » est avec qui. Les partis eurocommunistes, en désavouant l'invasion de l'Afghanistan, se sont démarqués de faux alliés, devenus de vrais adversaires.

Ils ont refusé de participer à la conférence des partis communistes européens par les P.C. français et polonais, médiatisée par Moscou. Ce faisant, les partis communistes italien et espagnol, ainsi que la ligue des communistes yougoslaves ont déjoué la manœuvre qui ne pouvait en aucun cas contribuer à la détente.

L'eurocommunisme, en dépit de son appellation, n'est pas une notion géographique mais politique. Il a trouvé un vaste écho en dehors des frontières d'Europe occidentale. C'est ainsi que le P.C. japonais, malgré son éloignement dans l'espace, s'inspire de l'eurocommunisme : ce qui le courant démocratique du P.C. polonais s'en réclame ; que la ligue des

communismes yougoslaves s'en rapproche sur de nombreux points.

Dans la difficile gestation de cette tendance, les relations avec l'U.R.S.S. ne présentent qu'un aspect le plus connu parce que le plus vivement combattu par les dirigeants du P.C.U.S. L'éloignement de l'U.R.S.S. s'explique par le choix d'une stratégie d'intégration dans la vie nationale ; par le refus de toute direction et discipline internationales ; par la volonté de rapprochement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates et avec les mouvements démocratiques d'inspiration chrétienne.

Il s'agit pour les partis eurocommunistes de sortir de l'isolement où ils se sont à long terme cantonnés et de contribuer à la formation, face au bloc des forces conservatrices, d'un vaste rassemblement apte à renverser le rapport des forces défavorables au projet de profondes réformes de structure en Europe occidentale.

Ce que Togliatti définissait en 1966 comme le polycentrisme est devenu l'eurocommunisme. Pratique d'abord, sans le dire, par le P.C. britannique, belge et scandinave, il a reçu les renforts de gros bataillons italiens et espagnols, qui lui ont donné une dimension jamais atteinte, capable de résister aux pressions soviétiques.

L'internationalisme prolétarien, qui consistait dans le soutien inconditionnel de l'U.R.S.S., a vécu. Chaque parti détermine sa politique, soit qu'il désapprouve celle de l'U.R.S.S. Ce que Staline considérait comme une manœuvre, pour apaiser les craintes de Roosevelt, est devenu une réalité.

Tout en tenant compte des impératifs nationaux, les partis eurocommunistes tendent à transcender les limites des États, à s'intégrer dans une structure plus vaste, de type confédéral ou fédéral, permettant à l'Europe occidentale de devenir la troisième puissance mondiale.

rope. Dans ce contexte, le rapprochement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates devenait possible.

Certes, les préjugés anticomunistes sont loin de disparaître dans les partis sociaux-démocrates. Cependant, des rencontres comme celles de M. Berlinguer avec M. Willy Brandt et M. Mitterrand témoignent d'un rapprochement progressif entre les orphelins un peu perdus du Komintern, cherchant à sortir du ghetto, et leurs adversaires-partenaires au sein du mouvement socialiste européen.

De ce rapprochement, plus virtuel encore que réel, est issu le concept de l'eurocommunisme, un assemblage des forces démocratiques et socialistes d'Europe occidentale. Ce concept avait mérité d'être mis en application et dénoncé comme une trahison par les communistes prosoviétiques.

Cette dénonciation eut sans nuance place les partis eurocommunistes devant l'alternative de revenir au berceau, comme vient de le faire le P.C.F., ou de rompre avec Moscou. Ils ne le feront pas d'ambly. Trop de freins ralentissent leur marche. L'eurocommunisme vit, à l'occasion de la présente tension internationale, sa première crise grave. S'il recule devant le choix, il est condamné à disparaître. S'il la surmonte, il contribuera à modifier de fond en comble le paysage européen et le rapport des forces mondial.

rope. Dans ce contexte, le rapprochement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates devenait possible.

Certes, les préjugés anticomunistes sont loin de disparaître dans les partis sociaux-démocrates. Cependant, des rencontres comme celles de M. Berlinguer avec M. Willy Brandt et M. Mitterrand témoignent d'un rapprochement progressif entre les orphelins un peu perdus du Komintern, cherchant à sortir du ghetto, et leurs adversaires-partenaires au sein du mouvement socialiste européen.

De ce rapprochement, plus virtuel encore que réel, est issu le concept de l'eurocommunisme, un assemblage des forces démocratiques et socialistes d'Europe occidentale. Ce concept avait mérité d'être mis en application et dénoncé comme une trahison par les communistes prosoviétiques.

Cette dénonciation eut sans nuance place les partis eurocommunistes devant l'alternative de revenir au berceau, comme vient de le faire le P.C.F., ou de rompre avec Moscou. Ils ne le feront pas d'ambly. Trop de freins ralentissent leur marche. L'eurocommunisme vit, à l'occasion de la présente tension internationale, sa première crise grave. S'il recule devant le choix, il est condamné à disparaître. S'il la surmonte, il contribuera à modifier de fond en comble le paysage européen et le rapport des forces mondial.

rope. Dans ce contexte, le rapprochement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates devenait possible.

Certes, les préjugés anticomunistes sont loin de disparaître dans les partis sociaux-démocrates. Cependant, des rencontres comme celles de M. Berlinguer avec M. Willy Brandt et M. Mitterrand témoignent d'un rapprochement progressif entre les orphelins un peu perdus du Komintern, cherchant à sortir du ghetto, et leurs adversaires-partenaires au sein du mouvement socialiste européen.

De ce rapprochement, plus virtuel encore que réel, est issu le concept de l'eurocommunisme, un assemblage des forces démocratiques et socialistes d'Europe occidentale. Ce concept avait mérité d'être mis en application et dénoncé comme une trahison par les communistes prosoviétiques.

Cette dénonciation eut sans nuance place les partis eurocommunistes devant l'alternative de revenir au berceau, comme vient de le faire le P.C.F., ou de rompre avec Moscou. Ils ne le feront pas d'ambly. Trop de freins ralentissent leur marche. L'eurocommunisme vit, à l'occasion de la présente tension internationale, sa première crise grave. S'il recule devant le choix, il est condamné à disparaître. S'il la surmonte, il contribuera à modifier de fond en comble le paysage européen et le rapport des forces mondial.

rope. Dans ce contexte, le rapprochement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates devenait possible.

Certes, les préjugés anticomunistes sont loin de disparaître dans les partis sociaux-démocrates. Cependant, des rencontres comme celles de M. Berlinguer avec M. Willy Brandt et M. Mitterrand témoignent d'un rapprochement progressif entre les orphelins un peu perdus du Komintern, cherchant à sortir du ghetto, et leurs adversaires-partenaires au sein du mouvement socialiste européen.

De ce rapprochement, plus virtuel encore que réel, est issu le concept de l'eurocommunisme, un assemblage des forces démocratiques et socialistes d'Europe occidentale. Ce concept avait mérité d'être mis en application et dénoncé comme une trahison par les communistes prosoviétiques.

Cette dénonciation eut sans nuance place les partis eurocommunistes devant l'alternative de revenir au berceau, comme vient de le faire le P.C.F., ou de rompre avec Moscou. Ils ne le feront pas d'ambly. Trop de freins ralentissent leur marche. L'eurocommunisme vit, à l'occasion de la présente tension internationale, sa première crise grave. S'il recule devant le choix, il est condamné à disparaître. S'il la surmonte, il contribuera à modifier de fond en comble le paysage européen et le rapport des forces mondial.

Marx et le moment actuel

par CHARLES BETTELHEIM (*)

Il est beaucoup question d'une « crise du marxisme ». La formule n'est pas nouvelle, mais elle prend une signification particulière dans le moment actuel.

Cependant, il est faux de parler de crise du marxisme, car « le » marxisme n'existe pas. En fait, elle sert à désigner des crises multiples : celle des pays dits « socialistes » ; celle des rapports entre partis communistes ; celle du mythe du marxisme, alors que dès le début du vingtième siècle les marxismes se font ; celle de cet autre mythe qui présente l'œuvre de Marx comme un système clos et achevé, auquel il n'y aurait qu'à apporter des « perfectionnements » et des « compléments ». Le mythe du marxisme unifié prend une forme exacerbée à la suite de l'usage particulier de l'œuvre de Marx fait par Lénine, puis de la transformation des textes de ce dernier en un légalisme que Staline érige en idéologie d'État.

Ces crises, bien réelles, doivent être séparées des crises et bien-faisantes par tous ceux qui ne sont pas des partisans de l'ordre existant, car rien ne sert à rien d'exploiter des crises de transformations sociales que les mythes et les dogmes qui s'édifient autour d'eux.

Avant que ces différentes crises ne prennent un caractère algébrique, des théoriciens ou des historiens se sont appliqués à cette tâche indispensable qu'est la démolition des dogmes édifiés à partir de l'œuvre de Marx. Quel que soit le jugement que l'on porte sur telle ou telle de leurs analyses, on doit leur rendre leur lucidité.

Aujourd'hui, l'approfondissement des crises nous fait entrer dans une période où s'ouvrent la possibilité et la nécessité de reconstruire une problématique révolutionnaire ouverte qui parte de l'expérience des luttes des exploités, des mouvements sociaux (mouvement des femmes, écologie, etc.), de leurs succès et de leurs échecs, de l'analyse concrète et spécifique du capitalisme actuel, des « socialismes réels » et de leurs crises, des réalités de la classe ouvrière, de

l'histoire des marxismes et de celle de l'œuvre de Marx.

Dans cette reconstruction, l'œuvre de Marx (recouverte et occultée par les marxismes) pourra enfin prendre sa place essentielle. Cette œuvre a jeté les bases d'une analyse scientifique de la réalité sociale et de ses transformations. Elle a reconnu le rôle historique des luttes de classes et de leur enracinement objectif, elle s'est efforcée de partir des apparences réelles (comme le « pouvoir de l'argent ») pour saisir les rapports sociaux dont elles sont la manifestation. Elle a analysé avec une grande rigueur le mode de production capitaliste et ses structures fondamentales.

Mais il ne s'agit pas de retomber dans les vieux errements. On doit oser de traiter l'œuvre de Marx comme un ensemble de « textes sacrés » dont on fait l'exégèse, ou comme un « livre-service théorique » (selon la formule de Pasquini) dans lequel on choisit la citation qui convient. Cette œuvre (comme celle des différents marxismes) doit être traitée de façon critique. Elle doit être saisie dans son mouvement : celui de ses propres remises en cause et de ses contradictions. Elle doit être traitée comme un ensemble de résultats datés et limités qui portent la marque de leur époque (d'un certain évolutionnisme, d'une croyance en un « progrès » unilatéral, etc.) et de présupposés et d'utopies destinés à combler des vides théoriques qui ont produit des effets désastreux en nourrissant des dogmes.

Ces abîmes et ces dogmes doivent être repérés et leur enracinement social mis au jour. Un tel travail ne saurait fonder un « nouveau marxisme », mais contribuer à entrer réellement dans la voie, ouverte par Marx, du développement de la science scientifique et critique des transformations sociales et de leurs exigences, afin d'aider le plus possible les hommes à faire leur propre histoire en connaissance de cause.

(*) Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Les revues de l'Unesco

Education Sciences Culture Communication Sciences sociales

Les revues trimestrielles

Impact : Science et société pour comprendre la science, son rôle dans le développement social. Abonnement 1 an : 40 F ; 2 ans : 66 F.

Perspectives de l'éducation un traitement dans et diversité des problèmes majeurs de l'éducation à travers le monde. Abonnement 1 an : 42 F ; 2 ans : 70 F.

Revue internationale des sciences sociales lien permanent entre les communautés nationales de sciences sociales et entre les spécialistes des différents domaines. Abonnement 1 an : 50 F ; 2 ans : 84 F.

Cultures la culture, son histoire et son évolution dans les différentes formes du monde. Abonnement 1 an : 75 F ; 2 ans : 125 F.

Museum revue internationale d'information et de réflexion sur les musées de tous genres. Abonnement 1 an : 72 F ; 2 ans : 120 F.

Une revue mensuelle

Le Courrier de l'Unesco d'information et de réflexion sur l'état de la science, l'histoire des civilisations et les questions d'actualité mondiale. Abonnement 1 an : 55 F ; 2 ans : 88 F.

Bulletin d'abonnement

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Je m'abonne à la (aux) revue(s) suivante(s) : _____

Je joins le règlement par : ☐ chèque ☐ C.C.P. (3 virements) 12598-48 Paris ☐ mandat _____

à l'ordre de Librairie de l'Unesco 7, place de Fontenay, 75700 Paris ou liste de nos 50 points de vente sur demande.

UNESCO

Le strict conformisme de naguère

Tout autre est la démarche national-communiste. Elle consiste dans l'exaltation des valeurs nationales, dans le rejet de l'intégration européenne, dans le maintien des liens étroits avec l'U.R.S.S. En particulier, le P.C.F., qui prône le socialisme aux couleurs de la France, revêt l'aspect de gallo-communisme. Ce terme recouvre à la fois l'aspiration à l'indépendance à l'égard d'un centre, qu'il soit à Rome ou à Moscou, et le refus de rupture avec ce centre.

Le gallicanisme n'a jamais obtenu, pour l'Eglise de France, l'indépendance conquise, après la rupture avec Rome, par l'Eglise d'Angleterre. Depuis plus d'un siècle, l'Eglise de France a renoncé à ses velléités d'indépendance. Le gallo-communisme est revenu, lui aussi après un bref écart, lors de la crise algérienne, à son strict conformisme de naguère.

Le national-communisme ne peut subsister sans support extérieur. Ayant répudié l'intégration européenne, il ne peut le trouver qu'en U.R.S.S., ce qui entraîne une attitude prosoviétique. Celle-ci est d'autant plus aisée à adopter qu'elle s'inscrit dans la tradition de l'alliance franco-russe de 1904 et de 1944 ; elle est assortie de quelques réserves quant au régime intérieur, tant tarisiste pour

les responsables de la Troisième République que soviétique pour les dirigeants du P.C.F.

Le processus de différenciation entre le national-communisme et l'eurocommunisme est loin d'être achevé. Il reste nombre de prosoviétiques dans les rangs des P.C. italien et espagnol. Il existe de nombreux partisans de l'émancipation à l'égard de Moscou parmi les militants du P.C.F. Un tournant historique d'une telle ampleur ne pouvait pas ne pas susciter de profonds remous dans des partis dressés pendant un demi-siècle à la discipline.

En renonçant à la tutelle du prolétariat et à la conquête révolutionnaire du pouvoir, les partis eurocommunistes se sont prononcés pour le respect de la légalité, de l'alternance des partis au pouvoir. Cette évolution leur vaut le reproche de « social-démocratie » et de larguer les principes auxquels demeurent attachés, en paroles sinon en actes, les dirigeants du P.C.U.S.

Cette évolution aboutit, en politique étrangère, à l'acceptation du pacte atlantique, au projet de dissolution des blocs militaires antagonistes et de neutralisation de l'Eu-

(*) Membre de la direction nationale du P.S.U.

حزب الامت الاسلامي

L'ÉCHEC DE L'OPÉRATION AMÉRICAINE EN IRAN

Le raid américain en Iran continue à susciter de nombreuses réactions dans le monde, qui vont de la compréhension à la condamnation catégorique.

● **AU CAIRE** — où le ministre égyptien de la défense, M. Kamal Hassan Ali, a démenti qu'une base égyptienne ait été utilisée par les avions qui ont transporté le commando en Iran, — le président Sadate a réaffirmé son appui au gouvernement iranien, en revanche, le gouvernement américain a exprimé son « vif regret » et sa « grande inquiétude » après une « opération non conforme aux règles internationales ». A Koweït, M. Abdelaziz Hussein, ministre d'Etat, a assuré que le raid « avait encore compliqué le règlement de l'affaire des otages et créé une situation critique dans la région, mettant en danger des pays qui ne sont pas parties au conflit ».

● **A TUNIS**, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Kébi, a déclaré : « Le recours du président Carter à une option militaire, alors que l'ONU a pris en charge la recherche d'une solution pacifique, constitue un revirement redoutable qui a transformé les données de la

crise irano-américaine et risque de se répéter sur la paix mondiale et sur les impératifs de la sécurité dans la région arabe. »

● **A ALGER**, une source proche du ministère des affaires étrangères, citée par l'agence Algérie Presse Service (A.P.S.), a déclaré qu'il s'agissait d'un « acte de provocation dirigé contre la souveraineté, l'indépendance et la sécurité de la République islamique d'Iran » et d'une « grave menace à la sécurité et à la paix dans le monde ». A Tripoli, l'opération est qualifiée d'« agression armée ». La Libye réclame l'exclusion des Etats-Unis de l'ONU et demande aux pays arabes de prendre une initiative commune pour « protéger le Golfe contre une intervention colonialiste américaine directe ».

● **A DAMAS**, la Syrie « condamne énergiquement l'agression » dans un communiqué commun publié dimanche 27 avril au terme de la visite de M. Sadegh Chobdarzadeh, ministre iranien des affaires étrangères. Les deux parties dénoncent « une violation évidente de l'intégrité, de l'indépendance et de la souveraineté

de l'Iran, ainsi qu'une menace dangereuse contre la paix et la sécurité internationales ».

● **A REYBOUTH**, l'O.L.P. condamne également l'« agression » et proclame sa solidarité avec le régime iranien. Des hommes armés sont descendus dans les rues, brandissant des drapeaux de joie et criant : « Allah akbar ! » (« Dieu est le plus grand ! »). A Djeddah, M. Habib Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, a exprimé l'inquiétude des pays islamiques et protesté contre l'opération américaine qui « préoccupe le monde musulman ». M. Chatti a appelé les pays islamiques à soutenir l'Iran.

● **A BONN**, le chancelier Schmidt a adressé au président Carter un télégramme dans lequel il l'assure du soutien de la République fédérale. « Je tiens, dans cette heure difficile, à vous témoigner ma profonde sympathie. Quelque soit en ce moment la responsabilité de la vie d'otages, je suis sûr que vous ressentirez au moment difficile », écrit notamment le chancelier.

● **A COPENHAGUE**, M. Kjeld Olesen, ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il n'était pas question de remettre en cause

ou d'ajourner les sanctions contre l'Iran qui avaient été arrêtées au dernier conseil des ministres européens, rapporte notre correspondant. Le secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph Luns, actuellement à Copenhague, a estimé qu'une nouvelle action militaire américaine visant à libérer les otages de Téhéran était exorbitante.

● **A ROME**, le président du Sénat, M. Amintore Fanfani, a déclaré : « Nous devons redouter une nouvelle guerre ». M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., qui faisait samedi une escale à Hongkong, après sa visite en Chine, a exprimé la crainte que l'opération manquée de Téhéran n'entraîne une déstabilisation en Asie du Sud, mais a estimé que celle-ci « ne devrait pas pousser l'Iran dans les bras de Moscou ».

● **A LISBONNE**, M. Sá Carneiro, chef du gouvernement portugais, a déclaré que son pays « contribuera au renforcement des alliances avec l'Occident pour lutter contre le péril représenté par l'expansionnisme soviétique ». « La paix, a-t-il ajouté, se défend avec du courage et de la fermeté ». — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

M. Cyrus Vance est décidé à abandonner la direction du département d'Etat

De notre correspondante

New-York. — L'annonce, dimanche soir 27 avril, de la démission imminente du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, n'a pas été une surprise. Depuis plusieurs semaines, les divergences entre le département d'Etat et le conseiller pour la sécurité, M. Brzezinski, étaient un secret de polichinelle. La coexistence entre les diplomates de carrière du département, enclins à la négociation, et l'universitaire de formation, profondément anti-soviétique, qu'est le conseiller pour la sécurité, n'a jamais été facile, mais l'affaire d'Iran, puis, surtout celle d'Afghanistan, ont précipité les choses.

M. Vance avait annoncé, il y a plusieurs mois, qu'il quitterait de toute façon son poste à la fin du mandat de M. Carter. Après le raid désastreux de vendredi en Iran, auquel M. Vance s'était formellement opposé, le chef

du département d'Etat a refusé d'apparaître en public, laissant le secrétaire à la défense, M. Harold Brown, et le conseiller à la sécurité répondre aux questions de la presse.

Dimanche matin, M. Brzezinski, tendu et agité, a ainsi participé à une émission de la chaîne de télévision ABC, cours de laquelle il a longuement justifié le raid en Iran. Il a notamment insisté sur le fait que, quel que soit le résultat, il aura prouvé aux dirigeants iraniens que Washington n'est plus décidé à laisser Téhéran mener le jeu.

Bien que les critiques contre le président Carter restent étonnamment modérées, l'opinion s'interroge de plus en plus sur les conditions dans lesquelles l'affaire a été décidée et sur les raisons pour lesquelles elle s'est heurtée à tant d'incidents techniques. — N. B.

L'anti-Kissinger

Depuis janvier 1977, successeur de M. Kissinger au département d'Etat, M. Cyrus Vance offrait un contraste complet avec cette vedette hors du commun américain. Né en 1917 dans une « bonne famille », il est le neveu du candidat démocrate malheureux à la présidence des Etats-Unis en 1924, — ayant fait de « bonnes études » (et même de très bonnes) à l'université Yale, dont il sortira en 1942, ce juriste de formation ne recherchera jamais l'éclat et la publicité. Avant d'être nommé au département d'Etat par M. Carter, dans les derniers jours de 1976, M. Vance

avait surtout servi « en second » dans les fonctions très diverses qu'il occupa jusqu'à ce qu'il ne l'empêche pas d'assumer, en de multiples occasions, le rôle d'homme indispensable.

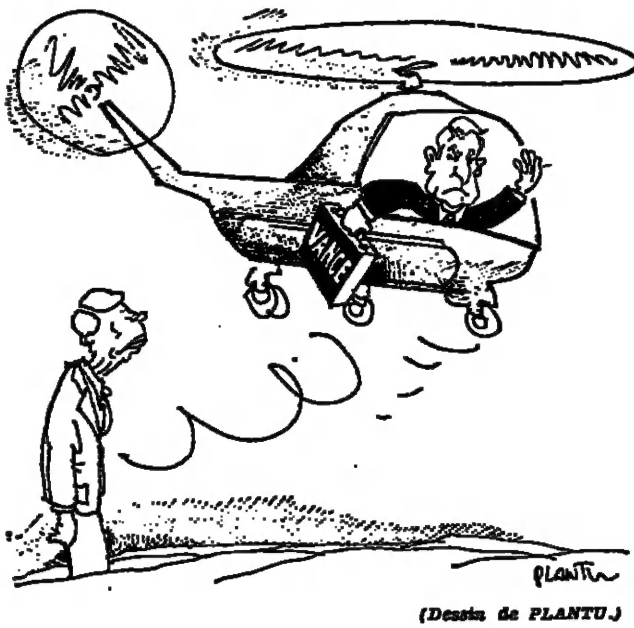
Avocat de Wall Street, déjà engagé dans une belle carrière, c'est le sénateur Lyndon Johnson qui lui mettra le pied à l'étrier politique en l'appelant, dès 1957, à produire ses conseils aux comités du Sénat sur lesquels il a la haute main, principalement en matière de défense et d'espace. Tous jours grâce à la recommandation du vice-président texan, l'admi-

nistrateur Kennedy le fait juriste-consulte du Pentagone et y travaillera en étroite collaboration avec M. McNamara, qui apprécie ses capacités et ses talents d'organisateur. En 1962, il devient sous-secrétaire à la défense en charge de l'armée de terre. En janvier 1964, le président Johnson lui confie le poste de numéro deux dans la hiérarchie du Pentagone, mais il entend surtout avoir M. Vance à sa disposition pour des missions délicates. Avant même de prendre ses nouvelles fonctions, M. Vance part pour Panama, que vient d'agiter des émeutes d'étudiants.

Indépendance d'esprit

Le règne de M. Nixon permet à M. Vance de retourner, pour de bon cette fois, à son métier d'avocat : en 1975, il sera président du barreau de New-York. Mais déjà l'année suivante, la politique le reprend et il appuie d'abord la candidature de M. Sargent Shriver, un disciple de Yale, à la nomination démocrate pour le cours à la Maison Blanche, mais se rallie bientôt à la cause de M. Jimmy Carter.

Sa démission sonnera probablement l'heure de la retraite définitive de la vie publique. Elle est aussi peut-être le premier acte d'indépendance d'esprit radical d'une personnalité marquée par la formation très particulière que reçoit le « lawyer » américain — juriste qui croit plus aux vertus du compromis qu'à celles de la confrontation et qui régresse aux « grands moyens » du style du raid manqué sur l'Iran. Il n'était pas plus pour la « diplomatie spéciale », à grande coupe de théâtre, dans la manière Kissinger, que pour le recours à la force. En même temps, il ne pouvait se cacher qu'il y a un temps pour tout, même pour être pour l'impunité, et que la modération n'est pas forcément la mère de la méditation. A. C.



(Dessin de PLANTU.)

avait surtout servi « en second » dans les fonctions très diverses qu'il occupa jusqu'à ce qu'il ne l'empêche pas d'assumer, en de multiples occasions, le rôle d'homme indispensable.

Avocat de Wall Street, déjà engagé dans une belle carrière, c'est le sénateur Lyndon Johnson qui lui mettra le pied à l'étrier politique en l'appelant, dès 1957, à produire ses conseils aux comités du Sénat sur lesquels il a la haute main, principalement en matière de défense et d'espace. Tous jours grâce à la recommandation du vice-président texan, l'admi-

anti-américain qui mettront en route le processus qui aboutira à la révision des accords sur le canal. L'année suivante, il conduit, à chaud, une « enquête-gouvernementale » en République Dominicaine. Encore un an, et c'est au Vietnam que M. Cyrus Vance se retrouve en mission avec M. Robert Komer (l'actuel directeur des affaires politiques du Pentagone) pour apprécier la situation. A l'époque, il partage l'optimisme des milieux officiels et n'a pas d'objection à l'escalade qui se prépare. Il participera même à la sélection des sites à bombarder en représailles des attaques du Vietnam.

LE DÉROULEMENT DU RAID SELON LE « NEW YORK TIMES »

Une insigne malchance et de nombreuses défaillances de matériel

Un officier supérieur américain qui a demandé à garder l'anonymat a raconté la mésaventure du commando qui devait délivrer les otages du bâtiment des Etats-Unis à Téhéran, et décrit l'« enfer » qu'il ont vécu dans le désert iranien les volontaires de la mission avortée. Le scénario s'est déroulé sans accroc majeur jusqu'à 1 h 40 — heure locale — vendredi, précise le New York Times, qui rapporte le récit de l'officier, à cela près que deux des huit hélicoptères qui, avec six C 130, composaient la force aérienne engagée dans le raid avaient dû regagner le port-avion Winde à la suite d'ennuis techniques et qu'un car de voyageurs iraniens était arrivé sur les lieux trois minutes après les atterrissages. Les passagers furent placés sous la garde de soldats parisiens jusqu'à la fin de l'opération. L'officier interrogé par le New York Times précise que les membres du commando portaient des tenues camouflées et des écussons américains.

Aucun blessé abandonné sur place

Deux hélicoptères étaient en train de faire le plein et les quatre autres avaient terminé quand un C 130, sur un des appareils, une défaillance du contrôle du système hydraulique. A 2 h 30, l'ordre était donné d'annuler l'opération. Les hommes qui se trouvaient à bord des appareils ont alors regagné les avions de transport, tandis que les pilotes d'essence se poursu-

vaient, la consigne étant de ramener les hélicoptères en état de voler. Un C 130 ravitailleur ayant épuisé sa provision de carburant, un hélicoptère qui n'avait pas achevé sa violence dirigée vers un autre ravitailleur et son rotor a transpercé au passage le fuselage d'un C 130 en instance de départ, rempli de militaires. Les deux appareils ont alors pris feu, provoquant la mort de trois marines à bord de l'hélicoptère et de cinq hommes d'équipage du C 130, tandis que leurs camarades réussissaient à évacuer la carlingue. Voyant que le commandant de bord était bloqué, deux soldats se sont précipités et ont réussi à le sauver au péril de leur vie.

L'accident s'est produit environ 48 minutes après que le président Carter eut donné personnellement l'ordre d'annuler l'opération. Tandis que les munitions des deux appareils en feu explosaient de toutes parts, le commandant du raid, le colonel Charles Beckwith, chef du groupe anti-terroriste de Fort Bragg, décida d'abandonner les hélicoptères de crainte qu'ils ne s'écrasent sur le chemin du retour. Après avoir assuré qu'aucun blessé n'était resté sur place et que les cadavres ne pouvaient être extraits des appareils en flammes, il monta alors dans le dernier C 130 qui, l'assurant, était et décolla. Il était environ 4 heures du matin.

Il est également possible que des cartes secrètes, des documents confidentiels aient dû être abandonnés sur place. Le colonel Beckwith était en contact avec le chef de l'ensemble de la mission, le général James Vaughn, qui se

trouvait en un point qui n'a pas été révélé. Il pourrait s'agir du Minia, en mer d'Arabie, ou un avion survolant le Golfe. Les communications entre ces deux officiers et Washington étaient « les meilleures possibles ». L'opération était suivie par le général David Jones, président du comité des chefs d'état-major, qui se trouvait au National Command Center, au Pentagone.

L'itinéraire suivi

D'autres officiers ont raconté comment les six C-130 Hercules avaient gagné Téhéran. Ils sont manifestement partis d'Egypte, ont longé la mer Rouge, survolé le golfe d'Aden et la mer d'Arabie et atterri à Oman pour faire le plein. Trois des appareils transportaient des hommes, des armes, des jeeps et des motocyclettes tandis que les trois autres étaient des avions-citernes. Sans entrer dans les détails, les officiers ont précisé que le commando disposait d'un appareillage électronique, qui lui a permis de tromper la vigilance des radars soviétiques installés en Ethiopie et à Aden et de la surveillance côtière iranienne. Ils ont également souligné que l'« Arabe Saoudite » n'a pas été surveillée et que l'espace aérien d'un pays tiers n'a été violé.

An début du raid, l'un des huit hélicoptères partis du Minia avait dû rebrousser chemin après avoir été pris dans une tempête de sable, ses deux gyroscopes étant endommagés. Un autre a eu une défaillance hydraulique et a dû se poser dans le désert, avant de regagner le port-aéronef.

LA RECHERCHE

N° 111 - 15 F

La « crise » de la famille
par Louis Roussel

Le paradoxe d'Einstein-Podolsky-Rosen
par Max Jammer

Le retraitement des combustibles nucléaires
par François David et Jean-Paul Schapira

Les mécanismes de la naissance
par Michel Bossé

Les protéines en action
par P. Douzou et G. Petsko

Dossier : Les risques de grands éboulements
par Jean Goguel

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)
Etranger 1 an : 150 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F*)

Nom : Je règle par : (à l'ordre de la Recherche)
Profession : ☐ chèque bancaire
Adresse : ☐ chèque postal (5 volets)
Code postal : ☐ mandat

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris
Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massenet 28 - 1180 Bruxelles

L'ÉCHEC DE L'OPÉRATION

Les Américains s'interrogent sur les réticences des Européens à l'égard de la politique de Washington

New-York. — Traumatisés par l'échec de la mission de sauvetage des otages de Téhéran, les Américains, pour la première fois, s'interrogent sérieusement sur les raisons des réticences de ces derniers. Nombre d'entre eux ont conscience que la décision de la Maison Blanche, survenant juste après la déclaration des Nations Unies de condamner les sanctions économiques à l'égard de l'Iran, a pu avoir quelque chose d'irritant pour les Européens.

Si l'Europe, comme on la connaît à Luxembourg ou à Strasbourg, existe, c'est bien de ce côté-ci de l'Atlantique. Un Américain ne dit pas : « Je vis en France » (ou en Angleterre, en Italie) ; il dit : « Je vis en Europe ». Pour lui, l'Europe occidentale constitue un tout, à peine différencié par la culture, la langue, le climat, le degré d'industrialisation ou de sympathie qui s'y manifeste à l'égard des États-Unis.

L'Europe du Marché commun, fille turbulente du plan Marshall, agace, attendrit et inquiète périodiquement les Américains, dont beaucoup conviennent des liens aussi anciens que sentimentaux avec le « vieux pays » de leurs ancêtres.

Les querelles internes de la Communauté leur sont généralement inconnues. Ses rivalités économiques et politiques leur paraissent intelligibles, voire désirables. Il est vrai que les grands journaux occidentaux ont un ou deux correspondants qui écrivent des articles de synthèse politique et économique en équilibrant les positions française, britannique ou allemande par un paragraphe ou deux. Leur « couverture » comprend un nombre presque égal d'articles de magazine sur les aspects pittoresques de la vie locale, ainsi que des « portraits » de personnalités en vue.

Les Américains connaissent ainsi les principaux dirigeants politiques européens, mais ils n'ont qu'une idée très vague des rivalités qui opposent Paris à Londres, ou Bonn à Rome. Ils leur paraissent, à eux, tout à fait naturel que l'Europe « parle d'une seule voix ».

La crainte des P.C.

De tous les alliés, celui qui leur donne le plus de souci réside en France, toujours soupçonné de pêcher en eau trouble. Tout récemment, un officier français en tournée dans le sud des États-Unis, était sévèrement réprimandé par les responsables américains pour avoir poussé Paris à donner asile à l'immigré Khomény pendant quinze ans. Prompts à déceler un réseau de gauchisme dans la moindre tentative de Paris pour se distinguer du peloton, les Américains n'entendent guère les relations entre l'Élysée et ses divers opposants.

L'un des éléments-clés du malentendu tient sans doute au rôle du parti communiste dans plusieurs pays européens. Pius férocièrement anticommuniste quand il s'agit de l'Amérique, le P.C. est pour eux le symbole d'un communisme de sa vie, d'extrême gauche, des pouvoirs aussi exorbitants que subversifs, mais il ignore tout du jeu de bascule qui se joue dans une bonne partie de l'Europe occidentale entre les gouvernements, Moscou et le P.C. local.

L'autre élément du malentendu est d'ordre géographique. En janvier, peu après l'intervention soviétique en Afghanistan, et au plus fort de la tension entre Moscou et Washington, l'opinion américaine ne semblait nullement réaliser que l'Europe occidentale, qui se trouve à quelques jours de route des armées du pacte de Varsovie, a quelques raisons de se montrer prudente, et que les sous-entendus de la dernière guerre plaquent encore lourd dans la mémoire de millions d'Européens.

Dans l'affaire iranienne, les premières réticences des alliés ont surpris et déçu les Américains. Des éditorialistes ne se sont pas fait faute de rappeler que Paris, en particulier, tenait à « son » rôle de médiateur entre la République islamique et l'agression américaine. En revanche, le président iranien a fait part de son intention de provoquer une réunion extraordinaire des pays non alignés, afin de déterminer de concert les mesures à prendre.

La présentation des cadavres Comme on le demandait si les derniers événements pourraient déterminer de nouvelles orientations de la politique étrangère de l'Iran, M. Bani Sadr a été montré formel quant à l'attitude iranienne, « qui restera ce qu'elle a été », à savoir une politique d'indépendance ne s'appuyant ni sur les super-puissances soviétiques ou américaines ni sur tout autre gouvernement ou pouvoir, une politique qui s'efforce d'aider tous les pays du monde sur la voie de la révolution en vue de la révolution mondiale.

Dans son journal quotidien de 21 h. 30, la télévision iranienne a accordé, samedi, une très large place au premier reportage tourné sur les lieux de la catastrophe américaine. Ne faisant grâce d'aucun détail, la caméra est revenue à plusieurs reprises sur les corps calcinés de quelques-uns des militaires tués lors de la collision entre un hélicoptère et un avion du commando, montrant ensuite des larmes de maternels devant un officier iranien ne présente à l'objectif des larmes de douleur et de rage. Le lendemain, dimanche, en fin d'après-midi, l'atmosphère était plus calme, les tribunaux islamiques, qui avaient été chargés de superviser le transport à Téhéran des restes des victimes, après que le président de la République eut fait part de son intention de les res-

De notre correspondante

était plus rapide et s'il y avait moins de réticences contre les échecs de la présidence américaine. L'Europe peut seule dominer les craintes que lui inspire la présence soviétique.

La décision des Européens d'imposer des sanctions économiques à l'Iran a été accueillie avec soulagement, mais les Américains ont été déçus que les alliés ne procédaient pas immédiatement à la rupture de leurs relations diplomatiques avec Téhéran. Les commentateurs ont été nombreux, à ce moment, à se demander si la décision des alliés procédait d'un véritable sentiment de solidarité, ou de la peur de voir le président Carter s'engager dans des opérations militaires.

L'affaire des otages, qui, depuis près de six mois, continue à « ouvrir » toutes les émissions d'informations de la télévision, bouleverse toujours la vie quotidienne des Américains, qui y voient, à la fois un douloureux problème humain et le signe inquiétant du déclin de la puissance nationale. Ils ne réalisent pas que les prisonniers de Téhéran ne font plus qu'épisodiquement la une de nos journaux européens. C'est pourquoi l'accueil réservé par M. Giscard d'Estaing à quatre des épouses des otages a été apprécié ici.

Les vertus de M. Carter

Les Américains restent des sentimentalistes. L'air de chien battu du président Carter lorsqu'il a annoncé, au petit matin du

25 avril, l'échec de la mission de sauvetage des otages n'a provoqué ni mépris ni révolte dans l'opinion : il l'a attendri.

Dans un éditorial du Washington Post consacré à la mort de Sarre, Joseph Kraft écrivait dimanche matin : « Les Américains ont de l'estime pour M. Jimmy Carter quand il cherche son inspiration dans la prière. Si Valéry Giscard d'Estaing en faisait autant, toute la France s'élèverait d'un vif mépris ».

La guerre du Vietnam avait paru, un temps, convertir les Américains au cynisme que des siècles de drames sanglants ont enseigné aux Européens. Mais il faut bien se rendre à l'évidence : les vertus domestiques et humanitaires de M. Carter continuent à peser lourd dans la balance électorale face à ses erreurs de jugement et de tactique. Les résultats du « caucus » démocrate qui a eu lieu samedi dans le Michigan en témoignent ; malgré l'ampleur des derniers déboires de M. Carter, le sénateur Kennedy, favori dans cet État essentiellement industriel, ne l'a emporté sur le président que par une très faible majorité. Il est vrai qu'il n'y a eu que seize mille votants sur quarante mille inscrits. Le scrutin donne soixante et onze voix à M. Kennedy contre soixante-dix à M. Carter.

Après l'équipe de Tabas, les Européens ont sans doute plus de raisons que jamais de se méfier des initiatives de la Maison Blanche, qui veut pas dire que les Américains soient mieux préparés à admettre leurs erreurs.

NICOLE BERNHEIM.

TOKYO : ne plus « se reposer sur la force américaine »

De notre correspondant

Tokyo. — Après avoir ouvertement manifesté leur mécontentement dans les quelques heures qui ont suivi l'annonce de l'opération avortée de sauvetage des otages américains en Iran, qualifiée, vendredi 25 avril, par le ministre des affaires étrangères, d'action « regrettable », les Japonais ont adopté une position beaucoup plus nuancée et compréhensive à l'égard de Washington. « Il ne sert à rien de critiquer ce qui a été fait », déclarait, dès samedi, le premier ministre, M. Ohira.

L'incident a, en tout cas, plus que jamais convaincu les Japonais de la nécessité de redoubler d'efforts pour parvenir à une solution pacifique, à la confrontation américano-japonaise en coopération avec les autres alliés des États-Unis ; pour cela, il ne faut pas isoler Washington en critiquant trop durement sa politique. M. Ohira, qui sera, le 1er mai, le premier chef de gouvernement étranger à rencontrer M. Carter après les événements de la semaine dernière, a précisé qu'il assisterait auprès du chef de la Maison Blanche pour que les États-Unis ne cherchent pas à employer la force vis-à-vis de l'Iran. Le blouson, par exemple, des ports du golfe Persique peut avoir des conséquences très graves sur l'économie du Japon.

Les Japonais, qui s'étaient engagés avec une certaine réticence à répondre aux demandes américaines de sanctions contre l'Iran, ont été extrêmement surpris, et, au début, choqués, par l'action militaire entreprise par les États-Unis : c'était, en effet, précisément pour éviter une telle extrémité que Tokyo s'était résolu à compromettre ses approvisionnements en pétrole iranien. Les deux éditeurs des journaux du 25 avril ont, à cet égard, révélateur : « Une affaire incroyable, sortait le

quotidien Yomiuri, qui est ressentie comme un coup porté à l'esprit de coopération des alliés des États-Unis. » L'Asahi allait plus loin en écrivant : « Les États-Unis n'auraient jamais dû décider une telle action non seulement pour ne pas risquer la vie des otages, mais aussi pour ne pas accroître la tension au Proche-Orient. M. Carter porte la responsabilité d'une action qui a trahi l'amitié et le bon vouloir de ses alliés. » Les partis d'opposition, pour leur part, et notamment le P.S. et le P.C., ont critiqué le gouvernement japonais pour sa « servilité » à l'égard de Washington.

La dernière initiative américaine dans l'affaire iranienne renforce le sentiment, à Tokyo, que le Japon doit avoir un rôle plus actif sur la scène internationale. « Les États-Unis ne sont plus une superpuissance mais une puissance tout court », déclarait dimanche M. Ohira. Le temps est passé où nous pouvions nous reposer sur la force américaine. « Sur le plan économique et financier, le premier ministre affirmait, en outre : « Le dollar, surtout plus fort que l'or, n'est plus qu'un morceau de papier : cette base de la monnaie américaine nous fait marcher sur des chemins boueux ».

L'approvisionnement en pétrole

En ce qui concerne l'Iran et plus généralement le Proche-Orient, les Japonais paraissent surtout inquiets du risque d'un accroissement de l'influence soviétique dans la région. Ils ont repris, depuis dimanche, leurs négociations interrompues la semaine

dernière avec les Iraniens sur les livraisons de pétrole. Les compagnies pétrolières japonaises ayant refusé, en accord avec leur gouvernement, les demandes d'augmentation des prix, les livraisons ont été interrompues le 21 avril.

Les Iraniens ont placé les Japonais devant un nouvel ultimatum : accepter les hausses des prix (2,5 dollars par baril) ou bien risquer de voir annuler les accords de livraisons directes (500 000 barils par jour, soit 10 % des approvisionnements japonais) péniblement conclus l'année dernière. La sécurité de leurs approvisionnements est assurément pour les Japonais un problème important. Mais ce qui les inquiète particulièrement, c'est aujourd'hui, c'est de voir l'Iran se rapprocher de plus en plus de l'Est. Ces derniers, compte tenu de la diminution des livraisons en provenance d'U.R.S.S., dont la production, baissée en raison notamment de l'embarquement américain sur les équipements de forages, se trouvent de plus en plus vers l'Iran pour se fournir en hydrocarbures. Ce rapprochement des liens de Téhéran avec les pays de l'Est, comme les mouvements de troupes soviétiques en Azerbaïdjan, près de la frontière russo-iranienne, relèves, vendredi, par l'Agence de défense japonaise, incitent les Japonais à penser qu'il ne faut ni isoler l'Iran ni donner prétexte, par une nouvelle action militaire américaine, à une intervention soviétique en Iran, possible en vertu du traité d'amitié de 1921 entre les deux pays.

C'est donc dans le sens de la modération que comptent agir les Japonais dans leurs relations tant avec l'Iran — l'ambassadeur japonais à Téhéran, samedi, — qu'avec les États-Unis.

PHILIPPE PONS.

Téhéran s'attend à une nouvelle intervention

(Suite de la première page.)

Lors d'une conférence de presse, réunie à Téhéran le 26 avril, le président iranien a déclaré que les Américains n'ont pas encore exprimé des craintes à ce propos : « Je crois », a déclaré M. Bani Sadr, que dans un avenir assez proche, d'autres tentatives se produiront et que ce raid n'est qu'un chapitre d'un vaste plan d'ensemble imaginé par l'Amérique pour briser notre révolution ».

M. Bani Sadr a ajouté que, « bien entendu, ce qui se passe actuellement au Kurdistan est également lié à ce même plan. Carter est persuadé que l'Iran s'enfonce dans la veffie de s'effondrer. Et, s'il a pris la décision de libérer les otages, c'est parce qu'il croit que le gouvernement va disparaître et que ses complices se trouveront dans les rues en grand danger, l'anarchie s'instaurera aussitôt dans le pays ». « Aussi », a-t-il demandé à tout le peuple iranien, a encore dit le président Bani Sadr, de rester uni plus que jamais, car le combat n'est pas terminé ».

Interrogé ensuite sur une éventuelle demande d'arbitrage à des instances internationales, M. Bani Sadr a indiqué qu'une telle démarche n'était pas dans les intentions du gouvernement. « Si ces organisations existent réellement, et si elles ne dépendent pas des super-puissances, elles se doivent d'accomplir leur devoir sans qu'on ait à le leur demander. Nous verrons quelle sera leur réaction face à l'agression américaine. En revanche, le président iranien a fait part de son intention de provoquer une réunion extraordinaire des pays non alignés, afin de déterminer de concert les mesures à prendre.

La présentation des cadavres

Comme on le demandait si les derniers événements pourraient déterminer de nouvelles orientations de la politique étrangère de l'Iran, M. Bani Sadr a été montré formel quant à l'attitude iranienne, « qui restera ce qu'elle a été », à savoir une politique d'indépendance ne s'appuyant ni sur les super-puissances soviétiques ou américaines ni sur tout autre gouvernement ou pouvoir, une politique qui s'efforce d'aider tous les pays du monde sur la voie de la révolution en vue de la révolution mondiale.

Dans son journal quotidien de 21 h. 30, la télévision iranienne a accordé, samedi, une très large place au premier reportage tourné sur les lieux de la catastrophe américaine. Ne faisant grâce d'aucun détail, la caméra est revenue à plusieurs reprises sur les corps calcinés de quelques-uns des militaires tués lors de la collision entre un hélicoptère et un avion du commando, montrant ensuite des larmes de maternels devant un officier iranien ne présente à l'objectif des larmes de douleur et de rage. Le lendemain, dimanche, en fin d'après-midi, l'atmosphère était plus calme, les tribunaux islamiques, qui avaient été chargés de superviser le transport à Téhéran des restes des victimes, après que le président de la République eut fait part de son intention de les res-

tuer aux Américains, a fait présenter à la presse, dans une cour de l'ambassade américaine, au cours d'une cérémonie, neuf cadavres qu'une ambulance avait amenés là depuis l'aéroport de Téhéran, où ils étaient arrivés par avion quelques heures plus tôt.

Les dévouilles mortelles ne seront pas remises directement aux autorités américaines (1).

« Voici les soldats de Carter ! »

Contenus dans des lincaux, des sacs de plastique ou des caisses, les restes non identifiables des marines carbonisés ont été, tour à tour, exhibés sans le moindre regard, comme de vulgaires marchandises, tandis que l'ayatollah annonçait d'une voix forte : « Voici les soldats de Carter ! », avant d'ajouter : « Il y en a vingt autres que nous avons dû laisser sur place, car ils sont introuvables ». Auparavant, les journalistes avaient pu voir un échange

Une victime de la guerre des ondes

COMMENT LES IRANIENS ONT « ASSASSINÉ » M. SADDAM HUSSEIN...

La guerre des ondes que se livrent depuis des semaines l'Irak et l'Iran a atteint, dimanche, un sommet lorsque la présidence de la République iranienne a annoncé, en fin de matinée, la mort, « à la suite d'un coup d'éclair », du président de la République irakienne, M. Saddam Hussein. L'« événement », révélé par cette seule source, ne pouvait que susciter l'incrédulité. Il a pourtant provoqué une vive agitation à la radio et à la télévision françaises, qui lui ont accordé une large place en ces de leurs bulletins d'information. Plus prudent, la B.B.C. de Londres a tout simplement passé sous silence cette « nouvelle ».

A Téhéran, pris au piège des services de propagande iraniens, de nombreux habitants de la capitale sont descendus dans la rue et ont commencé à danser en chantant « l'Allah est plus fort » et « Dieu est le plus grand ». Bien que l'Agence iranienne d'information ait affirmé la nouvelle, en accusant l'Irak de « prendre ses désirs pour des réalités ».

Il semble que tout ce branle-bas ait été provoqué par la diffusion par la radio de Téhéran d'un communiqué de l'Organisation des combattants islamiques d'Irak, qui regroupe des opposants chiites au régime de Bagdad, selon des communiqués, le président irakien visitait dimanche matin un camp militaire quand des « combattants islamiques » surgirent le feu sur lui. Le fait, à cet instant précis, le président Saddam Hussein se trouvait dans la capitale irakienne le président des Seychelles, M. France-Albert René.

ditionnage du matériel récupéré sur les lieux, armes diverses, casques, cartes de la région, plans de Téhéran, photographies aériennes de l'ambassade des États-Unis et du stade voisin, où il avait été probablement prévu de faire se poser des hélicoptères, ainsi que des cadavres carbonisés aux couleurs de l'armée de l'air iranienne, destinées à être apposées sur les engins américains.

« Tabas n'est qu'un accident de parcours dans le plan imaginé par Carter pour détruire l'Iran », a indiqué l'ayatollah Khomeini, qui devait préciser ensuite que la force d'intervention américaine avait tué « trois mille hommes transportés à bord de dix-huit avions et vingt hélicoptères ». « Des documents retrouvés dans les débris nous autorisent à affirmer, a encore déclaré l'ayatollah, que les États-Unis ont disposé de nombreuses complètes iraniennes, mais tous les avions ont été détruits ».

Évoquant enfin le sort des otages, le procureur de la République islamique a indiqué qu'ils seraient traités en justice une fois éliminés en place le premier Parlement iranien, c'est-à-dire, au mieux, vers le 11 mai. « Les innocents n'ont rien à craindre, a dit encore l'ayatollah, quant aux otages, c'est-à-dire les otages, je ne suis pas personnellement favorable à leur éventuelle exécution ».

Déjà, la presse iranienne accuse : « Il y avait des officiers iraniens parmi les agresseurs », a-t-il écrit en gros caractères sur toute la largeur de sa « une » le quotidien Keyhan du 27 avril, qui reproduisait, d'autre part, comme tous les journaux de Téhéran, des photos des appareils incendiés et d'un G.I. carbonisé gisant la face contre le sol près d'un hélicoptère fracassé.

S'il ne fait pas de doute que le commando américain comptait des soldats d'origine iranienne, le mystère demeure entier quant aux vraies raisons de leur raid avorté et brutal, à peine décelé, une opération nécessairement fondée sur des moyens en hommes et en matériel très élaborés, et dont on ne saurait imaginer qu'elle n'ait été répétée et vérifiée mille fois dans ses plus infimes détails.

Le raid a, très provisoirement, fait passer au second plan les nouvelles en provenance du Kurdistan, où la situation prend de plus en plus la tournure d'une guerre ouverte. Le président Bani Sadr, qui a ordonné à l'armée d'observer un cessez-le-feu unilatéral, semblerait bien n'avoir pas été entendu des militaires : les Kurdes, qui se considèrent comme les victimes d'un génocide orchestré par le pouvoir, n'ont pas non plus l'intention de s'en tenir là. Dans un communiqué, le chéikh Ezzeddin Hussein, chef religieux des Kurdes iraniens, appelle à la « lutte par tous les moyens » et à l'instauration immédiate d'un gouvernement populaire kurde.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

PÉKIN : « Une situation dont le Kremlin peut profiter »

De notre correspondant

Pékin. — Après les prudents « regards » exprimés la veille par le ministère chinois des affaires étrangères, l'agence Chine nouvelle a critiqué, lundi matin 26 avril, en des termes beaucoup plus sévères la tentative américaine de raid en Iran.

La déclaration très diplomatique de dimanche renvoyait pratiquement dos à dos l'Iran et les États-Unis pour leurs atteintes respectives aux principes des relations internationales, observant seulement que l'action de commando pas plus que les sanctions des États-Unis « ne contribuèrent à résoudre la tentative américaine de raid en Iran ».

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

Le commentaire de Chine nouvelle, par ses deux parties, s'efforce de résoudre leur différend par des consultations pacifiques, afin de ne pas faire le jeu de gens mal intentionnés. À peu de chose près, la position de la diplomatie chinoise n'était pas très différente de celle de l'Inde ou même de la Turquie.

se poussent vers les eaux chaudes du Sud ».

Non seulement la crise sert à détourner l'attention mondiale de l'invasion soviétique en Afghanistan, mais, de l'avis de Pékin, elle comporte le risque d'une intervention soviétique en Iran.

Depuis le début de la crise américaine, les responsables chinois ont régulièrement invité leurs interlocuteurs américains à avoir « une vue à long terme » de la situation et à ne pas laisser le problème des otages, si délicat soit-il, compromettre des intérêts stratégiques beaucoup plus importants.

Les inquiétudes de la Chine s'expriment encore avec plus de force dans la rupture des relations diplomatiques entre Washington et Téhéran et au fur et à mesure que montait, d'autre part, la tension entre l'Iran et l'Irak. « Face à la dure réalité », écrit ainsi le Quotidien du peuple dès le 13 avril, tous les pays intéressés devraient se préoccuper de la stabilité et de la sécurité de la région, traiter correctement les contradictions et les différends qui les séparent et éviter de fournir aux hégémonistes soviétiques des occasions qu'ils pourraient exploiter à leur avantage. « C'est exactement le contraire qui vient de se produire, faisant naître à Pékin de sérieuses alarmes et y provoquant les critiques les plus sévères qu'on ait entendues en Chine depuis de longs mois à l'encontre des États-Unis ».

ALAIN JACOB.

ISTH depuis 1953
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines
1ère PRÉPARATION Parisienne
Méthodologie écrite et orale - Enseignements à temps complet
SCIENCES PO
• Entrées en AP et en 2^e Année
• Préparations intensives de vacances
• Année complète
Clôture des inscriptions sans préavis
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey - 75016 Paris - Tel. : 527.10.15
TOULBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tel. : 585.59.35

Vient de paraître :
POLITIQUE COMPARÉE DU TIERS MONDE
TOME I : VIRAAGES DU TIERS-MONDE ET FORCES POLITIQUES.
par
P.-F. GONIDEC Professeur à l'Université de Paris I
TRAN VAN MINH Chargé de conférences à l'Université de Paris 2.
1 volume 14 x 22, 322 pages. Prix de vente en notre librairie : 75 F. (Taux d'expédition en plus)
EDITIONS ET LIBRAIRIE MONTCHRESTIN
128-130, rue Saint-Jacques, 75005 PARIS.

AMÉRICAIN EN II

Les Américains se refusent à critiquer l'Iran

Après les événements de Téhéran, les Américains se refusent à critiquer l'Iran. Ils ont adopté une position beaucoup plus nuancée et compréhensive à l'égard de Washington. « Il ne sert à rien de critiquer ce qui a été fait », déclarait, dès samedi, le premier ministre, M. Ohira. L'incident a, en tout cas, plus que jamais convaincu les Japonais de la nécessité de redoubler d'efforts pour parvenir à une solution pacifique, à la confrontation américano-japonaise en coopération avec les autres alliés des États-Unis ; pour cela, il ne faut pas isoler Washington en critiquant trop durement sa politique. M. Ohira, qui sera, le 1er mai, le premier chef de gouvernement étranger à rencontrer M. Carter après les événements de la semaine dernière, a précisé qu'il assisterait auprès du chef de la Maison Blanche pour que les États-Unis ne cherchent pas à employer la force vis-à-vis de l'Iran. Le blouson, par exemple, des ports du golfe Persique peut avoir des conséquences très graves sur l'économie du Japon. Les Japonais, qui s'étaient engagés avec une certaine réticence à répondre aux demandes américaines de sanctions contre l'Iran, ont été extrêmement surpris, et, au début, choqués, par l'action militaire entreprise par les États-Unis : c'était, en effet, précisément pour éviter une telle extrémité que Tokyo s'était résolu à compromettre ses approvisionnements en pétrole iranien. Les deux éditeurs des journaux du 25 avril ont, à cet égard, révélateur : « Une affaire incroyable, sortait le

quotidien Yomiuri, qui est ressentie comme un coup porté à l'esprit de coopération des alliés des États-Unis. » L'Asahi allait plus loin en écrivant : « Les États-Unis n'auraient jamais dû décider une telle action non seulement pour ne pas risquer la vie des otages, mais aussi pour ne pas accroître la tension au Proche-Orient. M. Carter porte la responsabilité d'une action qui a trahi l'amitié et le bon vouloir de ses alliés. » Les partis d'opposition, pour leur part, et notamment le P.S. et le P.C., ont critiqué le gouvernement japonais pour sa « servilité » à l'égard de Washington. La dernière initiative américaine dans l'affaire iranienne renforce le sentiment, à Tokyo, que le Japon doit avoir un rôle plus actif sur la scène internationale. « Les États-Unis ne sont plus une superpuissance mais une puissance tout court », déclarait dimanche M. Ohira. Le temps est passé où nous pouvions nous reposer sur la force américaine. « Sur le plan économique et financier, le premier ministre affirmait, en outre : « Le dollar, surtout plus fort que l'or, n'est plus qu'un morceau de papier : cette base de la monnaie américaine nous fait marcher sur des chemins boueux ».

En ce qui concerne l'Iran et plus généralement le Proche-Orient, les Japonais paraissent surtout inquiets du risque d'un accroissement de l'influence soviétique dans la région. Ils ont repris, depuis dimanche, leurs négociations interrompues la semaine

dernière avec les Iraniens sur les livraisons de pétrole. Les compagnies pétrolières japonaises ayant refusé, en accord avec leur gouvernement, les demandes d'augmentation des prix, les livraisons ont été interrompues le 21 avril.

Les Iraniens ont placé les Japonais devant un nouvel ultimatum : accepter les hausses des prix (2,5 dollars par baril) ou bien risquer de voir annuler les accords de livraisons directes (500 000 barils par jour, soit 10 % des approvisionnements japonais) péniblement conclus l'année dernière. La sécurité de leurs approvisionnements est assurément pour les Japonais un problème important. Mais ce qui les inquiète particulièrement, c'est aujourd'hui, c'est de voir l'Iran se rapprocher de plus en plus de l'Est. Ces derniers, compte tenu de la diminution des livraisons en provenance d'U.R.S.S., dont la production, baissée en raison notamment de l'embarquement américain sur les équipements de forages, se trouvent de plus en plus vers l'Iran pour se fournir en hydrocarbures. Ce rapprochement des liens de Téhéran avec les pays de l'Est, comme les mouvements de troupes soviétiques en Azerbaïdjan, près de la frontière russo-iranienne, relèves, vendredi, par l'Agence de défense japonaise, incitent les Japonais à penser qu'il ne faut ni isoler l'Iran ni donner prétexte, par une nouvelle action militaire américaine, à une intervention soviétique en Iran, possible en vertu du traité d'amitié de 1921 entre les deux pays. C'est donc dans le sens de la modération que comptent agir les Japonais dans leurs relations tant avec l'Iran — l'ambassadeur japonais à Téhéran, samedi, — qu'avec les États-Unis.

PHILIPPE PONS.

LE MARCI
AUDI 100
AUDI 100. UNE VRAIE

صكزامن الأمل

AMÉRICAINE EN IRAN

Les Neuf se refusent à critiquer officiellement M. Carter

(Suite de la première page.)

Mais, contrairement aux bruits qui ont couru, une réunion au sommet du conseil atlantique n'a pas eu lieu. Il serait en revanche étonnant que, lors du sommet des sept plus grands pays industrialisés occidentaux, qui se tiendra à Venise en juin, et qui sera en principe consacré aux problèmes économiques, l'affaire des otages ne soit pas évoquée, si elle n'a pas profondément ébranlé l'Occident.

Officiellement, donc, les Neuf ne désapprouvent pas de parer à une solution politique avec le gouvernement de Téhéran, bien qu'une telle perspective soit très compromise depuis le raid américain. En fait, les Neuf jugent surtout la situation internationale trop grave pour affaiblir encore l'alliance atlantique. Ils ne feront donc pas, en tant qu'Europe des Neuf et publiquement, le reproche à M. Carter d'avoir joué double jeu en entreprenant une opération militaire alors qu'il avait laissé entendre qu'il n'en ferait rien et que les alliés des États-Unis manifestent leur solidarité avec lui.

Le comportement du président américain n'en est pas moins durement ressenti et sévèrement jugé par les Neuf. Mais chacun lui fera sans doute connaître son sentiment par les voies diplomatiques les plus discrètes.

En maintenant leur projet de

prendre des sanctions sévères, les Neuf sont d'ailleurs logiques avec eux-mêmes. Ils se sont toujours défendus de céder à des pressions américaines et ont condamné les prises d'otages, d'autant moins admissibles que des diplomates bénéficiaient de l'immunité en tant que victimes, et parce qu'elles sont contraires au droit international. Ils se désolent d'être changeants d'avis aujourd'hui, sous prétexte qu'un raid américain a été entrepris avec des moyens militaires, mais à des fins humanitaires, à lamentablement échoué.

Sur l'Afghanistan, il ne semble pas que les Neuf expriment des positions nouvelles, mais ils estiment que cette affaire est la plus grave et la plus dangereuse pour l'avenir. M. Giscard d'Estaing et François-Poncet ont initié, avec M. Gromyko, des conversations avec M. Gromyko, jugées par tous plus dures que jamais, et comme n'ouvrant aucune perspective de détente. Sur ce chapitre, certains dirigeants européens ont manifesté leur intention de rester en étroite consultation avec les États-Unis. On sait que les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays « intégrés » dans l'organisation atlantique (ce qui exclut la France) doivent se réunir à la mi-mai à Bruxelles pour parler de l'Afghanistan. Reste à savoir si la démission de M. Vance ne

remettra pas ce calendrier en question.

Enfin, sur le Proche-Orient, les Neuf réaffirment une position qui, pour n'être pas nouvelle, n'en est pas moins sensiblement différente de celle des États-Unis, puisque les Européens rappellent leur attachement à une solution équilibrée au Proche-Orient respectant les droits des Palestiniens, mais ils rappellent aussi les droits d'Israël à vivre en paix. Cette position n'est pas différente de celle qu'avait exprimée le président Giscard d'Estaing à Amman. Les Neuf ont d'ailleurs l'intention de prendre une initiative en juin, comme l'avait suggéré le président de la République au cours de son voyage au Proche-Orient, après le terme fixé par les accords de Camp David pour aboutir à une solution sur la Cisjordanie et Gaza par des conversations bilatérales égypto-israéliennes. La position des Neuf serait suffisamment nuancée pour que ces idées nouvelles, tendant essentiellement à résoudre le problème palestinien, puissent être considérées comme une contribution susceptible d'alimenter le dialogue égypto-israélien ou comme se situant en dehors de ce dialogue une fois son échec consommé. C'est un prochain conseil européen, à Venise en juin, que ces idées des Neuf seront formulées.

MAURICE DELARUE.

M. Mitterrand : le devoir est de délivrer les otages

La résolution adoptée samedi 26 avril par la convention nationale du P.S. affirme que les socialistes « comprennent l'impénitence du peuple américain devant la détention d'otages et condamne cette prise d'otages. Mais ce texte reconnaît le droit au peuple iranien d'établir les responsabilités du régime du chah et à dénoncer l'appui que celui-ci a reçu de la diplomatie américaine ». Il conclut à la nécessité de rechercher une solution « hors d'une politique de force » afin d'obtenir la libération des otages.

Prendant la parole devant la convention nationale du P.S., M. François Mitterrand évoque l'intervention américaine en Iran. Il souligne, en citant M. Bani Sadr, que dans ce pays il y a des forces « qui cherchent une issue qui ne soit pas celle du drame » et qu'il y a une situation révolutionnaire « que nul ne peut avoir la prétention d'appréhender par la prétention d'appréhender par la prétention d'appréhender ». M. Mitterrand précise : « Je n'ai eu des approbations ». Raisonnant « comme s'il s'agissait » pour les États-Unis de délivrer les otages, M. Mitterrand rappelle que l'Union soviétique a une très contestable politique de sanctions économiques (...) qui, a priori, exclut des sanctions militaires, de les avoir en somme compromis pour tout aussi tôt changer de plan et, agissant à son corps défendant, sans tenir compte de l'engagement qu'il venait de faire prendre et du soutien qu'il venait d'obtenir, ou, compromettre les pays étrangers, jouer de leur réputation et de leur politique, faire peser tout le poids de l'Union soviétique sur des pays certains d'entre eux... »

Il ajoute : « On s'y reprendra à deux fois avant de croire à la parole d'un président américain ». M. Mitterrand considère que, à cause de l'échec, le danger de guerre s'est accru. Il craint que l'échec ne conduise les États-Unis à en faire davantage.

M. ROCARD : un problème temporairement insoluble.

De son côté M. Michel Rocard déclare sur ce sujet : « Nous devons faire savoir à la jeune République islamique qu'elle n'aura pas sa place dans la communauté internationale tant qu'elle en violera les règles et que les otages doivent être libérés. » Mais notre long combat politique contre le régime du chah nous autorise à dire aux Américains que le souci de revanche du peuple iranien s'ex-

pose sans exposer leur vie et sans aggraver la tension internationale. Cette résolution ne reprend pas l'approbation de la tentative de libération des otages par les États-Unis exprimée par M. François Mitterrand. En prenant une telle position, celui-ci avait conscience d'être minoritaire dans son propre parti. M. Lionel Jospin, secrétaire national du P.S., préfigurant les interventions des différents orateurs, avait exprimé vendredi une opinion contraire.

plique, même s'il prend des formes inacceptables. Il faut, hélas ! avoir attendu qu'un pouvoir public respecté naîsse en Iran. Une politique de sanctions, outre sa très grande difficulté technique, on vient de le voir, ne peut avoir que trois effets :

— Menacer la vie des otages ;

— Défausser la responsabilité d'une autorité publique respectée en Iran ;

— Pousser l'Iran vers le bloc soviétique.

C'est tout le contraire de ce qu'il faut faire. Il faut du courage pour reconnaître qu'il y a des problèmes temporairement insolubles.

Quant à M. Jean-Pierre Chevènement, il a condamné « la triste équipe américaine ».

● M. François Loncle, secrétaire national du M.R.G., a déclaré, dimanche 27 avril, à Arles : « Lorsque l'on observe certains commentateurs français après l'échec de la mission militaire américaine en Iran, on est tenté de dire : un peu de pudeur. L'absence de solidarité des alliés des Américains, et singulièrement de la France, son manque d'empressement à condamner la prise d'otages de Téhéran et à tout faire pour conduire les Iraniens à mettre fin à leur acte de piraterie, n'ont pas été sans conséquence sur l'attitude américaine. Aujourd'hui, il est vain d'accabler les dirigeants américains, il est vain de se lamenter. Ne faudrait-il pas, au contraire, engager un vrai dialogue avec les États-Unis ? L'Occident doit réserver ses liens, cesser de jouer à cache-cache, aborder de front les problèmes angossants qui déterminent la paix ou la guerre dans les mois qui viennent, en priorité les problèmes Nord-Sud, dont l'absence transiennne est une pénible illustration. »

● M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré samedi 26 avril à Bordeaux : « L'opération américaine en Iran est un événement extrêmement dangereux pour la paix du monde. Mais je pense que les premiers responsables de cette affaire ne sont pas les États-Unis. Ce sont ceux qui, dès le départ, ont entretenu une ambassade, pris des diplomates en otage et ainsi commis les premiers actes de guerre. »

● M. Bernard Stasi, président délégué du Centre des démocrates-sociaux, a déclaré samedi 26 avril devant les jeunes démocrates-sociaux : « Les Français doivent se garder d'ironiser sur les déclarations, les incohérences, les insuffisances et les ratés de la politique américaine. La faiblesse des États-Unis est celle de l'Occident. Face au camp de la

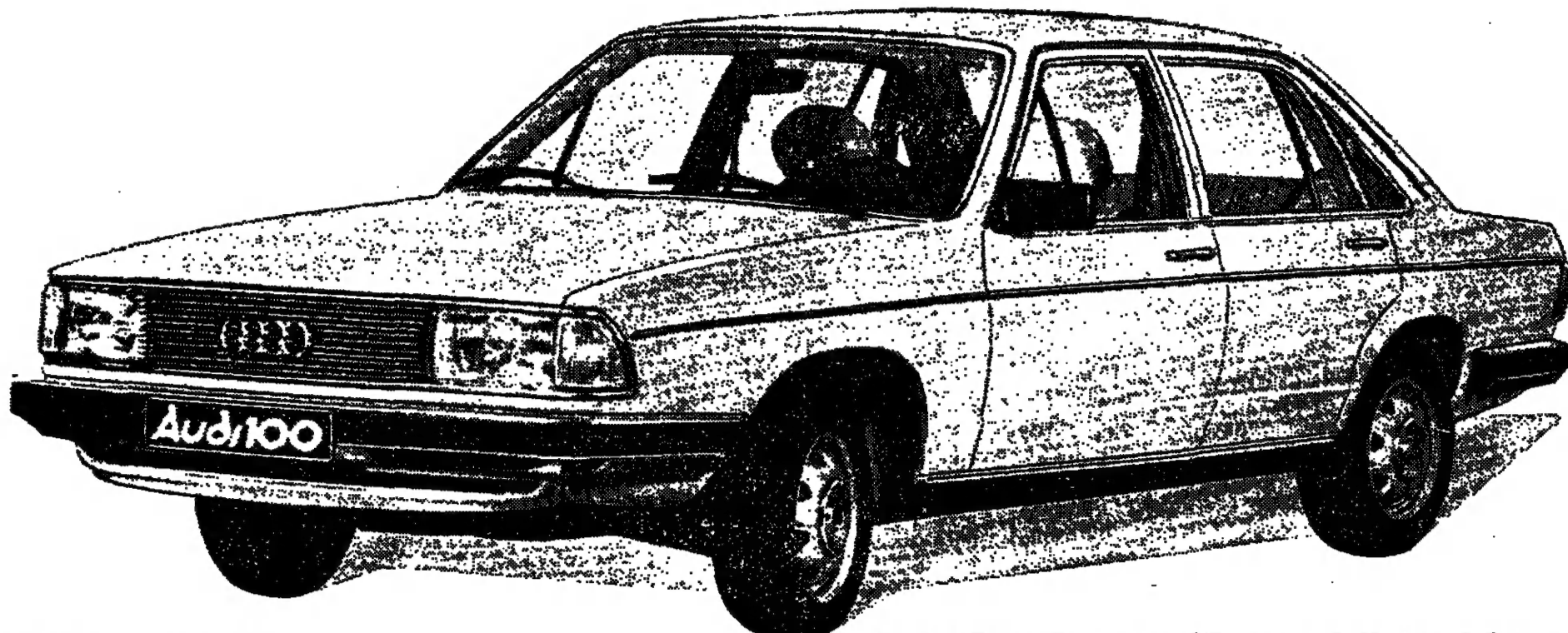
servitude, elle est aussi la faiblesse du camp de la liberté. Il n'y a pas de salut pour l'Europe et encore moins pour chacun de nos pays dans l'affaiblissement de la puissance américaine et dans l'humiliation du peuple américain. »

● An nom de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes de gauche), que préside M. Pierre Dabedout, M. Dabedout, secrétaire général a déclaré : « La criminalité et imbécile opération militaire américaine en Iran démontre que la politique des U.S.A. est avant tout et uniquement conduite en fonction des intérêts de la classe dominante et des enjeux de politique intérieure en Amérique. La tentative, et l'échec, de cette opération confirme aux Européens qu'ils ne sont que des pions — qui risquent continuellement d'être piégés par une illu-

soire solidarité atlantique — dont on attend l'alignement inconditionnel au détriment de nos nations nationales respectives et de la virtualité potentielle d'une Europe indépendante. »

● M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans, a affirmé, samedi 26 avril, à Paris, devant les cadres de son parti réunis pour une journée d'étude : « Il n'y a pas de commune mesure entre l'action de légitime défense, certes maladroite, du président Carter, et l'agression au napalm de l'I.R.I.S.S. en Afghanistan. Dans l'état de tension très grave des relations internationales, il est nécessaire que la France affirme plus vigoureusement que jamais sa solidarité avec les États-Unis, même si la politique américaine montre des insuffisances. »

* Prix d'achat TTC en 01.04.1980.



Pour une fois, l'Europe est d'accord. L'Audi 100 fait l'unanimité. Il faut dire qu'Audi a réalisé un prodige : une vraie berline pour 47750 F. Son prix n'est pas la seule surprise. Cette 9 CV rivalise avec de plus fortes cylindrées. Pour comprendre ses performances il faut la détailler. C'est d'abord une traction avant avec arbre à cames en tête et entraînement par courroie crantée. Mais en Bavère, où elle est construite, on ne cherche pas que la vitesse. On soigne aussi la sécurité.

Ce qui explique sa direction autostabilisante et son double circuit de freinage. Cherchez donc cela sur ses concurrents et vous comprendrez le succès de l'Audi 100 L. Quant à l'économie, seuls les chiffres parlent : 7,4 l/100 km d'essence ordinaire à 90 km/h ; 9,6 l/100 km à 120 km/h ; 12,6 l/100 km en ville (consommation conventionnelle à vitesse stabilisée). L'Audi 100 L a aussi reçu tous les suffrages pour son habitabilité et sa ligne. Conque pour l'Europe, applaudie par l'Europe, l'Audi 100 L va faire plus d'un heureux en France.

AUDI 100 L. UNE VRAIE BERLINE ALLEMANDE POUR 47750 F



Gray France

POLITIQUE COMPLEXE DU TIERS MONDE

ISTH
PRÉPARATION
SCIENCES PO

PROCHE-ORIENT

LES « DOUZE HEURES POUR ISRAËL »

La diplomatie française est accusée de s'aligner sur les thèses arabes

Dénouer la politique française au Proche-Orient, mobiliser toutes les forces de la communauté juive de France afin d'utiliser avec le maximum d'efficacité, lors de l'élection présidentielle de 1981, l'arme du « vote juif », tels étaient les objectifs essentiels des organisateurs des Douze Heures pour Israël, dimanche 27 avril, au Pavillon de Paris, porte de Pantin. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, parmi lesquelles beaucoup de jeunes, ont écouté

de nombreux orateurs condamner en termes vigoureux les déclarations de M. Giscard d'Estaing sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens au cours de sa tournée au Proche-Orient et protester contre une éventuelle visite en France du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat. Les noms du chef de l'Etat et de son ministre des affaires étrangères, M. François-Poncet, ont été sifflés et hués à plusieurs reprises par l'assistance.

M. Henri Hajdenberg, le jeune président du Renouveau juif (1) organisateur avec le Mouvement sioniste de France de la manifestation, avait donné le ton en affirmant que le discours d'Amman constituait « le point culminant, théâtral et spectaculaire d'un long processus d'alignement des thèses françaises sur les thèses arabes les plus dures ». « Il y a, devait-il ajouter, quelque chose d'extrané, d'injuste, d'intolérable dans la position du président de la République ».

Le chef de l'Etat a été accusé de « saboter la paix uniquement parce qu'elle se faisait sans lui » et M. Hajdenberg a même déclaré que « tout baignait dans le pétrole à l'Elysée ».

Le président du Renouveau juif, estimant que les juifs de France se trouvaient « en situation de légitime défense », a donc appelé à la constitution d'un groupe de pression, d'un « lobby » qui combattrait l'arme du pétrole par celle des bulletins de vote. « Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes », a-t-il dit en substance avant de dresser sans

l'assistance le « procès-verbal de la manifestation ». Les dirigeants actuels de la communauté juive, accusés d'incapacité et de timidité, « Les responsables des institutions centrales de la communauté », a-t-il dit, « ont refusé d'être les leaders politiques d'une politique juive ». Et il a appelé à la construction d'une « nouvelle communauté » à laquelle chaque famille devra être liée « de façon organique », sur le plan local et le plan national.

Pour asseoir la crédibilité de son « arme électorale », le Renouveau juif invitait le public à participer à un vote symbolique. Les « électeurs » avaient le choix entre deux bulletins. L'un portait la mention : « J'approuve la politique de la France au Proche-Orient », le vote pour Valéry Giscard d'Estaing, et l'autre la mention inverse. Les urnes ont été assignées toute la journée, le billet d'entrée servant de carte d'électeur. Les résultats de l'opération ne devaient être connus que lundi. Ils ne font, bien sûr, pas de doute.

M. Mitterrand acclamé et sifflé

Le Renouveau juif se propose également de réunir les signatures de mille élus pour la venue en France de MM. Sadate et Begin. Parmi les premiers signataires, on comptait dimanche soir les noms de six députés parisiens de la majorité, MM. Féron, Mesmin, Abel Thomas,

Pierre-Bloch, Marcus et Thibault. La journée a été marquée par un « face à la presse » de M. Ben-El-Mechaie, premier ambassadeur d'Israël en France, grande vedette de la tournée, et a répondu aux questions de six journalistes. Il a exprimé « une certaine opposition à la création de tout l'implantation de colonies en Judée et en Samarie pour des raisons stratégiques importantes ».

De nombreuses personnalités politiques ont ensuite participé à un débat public. M. François Mitterrand dont l'arrivée avait été longuement acclamée par le public a suscité de vives effusions lorsqu'il a déclaré que la paix passerait par la création d'une patrie pour les Palestiniens. Approuvant les accords de Camp David, il a estimé qu'il était vain de rêver à une négociation globale et immédiate à laquelle participeraient tous les partenaires, « Palestiniens compris ». Il est plus réaliste, a-t-il dit, d'avancer vers la paix pas à pas. Le premier secrétaire du P.S., qui parlait en présence de M. Michel Rocard, a rappelé la position constante de son parti pour le droit d'Israël à l'existence, mais s'est refusé à tout électoralisme et ne s'est pas prononcé contre une éventuelle visite en France de M. Arafat, « le seul français devant être accessible à qui veut s'y rendre ».

M. Didier Barthe, président du parti radical, ne partageait pas ce point de vue puisqu'il a estimé que, « dans les circonstances présentes, un voyage en France du leader de l'O.L.P. mettrait en question la participation de son parti à la majorité présidentielle ». Les autres partis majoritaires s'étaient fait représenter, le P.C.F. par Mlle Nicole Chouquet, l'U.D.F. par M. Roger Gérard Schwartzberg a pris la parole pour les radicaux de gauche.

La journée s'est terminée comme elle avait commencé, dans une joyeuse cohue, avec les chansons de Rika Zarai. Elle prenait le relais d'un dîner très apprécié par un public où dominaient très largement les juifs originaires d'Afrique du Nord. — D.J.

M. JEAN DANIEL : la fidélité au « Livre » consiste aussi à refuser de devenir des « occupants ».

M. Jean Daniel écrit, notamment, dans le *Matin*, à propos d'un débat télévisé sur le Renouveau juif que « Former une jeunesse juive à refuser l'autodétermination à elle-même, ce n'est pas juif. Rien dans la tradition juive ne commande une insubordination de ce genre. La fidélité au Livre comme au souvenir de l'existence, celle qui nous fait de même aussi à ne pas accepter que les juifs deviennent des occupants, transformant ainsi en résistants les occupants. On ne peut pas d'un côté reprocher au gouvernement français de ne pas soutenir Sadate et de ne pas faire pour la mission de Sadate à Jérusalem, et de l'autre côté, exhorter l'Etat égyptien à ne pas accepter que sa politique soit en mesure d'apporter aux Palestiniens plus qu'un radicalisme inacceptable des autres Arabes ».

EUROPE

L'OUVERTURE A PARIS DE LA CONFÉRENCE DES P.C.

L'Union soviétique accentue ses pressions sur l'Europe et fait allusion à l'« arme énergétique »

La rencontre des partis communistes et ouvriers d'Europe, organisée par le P.C.F. et le parti ouvrier unifié polonais, s'est ouverte lundi matin 28 avril à l'hôtel Méridien à Paris. Les travaux, qui se dérouleront à huis clos, devaient se terminer mardi après-midi par une conférence de presse, au cours de laquelle devait être présenté un « appel aux peuples d'Europe ».

Vingt-deux partis sont représentés à cette rencontre, au niveau des responsables des relations extérieures. Il s'agit des P.C. d'Allemagne fédérale, d'Allemagne de l'Est, d'Autriche, de Berlin-Ouest, de Belgique, de Bulgarie, de Chypre, du Danemark, de France, de Finlande, de Grèce, de Hongrie, d'Irlande, du Luxembourg, de Malte, du Norvège, de Pologne, du Portugal, de Suisse, de Tchécoslovaquie, de Turquie et d'Union soviétique. La délégation française est conduite par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., la délégation polonaise par M. André Werblan, membre du secrétariat du P.O.U.P. et la délégation soviétique par M. Boris

Ponomarev, membre du secrétariat du P.C.U.S. qui a prononcé un discours dont on trouvera des extraits ci-contre. Les partis suisses et belges sont représentés par des observateurs.

Neuf partis invités ont refusé de participer à cette rencontre : la Ligue des communistes de Yougoslavie, les P.C. roumain, italien et espagnol, les partis de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Suède, de San-Marin et d'Islande.

Dans l'« Humanité », le lundi, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F. et directeur de son quotidien, souligne que tous les partis représentés « n'ont pas les mêmes opinions sur toutes les questions ». « Il existe entre eux des différences, et même des divergences sur certains problèmes », écrit-il. « Le fait que les représentants de la majorité de leur volonté de lutter pour que soient créées les conditions du dépassement de la division de l'Europe en bloc. Nul doute que les résultats de la rencontre aboutiront à développer l'action vitale des peuples européens pour la détente, la paix et le désarmement ».

De notre correspondant

publique : « La tentative de développement d'un « médiateur » (en Iran) oblige sans aucun doute l'opinion publique d'Europe occidentale à mettre encore plus en doute la justesse du comportement des dirigeants ouest-européens, qui manifestent une bonne volonté surprenante à se conformer aux directives de la Maison Blanche », écrit l'agence Tass.

A l'égard ensuite des dirigeants européens eux-mêmes. Dans sa revue hebdomadaire de politique étrangère, la *Pravda* souligne dimanche que les événements d'Iran sont une « nouvelle preuve des projets hégémoniques à long terme de l'impérialisme américain dans la région du Proche et du Moyen-Orient, dans l'océan Indien, et de son intention d'obtenir la domination mondiale. Ils ont montré que les Etats-Unis ne se contentent pas lorsque bon leur semble de se retirer à l'arrière des armées ». De l'Iran aux nouvelles armes nucléaires de théâtre en Europe, le rapport n'est pas difficile à établir : « Et c'est, dans les pays de l'OTAN, peuvent encore espérer que la Maison Blanche les consultera quand elle songera à utiliser les forces déployées sur leur territoire ».

Les alliés des Américains sont en fait les « otages » de la politique néoconservatrice de Washington. En faisant monter artificiellement la tension au Proche-Orient, les Américains ne visent pas seulement des objectifs locaux, expliquent les Soviétiques, mais veulent aussi profiter pour reprendre en main leurs alliés, pour renforcer sur l'alliance atlantique un pouvoir

qui avait tendance à s'affaiblir à la faveur de la détente. « C'est pourquoi ils voudraient bien mettre fin, écrit la *Russie soviétique*, à l'une des manifestations importantes de la politique de détente : le renforcement de l'indépendance des capitales occidentales sur la scène mondiale ».

Mais les moyens d'information soviétiques ne se contentent pas de peindre en couleur très sombre l'avenir de l'Europe au cas où elle suivrait les Etats-Unis. Ils n'hésitent pas non plus à brandir la menace d'un communisme de l'Est. Jusqu'à maintenant, les Soviétiques avaient certes mis l'accent sur les bénéfices de la détente et de la coopération pour les économies occidentales et sur les conséquences négatives d'une détérioration des relations Est-Ouest. Mais Tass va plus loin : « La pression grossière exercée par Washington sur ses alliés afin de les empêcher de la politique de détente économique à l'égard de l'U.R.S.S. accroît nettement pour eux le risque de perdre cette source traditionnelle de ravitaillement énergétique ». C'est la première fois à notre connaissance que l'U.R.S.S. évoque la possibilité d'utiliser l'« arme énergétique ».

Pour ce qui concerne les pays socialistes, l'équivalent de 100 millions de tonnes de produits énergétiques par an à l'Europe et au Japon et l'Union soviétique devrait livrer 400 milliards de mètres cubes de gaz naturel aux pays ouest-européens.

DANIEL VERNET.

Il n'existe pas de troisième voie entre la politique du pacte de Varsovie et celle de l'OTAN

déclare M. Ponomarev

Dans le discours prononcé ce lundi devant la conférence des P.C., M. Ponomarev a assuré que cette « rencontre » avait un caractère pressant et urgent, en raison de « la menace de guerre qui pèse sur l'Europe, sur le monde entier », du fait des « initiatives » prises par les Etats-Unis et l'OTAN, notamment la décision d'implanter en Europe occidentale de nouvelles bases nucléaires de moyenne portée, l'ajournement de la ratification des accords SALT 2.

Le délégué du P.C. soviétique a admis que l'Union soviétique est une grande puissance et qu'elle « arme aussi », mais il a souligné que « les mesures prises pour renforcer les capacités de défense ont toujours été une réponse aux actions de l'Occident ».

Faisant allusion à la crise iranienne, il a ajouté : « Ces derniers temps ont montré avec suffisamment d'évidence que le comportement incohérent et imprévisible de l'administration des Etats-Unis, la tendance à tomber dans les extrêmes, à se laisser aller à l'hyperbole, à prendre des mesures irréfléchies, à se désolidariser avec qui que ce soit. Il a estimé que « la dernière action d'envoi d'un groupe armé de volontaires pour combattre l'Etat souverain (l'Iran) en dépit de tous les avertissements, montre le sans-gêne et l'aventurisme de l'administration américaine ».

Pour ce qui concerne la politique vers la guerre », M. Ponomarev, rappelant l'« intérêt » manifesté par les Soviétiques « pour l'attitude des partis sociaux-démocrates », de l'Internationale socialiste à l'égard de ces problèmes », mais déclarant que les déclarations de ces partis « sont en désaccord avec la position de la politique réelle des Etats qu'ils gouvernent », a fait l'éloge des positions prises par son pays et par les autres Etats du pacte de Varsovie en faveur de la détente. Il a déclaré :

« Il n'existe pas de troisième voie pour les représentants du mouvement ouvrier et les forces réellement antimilitaristes. Il ne s'agit nullement d'estomper toute la variété des situations des différents pays. Nous voulons simplement mettre en garde contre l'illusion qui consiste à croire qu'en mettant l'OTAN et l'Organisation du traité de Varsovie sur un même plan, on sera à même de résoudre les problèmes de la guerre et de la paix en faveur de cette dernière. Ces deux organisations sont diamétralement opposées par toute leur essence. Elles sont irréconciliables. M. Ponomarev a rappelé l'importance que revêt, aux yeux des Soviétiques, l'organisation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe, il a indiqué que l'appel qu'ils doivent adopter les P.C. réunis à Paris, « du point de vue du P.C.U.S. (...), rejette l'aspiration et la position de tous les partis communistes, y compris de ceux qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas représentés à cette rencontre ».

Cambridge

EN ORGANISANT SON COMITÉ DU FRONT DE LIBÉRATION

Le Front de libération a voulu affirmer sa

De notre envoyé spécial

Les étudiants de Cambridge ont organisé leur comité du Front de libération. Ils ont voulu affirmer sa

Un déserteur vietnamien affirme que les troupes de Hanoi utilisent des gaz de combat

De notre envoyé spécial

Un déserteur vietnamien affirme que les troupes de Hanoi utilisent des gaz de combat

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial

préparations d'été au annuelle et par correspondance

SCIENCES-PO

2 centres : saint-quillenne ou neully
57, r. Ch.-Lefèvre, 92 Neully, 722.94.94-745.09.19
enseignement supérieur privé

CEPES

Le plus grand centre d'essai Volvo.

Il est à Paris : venez essayer dans le 17^e ou à Neully une des Volvo : la nouvelle 7 CV, les Diesels 6 cylindres berlines ou break, les gammes 340, 240 et 260.

Si vous voulez gagner du temps téléphonez-nous, on ira vous chercher.



MS DL 5 portes boîte manuelle Prix au 1-4-80 41.500 P

CARDINET
112/114, rue Cardinet
75017 Paris
Tél. : 766.50.35

NEULLY
16, rue d'Orléans
92200 Neully
Tél. : 747.50.05

VOLVO PARIS
La passion de la qualité.

Libye

LE COLONEL KADHAFI MENACE LES OPPOSANTS EN EXIL DE « LIQUIDATION ».

Le colonel Mouammar Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a adressé dimanche un « ultime avertissement » aux opposants libyens vivant à l'étranger, leur demandant de « rentrer immédiatement en Libye, sous peine d'être liquidés ».

Cet avertissement intervient deux semaines après l'assassinat à Londres d'un journaliste libyen, M. Mohamed Ramadan, connu pour son hostilité au régime, et deux jours seulement après l'assassinat, toujours dans la capitale britannique, d'un avocat libyen, M. Mahmoud Abou Salem Naïf.

Parlant des opposants à l'étranger, qu'il a qualifiés de « groupes armés appartenant à une époque révolue », le colonel Kadhafi, selon l'agence libyenne Jana, a déclaré : « C'est en Libye que se trouvent leur salut, sinon, la liquidation sera leur sort partout où ils se trouvent ».

A TRAVERS LE MONDE

R. F. A.

LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (S.P.D.) est sorti vainqueur, le dimanche 27 avril, des élections pour le renouvellement du Landtag de Sarre.

Le parti du chancelier Schmidt, avec 45,4 % des suffrages, gagne 3,8 points par rapport à la consultation régionale de 1975 et devient la première formation de ce Land, le seul de la République fédérale où les libéraux du F.D.P. (alliés aux sociaux-démocrates à Bonn) gouvernent aux côtés de la C.D.U. Cette coalition disposera encore de 27 sièges au Landtag, contre 24 au S.P.D. La C.D.U. avec 44 % des suffrages, perd 5,1 points et le parti libéral, avec 8,9 %, en perd 0,5. Les écologistes ont obtenu 2,9 % des voix (A.F.P.)

Vietnam

MANIFESTATION A PARIS. — Près de deux mille Vietnamiens ont manifesté samedi 28 avril, à Paris, de la place Denfert-Rochereau à la place Fontenay, où se trouve le siège de l'UNESCO, à l'occasion du cinquième anniversaire de la chute de Saïgon.

L'appel de la Communauté des Vietnamiens, libres d'Europe, que préside M. Dinh Van Ngoc, les manifestants ont demandé la libération de tous les détenus politiques des prisons et des camps de rééducation, « dénonçant les camps de concentration », dénonçant la « corruption » sévissant dans le pays, réclamant le droit pour chaque Vietnamien de quitter son pays s'il le désire, et lançant un appel à l'aide humanitaire en faveur des réfugiés.

LOTO

c'est facile.



LOTO
c'est facile.

CF

Plus d'informations sur les tirages, les règles, les gains, consultez les journaux, les radios, les télévisions.

VELOS

مكتبة الامم المتحدة

ASIE

Cambodge

EN ORGANISANT SON CONGRÈS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Le Front de libération du peuple khmer a voulu affirmer sa légitimité

Siège-Srang. — Après des kilomètres de piste ensablée, à l'est de Bangkok, nous franchissons un fossé et nous voici au Cambodge, dans ce « village mobile » où le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de M. Son Sann a tenu son premier congrès les 24 et 25 avril. L'atmosphère est calme et ne sera troublée, en vingt-quatre heures, que par trois ou quatre lointains coups de canon, comme si les soldats vietnamiens qui se trouvent à quelques kilomètres, voulaient préserver la paix de cette réunion. Les grillons et les oiseaux chantent sous le soleil écarlate, les militaires et civils du Front avancent tranquillement à leurs « positions ». Les congressistes déambulent, dossiers à la main.

De notre envoyé spécial

bloqué les visites de journalistes pendant des mois, a facilité notre visite. Les centaines de délégués, dont beaucoup d'origine paysanne, ont mandaté M. Son Sann pour « lancer un appel à toutes les personnalités qui croient à des responsabilités à tous les niveaux ainsi qu'à tous les patriotes de tous les rangs (...) pour aider le F.N.L.P.K. à se battre ». Ils l'ont autorisé à former un « gouvernement national » provisoire et à entrer en contact avec les « responsables officiels du Kampuchéa démocratique ». Il est à sa habileté à « les informer avec toutes les précautions nécessaires » qu'il refuse de participer à un front uni avec eux, mais qu'il est prêt à lutter, parallèlement avec eux, contre l'ennemi commun vietnamien.

Une alternative

Seule organisation sérieuse de Khmers non communistes à la frontière, le F.N.L.P.K. a voulu, en rassemblant des délégués de presque toutes les provinces du Cambodge et de Phnom-Penh, civils et militaires — certains ont voyagé pendant plusieurs semaines — affirmer sa crédibilité, sa représentativité et sa légitimité, nationale et internationale, et se poser en alternative aux deux mouvements communistes qui se disputent le pays, le Khmers rouges soutenus par la Chine et le régime Heng Samrin mis en place par les Vietnamiens. Le commandement suprême thaïlandais, après avoir

considéré toujours les Khmers rouges comme l'adversaire à abattre en premier. Le prince semble isolé dans cette position, et l'un de ses plus anciens fidèles et plusieurs fois premier ministre, M. Penn Nouth, retiré en France, a rallié le point de vue du F.N.L.P.K. Il n'est cependant pas question pour ce dernier de collaboration avec les Khmers rouges. Il considère qu'il s'agit là d'une affaire interne aux Cambodgiens, qui sera réglée une fois les Vietnamiens bannis hors du pays. Les Khmers rouges, pensent-ils, ne peuvent que s'affaiblir avec le temps et ne bénéficier d'aucun soutien populaire.

Un calendrier d'évacuation

M. Son Sann a d'autre part rejeté publiquement tout compromis avec l'occupant vietnamien. Il refuse de participer à des élections avant le départ des troupes de Hanoi, dénonce la création d'une nouvelle monnaie à Phnom-Penh, condamne le « génocide par obstructions » perpétré, selon lui, par les Vietnamiens qui affament les Khmers. Il demande la tenue d'une conférence internationale sur le Cambodge ou le retrait des soldats vietnamiens. Il se satisfait cependant d'un calendrier d'évacuation assorti de garanties. Si aucune solution de ce genre n'était possible, il dit dans son rapport politique, « il ne nous restera qu'à combattre les Nord-Vietnamiens à notre manière, selon nos possibilités ». Pour le moment, le F.N.L.P.K. se contente avant tout de travail politique et diplomatique. Ses forces armées, dirigées par le général Dien Del, n'ont, en effet, pour tâche, selon ce dernier, que « d'organiser les populations dans tout le Cambodge, d'y mettre en place un réseau de renseignements et d'action psychologique et subversive et d'aider les populations à survivre en leur apportant les denrées alimentaires et en les protégeant contre leur ennemi ».

Un déserteur vietnamien affirme que les troupes de Hanoi utilisent des gaz de combat

De notre envoyé spécial

Siège-Srang. — Il a assisté discrètement à la prise d'armes et à la cérémonie de clôture du congrès du F.N.L.P.K. avant de demander à parler aux journalistes. Cet officier d'artillerie vietnamien a déserté son unité, la 75^e division, en janvier, pour rejoindre les zones tenues par le Front, après plus de quinze ans de loyaux services dans l'armée populaire et sous ses ordres communistes. Éloigné par une guerre trop longue, lui qui espérait la paix en 1975, abandonné par sa femme lasse de l'attendre, il a épousé, l'an dernier, une Cambodgienne, qui attend un enfant. C'est avec elle qu'il a décidé de fuir et de refaire sa vie.

Il affirme que, depuis son entrée dans l'armée, des gaz de combat ont régulièrement été utilisés, en particulier des gaz incapacitants qui, selon lui, sont appelés CZ (en réalité CS) quand ils sont d'origine américaine et HZ quand ils sont de fabrication soviétique et qui seraient entreposés dans l'ancienne base américaine de Long Binh, près de Ho-Chi-Minh-Ville. Ils peuvent être mortels dans certaines conditions et causer parfois des effets secondaires : impuissance chez les hommes, formation de tumeurs énormes chez les femmes. Tous les types de canons sont pourvus d'obus chimiques, dont l'emploi est autorisé au niveau du régiment, et qui ont été massivement utilisés au Cambodge depuis l'an dernier. Il en a constaté l'emploi à Kampong-Cham en janvier 1979 (cent quarante obus en une heure), à Kratié, à Sisophon, Polpot, Phnom-Mat, Kompong-Speu. D'autre part, des produits chimiques ont, selon lui, été répandus dans certains cours d'eau pour les empoisonner.

Il déclare aussi que beaucoup de ses camarades, fatigués eux aussi par la guerre, songent à désertir, qu'ils ont subi de lourdes pertes lors de l'attaque du Cambodge, lors du « nettoyage » des zones frontalières. Il n'y a toutefois pas de plan pour éliminer les dernières bases de résistance khmères rouges, a-t-il dit. Interrogé sur l'aide alimentaire internationale, il nous dit que la ration de ses hommes était composée aux deux tiers de riz donné par les organismes internationaux et pour le reste de blé soviétique.

Depuis 1968 jusqu'à la prise de Ho-Chi-Minh-Ville en avril 1975, le capitaine a été cantonné dans la région de Tay-Ninh, à la frontière cambodgienne. En 1970, il s'est battu au Cambodge. En septembre 1977, il a été envoyé à nouveau dans le même secteur pour lancer des incursions en territoire khmer. « Nous avions l'initiative des attaques », affirme-t-il. C'est ainsi qu'il a participé à des raids entre Snoul et Mimot, puis, en novembre 1978, à une attaque de grande envergure contre Kratié. — P. D. B.

Chez Agfa-Gevaert, on ne vous vendra jamais un copieur qui ne répond pas à vos besoins.



Si vous êtes architecte ou avocat, si vous faites 2.000 ou 20.000 copies par mois, vous n'aurez pas les mêmes problèmes de reprographie. Dans la gamme Agfa Gevaert, chaque appareil est là pour répondre à un besoin précis.

LOTO c'est pas cher,



NOS DÉPARTS SPÉCIAUX

Fêtes du Monde

FÊTE DU SOLEIL PÉROU 18 Juin au 4 Juillet

FÊTE des CHARS ORISSA (Inde) SIKKIM NÉPAL 5 Juillet au 26 Juillet

FÊTE WARAKU ODORI JAPON CORÉE 1^{er} Août au 19 Août

FÊTE de la MOUSSON INDE DU NORD NÉPAL 9 Août au 24 Août



un monde de différence

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

Agfa-Gevaert. Toute une gamme de copieurs sur mesure.



Notre mini-copieur X 12 s'adresse aux petites entreprises ou à celles qui veulent décentraliser leur poste de reprographie. Le X 21 aux entreprises moyennes, le X 22 aux utilisateurs qui ont des documents hors formats à classer, et le X 31, à ceux qui reproduisent des grands formats.

AGFA-GEVAERT

LOTO c'est facile,



ef SEJOURS LINGUISTIQUES ETE

GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - ETATS-UNIS

- 4 formules de séjour en famille.
- Avec ou sans cours.
- Options sportives : voile - tennis - équitation.

ef ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES

9, rue Poquieu - 75008 PARIS

Tél. 266-20-13

Bon à retourner pour recevoir une documentation complète.

NOM

ADRESSE Code postal - 28 -

VILLE

AMÉRIQUES

Colombie

Deux mois après l'assaut donné à l'ambassade dominicaine
Les militants du M. 19 et leurs otages
sont partis pour Cuba

La prise d'otages de l'ambassade dominicaine de Bogotá s'est achevée pacifiquement dimanche 27 avril, après le départ du commando du M. 19 vers Cuba, deux mois jour pour jour après l'assaut donné à la représentation diplomatique par une quinzaine de guérilleros.

Accompagné de sept ambassadeurs, dont le nonce apostolique en Colombie, et de représentants de la Croix-Rouge, le commando a quitté Bogotá aux premières heures de la matinée à bord d'un avion de la compagnie nationale cubaine venu chercher otages et guérilleros.

Le mouvement extrémiste n'a eu, malgré vingt-quatre séances de négociations avec le gouvernement colombien, obtenu de ce dernier la libération des trois cent onze prisonniers politiques que le commando avait réclamés depuis le début de la crise. Le gouvernement libéral du président Julio Cesar Turbay a seulement consenti à laisser partir les membres du M. 19, qui ont défilé pendant soixante jours l'Etat colombien. Estimant que dans cette affaire il n'y avait « ni vainqueur ni vaincu », le président a déclaré que ce dénouement constituait « une victoire des institutions démocratiques ».

Le gouvernement colombien n'a pas cédé non plus sur le versement d'un rançon de 50 millions de dollars réclamés initialement par le M. 19, mais il semble qu'il ait néanmoins laissé verser une petite rançon, de l'ordre de 2,5 millions de dollars, par des personnalités privées de Colombie, qui ont recueilli les fonds auprès d'organismes humanitaires et de plusieurs pays dont les ambassadeurs étaient retenus.

Cette somme aurait été donnée au chef de l'opération lancée le 27 février. Le commando Marcos Zambrano, du nom d'un jeune membre du M. 19 mort sous la torture dans une prison de Cali, selon le mouvement de guérilla, avait alors profité d'une réception donnée à l'occasion de la fête nationale dominicaine pour donner l'assaut. Le M. 19 avait pris près de soixante personnes en otages, quarante d'entre elles devant être libérées progressivement et dix-huit restant aux mains du commando jusqu'à dimanche. L'évacuation, qu'une vingt-cinquième séance de négociations était prévue dans la journée.

L'opération s'est déroulée en présence d'un important dispositif policier. Les guérilleros sont sortis de l'ambassade avec leurs otages et se sont engouffrés dans deux autobus, aux glaces peintes, et surmontés d'un drapeau de la Croix-Rouge. Les véhicules ont pris aussitôt la direction de l'aéroport international, protégés par d'importantes forces de police qui avaient détourné la circulation dès le milieu de la nuit. Avant de monter à bord de l'avion cubain, le M. 19 a libéré deux journalistes colombiens et les ambassadeurs d'Égypte, d'Israël, de République

dominicaine et du Venezuela.

A part une partie de la rançon, le M. 19 a finalement obtenu de sa libération le plein international et d'attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme en Colombie.

Le caractère « cordial », et même empreint d'« amabilité, mais avec des limites », des relations entre les guérilleros du M. 19 et leurs otages était reconnu par les diplomates libérés, après leur arrivée, dimanche soir, à l'aéroport de La Havane. Les douze diplomates présents ne cachaient pas leur soulagement d'être libérés. Cependant, certains montraient une certaine réserve.

L'incertitude nous a rongés durant deux mois », a déclaré l'ambassadeur de Suisse, M. Bourgeois, qui a révélé qu'il avait tenté de s'enfuir de l'ambassade occupée dès la première nuit. « Nous avions été isolés, l'ambassadeur d'Autriche et moi, dès la prise d'otages. Nous pensions que nous allions être tués les premiers en cas d'échec des négociations ». Il a indiqué qu'il avait pu réussir à descendre la grille d'une fenêtre, mais qu'au moment où il allait sauter les aboiements d'un chien avaient donné l'alerte aux guérilleros.

« Reprendre la lutte
par tous les moyens »

A propos de la fuite réussie de l'ambassadeur d'Uruguay, le diplomate suisse a estimé que ce dernier avait eu « beaucoup de chance », sans toutefois assimiler cet acte à ce la « couardise » comme n'hésitant pas à le faire le représentant mexicain, M. Ricardo Galan. Selon M. Bourgeois, après cet incident, une entente tacite avait solidement interdit à tous les otages de mettre la vie des autres en danger par une tentative similaire.

Le consul vénézuélien, M. Francisco Pacheco, a, pour sa part, déclaré : « Je n'ai jamais eu peur. L'ambiance dans la résidence empêchait de se faire du souci et nos ravisseurs étaient très humains ». Quant à l'ambassadeur des États-Unis, M. Diego Asencio, jovial et sans émotion apparente, il a souligné le « bon climat » dans lequel s'était déroulé son séjour forcé à l'ambassade.

L'un des guérilleros a déclaré que le M. 19 se veut « nationaliste, englobe des catholiques et croit à la dialectique marxiste-léniniste ».

« Cuba est un grand exemple pour nous, c'est le premier pays socialiste en Amérique latine », a-t-il poursuivi. Parant de l'affaire des otages de l'ambassade du Pérou à La Havane, il a estimé qu'il s'agissait d'une campagne de l'impérialisme yankee contre Cuba. « Nous n'avons pas du tout été choqués », a-t-il ajouté, par ces départs de nombreux Cubains pour la Floride. « Il a réaffirmé que le groupe resterait quelque temps à Cuba avant de retourner en Colombie pour mener la lutte par tous les moyens ». — (A.F.P., Reuter.)

Brésil

La police politique enlève
plusieurs dirigeants ouvriers de Sao-Paulo

Sao-Paulo (A.F.P.) — Des brutalités policières contre des parlementaires, des arrestations de dirigeants ouvriers, l'encerclement d'une cathédrale par des unités de choc et des blindés ont marqué, samedi 28 avril, la vingt-sixième journée de grève des métallurgistes de Sao-Bernardo, dans la banlieue de Sao-Paulo.

Trois dirigeants de la grève, rescapés de la vague d'arrestations opérées la semaine dernière dans les milieux syndicaux, ont été arrêtés, samedi, à l'issue d'une assemblée générale des grévistes. L'un d'eux, M. Enilson Simoes de Moura, a été poursuivi par la police politique (DOPS) jusqu'au bureau du maire de Sao-Bernardo. Auparavant, une dizaine de policiers en civil, mitrailleuse au poing, avaient tenté de l'enlever de force d'une voiture, celle du sénateur d'opposition Orestes Quercia, qui l'escortait, jetant une grenade lacrymogène dans le véhicule bloqué par plusieurs fourgons de police.

Les deux autres dirigeants syndicaux arrêtés ont été enlevés eux aussi de force d'une voiture, celle du député Freitas Nobre, le chef de file du P.M.D.B. — parti du mouvement démocratique brésilien — à la Chambre des députés. En signe de protestation contre cette violation de l'immunité parlementaire, M. Freitas Nobre s'est constitué prisonnier et a été conduit au siège de la police politique.

Plusieurs milliers de métallos ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève lors de l'assemblée générale tenue le matin dans la cathédrale de Sao-Bernardo.

El Salvador

L'ancien ministre des affaires étrangères du Salvador, M. Walter Benítez, a été assassiné dimanche 27 avril à son domicile.

Mille cent deux personnes ont été tuées lors d'affrontements politiques entre le 1^{er} janvier et le 15 avril dernier, a déclaré dimanche le responsable du diocèse de Sao-Salvador, Mgr Arturo Rivera. La cathédrale a été occupée par un groupe de jeunes gens quelques minutes avant le début de l'office religieux obligeant Mgr Rivera à prononcer son homélie dans une autre église, la basilique du Sacré-Cœur, à l'ouest de Sao-Salvador. — (A.F.P.)

Cuba

Le « pont maritime » entre l'île et la Floride
prend des proportions gigantesques

La tempête risque de transformer le drame humain des réfugiés qui quittent Cuba en catastrophe. Pris dans des vagues de plusieurs mètres de haut dans le détroit de Floride, deux bateaux, dont un qui transportait près de deux cents personnes, ont coulé dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 avril. Les garde-côtes cubains et nord-américains ont été mis en alerte et sont dépassés

par le nombre d'appels au secours. La situation est d'autant plus grave que la plupart des embarcations sont pilotées par des marins de fortune dont beaucoup ont même acheté leur bateau au dernier moment pour éviter les prix excessifs pratiqués par les professionnels. Le vice-président Mondale a déclaré dimanche que « le monde rendra Castro responsable de la sécurité de ces

Cubains ». D'autre part, les relations entre la communauté cubaine aux États-Unis et Washington connaissent une tension inhabituelle. Convaincu samedi à la Maison Blanche un groupe de dirigeants cubano-américains est parti en claquant la porte. « Nous ne sommes pas des policiers », ont-ils répondu à la demande de coopération pour endiguer l'afflux de réfugiés.

De notre envoyé spécial

ment organisé. « Je suis content », nous a dit Orlando, qui s'est refusé à toute déclaration d'ordre politique, et j'avais demandé mon départ depuis deux ans. Un officier de police est venu me prévenir hier matin que mon frère attendait à Mariel, ce que je n'avais pas pu jusqu'à présent téléphoner de Miami avant de partir. Je me suis alors rendu, dans la demi-heure qui suivait, avec ma femme et notre bébé, au centre Abraxas-Fontana à Miramar où les officiers d'immigration nous ont donné passeports et visas de sortie. Puis nous avons passé la nuit dans des tentes militaires installées près du port. Et maintenant nous partons », conclut-il avec un grand sourire.

A l'arrivée de l'autobus, un officier hurle dans un porte-voix le nom d'un des bateaux qui dansent à quelques encablures du quai. Celui-ci s'approche. Orlando et les siens descendent en file indienne. Une vieille, qui soutient son poids sur une poussette, pousse un hurlement de joie en montant à bord du Mariel.

Mais la majorité, hommes, femmes et enfants gardent le silence jusqu'à ce que les amarres soient larguées. Les plus malins se sont précipités vers un coin d'ombre en prévision de la traversée de près de douze heures qui les attend.

Le capitaine d'un bateau en attente, plus marin que nature, les traits marqués par le soleil,

nous explique qu'à son arrivée il a eu une rapide discussion avec les autorités pour déterminer le nombre de personnes qu'il pouvait emmener. « Je leur ai dit que j'avais de la place pour douze et que je venais chercher cinq personnes de ma famille. Ils m'ont donné leur accord, mais je dois en outre emmener sept des réfugiés de l'ambassade du Pérou. »

« Qu'ils s'en aillent »

Interrogé sur la réaction des autorités nord-américaines, il s'est refusé à faire la moindre déclaration, insistant sur le fait que traditionnellement elles avaient réservé le meilleur

accueil aux exilés cubains. Montrant d'un large geste la flottille qui occupe la baie il s'est contenté de dire en souriant : « Si je continue comme ça nous allons emmener plusieurs dizaines de milliers de personnes ; ils ne peuvent pas tous nous mettre en prison. » Il est interrompu par les cris stridents de la sirène d'un cargo cubain qui a le plus grand mal à se frayer un passage au milieu de tous ces bateaux de plaisance et dont l'équipage massé sur le gaillard d'avant hurle et danse sur le rythme le plus populaire aujourd'hui à La Havane : « Que se sagan / Que se voyan / ». (Qu'ils s'en aillent).

Les passagers du Mariel, qui vient de quitter le quai, leur répondent en écho par le V de la victoire en dansant sur le pont de leur plus modeste embarcation et en criant : « Vipe la liberté ! » ou « Nous reviendrons ! ». Il est encore impossible de dire combien de temps durera ce « pont maritime », qui prend des proportions gigantesques. Le journal *Granma* du 26 avril annonçait que trente-quatre avions attendaient l'autorisation d'embarquer leur lot de réfugiés. Il est manifeste que le gouvernement cherche à pousser les États-Unis à la négociation.

En attendant, les autorités qui laissent partir les réfugiés de l'ambassade du Pérou et les personnes ayant de la famille « au nord » semblent désireuses de se débarrasser en priorité de ce qu'elles appellent la « lie » de leur société. Selon *Granma* : « Nous donnerons passeport et sans-conduit définitif non seulement au « lumpen » de l'ambassade du Pérou mais à tout « lumpen » qui en fera la demande. Tous sont des « dissidents » et ont les mêmes droits. La moindre discrimination serait injuste. »

FRANCIS PISANI.

● Les deux enfants du pianiste argentin Miguel Ángel Estrada, qui séjourne à Paris depuis le 16 février après son expulsion d'Uruguay, ont rejoint la semaine dernière leur père. Les deux enfants ont été ramenés en France par le haut commissariat aux réfugiés des Nations unies.

L'Airpass Braniff.
Trois nouveaux moyens
de visiter les États-Unis.

Désormais, 15, 30 ou 45 jours de voyages illimités aux États-Unis, à partir de 1025 F.
(en supplément du billet aller et retour pour les États-Unis).

Nous Braniff, nous faisons tout pour devenir votre compagnie aérienne. Et l'une des actions les plus passionnantes que nous ayons réalisées est le nouvel Airpass Braniff.

Avec un Airpass Braniff, vous pouvez, dès votre arrivée aux États-Unis, voyager sur autant de vols Braniff que vous le désirez, à destination des 50 villes desservies par Braniff, et ceci jusqu'à expiration de votre Airpass.

Que vous alliez aux États-Unis pour vos affaires ou pour vos loisirs, c'est un excellent moyen qui vous permet de voyager à volonté pour un prix très avantageux.

Pour obtenir un Airpass Braniff, achetez un billet aller et retour pour les États-Unis, puis choisissez un des 3 Airpass : 15 jours de voyages illimités à partir de 1025 F., 30 jours à partir de 1640 F. et 45 jours à partir de 2050 F. Pour un supplément de 820 F., vous pouvez vous procurer une extension pour Honolulu.

De plus, vous bénéficiez aussi d'un Airpass si vous vous rendez aux États-Unis et si vous poursuivez votre voyage vers l'Amérique du Sud ou l'Extrême-Orient avec Braniff.

Vous volerez vers les États-Unis à bord d'un superbe 747. Braniff offre, au départ de Paris-Orly, deux vols par semaine vers Boston (trois à partir du 1/06/80) et un vol par semaine vers Dallas/Fort-Worth (trois à partir du 1/06/80).

L'Airpass Braniff, c'est encore un nouvel exemple de notre objectif : « Pour devenir votre compagnie aérienne, nous nous devons d'être meilleurs ».



Pour tous renseignements et réservations, appelez Braniff au (2) 720-42-42 ou 720-05-23.

On se doit d'être meilleur
quand on s'appelle

Braniff

ÉTATS-UNIS • HAWAÏ • PACIFIQUE • EXTRÊME-ORIENT
AMÉRIQUE DU SUD • MEXIQUE • EUROPE

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 2.50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS

CETTE SEMAINE

Quatre élections cantonales... et une municipale

- HAUTS-DE-SEINE : canton**
-
- Courbevoie (2^e tour)**

GIRONDE : canton de Castel-
: naye-de-Médoc (2^e tour)

Inscr., 13 805 ; vot., 7 866 ; suffr.
expr., 7 266. MM. Yves Lecandey,
div. maj., 4 317 voix, ELU ; Guy

LOIRE : canton de Saint-Etienne-Nord-Est I (2^e tour)

incr., 16 728 ; vot., 6 569 ; suppl.
expr., 6 412. MM. Christian Ball
P.S.D. sout. U.D.F., 3 371 voix.
ELU : Marc Bruyère, P.C., 3 041

Les votes gaullistes, ce sont d'avan-
tage celles des abstentionnistes du
premier tour que ont fait pencher
la balance en faveur de M. Ball,
comme cela avait déjà été le cas
en 1970.]

VAR : canton de Hyères
(2^e tour)

Inscr., 26 290 ; vot., 15 965 ; suffr.
expr., 15 354. MM. Jean-François
Barrau, P.S., 7 899 voix. *BLU* ;
Mlle Annie Gamba, S.D.S., 7 455

[M. Barran avait vu annuler par le Conseil d'Etat son élection, acquise au deuxième tour des élections cantonales de mars 1929 par

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : inser., 28 390 ; vot.,

12 738; suffr. expr., 12 367. M. Bar-
raz, F. S., 4 484; Mlle Sorba, U. D. F.,
4 376; MM. Jacques Ayné, P. C.,
1 490; Joseph Garcia, E. P. R., 1 427;
Francis Bonnet, P. F. N., 615, et
Edmond Schmittthausser, gaul. de
progrès, 175.

Bien qu'en position défavorable à l'issue du premier tour puisque l'opposition était minoritaire avec 49,78 % des suffrages exprimés, le candidat socialiste est élu avec 51,44 % des voix au second tour. Son adversaire U.D.F. a cependant obtenu plus de voix au second tour que le total de celles qu'il pouvait compter après le premier tour.

TARN-ET-GARONNE : Auvil-
lar (1^{er} tour).

Inscr., 602; vot., 452; suffr. expr., 442. Liste « de large union » (M. Pory Dessean), 247 voix (moyenne de liste), HUIT ELUS; liste socialiste (M. René Darty, maire dém.), 177 voix (moyenne de liste). Ballotage pour deux sièges.

M. Darty (P.S.), élu maire à la tête d'une liste d'union de la gauche en mars 1977, avait donné sa démission, en décembre dernier, pour protester contre l'ouverture, dans le canton de la Gironde, d'un nouveau bureau public sur le projet de centre nucléaire de Golfech. Eut alors ses conseillers municipaux avant démissionné pour la même raison. Un conseil municipal d'opposition, qui concerne dix sièges sur un total de trente. La liste conduite par M. Pouyet Desseaux obtient huit de ces sièges et deux de ceux qui ont démissionné. Les conseillers municipaux communistes démissionnaires, mais en désaccord avec l'ancien maire, n'ont pas obtenu assez de suffrages pour être élus. M. Darty, largement devancé, n'obtient aucun siège.]

La popularité de MM. Chirac et Rocard est en hausse, celle de M. Giscard d'Estaing en légère baisse

L'hebdomadaire Le Point publie, dans son numéro du 26 avril, un sondage effectué par l'I.F.O.P., du 31 mars au 19 avril, auprès d'un échantillon de quatre mille personnes. Les résultats sont les suivants : Jean Châlot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, résume ainsi ces résultats : « Reconnaissons tout d'abord que Valéry Giscard d'Estaing dans la majorité ; montée de Rocard par rapport à De Gaulle et baisse de Marchais à gauche ».

34 % contre 22 à M. Rocard (38 % - 21 en janvier).

Le sondage fait apparaître pour la première fois que M. Chirac est considéré comme candidat sérieux à la présidence de la République par 56 % des personnes interrogées (47 en janvier).

Dans l'hypothèse où M. Giscard d'Estaing ne se représente pas, M. Chirac apparaît comme le meilleur candidat de la majorité.

Au premier tour, le président du R.P.R. Fomperrault sur M. Barrot pour le second tour (40 % en janvier). Au second tour

Selon ce sondage, M. Giscard d'Estaing demeure le meilleur candidat de la majorité. Il emporterait au second tour par 61 % contre 39 % M. Mitterrand (60 % - 40 % en janvier), par 55 % contre 45 % M. Rocard (résultats identiques en janvier). Au premier tour, le chef de l'Etat recueillerait 37 % des voix contre 18 % à M. Mitterrand (contre 40 % - 18 % en janvier).

M. Chirac battrait M. Mitterrand par 51 % à 49 % (alors qu'en janvier le premier recueillait 47 % contre 53 %). M. Rocard, en revanche, M. Rocard battrait M. Chirac avec 54 % contre 46 % (en janvier il le battait par 56 % contre 44 %).

En cas de scrutin à deux tours, d'un duel Barre-Mitterrand, le premier ministre serait battu avec 44 % des voix alors que son adversaire en obtiendrait 56 % (en janvier le résultat était de 46 % à 54 %).

Ces spécialistes vous attendent à l'Institut Capillaire EUROCAP
4, r. de Castiglione, 75001 Paris
Si vous habitez hors ville, ils vous conseilleront un traitement à domicile.
Soirées, présentons-nous au téléphone pour un rendez-vous.
L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert aussi information tous les jours, de 10 h. 30 à 19 h. 30, le samedi, de 10 h. à 16 h.

INSTITUT CAPILLAIRE
4, rue de Castiglione,
75001 Paris - Tél. : 260-38-94

[illegible]

D.D.F. M. Bonneau

Au premier tour de cette élection partielle, M. Bonneau était arrivé en tête avec 2 836 voix contre 2 587 à son adversaire, le député sortant, M. André Barthelemy (R.N.), 2 587 à Mlle Liliane Tiliand (F.S.), 619 à Mlle Liliane Tiliand (C.G.), 230 à M. André Delaporte (F.N.) et 128 à M. André Bonnet (Rad.). Il y avait eu 7 643 votants.

M. J. Wagner, député, s'exprime :

Au premier tour de cette élection partielle, M. Loezardier était arrivé en tête avec 2 766 voix contre 1 895 à M. Coumbia, 1 175 à M. André Barthelemy (M.L.R.C.), 626 à Mme Marianne Pons (C.G.), 230 à M. André Barthelemy (M.L.R.C.) et 128 à M. André Barthelemy (div. mal.). Sur 5 844 suffrages exprimés, 7 229 votants ont élu 12 986 inscrits.

16 613 inscrites.

Le candidat du P.C.F. obtient, certes, moins de voix qu'en 1979, mais en pourcentage il progresse : de 56,58 % des suffrages exprimés à 52,94 %. Son score au second tour est également supérieur au total des voix de gauche au premier tour.

En recueillant 58,41 % des suffrages exprimés au second tour, M. Lecadre fait mieux que le total des voix obtenues au premier tour par les candidats se réclamant de la majorité, et qui représentait 53,25 % des suffrages exprimés.

Divers incidents marquent le second tour

Des incidents divers ont marqué, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), et notamment dans le bureau de vote du stade de la commune, le second tour des élections municipales de Fontenay-sous-Bois. Fontenay-Nord qui opposent, dimanche 27 avril, Mme Nicole Garand (P.C.), conseiller général invalide, et M. Marc Favas (ma.). Au premier tour, M. Favas était arrivé en tête avec 1 017 voix contre 2 018 à Mme Garand, 556 à M. Gérard Bosping (P.S.), 313 à M. André Candio (écol.), 136 à M. Michel Carrel (écol.), 131 à M. René Gaudin (ma.) et 121 à M. Jean-Louis Gaudin (ma.) (position). 105 à M. Gérard Taffin (F.N.) et 36 à M. Charles Kooper (M.R.G.). Il y avait eu 5 814 bulletins exprimés et 5 893 votants.

Pour le second tour, le président du bureau centralisateur de Vincennes (bureau centralisateur du 12^e arrondissement) a présidé la commission de contrôle ont constaté de graves irrégularités dans la plus importante concerne les bulletins de vote. Le bureau centralisateur de Fontenay qui différent tour à fait des résultats enregistrés dans chacun des bureaux de vote. Le conseil municipal ont décidé de mettre les procé-

● *M. Giscard d'Estaing à Saint-*

Germain-Lays. — M. Valéry Giscard d'Estaing va se rendre prochainement à Saint-Germain-lès-Bains (Seine-et-Oise) pour confirmer par officiellement la date de ce déplacement, il est probable qu'il aura lieu le mardi 6 mai, apprend-on de bonne source à Versailles. Le président de la République visitera la maison d'éducation de la Légion d'honneur, sera reçu à l'hôtel de ville par M. Michel Fournol, maire de Saint-Germain et député du P.R.F. et de Giscard d'Estaing assistera à l'installation du conseil des langues étrangères aux lycées internationaux.

■ M. Jacques Chirac a confié à M. Jean Mée, secrétaire général adjoint, du R.F.R., le soin de présider un groupe de travail chargé de définir, en 1982, les propositions que le mouvement rallié entend soumettre au gouvernement; et au Parlement pour le développement économique des départements d'outre-mer en général et des Antilles en particulier. Le président du R.F.R., d'autre part, chargé M. Claude Labbé, président du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale, de demander au gouvernement l'organisation, « le plus rapidement possible », d'un débat parlementaire sur la situation dans les

DOM.

« Mme Giscard d'Estaing quarante-huit heures dans le Sarthe. — Mme Giscard d'Estaing assista, le dimanche 10 avril, à la messe de dix mille cinq cents anniversaire de saint Benoît dans l'ancien abbaye de la Contre, au Mans. Elle devait ensuite visiter les hôpitaux militaires pour la restauration et inaugurer une nouvelle partie de l'hôpital du Mans. L'épouse du chef de cabinet de M. de Launay se rendre à Sablé dont M. Joffe Thénie, ministre des transports, est le maire, pour visiter l'usine de la Sèvre d'Ardennes devant déjeuner à Lucé-Pringy dans une famille d'agriculteurs et s'achève sa visite dans le Sarthe où elle utilisait un Frydland militaire de la Flèche.

Les socialistes, le syndicat national des instituteurs et les organisations agricoles ont dû déserter cette visite privée, estimant « une manœuvre d'appareil aux yeux de l'approche des élections ».

Le Monde DE
L'ÉDUCATION

**LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT
DE L'HISTOIRE**

Les enfants de la justice

**EN VENTE PARTOUT : 7 F
MENSUEL**

Le calendrier adopté sur proposition de la direction laisse ouverte la possibilité d'un tel processus : aucune date n'est, en effet, fixée pour la clôture des candidatures, aucune date n'est donnée, hormis la « date pivot » du 14 décembre (l'expression est de M. Mitterrand). Cela signifie que dès le 19 octobre, date de l'ouverture officielle de la cam-

pagne interne au P.S., ou à plusieurs candidats (M. Jean-Pierre Chevènement, déjà aux rangs) pour opposer à M. Mitterrand. Le député des Yvelines, ainsi harcelé, il resterait à faire appel au premier secrétaire qui ferait connaître sa décision dès lors que les conditions internes et externes au parti lui paraîtraient réunies. Peu importe dans ces conditions que ce soit avant ou après le 14 décembre.

Le discours de M. Mitterrand ne constitue pas la fin du premier secrétaire s'est lui-même lancé un tel schéma : sa mission, a-t-il souligné, est de préserver l'unité. Et le premier secrétaire a même dénoncé

Trois motifs tactiques expliquent également la démarche de M. Chevènement. Tout d'abord, le souhait de faire diversion afin de perturber *« le jeu des rocadeurs »*. Ensuite, le moyen de se faire valoir pour l'avenir, non seulement face à M. Rocard, mais également au sein de la majorité, vis-à-vis de ceux proches de M. Mitterrand parmi lesquels (MM. Pierre Joxe et Lionel Jospin par exemple) sont désignés des candidats à l'Élysée. Enfin, la démarche peut profiter au GERS dans une période où ce courant semble quelque peu en perte de vitesse.

ceux qui s'agitent autour de lui et se livrent à une « danse du ventre ». Toutefois, il n'a rien dit non plus qui fût de nature à décourager ces partisans : les critiques adressées à M. Michel Rocard ont été acérées. Le député des Yvelines est tenu pour premier responsable des querelles qui divisent le parti.


Les péripéties — dominées par la permanence d'un enjeu qui est le contrôle du parti, — conduisent à poser la question de l'adéquation, ou plutôt de l'inadéquation au scrutin présidentiel du processus engagé au sein du P.S. M. Paul Quilès, membre du secrétariat national, s'est

Mais si M. Mitterrand a lui-même mis en avant un tel calendrier, c'est sans doute pour conserver le plus longtemps possible les mains libres et pour être à même de « s'adapter aux circonstances ». Sur le terrain, son rôle est donc pas chamois (lire *Le Monde* du 26 avril) : n'est pas, aujourd'hui, candidat. Il n'exclut donc pas que M. Michel Rocard le soit, à condition que celui-ci soit discipliné et ne s'écarte pas du projet socialiste. De son côté, M. Rocard ne peut pas se présenter si M. Mitterrand renonce. Sa stratégie est identique : il s'agit de créer des conditions telles que seule sa candidature soit possible. Dimanche, les amis du député des Pyrénées ont obligé une désignation trop tardive en empêchant leur chef de faire d'être candidat.

Cette attitude s'explique en fait par l'idée qu'une désignation à une date rapprochée n'aurait pas permis à M. Mitterrand de se présenter. Elle s'explique également par le volonté d'indiquer au premier secrétaire que le député des Yvelines ne peut être candidat à n'importe quelle condition.

Cet attendisme de part et d'autre n'empêche pas l'un et l'autre de « faire comme si ». Leurs discours respectifs, prononcés samedi sur les questions internationales, ont permis de vérifier, une nouvelle fois, que le pragmatisme l'emporte dès lors que l'on se rapproche des responsabilités, ou tout au moins dès que l'on se place en position de les exercer.

En approuvant la tentative armée-
caine en Iran, M. Miterrand a peut-être
ouïe comme d'habitude, n'hésitant pas,
à titre de contre-poids à lui ordonne.
propre parti. De son côté, M. Michel
Record a surtout voulu délivrer un
message de réalisme, comme il l'a
l'avait fait précédemment en matière
économique, mais pour une sorte
de « *realpolitik* » qui n'en aurait pas
le nom.



A l'inverse, M. Jean-Pierre Chevènement a usé d'un langage militant

LE MONDE
Met chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'Actualités
Incomparables
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

Dans tous les kiosques

SARTRE

Libération


A PARTIR DE SAMEDI

Libération

GRAND FORMAT

60 PAGES

PHOTOS INÉDITES



Histoire d'une vie
et d'une époque
Le journal
d'une œuvre

Reportages et commentaires sur Sartre

DANS TOUTS LES KIOSQUES

15 F.

Le Monde DE
L'ÉDUCATION

**LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT
DE L'HISTOIRE**

Les enfants de la justice

**EN VENTE PARTOUT : 7 F
MENSUEL**

JUSTICE

POINT DE VUE

LES PORTIQUES DE DÉTECTION DANS LES PRISONS DE LA BANLIEUE PARISIENNE

Orly-Mérogis

par BERNARD PRÉVOST (*)

DANS la panoplie du parfait antiterroriste, le portique électronique fait, désormais, figure d'instrument classique. Il n'est plus un aéroport international digne de ce nom qui n'ait équipé tous les accès aux appareils de ces inquiétants à transistors. Il n'est plus un passager, au demeurant, qui n'accepte de bonne grâce le contrôle de ces douaniers sonnants et clignotants.

Impressionnée, sans doute, par la proximité d'Orly, l'administration pénitentiaire vient de doter la moderne maison d'arrêt de Fleury-Mérogis de l'un de ces ustensiles. S'agit-il de soumettre à cet œil implacable les détenus lorsqu'ils quittent l'univers carcéral pour le palais de justice, ce qui est constitué une mesure de sécurité parfaitement compréhensible ? S'agit-il de contrôler à ce regard implacable les familles au moment de leur entrée dans la prison, ce qui est composé une formalité tout à fait concevable ?

En bien non ! La direction a reçu le matériel sans en lire le mode d'emploi : c'est aux avocats qu'elle destine notamment ce gadget. À croire que, pour elle, on évite les détournements d'avions en contrôlant les équipages.

Cette mesure est inadmissible. Non pas tant dans ce qu'elle est matériellement, car le gros œuvre est du côté des détecteurs de limes à métaux et des chercheurs d'échelles de corde. Mais dans la suspicion même qu'elle traduit.

N'y aurait-il dans cet appel à la technologie qu'une offense à une profession que le pouvoir n'a jamais ménagée, l'affaire serait finalement de peu d'intérêt. Mais c'est une fonction qui se trouve atteinte, c'est la défense en tant que telle qui se trouve mise en cause. En imposant cette fouille, on fait de l'avocat un coupable possible ; on déclenche ces rayons, on désigne le défenseur en complice éventuel.

D'abord, parce que la loi l'interdit. Le code de procédure pénale énonce le principe d'une libre communication de l'avocat et de son client détenu en prison pour unique condition que le détenu ait été « régulièrement choisi ou désigné » et qu'il agisse « dans l'exercice de ses fonctions et sur présentation d'un permis portant mention de sa qualité ». Rien d'autre n'existe dans

les textes et rien n'autorise donc l'administration pénitentiaire à encombrer d'un obstacle quelconque le parcours qui mène l'avocat du monde extérieur au parloir.

Ce n'est pas à dire que les impératifs de l'ordre et de la surveillance doivent être négligés. C'est une évidence. Le code les mentionne — naturellement — en indiquant que « les prévenus peuvent communiquer librement avec leur conseil, verbalement ou par écrit et toutes facilités compatibles avec les exigences de la discipline et de la sécurité de la prison leur sont accordées pour l'exercice de leur défense ».

Le système prévu par le législateur est donc clair dans sa lettre comme dans son esprit. Les « exigences de la discipline et de la sécurité » sont prises en compte mais c'est sur le détenu qu'elles pèsent. Pas sur l'avocat. Et c'est pour cette excellente raison que seul l'homme en prison est supposé pouvoir mettre en péril et la discipline et la sécurité dans l'établissement pénitentiaire.

De par les textes, de par la raison démocratique, l'avocat est « auxiliaire de justice ». Ce n'est ni un truqueur, ni un manipulateur. Il doit être celui sans lequel il ne peut y avoir de justice. Et pour être pleinement défendeur, il n'a point besoin d'être le complice de son client, point besoin de l'approuver, point besoin de s'identifier à lui. Il lui suffit de dire sans rien altérer, sans rien dénaturer, ce que personne ne dirait s'il était absent. Non pas pour masquer, mais pour éclairer. Pas pour duper, mais pour aider ceux qui ont le redoutable honneur d'être les maîtres de la liberté d'un autre homme.

C'est bien pourquoi toute mesure de suspicion à l'égard de l'avocat est, par nature, une atteinte à l'édifice judiciaire. L'Etat ne peut trahir la défense, sans saper sa propre justice. A tous ceux qui se disent hommes d'ordre, rappelons que l'ordre véritable n'est jamais celui du gendarme et du bâillon. L'ordre, c'est le respect des lois, c'est l'application des principes sur lesquels repose la République.

De ce point de vue, les sonnettes qu'on voudrait faire retentir à Fleury-Mérogis sont un signal d'alarme.

(*) Avocat au barreau de Paris.

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur des « Affiches » de la Haute-Saône

Le tribunal de Vesoul (Haute-Saône) s'est déclaré incompétent dans l'affaire qui opposait M. Jean Royer-Gaspard, directeur des Affiches de la Haute-Saône, au bi-mensuel franc-comtois l'Estocade (le Monde du 26 janvier). Le tribunal a estimé que le délai de trois mois permettant une poursuite pour diffamation était écoulé lorsque M. Royer-Gaspard avait assigné, le 26 septembre 1979, le directeur de l'Estocade, pour cet article paru le 20 juin dans le numéro daté juillet-août.

Invoquant le droit de réponse à propos du compte rendu de ce procès, M. Royer-Gaspard nous écrit :

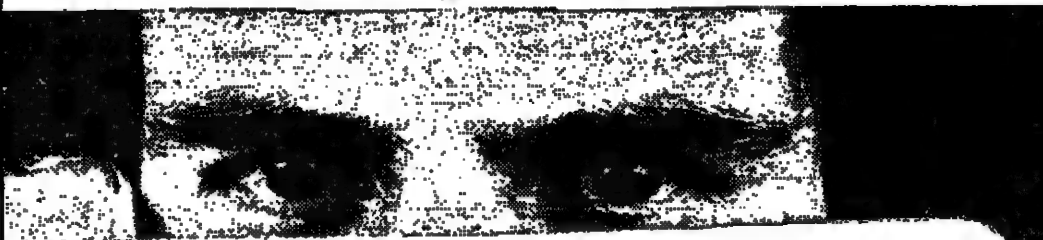
J'ai été particulièrement surpris que le Monde ait estimé un procès local suffisamment important au point d'enfreindre les dispositions de l'article 22 de la loi du 11 juillet 1979, interdisant ce genre de compte rendu. La décision du Monde de propager une information de cette nature dans une seule version, finalement de colporter une diffamation, sous la plume d'un journaliste exerçant dans l'édition de la Haute-Saône d'un grand quotidien régional, est regrettable. A l'évidence, vous partagez l'essence des idées de mon adversaire. C'est votre droit absolu, mais d'habitude le Monde est beaucoup plus rigoureux en matière judiciaire. Toujours est-il que j'ai vainement cherché dans vos colonnes la moindre citation de la plaidoirie de mon avocat ou la moindre thèse de la partie civile.

L'histoire sert périodiquement d'alibi aux polémiques politiques ou commerciales les plus stériles. N'a-t-on pas invoqué récemment en Franche-Comté, à titre d'argument politique décisif, « la pacification de l'Algérie au moment de la tournée des militants de la liberté » ? Aussi ne s'étonnera-t-on pas outre mesure que des éléments gauchisants aient donné le ton dans cette province en utilisant le raccourci habile de « l'approvisionnement des chambres à gaz » comme moyen le plus adéquat de traduire le jugement serin et contradictoire de l'histoire.

Le Courrier de la Haute-Saône a, par ailleurs, pendant l'occupation, d'abord à la demande pressante des autorités judiciaires françaises, soucieuses d'avoir un support pour la publicité légale. La barbarie naide, utilisant les moyens que vous imaginez, imposa ensuite le reste. Vous pensez bien qu'à la libération, dans le climat de haine, de délation et de vengeance qui régnait alors, de vrais résistants se sont penchés sur son cas. Il ne s'en est pas trouvé, dans un contexte historique dont ils avaient une exacte et complète connaissance, pour condamner. Ils savaient pertinemment que c'était l'édition départementale d'un vieux journal profondément patriote, fondé en 1835, et qu'il n'y avait rien de plus légitime dans cette période douloureuse.

La diffamation, dont j'ai été l'objet, repose sur une polémique politique et commerciale au plan local. Après cinq années de métier à travers des périodes troubles, j'ai le droit d'affirmer également que le débat, condition de la démocratie, implique le respect de la vérité et qu'il exclut la calomnie.

NE ME DÉRANGEZ PAS, JE LIS.



Stéphane Courtois

Le PCF dans la guerre
De Gaulle, la Résistance, Staline...



Éditions Ramsay

ADMISSION PAR VOIE DE CONCOURS A :

ECOLE DES AFFAIRES DE PARIS

Programme Européen d'Enseignement Supérieur de la Gestion
placé sous le Patronage de la Communauté Economique Européenne

- Diplôme reconnu par l'Etat.
- Trois années successivement à PARIS, OXFORD, DÜSSELDORF.
- Niveau d'admission : • candidats admissibles à HEC, ESSEC ou ESCP ; • étudiants titulaires d'un DEUG ou d'un Diplôme Etranger équivalent - Clôture des inscriptions : 31 Juillet 1980.

eap

E.A.P. - 108, Boulevard Malesherbes - 75017 PARIS - Tél. 766.51.34
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS - CPM

JE DEVORE L'INFORMATION
J'ECOUTE EUROPE 1.

LES GRANDS JOURNAUX

7h-8h

PHILIPPE GILDAS

13h-13h30

ANDRE ARNAUD

19h-19h30

JEAN CLAUDE DASSIER

EUROPE 1
C'est naturel

Europe 1, c'est aussi le Top à Wallstreet,
l'invité de minuit et tous les dimanches
le Club de la presse.



Après le mouvement de revendication des enseignants et des défilés les jeudi 24 et vendredi 25 avril, les parents étaient à leur tour appelés à manifester samedi 26 leur mécontentement vis-à-vis de la politique scolaire du gouvernement par la Fédération des parents d'élèves (F.C.P.E.) que préside M. Jean Cornec. « Pour obtenir des moyens budgétaires supplémentaires pour assurer la rentrée 1980, éviter les fermetures de classes et suppressions de postes, améliorer les conditions de vie et de travail des enfants comme des personnes d'encadrement », la Fédération Cornec avait demandé aux parents de participer à une opération « Les défilés » en n'envoyant pas leurs enfants en classe.

Selon la Fédération Cornec, 80 % des élèves ne se sont pas présentés dans les établissements. Le ministère de l'Éducation, pour sa part, n'était pas en mesure de fournir d'estimations ce lundi matin 29 avril. Il est vrai qu'il est plus difficile de comptabiliser des parents d'élèves que les enseignants grévistes. Le même jour, les sections de la région parisienne de la Fédération avaient appelé à une manifestation qui a rassemblé quelque deux mille personnes de la Basilie à l'Hôtel de Ville. Dans le même temps, les responsables nationaux montraient, en organisant un colloque national et une fête, leur intérêt pour la petite enfance.

De nouvelles actions probables

Les problèmes de l'éducation ont été largement à l'ordre du jour durant toute la fin de la semaine. Tandis que le Club de l'horloge réunissait un colloque mettant en cause les « écolodites » que représentent « les syndicats, les technocrates et l'intelligence » face au pouvoir, M. Christian Beullac recevait, le même 26 avril, au ministère de l'Éducation, les responsables de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), comme il l'avait fait précédemment avec les responsables des deux principales fédérations de parents d'élèves de l'enseignement public. Dans un communiqué, le ministère indique que « le dialogue a été marqué de la plus grande franchise et du souci d'établir, concernant les questions relatives à l'enseignement privé, il a permis de dépasser de larges convergences sur des sujets importants ».

Les perturbations dans les établissements scolaires ne se sont pas arrêtées. Dès ce lundi 26 avril, les personnels non enseignants sont appelés à faire grève par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.). Un préavis de grève de ces personnels a aussi été déposé, pour le mardi 29 avril, par la FEN et la C.G.T. Il y aura donc peu ou pas de service assuré ces deux jours par les enseignants, ouvriers et bibliothécaires, personnels administratifs et de santé de l'éducation nationale.

APRÈS LE MOUVEMENT DE REVENDICATION DES ENSEIGNANTS ET DES PARENTS D'ÉLÈVES

Une grève des personnels administratifs et de service va perturber les établissements pendant deux jours

Après le mouvement de revendication des enseignants — marqué par des grèves et des défilés les jeudi 24 et vendredi 25 avril — les parents étaient à leur tour appelés à manifester samedi 26 leur mécontentement vis-à-vis de la politique scolaire du gouvernement par la Fédération des parents d'élèves (F.C.P.E.) que préside M. Jean Cornec. « Pour obtenir des moyens budgétaires supplémentaires pour assurer la rentrée 1980, éviter les fermetures de classes et suppressions de postes, améliorer les conditions de vie et de travail des enfants comme des personnes d'encadrement », la Fédération Cornec avait demandé aux parents de participer à une opération « Les défilés » en n'envoyant pas leurs enfants en classe.

Selon la Fédération Cornec, 80 % des élèves ne se sont pas présentés dans les établissements. Le ministère de l'Éducation, pour sa part, n'était pas en mesure de fournir d'estimations ce lundi matin 29 avril. Il est vrai qu'il est plus difficile de comptabiliser des parents d'élèves que les enseignants grévistes. Le même jour, les sections de la région parisienne de la Fédération avaient appelé à une manifestation qui a rassemblé quelque deux mille personnes de la Basilie à l'Hôtel de Ville. Dans le même temps, les responsables nationaux montraient, en organisant un colloque national et une fête, leur intérêt pour la petite enfance.

Les cinq syndicats de l'enseignement secondaire qui, ensemble, ont appelé à plusieurs grèves depuis le début de l'année scolaire, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils « poursuivraient l'action tant qu'il sera nécessaire ». Ils lanceront prochainement une campagne sur le thème : « Des postes, pourquoi ? ».

La FEN, pour sa part, réunira sa commission administrative le 22 mai pour procéder « à l'analyse détaillée des mouvements d'après les conclusions de la commission de la rentrée 1980 et la perspective de la rentrée 1981 », discussion budgétaire de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, à l'issue d'un congrès régional du Comité national d'action laïque : « Si le gouvernement continue de nous refuser le dialogue, nous agissons en conséquence ». « Les hommes politiques passent, les enseignants demeurent », a-t-il ajouté, tout en précisant qu'il était prêt à « entendre des discussions de fond avec le gouvernement dès le mois de mai, mais pas pour amuser la tapisserie ».

Reactions aux incidents de Casen et de Grenoble.

Après les affrontements qui se sont produits sur les campus de Casen et de Grenoble pour la défense des étudiants-surveillants et des étudiants étrangers, le bureau national de l'UNEP, l'Union syndicale des étudiants, a réuni le 27 avril, à Chambéry, l'estime que « les mouvements de grève visent à exploiter les étudiants étrangers pour des raisons politiques » et considère que le « décret Imbert » — qui impose une épreuve de langue française avant l'inscription dans une U.E.R. — est « le décret du bon sens ».

Un comité de défense des étudiants en situation physique à Nice.

Pour soutenir la grève menée depuis huit semaines contre la suppression de la section de sciences et techniques et activités physiques et sportives (DEUG-STAPS), à l'université de Nice, un comité de défense a été créé, le 25 avril, composé d'enseignants, d'étudiants, de juristes et de diverses personnalités locales. Ce comité de défense a reçu l'appui des syndicats de la FEN concernés (SNEP, SNES et SNE-Sup).

LES OFFICIERS DE RÉSERVE RÉPUBLICAINS DÉNONCENT LE RESSERREMENT DES LIENS MILITAIRES DE LA FRANCE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Le secrétaire général des fédérations d'officiers et sous-officiers de réserve républicains (FORR-FSORE), M. Jean Maréchal, a dénoncé, samedi 26 avril, lors d'un colloque sur la course à l'armement, organisé à Paris, l'attitude du pouvoir en France qui resserre, selon lui, les liens militaires avec les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne. « Une telle orientation est, a-t-il expliqué, à l'opposé de la stratégie française de dissuasion visant à rendre la guerre impossible et d'une stratégie non alignée sur un bloc militaire ».

SCIENCE

L'U.R.S.S. LANCE UN VAISSEAU SPATIAL INHABITÉ PROGRESS

Un nouveau vaisseau spatial de transport, Progress-8, a été lancé dimanche 27 avril par l'Union soviétique en direction de la station orbitale Salout-4. Ses sept tonnes de charge de matériel destiné aux cosmonautes Valeri Riomane et Leonid Popov qui vivent à bord de la station depuis le 9 avril. Progress-8 apporte sans doute aussi des pièces de rechange nécessaires à la mission en état de Salout-4. Le vaisseau de transport devrait prochainement s'amarrer au collier lancé venant par le défilé de Progress-5 qui, après avoir été chargé des déchets de la station, a été lancé dans les couches densées de l'atmosphère où il s'est consumé.

LE GÉNÉRAL BILLOTTE SE PRONONCE EN FAVEUR DE LA BOMBE A NEUTRONS

Le général Pierre Billotte, ancien député gaulliste du Val-de-Marne, estime que la bombe à neutrons « est désormais la seule possibilité pour la France de pallier la non-fiabilité du parapluie nucléaire américain ».

« Dans l'OTAN, nos alliés participent aux charges militaires, mais ne nous consacrent rien des intentions, les États-Unis. Ce n'est pas logique », a expliqué récemment le général Billotte devant l'association France-U.S.A. à Tournay.

« La France, a ajouté l'ancien député, n'est plus dans cette organisation. Mais elle ne cesse quand même de se théâtrer européen. Elle est donc concernée et il devient maintenant évident que les États-Unis ne prendront pas le risque d'employer l'arme nucléaire si l'U.R.S.S. attaque l'Europe avec des forces conventionnelles massives ».

« Je propose, a conclu le général Billotte, la bombe à neutrons, dont les effets, foudroyants sur le personnel des unités de blindés en manœuvre offensive, seraient nuis au personnel enterré en position défensive et sur les populations civiles situées à faible distance des points d'impact ».

[Né en 1908, chef d'état-major du général de Gaulle à Londres, le général Billotte a été chef de la délégation française au comité des chefs d'état-major aux Nations unies de 1945 à 1950. Ayant donné en 1955 le R.F.F., puis l'U.N.R., ministre de la défense nationale en 1955-1956 et ministre d'État en 1956-1959.]

L'EXPÉDITEUR

67066 Strasbourg Cedex
12, Rue Marcel Weinum
Tél. (88) 34.31.31

APRIL 29 1980

ÉDUCATION

Un colloque de la Fédération Cornec

Un intérêt croissant pour la petite enfance

Tandis que des parents défilent dans les rues de la capitale, et que d'autres participent à l'opération écoles désertes — à l'appel de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) présidée par M. Jean Cornec, une cen-

taine de délégués de cette organisation et ses dirigeants participent, le 28 avril, à Paris, à un colloque national sur la petite enfance. Abonnement d'une campagne menée sur ce thème depuis le début de l'année, ce colloque a permis

Le rôle de parents ne commence pas à l'école, mais dès que naît le « désir d'enfant », aussi « égoïste » soit-il, comme l'a montré le docteur Guy Vermeil, chef du service de pédiatrie à l'hôpital d'Orsay. Mais la prise de conscience des rôles de père et mère n'apparaît vraiment qu'à la naissance de l'enfant, et notamment par les inconvénients qu'elle provoque : « capture du temps », « déception » de voir que le développement de l'enfant ne correspond jamais à l'idée qu'on s'en faisait, inconvénients rapidement compensés par l'apport de l'amour maternel et paternel.

Le rôle de parents ne commence pas à l'école, mais dès que naît le « désir d'enfant », aussi « égoïste » soit-il, comme l'a montré le docteur Guy Vermeil, chef du service de pédiatrie à l'hôpital d'Orsay. Mais la prise de conscience des rôles de père et mère n'apparaît vraiment qu'à la naissance de l'enfant, et notamment par les inconvénients qu'elle provoque : « capture du temps », « déception » de voir que le développement de l'enfant ne correspond jamais à l'idée qu'on s'en faisait, inconvénients rapidement compensés par l'apport de l'amour maternel et paternel.

Mme Suzy Cohen, qui fut rapporteur sur les crèches au conseil général des Hauts-de-Seine de 1976 à 1979, estime que tous les enfants — y compris ceux dont la mère ne travaille pas — doivent pouvoir bénéficier de ces équipements collectifs. La crèche — qu'elle préfère appeler « école des bébés » — devrait, selon elle, « être le premier maillon de l'éducation nationale, sous la responsabilité de ce ministère ». Cette position n'a pas manqué de choquer nombre de délégués présents pour lors favorables au développement des crèches.

Il s'agit en revanche de plus sensibles à l'hommage rendu par Mme Hélène Grallot-Alphandry, directrice d'études à l'école pratique des hautes études, à la maternelle, « dont le rôle auprès du petit enfant est irremplaçable », hommage qui n'est pas sans critiques. Selon elle, trop peu d'enfants de deux à trois

à la F.C.P.E. de confirmer ses revendications sur la scolarisation à l'école maternelle. Mais la Fédération Cornec entend ne plus s'intéresser seulement aux parents d'élèves, mais aussi à ceux dont les enfants ne sont pas encore scolarisés.

boutade de M. Cornec saluant l'arrivée du secrétaire général de la F.E.N., cet intérêt de la Fédération Cornec pour la petite enfance n'est pas négligable. Tant du point de vue de l'information qui peut être apportée aux familles que de la vie de l'organisation. Les jeunes parents qui vivent des problèmes de garde souvent difficiles et ne peuvent se regrouper qu'au niveau local et pour une durée limitée sont des adhérents en puissance. Sur tout au moment où les familles s'intéressent de plus en plus à l'éducation non seulement à titre individuel mais aussi par l'intermédiaire d'associations telles que la Confédération syndicale des familles, la Confédération syndicale du cadre de vie — qui gagnent du terrain en milieu scolaire — ou par l'intermédiaire des confédérations syndicales ouvrières.

CATHERINE ARDITTI.

UN DÉBAT DANS L'ESSONNE

Saisir la chance des classes transplantées

Faut-il généraliser la pratique des « classes transplantées » ? Pour obtenir quels résultats ? Telles étaient les interrogations majeures du débat organisé le 26 avril à l'initiative de la municipalité de Corbeil-Essonnes qui a réuni une quarantaine d'enseignants, de médecins, d'animateurs, de représentants de l'administration, etc.

Les communes sont de plus en plus nombreuses à solliciter le département pour la mise en œuvre de ces classes. Pour financer nécessaire à l'organisation des « classes de neige » et autres « classes vertes ». Pour autant, rares sont celles qui, comme Corbeil, le font depuis dix-sept ans. Ainsi, dans cette ville de quarante mille habitants, ces quatre semaines durant lesquelles les enfants sont extraits de leur environnement scolaire et familial sont devenues une tradition, presque un fait social.

A l'origine, tout reposait sur la base volontaire de quelques enseignants. Les trois classes concernées étaient alors hébergées dans une hôtellerie privée. En 1979, vingt-six classes de C.M.1, soit environ sept cents cinquante enfants, ont pu profiter d'un tel séjour. La ville a augmenté son effort en conséquence. Elle a notamment construit, dans les Hauts-de-Seine, un équipement spécialement conçu à cet effet. C'est elle aussi qui doit assumer l'essentiel des dépenses de fonctionnement (le prix de journée revient à 104 F), mais la participation des familles (entre 4 et 90 F par jour selon le quotient familial), et de diverses subventions du département et de l'État.

Une expérience pédagogique

Pour leur part, les éducateurs s'efforcent de faire de cette période privilégiée une expérience pédagogique. Le colloque a permis de mesurer la richesse de l'expérience depuis le temps de l'improvisation des pionniers, naguère, à l'émulation à la découverte du milieu naturel, aujourd'hui. Le temps n'est plus où les classes de neige permettaient seulement d'ajouter aux cours conventionnels du matin les leçons de ski l'après-midi. Les quatre tables rondes ouvrant le colloque avaient justement pour thème : « Classes de neige, véritable expérience de tiers-temps pédagogique ». La santé de l'enfant et les classes transplantées, l'enfant et l'approche de la montagne. Comment lui apprendre à s'organiser face à la montagne et à ne pas devenir

un consommateur de loisirs. « L'enfant dans un cadre différent de la cellule familiale, expérience de vie de groupe ».

Les discussions théoriques n'ont pas fait oublier les obstacles permanents qui se dressent encore. « Dans une ville comme la nôtre, où la proportion de population immigrée est importante, il y a toujours un long travail de persuasion, explique un instituteur, M. Jean-Claude Flamant. Certaines familles (en particulier celles d'origine polonaise) considéraient mal que leurs enfants soient élevés, fût-ce momentanément, en dehors d'elles. Il faut aussi leur expliquer que les classes transplantées, ce n'est pas les vacances ».

STEPHANE BUGAT.

SPECTACLES, PEINTURE ET MOT D'ORDRE

La toute est massée sur l'esplanade de Saubourg, à Paris : elle écoute, regarde ou passe. Une jeune femme traverse plusieurs fois, elle porte sur son dos un écorceau :

« Un mois sans salaire pour une autre école. Vingt-cinq ans, trente-cinq à l'ombre ! ». De l'autre côté de la rue, à l'école Saint-Mari, il y a l'été aussi, à tous les étages, également sur l'initiative de la Fédération Cornec. Au premier, où des instituteurs grévistes vendent des affiches et répondent aux questions des visiteurs, a lieu un spectacle pour enfants. Ils sont une centaine environ, la plupart assis par terre en cercle. Deux conteurs — Jacky Gatou et Jean-Yves Chatal — chantent, jouent et miment. Au cinquième, des petits élèves de maternelle sont dans l'atelier de peinture. Raphaëlle, cheveux fins et noirs, teint mat et grands yeux brillants, dessine : « C'est une maison ? ». « Non, je colore avec une éponge, on peut mélanger, ça va faire du orange et du gris ».

Au premier étage : un numéro de « Jeune » a succédé aux conteurs. Les enfants criant très fort.

Pendant ce temps, des débats relèvent l'attention des parents sur des thèmes divers : la crèche, la création d'ateliers de travaux manuels, la « nouvelle école ».

A 17 h. 30, en retrait de l'esplanade et sous la pluie, M. Jean Cornec, louché sur une borne près des stands de l'association France et franchises canariennes, s'adresse à un petit groupe d'auditeurs sortis sous des banderoles, pour une allocution très brève. « La mot d'ordre — écoles désertes — a été très suivi », il ajoute : « Il faut dire à M. Beullac, qui déplore la baisse de la natalité, que nous ne ferons des enfants que lorsque nous serons sûrs qu'ils pourront être accueillis et instruits dans les meilleures conditions possibles ».

ans sont scolarisés, notamment dans les milieux les plus modestes. Les locaux sont « insuffisants », « bruyants », les effectifs trop chargés.

Ces exposés ont permis aux responsables de la Fédération Cornec de rappeler, par la voix de M. Raymond Métra, secrétaire général adjoint, leurs revendications concernant la pré-scolarisation : développement de l'école maternelle en milieu rural ; droit à l'école maternelle à deux ans pour tous ceux qui souhaitent, à condition de la réfléchir sur ce que l'école peut apporter aux enfants de cet âge et comment elle peut leur être adaptée sur le plan des locaux et des horai-

ANGLETERRE
3 formules
S. M. Richards, 1000 Paris Tel. 241.18.14
M. N. — Run — 284
Code postal — Ville — 1
— souhaitez recevoir votre brochure BEC —
adultes — étudiants — Autres

BRITISH EUROPEAN CENTRE.
S. M. Richards, 1000 Paris Tel. 241.18.14
M. N. — Run — 284
Code postal — Ville — 1
— souhaitez recevoir votre brochure BEC —
adultes — étudiants — Autres

(Publiété)

MAITRISE GESTION

- Cadres et Techniciens supérieurs de niveau Bac + 2 (toutes disciplines), 5 ans d'exp.
- 4 jours ouvrables par mois / 2 ans ;
- Financement 1,10 % - Formation continue ;
- Options : P.M.E., Agro-alimentaire, Affaires internationales, Finance, Ressources humaines, Informatique.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 55, av. Diderot, 94 SAINT-MAUR

même gratuite.
ptent.

BLOC CUBE

Joustra
Joustra
Joustra
Joustra
Joustra

L'EXPÉDITEUR
67066 Strasbourg Cedex
12, Rue Marcel Weinum
Tél. (88) 34.31.31

Le Monde

sports

RUGBY

HUITIÈMES DE FINALE DU CHAMPIONNAT

Bagnères par effraction

Huitièmes de finale à sensations dans le championnat de France de rugby. Narbonne, le champion 1979, est tombé face à Béziers (21-10), tandis que Bagnères, le finaliste de l'année dernière, s'imposait face à Montferrand (13-11). Et si le Stade Toulousain s'est qualifié aux dépens d'Agen (9-4), en revanche Toulon, Pau et Lourdes se sont laissés piéger par des formations moins connues.

Périgueux. — Le match, le cruel final, l'assassinat du jeu ! Il restait quoi ? Une minute peut-être, deux à peine. Montferrand avait gagné. La superbe équipe avertisse, après une première mi-temps admirable, vivait sur son malgre trésor : deux tout petits points d'avance (11-9), cent vingt secondes de jeu et le paradis au bout. Et puis il y eut cette mêlée ouverte au 22 mètres, ce ballon gagné comme presque tous par les attaquants montferrandais et transmis au petit Lafarge.

Le demi de mêlée bleu avait tout réussi jusqu'à là, placé comme dans un fauteuil derrière ses avants. Lafarge tapa à suivre, mal, maladroitement. Le genre d'erreur à ne pas commettre en face d'une équipe de Bagnères totalement réduite depuis le début à la lutte anti-gaspi et à la récupération des ballons rechappés, perdus ou mal utilisés par l'adversaire. Si le genre de cadeau à ne pas faire au gang noir des charbonniers pyrénéens, leur arrière Aguirre était là, pas par hasard, mais pour la dernière relance.

Une attaque désespérée côté ouvert, un ballon qui vole de main en main et au bout du chemin deux compères de l'équipe de France face à face. Le blond aîné, Gourdon, le blond jeune, Frédéric Costes. Si Gourdon passe, Bagnères gagne. Si Costes tient, Montferrand a gagné. L'image restera d'un Costes croché, accroché vainement au maillot de son ami et emporté à l'horizontale. On n'aurait pas eu de doute, aussi près de l'écure, à 3 mètres de la ligne. L'essai en coin non transformé sauvait Bagnères (13-11) et était Montferrand. Malgré cette tentative de drop, celui de la vitesse et du jeu de la ligne. L'essai en coin non transformé sauvait Bagnères (13-11) et était Montferrand. Malgré cette tentative de drop, celui de la vitesse et du jeu de la ligne. L'essai en coin non transformé sauvait Bagnères (13-11) et était Montferrand. Malgré cette tentative de drop, celui de la vitesse et du jeu de la ligne.

On dit que elle n'est guère morale cette victoire volée par le trou de la serrure, qu'il n'est pas logique de succéder de ceux qui n'ont mené au score que le temps du coup de sifflet final. Mais on parle de morale, de logique ? Il s'agissait ici de rugby, du vrai.

tion à priori plus modestes, respectivement Bayonne (25-14), Tulle (15-9) et Brive (15-8). Huitièmes de finale de brutalité : alors que la rencontre Béziers-Narbonne se déroulait « proprement », il n'en a pas été de même ni à Carcassonne pour Bayonne-Toulon ni à Albi pour Tulle-Lourdes, où dans les deux cas l'arbitre fut pris à partie par des supporters excités.

De notre envoyé spécial

Pas celui qui, comme l'affligé Perigean-Graubert délégué la veille, fait le vide dans les stands et dans les tribunes. Mais, l'heure pour le cœur et l'esprit, plein de faux rebonds et de vrais redondances.

La loi des avants

C'est que l'équipe avertisse à Jougé, en première mi-temps au moins. L'un des meilleurs matches de sa carrière. Dès le départ en main et au bout du chemin deux compères de l'équipe de France face à face. Le blond aîné, Gourdon, le blond jeune, Frédéric Costes. Si Gourdon passe, Bagnères gagne. Si Costes tient, Montferrand a gagné. L'image restera d'un Costes croché, accroché vainement au maillot de son ami et emporté à l'horizontale. On n'aurait pas eu de doute, aussi près de l'écure, à 3 mètres de la ligne. L'essai en coin non transformé sauvait Bagnères (13-11) et était Montferrand. Malgré cette tentative de drop, celui de la vitesse et du jeu de la ligne. L'essai en coin non transformé sauvait Bagnères (13-11) et était Montferrand. Malgré cette tentative de drop, celui de la vitesse et du jeu de la ligne.

On dit que elle n'est guère morale cette victoire volée par le trou de la serrure, qu'il n'est pas logique de succéder de ceux qui n'ont mené au score que le temps du coup de sifflet final. Mais on parle de morale, de logique ? Il s'agissait ici de rugby, du vrai.

SKI

Brouille des «alpins» et des «citadins»

De notre correspondant

Grenoble. — Les trois comités «dissidents» de la Fédération française de ski — Mont-Blanc, Savoie et Dauphiné — viennent de créer le Groupement interrégional du ski (GISI), confirmant ainsi leur volonté de vivre à l'écart des instances fédérales. Leur objectif est de mener une politique sportive plus dynamique au niveau régional. Après l'assemblée générale extraordinaire de la F.F.S., qui s'est tenue le 19 avril à Lyon et au cours de laquelle les trois comités «alpins» ont été mis en minorité, les comités «citadins» ont projeté de réformer qui aurait redonné le pouvoir aux comités «sportifs», sur les comités «touristiques», la Savoie, le Dauphiné et le Mont-Blanc, qui ont vendu deux cent treize mille huit cents licences au cours de la saison 1979-1980, risquant de créer de sérieuses difficultés à la F.F.S.

La crise qui a éclaté au sein de la F.F.S. survient au moment où les critiques s'accumulent de toutes parts. Le pool des fabricants, qui doit renouveler au mois de mai son contrat avec la F.F.S., semble hésiter à reconduire l'ancien qui lui apportait, dit-on, le soutien du Syndicat national des monteurs de ski. M. Bernard Chevallier, regrette que, lors de ses réunions, avec les responsables de la F.F.S., «ceux-ci parlent de problèmes sportifs». Quant aux pouvoirs publics, ils ont le regard fixé sur l'absence de résultats dans les grandes compétitions. Lors de l'assemblée générale de Lyon, M. Jacques Périllat, directeur des sports au ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, avait indiqué que, sans réforme «véritable», la F.F.S. pourrait «perdre le soutien gouvernemental». Enfin, dans une lettre adressée il y a quelques jours au président de la Fédération française de ski, M. Charles Garot, les parents des coureurs de l'équipe de France de ski décidaient : «Après dix ans de polémiques d'élites-majors, de plans miraculeux et d'échecs, il ne faut pas que les jeunes coureurs aient à faire les frais de ces élites». De surcroît, ils s'étonnent qu'on ait «méseigné si longtemps sur un contrôle de santé sérieux et efficace». Actuellement, rappellent les parents, les conditions dans lesquelles un coureur doit assurer ses soins, sa rééducation, sa réinsertion dans l'équipe et son suivi médical comportent de graves anomalies. «Un coureur blessé lors des compétitions ou lors des entraînements, est reconduit chez lui. Il devra à partir de ce moment se débrouiller seul», explique M. Roger Canac, père d'un membre de cette équipe de

France, où les blessés ont été nombreux cet hiver. Les trois comités «dissidents» pourraient ainsi profiter de la grave crise sportive et morale qui traverse la F.F.S. Ceux-ci sont bien décidés à rester à l'écart de la Fédération tant que les statuts de la F.F.S. n'auront pas été modifiés. Ils ont même décidé, à chaque comité une voix supplémentaire par coureur classé au niveau national. Enfin la Savoie, le Dauphiné et le Mont-Blanc, estimant que la politique sportive régionale est la clé de voûte d'un redressement global du ski français de haute compétition, la situation actuelle, marquée par une baisse du niveau des licences F.F.S. vendues et par la création dans certaines stations de cartes concurrentes de la licence F.F.S., met les comités régionaux, notamment ceux des Alpes, dans une situation extrêmement délicate. Ainsi la décision prise par le club des sports de l'Alpe-d'Huez de vendre ses propres cartes a fait perdre pour la saison dix mille licences à la F.F.S. et a eu pour conséquence, au niveau régional, d'empêcher de moitié le budget sportif du comité du Dauphiné. «Cette situation ne peut durer plus longtemps. Elle entraîne en effet, à la catastrophe, de nombreuses autres situations envahissantes la saison prochaine de nature à compromettre l'avenir du ski français», note M. Georges Garot, actuellement dirigeant du Grenoble-Universiade-Club (G.U.C.). La Savoie, le Dauphiné et le Mont-Blanc se préparent donc à proposer dès l'hiver prochain de modifier les statuts de la F.F.S. «Celle-ci nous permettra, affirment-ils, de gérer un budget désormais autonome et de mener la politique sportive que nous entendons promouvoir en tant que fédérations régionales».

CLAUDE FRANCHILLON.

ESCRIME

LA COTE D'AZUR ET SES CHAMPIONNES

En battant la Paris Université Club (PUC) par neuf victoires à six en finale du championnat de France par équipes de fleuret féminin, l'Olympique Gymnase Club de Nice, composé de Pascale Trinquet (19 ans) et de Christine Fekété (vingt-deux ans), Marie-Christine Cabane (seize ans) et Gisèle Meygret (seize ans), a réalisé un exploit sans précédent, dimanche 27 avril, à Paris. C'est en effet la première fois qu'un club provincial remporte ce titre. La veille, Pascale Trinquet avait gagné facilement la compétition individuelle, pour la deuxième année consécutive, devant la Parisienne Florence Bougnol et la Bordelaise Brigitte Gaudin-Latrille.

Au cours des vingt dernières années, la ligue d'escrime de Nice s'était surtout illustrée par les exploits de sa sabreuse, Claude Arago, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Tokyo en 1964, et Régis Bonissone, mais les fleuretistes féminines ont repris le flambeau depuis cinq ans. Tout a commencé avec le titre mondial junior enlevé à Mexico en 1978 par la Tropicenne Véro-nique Trinquet. Christine Fekété en 1977 et Isabelle Segard le 6 avril 1980 lui ont succédé aux palmiers. Pascale Trinquet devenant pour sa part championne du monde individuelle l'année dernière à Mexico.

Cette série de victoires a fait des fleuretistes et des fleuretistes nées de talent sont légion. C'est ainsi que la Côte d'Azur a sept représentantes — Véro-nique et Pascale Trinquet, Danièle Goussier, pour les premières, Christine Cabane, Gisèle et Anne Meygret — parmi les seize premières du championnat de France individuel. Pour une petite ligue centrée sur les départements des Alpes-Maritimes et du Var, et qui ne compte qu'un millier de licenciés, dont un cinquième d'escrimeuses, ces résultats d'ensemble sont d'autant plus remarquables qu'ils ont permis de maintenir le niveau de la ligue.

«La réussite est une question de dynamique de groupe», explique M. Guy Barabino, le conseiller technique régional. Or chez les garçons nos meilleurs éléments s'étaient éparpillés, les autres ne pouvaient plus progresser. En revanche, avec les fleuretistes féminines, l'émulation joue à merveille et les clubs de la Côte d'Azur sont de véritables pépinières de championnes. A cet égard, il est juste de remarquer que les quatre fleuretistes championnes de France ne sont pas de purs produits de l'O.G.C. Nice composé de sa sœur, Pascale Trinquet, à l'aise, ses premières armes à Saint-Tropez, Christine Fekété à Antibes, Marie-Christine Cabane à la Maison de la Jeunesse, et Anne Meygret à l'ancienne salle de gymnastique de Nice. Leur regroupement sous la même bannière n'est d'ailleurs pas sans avoir permis de leur donner, pour certaines, une véritable confiance. Pour bénéficier de quelconques dans certains domaines, ces qu'on ne peut pas les qualifier de «pays de la Côte d'Azur», la raison de ces succès ? En tout cas la diminution du nombre de maîtres d'armes, celle des compétitions d'entraînement, les difficultés rencontrées pour le recrutement des arbitres inquisiteurs de la ligue de Nice, et enfin, qu'ils ont su s'entraîner sur leurs lauriers.

JEAN-MARI SAFRA.

JEUX OLYMPIQUES

Le boycottage des Jeux de Moscou s'étend

L'Association olympique canadienne (A.O.C.) s'est, à son tour, prononcée samedi 26 avril, à Montréal, en faveur du boycottage des Jeux de Moscou pour «protéger contre l'intervention de l'Armée soviétique en Afghanistan». C'est par 137 voix contre 35 que l'A.O.C. a pris position, suivant la recommandation du premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau.

A La Haye, M. Joop Idenburg, président du Comité olympique des Pays-Bas, a déclaré que son comité «ne pourra faire autrement que de prendre la décision de boycotter les Jeux de Moscou et de suivre la ligne de conduite des pays de l'Occident». La déclaration de M. Joop Idenburg a provoqué la surprise aux Pays-Bas. Jusqu'à présent, le président du Comité olympique néerlandais avait, en effet, affirmé que, au contraire, son comité ne suivait pas la recommandation de boycottage du gouvernement des Pays-Bas.

Au Japon, le Comité olympique national (J.O.C.) a déclaré, samedi 26 avril, à Tokyo, qu'il ne ferait connaître sa décision qu'à la veille de la clôture (24 mai) des engagements. Le gouvernement japonais a recommandé au J.O.C. de se prononcer pour le boycottage des Jeux de Moscou.

La Norvège, qui a été l'un des premiers pays à décider le boycottage des Jeux d'été, a décidé d'aligner son action. L'équipe de football norvégienne ne rencontrera pas l'équipe soviétique le 6 juillet prochain.

En République fédérale d'Allemagne, après le gouvernement et le Bundestag qui avaient recommandé au vote le boycottage des Jeux de Moscou (446 voix pour, 3 contre, 9 abstentions), la présidence de la Fédération des sports (D.S.B.) a demandé au Comité olympique national de boycotter les Jeux d'été.

TENNIS DE TABLE

Première victoire des Français sur les Japonais

Les pongistes français ont causé, dimanche 27 avril, une grande surprise en venant à bout d'une forte équipe du Japon, par 5 victoires à 3, au cours de la journée d'ouverture du Tournoi de tennis de table des sept nations à Shanghai, dans l'est de la Chine.

Le Japon avait pris la troisième place et la France la cinquième aux derniers championnats du monde.

Jacques Secrétin, Christian Martin et Patrick Brocheau, ont obtenu la victoire, devant dix-huit mille spectateurs, rapporte l'agence Chine nouvelle, alors que le Japon menait déjà par 2-0, sur des succès de Masahiro Mashara aux dépens de Martin 21-11, 21-17 et de Norio Takashima, actuel numéro un nippon, sur Brocheau 21-13, 21-12.

Par la suite, Secrétin et Martin remontaient le score à 2-2 grâce à leur succès respectif sur Abe (20-22, 21-17, 21-10) et Takashima (21-17, 21-16). Les Français obtenaient l'avantage (victoire de Secrétin sur Mashara 24-22, 21-18), mais Abe donnait un troisième point aux Japonais en battant Brocheau 15-21, 21-19, 21-15.

Les Français obtenaient cependant la victoire grâce aux succès de Secrétin face à Takashima 21-19, 21-17, et de Martin face à Abe 21-14, 21-16.

TIR

Bruno Rossetti : 199 sur 200

Il ne fait plus de doute que le jeune Français, Bruno Rossetti, est l'un des meilleurs tireurs au monde. L'occasion des deuxième championnats internationaux de France de tir aux plateaux, qui se disputent les 26 et 27 avril sur les stands de Bois-d'Arcy (Seine-Saint-Denis), Rossetti a égalé le record du monde de shoot olympique, détenu par le Soviétique Kopalov, en réussissant 199 points sur 200. Cette performance, est d'autant plus remarquable que, il y a deux semaines, à Montecatini, il avait déjà réalisé ce score.

Grâce à ce nouvel exploit, Rossetti a permis à l'équipe de France, composée en outre de Penot, Pettiberty et Noguet, de s'imposer — d'un petit point (778 à 777) — devant la formation de la R.D.A.

A noter également les deuxième places, à la fosse olympique, de Christian Demarrie et Michel Carrega, à deux points de l'italien Giovannetti, qui a totalisé 194 plateaux. Par équipe, la France a pris également la deuxième place avec 727 points, derrière l'Espagne, 729 points aussi mais, un quatrième meilleur résultat.

LES RÉSULTATS

et Metz, 27 : 18. Lyon, 25 : 18. Marseille, 23 : 20. Brest, 13.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION GROUPE A

Tour 1 : 1. Paulin (Esp.), 27 h 12 min 25 sec. 2. Vassini (11), 3 min 30 sec. 3. Kelly (11), 3 min 41 sec. 4. Bourget (11), 3 min 46 sec. 5. Torres (11), 3 min 50 sec. 6. Villard (11), 3 min 51 sec. 7. Cricquet (11), 3 min 52 sec. 8. Pulot (11), 3 min 53 sec. 9. Galdos (11), 3 min 54 sec. 10. Van Galster (11), 3 min 55 sec. 11. Thévenet (11), 3 min 56 sec.

TOUR DU LOIR-ET-CHER

Classement individuel final : 1. Jean Deit (R.S.S.), 15 h 5 min 50 sec. 2. Wijnanda (Holl.), 1 h 1 min 18 sec. 3. Moons (Holl.), 1 h 1 min 35 sec. 4. Isen (U.R.S.S.), 1 h 1 min 37 sec. 5. Dousse (U.R.S.S.), 1 h 1 min 38 sec. 6. Clew (Holl.), 1 h 1 min 39 sec. 7. Monro (U.R.S.S.), 1 h 1 min 40 sec. 8. Dufour (P.A.), 1 h 1 min 41 sec. 9. Levan (Norv.), 1 h 1 min 42 sec. 10. Orie (U.S.), 1 h 1 min 43 sec.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION GROUPE A

Classement : 1. Chane et Rochard, 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200.

CLAUDE FRANCHILLON.

des, disputée à Baltimore (Maryland).

Henri, sur «Baltico», a terminé la quatrième journée de compétition avec 101,1 de points et deux. Il a précédé en compétition «Giant» Smith (64,5 pts) sur «Calypso» et l'Allemand de l'Ouest Paul Schockemöhle (62 pts) sur «Dexter» et la Française Gilles Bertrac de Beldade (58,5 pts) sur «Galloche».

L'Autrichien Hugo Simon, vainqueur de la précédente coupe du monde, était adjoint à la dernière épreuve de dimanche disputée sur deux parcours, en remportant un match de barrage de l'Américain Leslie Barr. Gilles de Beldade se classait pour sa part septième de cette épreuve.

Squash

La finale du championnat de France par équipes, disputée au St. Squash de Merville, a été remportée par le Stade Toulousain (Stade Toulousain, 3-0) devant les équipes de l'Américain Leslie Barr, Gilles de Beldade et de la Seine, quatrième.

Tennis

Le tournoi de Las Vegas, doté de 300 000 dollars de prix et disputé sur une surface épistémologique particulièrement lente, a été remporté par Björn Borg sur Harold Solomon (6-3, 6-1). Borg avait dominé Gerulaitis (6-1, 6-3, 6-3) et Solomon (6-3, 6-3, 6-3) en deux sets.

Le cavalier américain Conrad Homfeld a gagné, dimanche 27 avril, la coupe du monde de saut d'obstacles.

Le Monde

LE JOUR DE LA MUSIQUE

LES

On s'est battu pour le titre de champion de France de tennis de table, mais c'est la victoire de Secrétin qui a été la plus remarquable. Il a égalé le record du monde de shoot olympique, détenu par le Soviétique Kopalov, en réussissant 199 points sur 200. Cette performance, est d'autant plus remarquable que, il y a deux semaines, à Montecatini, il avait déjà réalisé ce score.

Grâce à ce nouvel exploit, Rossetti a permis à l'équipe de France, composée en outre de Penot, Pettiberty et Noguet, de s'imposer — d'un petit point (778 à 777) — devant la formation de la R.D.A.

AU SIXIÈME

Le virtuos

Le virtuos, le champion de France de tennis de table, a égalé le record du monde de shoot olympique, détenu par le Soviétique Kopalov, en réussissant 199 points sur 200. Cette performance, est d'autant plus remarquable que, il y a deux semaines, à Montecatini, il avait déjà réalisé ce score.

Cours de vacances

Cours de vacances, le champion de France de tennis de table, a égalé le record du monde de shoot olympique, détenu par le Soviétique Kopalov, en réussissant 199 points sur 200. Cette performance, est d'autant plus remarquable que, il y a deux semaines, à Montecatini, il avait déjà réalisé ce score.

Tennis

Le tournoi de Las Vegas, doté de 300 000 dollars de prix et disputé sur une surface épistémologique particulièrement lente, a été remporté par Björn Borg sur Harold Solomon (6-3, 6-1). Borg avait dominé Gerulaitis (6-1, 6-3, 6-3) et Solomon (6-3, 6-3, 6-3) en deux sets.

صكزامن الاصل

INFORMATIONS «SERVICES»

VIVRE A PARIS

Comment trouver une place dans les théâtres nationaux

Amateurs, passionnés ou simples curieux, se présentent toujours aussi nombreux aux portes de la Comédie-Française et de l'Opéra de Paris, et il n'est pas facile d'y assister à un spectacle si l'on n'a pas de réservation. Voici donc comment faire pour obtenir une place dans ces deux grands théâtres.

● La Comédie-Française

Le Théâtre français dispose de huit cent quatre-vingt-douze places. Les prix varient de 12 F à 36 F. On peut réserver des places de trois façons :

1) AUX GUICHETS ET PAR TELEPHONE. — On peut acheter une place à l'avance, par exemple le vendredi pour le samedi suivant, tous les jours de 11 heures à 18 heures. Aux guichets : 2, rue de Richelieu, 75001 Paris. Par téléphone : au 296-10-20. La saison prochaine, un système de billetterie informatisée sera mis en place. Il permettra de réserver quinze jours à l'avance ;

2) PAR CORRESPONDANCE.

Formule réservée aux spectateurs de province et de l'étranger. Il faut s'y prendre un mois à l'avance. On écrit au service location de la Comédie-Française, qui répond pour indiquer le prix des places disponibles. Le spectateur envoie alors un chèque en prépayant s'il désire recevoir ses places ou bien les retirer au guichet du théâtre ;

3) AUTRE POSSIBILITE.

La Comédie-Française garde cent douze places à 12 F pour chaque spectacle ouvert au public non abonné. Elles ne sont pas vendues au guichet, mais dans un bureau à part, situé au coin de

la rue Montpensier et de la rue de Richelieu. Ce bureau ouvre une demi-heure avant le lever du rideau, mais il est préférable d'y être plus longtemps à l'avance. A signaler que la moitié de ces cent douze places est réservée aux abonnés.

Une précision : les lundi et mardi, les représentations sont réservées aux abonnés.

On peut aussi s'abonner. Il y a cinq sortes d'abonnements : soirées habillées (tenue de soirée de rigueur), soirées littéraires, matinées classiques, abonnements individuels et abonnements collectifs. La souscription débute au mois de juin. Priorité est donnée aux anciens abonnés. Tous les abonnements sont généralement pris d'assaut en quelques jours. En 1979, quatre cent mille demandes ont été refusées, soit trois demandes sur quatre.

Les représentations à la Comédie-Française commencent à 14 h. 30 ou 20 h. 30 précises. Les retardataires sont invités à suivre la première partie du spectacle sur des écrans de télévision. A noter aussi que le vestiaire est gratuit et les pourboires interdits. Les représentations s'arrêteront le 31 juillet et reprendront le 15 septembre.

● L'Opéra

Il est encore moins facile de trouver une place à l'Opéra de Paris qu'à la Comédie-Française. Les files d'attente sont souvent très longues avant même l'ouverture des guichets.

1) AUX GUICHETS. — On peut louer tous les jours de 11 heures à 18 h. 30, sept jours à l'avance ;

2) PAR CORRESPONDANCE.

Pour chaque spectacle, la location est ouverte un mois à l'avance. Mais les demandes de réservation doivent parvenir quinze jours au plus tard avant la date de la représentation. On doit écrire au service location et joindre à sa demande un chèque « en blanc », daté et libellé à l'ordre de l'Opéra de Paris. Les services de location complètent ensuite les chèques en fonction des places qui ont pu être attribuées ;

3) AUTRES POSSIBILITES.

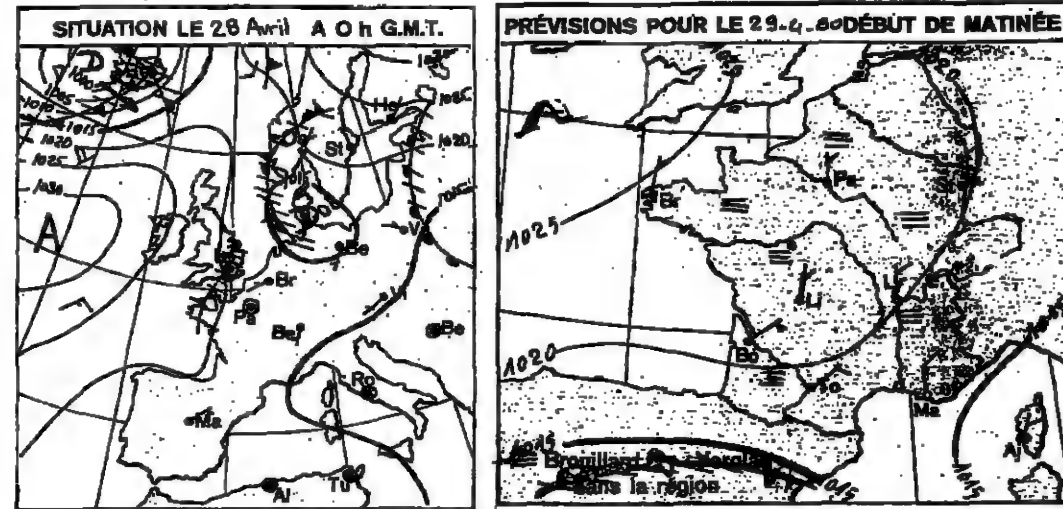
La veille de chaque spectacle, des places dites fonds de loge, entre 15 et 30 F, sont vendues aux guichets. La location commence à 13 h. 30 et s'arrête dès que les places sont vendues, vers 16 heures en général.

Certaines soirées de l'Opéra sont réservées aux abonnés. Différentes sortes d'abonnements sont proposées au public pour chaque saison. La souscription pour la saison prochaine débute dans le courant du mois de mai.

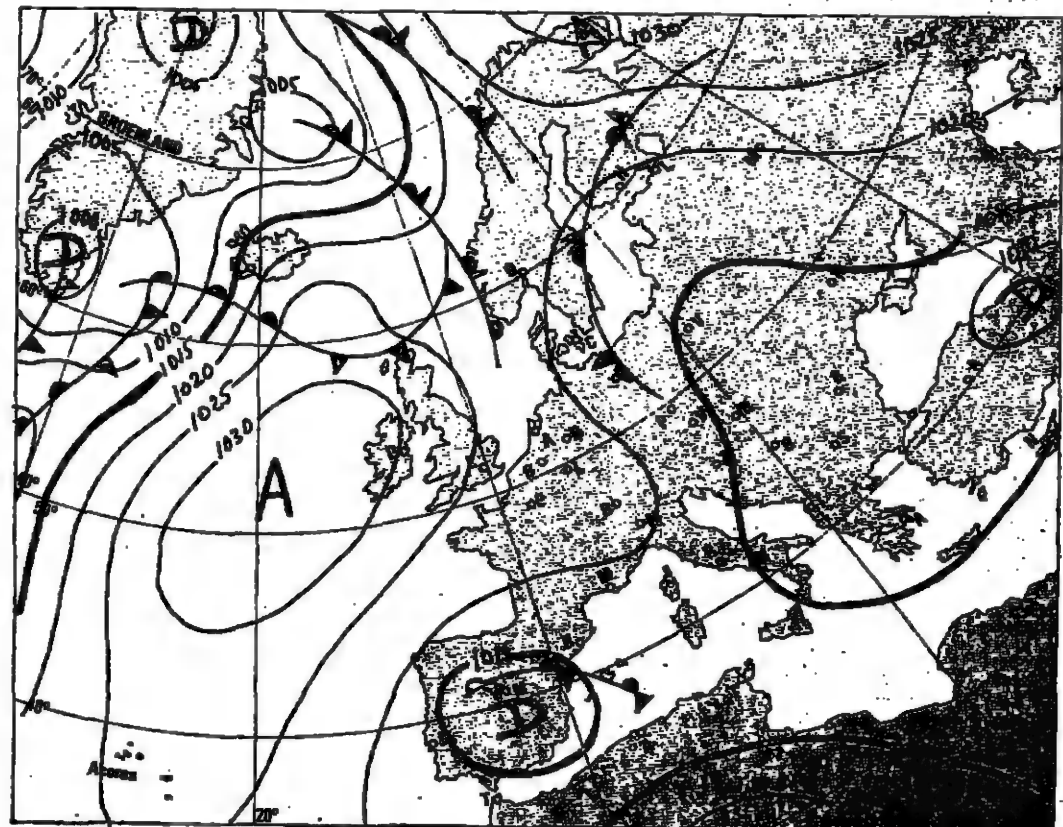
Comme à la Comédie-Française, les spectacles de l'Opéra commencent à l'heure exacte : 19 heures ou 20 heures. Les retardataires ne sont pas placés qu'à la fin du premier acte ou du premier tableau. Les représentations s'arrêteront entre le 14 juillet et le 15 septembre. Tous renseignements sur l'Opéra peuvent être obtenus au 742-57-50, 8, rue Scribe, 75009 Paris.

DOMINIQUE DAMBERT.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
— Zone de pluie ou neige — Averse — Orage — Brouillard — Verges
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 avril à 0 heure et le mardi 29 avril à 0 heure :

Le temps s'éclaircit avec très peu de nuages, mais une zone de pluie faibles précipitations sur notre pays entre les hautes pressions de l'Atlantique et les basses pressions continentales qui se combinent progressivement. Toutefois, une perturbation à caractère orageux évolue sur l'Espagne ; elle pourrait déborder sur nos régions méridionales.

Mardi 29 avril, il fera encore très beau, mais les bruyantes seront assez nombreuses. Dans la journée, le temps sera nuageux dans le Nord et le Nord-Est, mais généralement bien ensoleillé ailleurs. Le soir, quelques nuages orageux apparaîtront dans les régions méridionales.

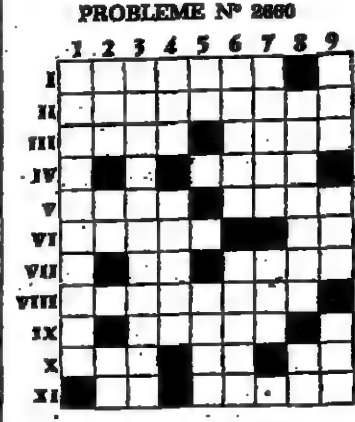
Le lundi 28 avril, à 0 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1017,5 millibars, soit 754,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 avril ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29) : Ajaccio, 17 et 9 degrés ; Biarritz, 14 et 7 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 12 et 5 ; Brest, 14 et 7 ; Caen, 11 et 3 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et 1 ; Dijon, 12 et 3 ; Grenoble, 13 et 1 ; Lille, 12 et 1 ; Lyon, 11 et 1 ; Marseille, 16 et 4 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice, 18 et 10 ; Paris-La Bourget, 14 et 3 ; Pau, 13 et 3 ; Perpignan, 15 et 11 ; Rennes, 12 et 3 ; Strasbourg, 12 et 2 ; Tours, 12 et 5 ; Toulouse, 14 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 7 degrés ; Amsterdam, 15 et 6 ; Athènes, 20 et 11 ; Berlin, 8 et 5 ; Bochum, 13 et 6 ; Bruxelles, 14 et 7 ; Madrid, 21 et 7 ; Moscou, 11 et 10 ; New-York, 11 et 6 ; Palma-de-Majorque, 20 et 12 ; Rome, 18 et 6 ; Stockholm, 11 et 3 ; Téhéran, 20 et 15.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS-CROISÉS



PROBLEME N° 2880

HORIZONTALEMENT
1. Peut-être mise en jeu. — 2. Qui ne peut donc pas être mis. — 3. Administrateur. — 4. On ne peut pas le faire. — 5. Peut-être mis en jeu. — 6. Peut-être mis en jeu. — 7. Peut-être mis en jeu. — 8. Peut-être mis en jeu. — 9. Peut-être mis en jeu. — 10. Peut-être mis en jeu. — 11. Peut-être mis en jeu.

VERTICALEMENT
1. Le grand écart. — 2. Un étranger. — 3. Démonstratif. — 4. On ne peut pas le faire. — 5. Peut-être mis en jeu. — 6. Peut-être mis en jeu. — 7. Peut-être mis en jeu. — 8. Peut-être mis en jeu. — 9. Peut-être mis en jeu. — 10. Peut-être mis en jeu. — 11. Peut-être mis en jeu.

Solution du problème n° 2859
Horizontalement
1. Impertinence. — 2. Mauvais. — 3. Mauvais. — 4. Mauvais. — 5. Mauvais. — 6. Mauvais. — 7. Mauvais. — 8. Mauvais. — 9. Mauvais. — 10. Mauvais. — 11. Mauvais.

BREF

BOURSES
LES BOURSES 1980 DU RAYONNEMENT FRANÇAIS. — Le Comité du rayonnement français, qui préside M. G. Riand, met cette année dix bourses, dotées dans leur ensemble de 120 000 F, à la disposition d'étudiants et de chercheurs diplômés français ou étrangers, pour des voyages d'étude en France ou à l'étranger, des stages dans des unités de recherche, l'élaboration de dossiers.

LOISIRS
CINÉMA A DOMICILE. — Vidéo-Pratic France propose à toute personne résidente en France de recevoir chez elle, par correspondance, des films enregistrés sur vidéo-cassettes VHS, sans obligation d'adhérer à un club.

PARIS EN VISITES

MARDI 28 AVRIL

• Musée du Vieux Argenteuil, 15 heures, devant la gare d'Argenteuil. Mme Bachetier.
• Un bel hôtel du Faubourg Saint-Germain, 15 heures, métro rue du Bac. Mme Lamy-Lauselle.
• Hôtel de Lamoignon, 15 heures, 17, quai d'Anjou. Mme Meynier.
• L'église Saint-Germain, 15 heures, entrée de l'église. Mme Penne.
• L'école nationale supérieure des beaux-arts, 15 heures, 17, quai de la Harpe. Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
• Musée du Luxembourg, donation Masurel, 15 h. 30, 19, rue Vaugirard (Approche de l'art).
• Chez un tourneur d'ébène, 15 heures, métro Arts et Métiers. M. Jais.
• Les synagogues du Marais, 15 h. 30, métro Saint-Paul. Mme Ragueneau (Connaissance d'Art et d'histoire).
• Le musée Clemenceau, 15 h. 30, 8, rue Franklin. D. Pionnet.
• Le Père Lachaise, 15 h. 30, entrée principale (Hager).
• La Cité, 15 h. 30, métro Cité. M. de la Roche.

CONFÉRENCES

15 h. 30, rue Madame (Arènes) : « La technique de la fresque ». 17 h. 30, 33, rue de Valenciennes (Futuribles) : « Les actualités prospectives (mars-avril) ». 19 h. 30, 19, rue Vaugirard (Approche de l'art) : « Chez un tourneur d'ébène ». 19 h. 30, 19, rue Vaugirard (Approche de l'art) : « Chez un tourneur d'ébène ». 19 h. 30, 19, rue Vaugirard (Approche de l'art) : « Chez un tourneur d'ébène ».

RÉTROMANIE

109 000 FRANCS POUR UNE VOITURE A VAPEUR

La vogue de la voiture ancienne ne se dément pas. Témoin la vente aux enchères qui s'est déroulée le dimanche 27 avril, devant plusieurs centaines de personnes, dans la cour du quartier Henri IV du palais de Fontainebleau (la Mairie date de 17-28 avril). Une trentaine d'automobiles de la route ont trouvé acquéreur sous le marteau de M. Jean-Pierre Ocasat.

Quelques belles pièces de facture relativement récente ont atteint des sommes élevées. Ce fut le cas d'une somptueuse Aston-Martin 1930, adjugée 129 000 francs et d'une Facel-Vépe 1962, qui devait battre tous les records en partant à 141 000 francs. Contrairement à ce que tout le monde pensait, la de Montale, une voiture à vapeur datant de 1880, a été vendue 109 000 francs. Il

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 27 avril 1980 :

DES DECRETS
• Portant prolongation de la mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen ;
• Modifiant et complétant le code de la construction et de l'habitation sur l'habilitation des entreprises d'assurance à se porter caution pour les opérations de construction ;
• Autorisant la création par le Commissariat à l'énergie atomique d'une installation de stockage provisoire de combustibles irradiés, de substances et de matériels radio-actifs, dite Pégase, par la modification du réacteur Pégase, mis à l'arrêt définitif, sur le site nucléaire de Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône.

du 22 avril
au 7 mai

prix exceptionnels

dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

هكذا من الأهل

Le Monde ECONOMIE

La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde

par JEAN LEMPERIÈRE (*)

Les biens manufacturés ont pris, en 1979, comme en 1978, une part aussi importante que les produits primaires dans les exportations hors pétrole des pays en développement. Cette récente indication du GATT montre l'orientation du tiers-monde vers l'activité industrielle, activité qui lui donne une place importante dans le commerce mondial. Ces ventes de produits manufacturés (1) se partagent en deux grands courants bien distincts par leur composition et surtout par leur rôle dans le développement économique du tiers-monde.

Les échanges Sud-Sud, en forte croissance depuis 1973, regroupent en 1978 le tiers des exportations industrielles de ces pays, pour un montant de 22,3 milliards de dollars. Ils continuent à se développer plus rapidement que les autres courants d'échanges et prennent une importance majeure. Cependant, les fournitures au monde industriel, de l'ordre de 41,5 milliards de dollars, en progrès de 10 milliards de dollars sur l'année précédente, demeurent le courant principal.

Dans le monde industriel, les Etats-Unis restent de loin le principal client des pays neufs, en Extrême-Orient comme en Amérique latine. Ils absorbent à eux seuls plus de la moitié de leurs livraisons de produits manufacturés aux pays développés, contre 42 % destinés à l'Europe occidentale, principalement à l'Allemagne fédérale et à la Grande-Bretagne, et moins de 6 % au Japon, protégé par une stricte discipline d'achat. Cette position des Etats-Unis n'est pas seulement due aux échanges commerciaux. Elle est le résultat d'une organisation de la production pratiquant largement la délocalisation. C'est parce que les livraisons du tiers-monde comprennent en forte proportion des éléments repris ensuite dans le circuit de production et de distribution américain qu'elles représentent, par exemple, plus de 42 % des importations totales du matériel électrique aux Etats-Unis, et plus des quatre cinquièmes de leurs importations de vêtements et de bonneterie.

Les politiques de production différentes, déterminant les stratégies adoptées à l'égard des pays neufs et la place faite à leurs produits, jouent un grand rôle dans la répartition des profits réalisés par les pays développés dans leur commerce de produits industriels avec le tiers-monde. Le déséquilibre croissant des échanges de produits manufacturés entre pays neufs et pays industriels laisse à ces derniers des profits considérables, qui sont passés, en 1978, de 101,3 milliards de dollars à 121,5 milliards de dollars. Plus de la moitié bénéficie aux pays européens, le quart au Japon et 12 % seulement aux Etats-Unis, qui absorbent à eux seuls 51 % des livraisons manufacturières du tiers-monde.

Les progrès de la production

Un lieu de véritable affrontement

Cependant, dans les livraisons aux pays industriels, les équipements électriques et les vêtements figurent à eux seuls pour 38 %. La place ainsi prise par ces deux catégories de produits montre à quel point ces exportations du tiers-monde sont encore spécialisées et complémentaires des marchés des pays industriels acheteurs. Le matériel électrique, fabriqué le plus souvent en sous-traitance, représentait récemment plus du tiers des exportations industrielles du Mexique, 40 % à Singapour et plus de la moitié en Malaisie. Au contraire, les livraisons d'équipement mécanique industriel, de matériel routier, de produits chimiques demeurent faibles.

Dans l'ensemble les secteurs les plus dynamiques des exportations des pays neufs dépendent étroitement des pays industriels pour le financement, l'organisation de la production et surtout la distribution sur les marchés mondiaux. La composition du capital des sociétés exportatrices, l'ampleur des échanges intrafirmes effectués hors marché en témoignent. Ces réalités expliquent les résultats les plus spectaculaires.

Industrielle des pays neufs se sont manifestés par leur accroissement rapide en volume, comme le montrent les récents chiffres du GATT, mais également par les modifications intervenues dans la composition des ventes à l'O.C.D.E. depuis 1970 ou même seulement 1973. Les produits finis ont pris une part croissante dans les livraisons où ils figurent pour les deux tiers (biens d'équipement : 23 % ; biens de consommation : 43 %), tandis que la part des demi-produits et produits chimiques reculait de 46 % à 35 %. Cette évolution s'est accentuée au cours des dernières années, surtout dans les pays neufs les plus développés tels que le Brésil, l'Inde ou la Corée, qui s'affirment de plus en plus comme producteurs industriels.

On parle trop souvent à tort de « concurrence du tiers-monde » là où se manifeste en fait une nouvelle forme plus aiguë de la concurrence entre grandes firmes des pays industriels. L'assaut des marchés industriels à partir des pays à bas salaires a été conçu et organisé par des sociétés des pays industriels et pour leur bénéfice. Il demeure en grande partie contrôlé par elles. Et, malgré quelques résultats spectaculaires, une telle concurrence demeure circonscrite à des secteurs non essentiels et ne saurait ébranler le monde industriel ou réduire son emprise.

De toute façon, sans l'appui d'une demande intérieure solide, les efforts des pays neufs pour devenir sur les marchés industriels des concurrents à part entière demeureront éphémères parce que très vulnérables aux mesures de rétorsion de leurs clients-concurrents. Avec le retour du protectionnisme, la part des produits du tiers-monde dans les importations du monde industriel s'est stabilisée. Vu les conditions de crise actuelles, elle ne connaît pas d'accroissement sensible avant longtemps.

(*) Conseiller commercial au C.N.R.S.

Dans la mutation de leur économie commandée par l'évolution de la concurrence internationale, les pays du tiers-monde, en prêtant leur territoire, leur main-d'œuvre, leur pavillon, n'ont joué initialement qu'un rôle passif. Mais celui-ci les a fortement engagés pour la suite. Ils ne peuvent reprendre que lentement et imparfaitement un certain contrôle de leur économie en imposant par exemple la participation majoritaire de capitaux nationaux et l'orientation de la production vers des secteurs prioritaires.

A partir d'un système de production orienté vers les marchés extérieurs, la reconversion nécessaire pour satisfaire d'abord les besoins nationaux ne peut être que très délicate et aussi lente qu'onéreuse. Les dirigeants et la jeunesse de pays qui jouent maintenant un rôle actif sur le plan économique que politique sont de plus en plus conscients des difficultés liées créées par la première vague d'industrialisation et son intégration aux économies des pays dominants.

Les marchés du tiers-monde offrent aux pays neufs un autre champ d'action aux conditions plus favorables. Enjeu d'importance majeure, ils sont un lieu de véritable affrontement entre pays industriels et pays neufs. Cela donne leur pleine signification aux échanges Sud-Sud et apporte une autre image de la diversité et du dynamisme des industries des pays neufs.

Les fournisseurs traditionnels rencontrent maintenant sur les marchés du tiers-monde une concurrence sérieuse dans des secteurs variés qui leur semblaient réservés jusqu'ici. En Afrique du Nord, en Irak, au Pakistan, dans l'ensemble du Moyen-Orient, la Corée, l'Inde, le Brésil enlèvent de gros contrats d'équipements, de grands travaux, d'ingénierie.

(Lire la suite page 26.)

(1) Sont pris en compte tous les produits économiques de marché non européens et non membres de l'O.C.D.E., à l'exception de l'Afrique du Sud, tous les demi-produits et produits finis, à l'exception des non-ferreux et des produits des industries agro-alimentaires.

L'Europe de l'automobile

TANDIS que l'Europe des grands choix politiques prend le monde à témoin de ses querelles, l'Europe du concret, pragmatique et silencieuse, avance au coup par coup, non par les idées, mais guidée par la loi du profit. Les six principaux constructeurs européens d'automobiles (1) viennent précisément de signer un accord à long terme de coopération sur la recherche fondamentale.

Les recherches communes seront menées dans les laboratoires des sociétés et en partie dans les laboratoires extérieurs spécialisés (universitaires notamment). Pas ou peu de créations d'emplois, donc, pas de nouvelle structure permanente non plus. Seul un comité de recherche commune (J.C.R.), lié au Comité des constructeurs du Marché commun (C.C.M.C.) existant, contrôlera les programmes de recherche assez généraux (aérodynamique, chimie, physique, etc.). Rien de comparable avec l'accord d'association conclu par le passé entre Peugeot, Renault et Volvo pour construire ensemble un moteur, lequel avait donné naissance à l'usine de Douvrain (4 000 salariés).

Pourtant, c'est la première fois que l'ensemble des firmes européennes du secteur parviennent à surmonter leurs rivalités pour engager ensemble une action concrète. Jusqu'ici la coopération européenne dans l'automobile s'était limitée aux discussions, et tout au plus à l'étude de normes communes peu ou prou destinées à écarter du marché les rivaux les plus dangereux (japonais surtout). Le pas aujourd'hui accompli est donc important. Nécessité fait loi.

Pour la première fois depuis plus de dix ans, les constructeurs européens ont peur. Peur de voir leur avance technique, acquise un peu par hasard — leurs voitures, de tout temps moins gourmandes en carburant, prévalent en ces temps de psychosé pétrolière, — grignotée peu à peu par des concurrents japonais aussi compétitifs qu'organisés ; ou, pire, bousculés d'un coup par une révolution technique venue d'outre-Atlantique.

Depuis plus de deux ans, les « géants » de Detroit se sont engagés — contre leur gré — dans une mutation technologique sans précédent : contraints de produire des voitures légères, de type « européen », pour passer les normes de consommation d'énergie — et faire face aux désirs du marché, — ils doivent refondre les trois quarts de leurs gammes et la quasi-totalité de leur outil de production. Coût de l'opération : 80 milliards de dollars (344 milliards de francs environ). Cette extraordinaire mue a déjà mis à mal Chrysler — au bord de la faillite — et Ford. Reste General Motors, qui a fourni à lui seul la moitié de l'effort total, et prévoit d'investir 38 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années dans la technologie des modèles, des matériaux et des procédés de fabrication. Les constructeurs européens redoutent que G.M. n'en profite pour sauter une étape de l'évolution technique et lancer sur le marché de nouveaux modèles franchement « révolutionnaires ».

Les Européens ne seront pas trop de six pour tenir leur rang face au « géant » de Detroit (qui réalise à lui seul 23 % de la production mondiale et un cinquième des profits de l'automobile). Ne rêvons pas. Le désir de coopération des constructeurs ne va pas jusqu'à envisager un produit commun. Ce n'est pas de sitôt qu'on verra rouler une voiture réellement « européenne ». La coopération technique sera limitée aux domaines d'intérêt suffisamment généraux pour n'être pas gênants.

Outre les impératifs de la concurrence intra-européenne, qui reste forte sur les modèles et les coûts, les risques de « fuite » à l'extérieur limitent étroitement le champ de la recherche commune. Le péril en l'affaire vient surtout de British Leyland, qui n'a été accepté dans le « club » que du bout des lèvres. Il peut douter de son potentiel d'avance technique, et surtout il a conclu récemment un « pacte avec le diable », en l'occurrence le constructeur nippon Honda, qui réalisera dans les usines britanniques sa future voiture « européenne » de grande série. Dans l'Europe du concret également, le mouton noir est britannique...

VERONIQUE MAURIS.

(1) FIAT, P.S.A.-Peugeot-Citroën, Renault, Volkswagen, Volvo et British Leyland.

Le difficile apprentissage de la démocratie dans l'entreprise

Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail

par PAUL APPELL (*)

La France, pauvre en énergie et matières premières, est, nous dit-on, riche en matière grise ! Les efforts faits pour concentrer le plus de savoir possible dans des têtes sélectionnées garantissent par conséquent à nos entreprises une certaine compétitivité, sans une action concertée de chacun de ses membres, sans encourager toutes les initiatives, sans que ceux qui peuvent apporter des idées et des suggestions soient en mesure de les exprimer individuellement à ceux qui sont en mesure de les valoriser.

La dissémination de ce potentiel dans tant de têtes complique évidemment sa mise en valeur. Il serait insensé de penser que nos élites sont incapables de concevoir les conditions nécessaires à cette valorisation et malheureusement de suggérer qu'elles redoutent la concurrence. Tout au plus peut-on craindre qu'elles ne sous-estiment cette source latente d'initiative et de créativité. La lenteur du développement de l'expression des salariés sur leurs conditions de travail dans les entreprises et l'échec des conversations entre partenaires sociaux sur ce sujet confortent cette hypothèse.

Pourtant les salariés dans leur ensemble, plus instruits, mieux informés, souhaitent que leur travail ne soit pas seulement une source de salaire. C'est considéré, pouvoir contribuer à l'amélioration de ses conditions de travail, être entendu si l'on a une suggestion, soit un progrès à proposer, soit aujourd'hui ressentis comme des aspirations légitimes. C'est parfaitement compréhensible. Chacun doit

— de formuler des suggestions individuelles ou collectives sur les améliorations à apporter ;

— d'être informé sur les mesures prises ou envisagées par les responsables, et leur application pratique.

Pour être efficace, l'expression du personnel sur ses conditions de travail doit être intégrée dans les processus normaux de gestion de l'entreprise, être organisée dans le cadre des unités de travail et être animée par le responsable hiérarchique le plus proche, dans une ambiance qui permette à chacun de s'exprimer librement. Normalement intégrée au travail, elle doit être rémunérée comme un temps de travail.

Il n'est pas question d'un saut dans l'inconnu, mais de la généralisation, sous des formes appropriées, de ce qui se fait déjà dans de nombreuses entreprises. Que ce soit en France ou à l'étranger (Japon, Etats-Unis), des méthodes adaptées à la spécificité des pays, des mentalités, des entreprises, ont été largement mises en œuvre pour permettre aux salariés de tous les niveaux de s'exprimer individuellement sur leurs lieux de travail.

L'observation des différentes réalisations montre qu'améliorer la satisfaction des besoins des salariés en matière d'expression est un processus progressif qui entraîne l'amélioration parallèle de la compétitivité des entreprises.

En effet, il n'existe aujourd'hui aucune entreprise où un minimum d'expression ne se manifeste déjà. Il suffit donc d'encourager, d'améliorer et d'organiser les méthodes de gestion pour permettre à chaque membre du personnel :

— de s'exprimer individuellement sur ses conditions de travail ;

(*) Président d'Entreprise et Progrès.

— de formuler des suggestions individuelles ou collectives sur les améliorations à apporter ;

— d'être informé sur les mesures prises ou envisagées par les responsables, et leur application pratique.

Pour être efficace, l'expression du personnel sur ses conditions de travail doit être intégrée dans les processus normaux de gestion de l'entreprise, être organisée dans le cadre des unités de travail et être animée par le responsable hiérarchique le plus proche, dans une ambiance qui permette à chacun de s'exprimer librement. Normalement intégrée au travail, elle doit être rémunérée comme un temps de travail.

Il n'est pas question d'un saut dans l'inconnu, mais de la généralisation, sous des formes appropriées, de ce qui se fait déjà dans de nombreuses entreprises. Que ce soit en France ou à l'étranger (Japon, Etats-Unis), des méthodes adaptées à la spécificité des pays, des mentalités, des entreprises, ont été largement mises en œuvre pour permettre aux salariés de tous les niveaux de s'exprimer individuellement sur leurs lieux de travail.

L'observation des différentes réalisations montre qu'améliorer la satisfaction des besoins des salariés en matière d'expression est un processus progressif qui entraîne l'amélioration parallèle de la compétitivité des entreprises.

(*) Président d'Entreprise et Progrès.

(Lire la suite page 24.)

Chez Ducellier, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier

par MICHEL CASTAING

C'EST dans le feu de l'action que des conseils d'atelier sont nés chez Ducellier, premier fabricant français d'équipements électriques pour automobiles (sept mille salariés, sept établissements, dont cinq en Auvergne). Une sorte de génération spontanée, qui s'est produite dans les premiers jours de novembre 1979, à l'usine de Crosmenil, située à Vergongheon (Haute-Loire).

Depuis six semaines déjà, les deux tiers des mille huit cents travailleurs de cet établissement s'expriment progressivement en grève : le mouvement, parti le 24 septembre des deux cents allumeurs, s'étendit à la plomberie, à la direction, avec l'appui de la C.G.T. qui était alors le seul syndicat représenté à Ducellier-Crosmenil.

Les revendications globales portaient sur une augmentation de salaire uniforme de 400 francs, l'amélioration des conditions de travail et la révision des classifications. Mais existaient, d'une unité de production à l'autre, de multiples réaménagements spécifiques. C'est pour les recenser et les canaliser que les conseils d'atelier ont été créés : même après un mois et demi de conflit, il n'était pas possible que les neuf délégués cégétistes connaissent les aspirations individuelles des mille huit cents salariés. Ces données illustrent, du reste, les difficultés, simplement matérielles, qu'ont souvent les syndicats à sentir la base.

L'idée de tels conseils a-t-elle juste surgi de la base, c'est-à-dire de l'assemblée générale des grévistes, comme l'affirment certains, ou a-t-elle été suggérée par la C.G.T., comme l'assure M. Pierre Mercier, secrétaire du syndicat de Ducellier-Crosmenil ? Les choses se précipitent, en tout cas, en cet

premier semaine de novembre 1979 : dans la nuit du 4 au 5, l'usine de Vergongheon est évacuée par les forces de l'ordre ; le lundi 5, des grévistes tentent de manifester à Chalon-sur-Saône, où se trouve la propriété familiale, M. Giscard d'Estaing, et la direction annonce, pour le 7, l'ouverture de négociations.

« Imaginez une réunion de mille deux cents personnes, dit M. Mercier. Il était impossible que tout le monde s'exprime. Nous avons, par conséquent, demandé aux camarades de désigner, par atelier, un, deux ou trois représentants, qui recueilleraient les exigences des uns et des autres et qui nous transmettraient ensuite les cahiers de revendications. En vingt-quatre heures, quarante-huit heures, c'est chose faite, et le 6 novembre, veille des négociations, la première réunion a lieu entre les syndicalistes et cinquante-sept conseillers, représentant trente-trois ateliers ».

La direction accorde une aug-

mentation de salaire « hiérarchisée » (108 francs pour le plus bas traitement, qui est alors de l'ordre de 3 600 francs brut, un « oignon » de 150 francs, une demi-journée par mois) ou une prime d'« incammodité » (0,82 franc de l'heure) pour les postes pénibles et de nouvelles classifications. C'est, certes, insuffisant, estimant les grévistes et non-grévistes, est tendu. A dire vrai, la situation ne redonne pas normale que vers le 15 décembre.

Ce lundi-là, le climat, encore alourdi par l'intervention des C.R.S. et les frictions qui se sont produites pendant ces cinquante-six jours de conflit, entre grévistes et non-grévistes, est tendu. A dire vrai, la situation ne redonne pas normale que vers le 15 décembre.

En effet, durant les trois premières semaines de la reprise du travail, l'activité des conseillers d'atelier — qui passent de cinquante-sept et soixante-quinze puis à cent six — s'intensifie : sous leur influence, la production est réduite de moitié pendant le premier semaine ; huit heures de grève, déclenchées d'un atelier à l'autre, sont décrétées pendant la deuxième ; des débrayages ont lieu, pendant la troisième semaine, pour permettre, chaîne par chaîne, l'envoi de délégations auprès de la direction.

(Lire la suite page 24.)

Le tableau de bord de l'économie française

EMPLOI :	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION	
			En un mois	En douze mois
FRANCE				
— Demandes d'emploi :	Mars 1980	1 412 300	— 2,4 %	+ 7,8 %
— Demandes observées	Mars 1980	1 415 100	+ 1,6 %	+ 7,6 %
— Chômeurs secourus :	Mars 1980	943 853	+ 2,8 %	— 11,4 % (1)
— Demandes observées	Mars 1980	87 400	+ 6,7 %	+ 21,5 %
— Offres d'emploi	Mars 1980	100 200	+ 2,7 %	+ 21,6 %
— Licenciements économiques	Mars 1980	28 600	+ 1 %	— 21 %
— Effectifs en chômage partiel	Décembre 1979	116 600	+ 25,7 %	— 28 %
— C. E. R.	Mars 1980	6 283 400	— 3,4 %	+ 2 %
— Demandes d'emploi	Mars 1980	6 283 400	— 3,4 %	+ 2 %
DUREE DU TRAVAIL :				
— Hebdomadaire ouvriers	Décembre 1979	41	en un trimestre	— 0,2 %
— Hebdomadaire employés	Décembre 1979	40,5	— 0,2 %	— 0,1 %
EFFECTIFS OCCUPES :				
— Indice 100 en décembre 1978	Décembre 1979	99,1	— 0,5 %	— 0,5 %
SALAIRES :				
— SMIC	Mars 1980	13,37 F	+ 3,4 %	+ 15,2 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Janvier 1980	143,6	+ 3,6 %	+ 13,7 %
— Gains mensuel ouvrier avant impôt	Avril 1979	3 325 F	+ 6,8 %	+ 12,1 %
— Gain mensuel cadre avant impôt	Avril 1979	8 649 F	+ 5,1 %	+ 10,5 %
ASSURANCE MALADIE (salariés) :				
— Dépenses cumulées depuis janvier	Février 1980	19 111 millions de francs	+ 1,2 %	+ 14,9 %
PREL :				
.....	Mars 1980	Indice 102,1 (Base 100 en 1979)	+ 1,3 %	+ 13,7 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE				
.....	Février 1980	Indice 135 (CVS)	0	+ 3 %
COMMERCE EXTERIEUR :				
— Importations	Mars 1980	59 933 millions de francs (46 882)	+ 9,9 % (+ 7,7 %)	+ 38,9 % (+ 44,8 %)
— Exportations	Mars 1980	44 484 millions de francs (41 033)	+ 7,1 % (+ 4,5 %)	+ 19,3 % (+ 22,4 %)
— Taux de couverture	Mars 1980	87,5 % (87,5 %)	87,5 % (87,5 %)	101,6 % (103,5 %)
MASSA MONETAIRE :				
— Données corrigées (en milliards de francs)	Décembre 1979	1283,6	+ 1,9 %	+ 14,3 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)				
.....	Avril (du 1 ^{er} au 23 de ce mois)	12,40	Taux de mars 1980 12,9578	Taux de mars 1979 6,7701

(1) Cette importante baisse du nombre des chômeurs secourus — alors que les demandeurs d'emploi ne cessent d'augmenter — est essentiellement due à la mise en place du nouveau système d'indemnisation du chômage, fusionnant l'aide publique et les allocations ASSEDIC.

L'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

L'expression des salariés sur les conditions de travail

(Suite de la page 23.)

Alors que l'existence de problèmes réels devrait rassurer et entraîner les hésitants, force est de constater aujourd'hui en France un blocage dangereux. Si les partenaires sociaux ne sont pas loin d'être d'accord sur les moyens, par contre ils s'opposent sur le vocabulaire employé pour les décrire et les finalités qu'ils sous-tendent. Ces divergences ne suffisent cependant pas à expliquer la difficulté. En fait, il existe un étrange oligisme qui fait s'opposer partisans et adversaires, aussi bien parmi les dirigeants d'entreprises qu'entre les différentes organisations syndicales.

L'hésitation devant le changement est fréquente dans tous les milieux, même quand de nombreuses expériences démontrent l'importance de l'enjeu et l'absence de risques. Certains chefs d'entreprise craignent de remettre en cause le rôle traditionnel de l'encadrement. Certains dirigeants de syndicats soupçonnent que par ces moyens on cherche à réduire le rôle indispensable des syndicats dans la défense des salariés. Ces réticences sont compréhensibles. Mais peut-on sérieusement espérer trouver un moyen qui modifie efficacement, mais sans effort et sans aucun risque, les méthodes de gestion et les comportements individuels ?

N'est-il pas paradoxal, pour promouvoir des modes d'expression individuelle adaptés à la variété des

entreprises, de rechercher une méthode unique et universelle sur laquelle se fonderait l'accord d'organisations collectives paritaires ? D'autant plus que cela risque d'entraîner l'intervention de la loi, sur un sujet qui, par sa nature même, lui échappe. Peut-on obliger par des textes les uns à s'exprimer, les autres à écouter ?

Lorsque, dans les années 50, il a fallu améliorer la productivité d'une industrie handicapée par les années de guerre, on n'a pas commencé par légiférer, réglementer ou signer des accords avant d'agir. On a informé sur ce qui se faisait en France et à l'étranger, on a formé tous ceux qui étaient concernés, en particulier l'encadrement. On a largement diffusé les idées et les méthodes. Grâce à cette action réalisée, les missions de productivité ont largement réussi. Rappelons-nous que les entreprises qui, à l'époque, n'ont pas voulu faire l'effort nécessaire, se sont condamnées à disparaître.

Aujourd'hui, une situation différente mais également difficile exige les conditions de travail et la compétitivité de notre économie. Si vraiment notre principal espoir réside dans l'intelligence des Français, alors il faut leur permettre de s'exprimer, ou bien dire clairement quels sont ceux qui sont trop bêtes pour qu'il soit utile de faciliter leur contribution personnelle à l'effort collectif. Sommes-nous vraiment devenus incapables d'affronter le chan-

gement, et prêts à accepter qu'un sujet aussi important s'enlise dans des discussions d'école entre organisations, alors que chaque entreprise, individuellement, pourrait sortir de l'impasse en s'appuyant sur ce qui se pratique ailleurs avec succès ?

Pour disposer d'informations permettant à tous de se faire une opinion fondée sur des faits, et d'une base d'action réaliste, ne peut-on envisager de confier à un groupe d'experts, ayant éventuellement l'agrément des différents partenaires sociaux, la mission d'examiner les avantages et inconvénients des différentes méthodes pratiquées, les difficultés rencontrées et les améliorations obtenues ?

Le coût d'un tel travail serait faible comparé à l'importance de l'enjeu. La diffusion des résultats et le développement de l'information nécessaire devraient alors accélérer une évolution essentielle pour le développement de l'économie et l'amélioration des conditions de vie de ceux qui y travaillent. Le moment venu, le législateur et les organisations pourraient intervenir s'ils l'estiment encore utile.

Ce n'est que par un effort général que les profondes adaptations nécessaires seront réalisées. Souhaitons que, dans quelques années, il n'y ait pas de laïcs-pour-compte de « l'expression des salariés », comme il y a eu des laïcs-pour-compte de la productivité.

PAUL APPEL.

Les conseils d'atelier chez Ducellier

(Suite de la page 23.)

Cette direction fait encore quelques concessions dans l'amélioration des conditions de travail (postes mieux aménagés, douches) et la création d'emplois (six ma-
nutenanceurs et trois régisseurs), alors que planifiait, selon la C.G.T., des menaces de licenciement. C'est la « belle époque » des conseils d'atelier à Ducellier-Grosmonil. Elle est de courte durée.

Dès qu'il s'agit, en effet, d'officialiser, en quelque sorte, cette innovation sociale, les choses se gâtent. Au début de cette année est organisé un vote à bulletin

secrét pour confirmer les représentants des conseils dans leurs nouvelles fonctions. Un cinquième seulement des ateliers accepte de participer au scrutin. Aucun agent de maîtrise ne passe par l'isoloir. L'atelier de rectification des arbres, où les trente-cinq ouvriers élisent les trois candidats présentés, fait figure d'exception.

La raison paraît double : d'abord, les cent six conseillers, qui étaient loin d'être tous syndiqués, lors de leur désignation, pendant la grève, sont pratiquement tous cégétistes au moment des élections. Le syndicat appuie, du reste, deux cent une adhésions nouvelles, au total, pendant ou après le conflit de huit semaines.

« Ce ne sont ni plus ni moins que d'officiers déguisés syndicaux, imposant les vues de la C.G.T. », disent leurs détracteurs. Ensuite, se crée, dans le même temps, une section syndicale C.F.D.T. totalement opposée à la conception cégétiste des conseils d'atelier.

Les deux organisations emploient le même vocabulaire et parlent toutes deux d'« autogestion », mais elles ne mettent pas la même contenu sous les mêmes mots. « La politique a gagné les conseils d'atelier de Ducellier-Grosmonil, accuse la C.F.D.T., avec la mainmise des communistes. » « La section C.F.D.T., composée à 90 % de non-grévistes, a été mise en place avec l'aide de la direction », rétorque la C.G.T.

Le 13 février, lors d'une réunion du comité d'entreprise (neuf membres), la C.G.T. (quatre représentants) demande la création d'une commission des conseils d'atelier. La C.F.D.T. (trois représentants), la C.G.O. (un) et la direction (un) s'y opposent. L'« alliance sacrée », ironise, avec amertume, M. Pierre

Mercier. La position de la direction de l'usine de Vergennes est très claire : « Les conseils d'atelier sont dépourvus d'existence légale. Il ne peut y avoir une commission pour quelque chose qui n'existe pas. » La C.F.D.T. dit : « Ce n'est pas au comité d'entreprise à financer les conseils d'atelier. C'est impossible. » Seuls les cégétistes votent et élisent une commission composée de trois personnes.

Chaque mois, les conseillers d'atelier se réunissent, pendant le temps de travail, avec les délégués cégétistes, pour une information réciproque : les retours opérés sur les salaires (cette réunion dure trois ou quatre heures) sont compensés, assure la C.G.T., par des collectes qu'elle fait à l'intérieur de l'entreprise. La C.F.D.T., nouvellement implantée, a demandé, d'une façon globale, une expertise comptable sur la gestion du comité d'entreprise.

Aujourd'hui, les conseils d'atelier de Ducellier-Grosmonil paraissent végéter. L'enthousiasme né de la lutte semble retomber. L'idée est pourtant bonne, de ces conseils qui seraient mieux à même, dans les grandes entreprises où les délégués syndicaux sont en sous-nombre, de connaître les aspirations et les revendications des travailleurs, relayées ensuite par les organisations syndicales. Sans tentative de « déviation » ou de « récupération ».

Il est difficile, l'apprentissage de la démocratie ouvrière. Le patronat s'en aperçoit bien, lui dont la nouvelle stratégie consiste à s'adresser directement et indirectement aux salariés, en jetant les syndicats par-dessus les moulins de la concertation.

MICHEL CASTAING.

Lexique européen

LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES DE LA CEE

Le 29 avril 1980, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire de la Commission européenne, le président de la Commission, Jacques Delors, a prononcé un discours dans lequel il a exposé les grandes lignes de la politique de la CEE pour l'année 1980. Le discours a été suivi d'une séance de travail au cours de laquelle les membres de la Commission ont discuté des points clés de la politique de la CEE pour l'année 1980.

Le président Delors a souligné l'importance de la politique de la CEE pour l'Europe et a appelé les membres de la Commission à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de la CEE pour l'année 1980.

Les points clés de la politique de la CEE pour l'année 1980 sont :

- La politique économique : la CEE doit continuer à promouvoir la croissance économique et à réduire le chômage.
- La politique sociale : la CEE doit continuer à promouvoir l'équité sociale et à améliorer les conditions de travail.
- La politique environnementale : la CEE doit continuer à promouvoir la protection de l'environnement.
- La politique culturelle : la CEE doit continuer à promouvoir la coopération culturelle.
- La politique scientifique et technologique : la CEE doit continuer à promouvoir la coopération scientifique et technologique.

Le président Delors a conclu son discours en déclarant que la CEE est une organisation unique et qu'elle doit continuer à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de la CEE pour l'année 1980.

LE SUJET DE LA COMMUNAUTÉ

Le sujet de la Communauté est un sujet très important et qui doit être traité avec soin. La Communauté est une organisation unique et elle doit continuer à travailler ensemble pour atteindre les objectifs de la Communauté pour l'année 1980.

UN RÉ

La régression

La régression est un processus qui se produit dans tous les systèmes dynamiques. Elle est due à la présence de pertes d'énergie ou de matière dans le système. La régression peut être observée dans de nombreux domaines de la physique, de la chimie, de la biologie, de la psychologie, etc.

La régression est un processus complexe et elle peut être influencée par de nombreux facteurs. Elle est souvent observée dans les systèmes qui sont soumis à des perturbations extérieures. La régression peut être observée dans les systèmes qui sont soumis à des perturbations extérieures.

La régression est un processus qui se produit dans tous les systèmes dynamiques. Elle est due à la présence de pertes d'énergie ou de matière dans le système. La régression peut être observée dans de nombreux domaines de la physique, de la chimie, de la biologie, de la psychologie, etc.

PAROLE FACILE
COURS D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
documentation sans engagement
0770 58 03
20, Cité Trévise 75 009 Paris

viens de paraître
LA RESPONSABILITÉ DU BANQUIER
ET LA « FAILLITE » DE SON CLIENT
G. PRAT
Dr en Droit, Inspecteur au Crédit Lyonnais
256 p. - 16 x 24 - 1980 - 140 F franco
adresser commandes à
LAVOISIER
11, rue Lavoisier - F 75384 PARIS Cedex 08
Tél. 265.39.95

DESORMAIS, nous plaisons plutôt aux managers qu'aux romanciers.

L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département « ferroviaire » qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend à présent en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui s'attendait à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.

Pour mieux comprendre 1980.

Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1979

LES NOUVEAUX CHOCs

PRÉSENT AUX KIOSQUES ET LIBRAIRIES - NOUVEAU PRIX 20F

En vente chez votre marchand de journaux.

Quel est le rôle du délégué du personnel en matière de droit au congé de formation ?

Il vous faut pour plus de mille questions sur la formation professionnelle, les réponses réunies dans ce petit ouvrage.

☐ Je désire recevoir votre documentation.
☐ Je désire recevoir... exemplaire(s) du recueil au prix unitaire de 215 F. (chèque joint)

Nom Profession

Adresse

Info TOUR EUROPE - CEDEX 07 - 92080 PARIS LA DÉFENSE

هكذا من الأصل

الشرق الأوسط

Lexique européen(*)

● LES RESSOURCES PROPRES DE LA C.E.E.

C'est en avril 1970, à la veille de l'ouverture des négociations d'adhésion avec le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande et le Norvège, que les Six ont adopté le système des « ressources propres » dont la raison d'être est de doter la Communauté de l'autonomie financière et d'éviter ainsi une contestation périodique portant sur le montant de la contribution à verser par chacun des Etats membres au budget de la C.E.E. L'adoption de ce système — et qu'on appelait alors l'« achèvement » de la Communauté — avait été exigée par la France au sommet de La Haye en décembre 1969 comme contrepartie au feu vert donné par le président Pompidou à l'« élargissement » de la C.E.E. avec comme objectif principal d'assurer un financement continu et sans problème des dépenses de la politique agricole commune (PAC).

Le système, présenté depuis comme une novation politique majeure, prévoit le transfert de trois types de revenus des Etats membres à la Communauté : 1) les droits de douane, et 2) les prélèvements agricoles, parce que les uns et les autres aux frontières de la Communauté sur les importations en provenance des pays tiers, 3) une fraction, identique pour tous les Etats membres, du produit de la T.V.A. Cette quote-part de la T.V.A. est fixée chaque année par les Neuf en fonction des besoins, c'est-à-dire en calculant la différence entre les dépenses inscrites au budget d'une part, et les recettes provenant des droits de douane et des prélèvements agricoles d'autre part. Cependant le système de 1970 stipule que la fraction ainsi transférée à la C.E.E. ne peut dépasser 1 % du produit de la T.V.A. Aujourd'hui, ce butoir du 1 % qui limite donc les ressources propres disponibles, pose problème : les dépenses communautaires augmentent plus vite que les ressources propres, si bien que le plafond du 1 % risque d'être bientôt atteint. Comment assurera-t-on alors le financement des dépenses communautaires ? L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se sont déclarés hostiles à un relèvement du taux de T.V.A. affecté aux ressources propres. Devant cet épuisement des ressources propres, le seul moyen d'éviter l'impasse consistait à freiner la progression des dépenses. C'est un des arguments désormais mis en avant pour préconiser une stabilisation des dépenses agricoles. Compte tenu des dépenses inscrites pour 1980 dans le nouvel avant-projet de budget présenté par la Commission européenne après que l'Assemblée de Strasbourg ait rejeté le budget de 1980, la Commission prévoit un total de ressources propres de 14,5 milliards d'ECU (un ECU = 5,80 F) ventilés ainsi : droits de douane : 5,6 milliards ; prélèvements agricoles : 5,7 milliards. Ce dernier versement représente 0,68 % du produit de la T.V.A. Restent disponibles avant de franchir le butoir de 1 % 3,2 milliards. Mais l'avant-projet a été établi sur la base des propositions de prix agricoles de la Commission pour la campagne 1980-1981, qui ne seront pas acceptées par les Neuf. Les dépenses effectives seront en réalité plus importantes et la fraction de T.V.A. devant être versée certainement supérieure à 0,67 %. Ce qui veut dire que l'on se rapprochera du seuil de 1 %.

● LE BUDGET DE LA COMMUNAUTE
Ce budget, dont les dépenses sont couvertes par les ressources propres, s'est élevé en 1979 (crédits d'engagement) à 15,4 milliards d'ECU dont 10,4 milliards pour les dépenses de soutien des marchés agricoles (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie) et, par exemple, 945 millions pour le fonds régio-

nal et 787 millions pour le fonds social. Ce fort déséquilibre au profit des dépenses agricoles est dénoncé par plusieurs Etats membres, au premier rang desquels le Royaume-Uni. Il est considéré comme excessif par la Commission et par le Parlement européen. En décembre, l'Assemblée européenne, faisant pour la première fois usage du principal pouvoir que lui confère de traité de Rome, a rejeté le projet de budget 1980 qui lui était soumis par le conseil des ministres parce que celui-ci n'avait pas tenu compte de son souci de voir réduites (au reste de façon modérée) les dépenses inscrites pour le soutien du marché laitier. Ces dernières ont représenté à elles seules 45 % des dépenses du FEAGA en 1979. A la suite de ce rejet, la Commission a présenté un nouveau projet de budget 1980 de 16,3 milliards d'ECU, qui est établi en considérant comme acquies l'adoption par les Neuf du programme d'économies agricoles (800 millions d'ECU d'économies, surtout sur le lait) qu'elle leur a soumis. Il est hors de question que ce programme d'économies soit adopté, ce qui veut dire que les dépenses de soutien des marchés agricoles (FEAGA, garantie) continueront à croître, même si des mesures sont tout de même prises par les ministres pour que cette progression soit plus lente que dans le passé.

● LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE
Les Anglais s'insurgent de voir leur contribution nette, c'est-à-dire la différence entre ce qu'ils versent au budget européen et ce qu'ils en reçoivent, atteindre des montants considérables.

C'est là, font valoir les Anglais, une situation d'autant plus aberrante qu'en termes de P.N.B. par tête le Royaume-Uni compte parmi les pays les moins riches de la C.E.E. De fait, les chiffres sont impressionnants et justifient la préoccupation des Anglais, sinon les solutions qu'ils proposent pour résoudre le problème. D'après les calculs de la Commission, le déficit net britannique dans le budget européen atteindrait en 1980 1,88 milliard d'ECU, faisant ainsi du Royaume-Uni le premier débiteur net de la C.E.E. devant l'Allemagne (1,11 milliard d'ECU). Selon ces mêmes calculs, tous les autres Etats membres se trouveraient en 1980 avec un solde net positif. Seulement 41 millions d'ECU pour la France, mais 287 millions pour le Luxembourg, 368 pour les Pays-Bas, 388 pour le Danemark, 469 pour la Belgique, 502 pour l'Irlande et 754 pour l'Italie. Mme Thatcher demande que le déficit net du Royaume-Uni soit ramené aussi près que possible de zéro. Les soldes nets énumérés ci-dessus montrent que, si les Neuf s'orientaient vers une modification des règles financières actuelles et décidaient d'appliquer le « juste retour » (argument récurrent évoqué par M. Giscard d'Estaing), c'est non pas la France, en situation de quasi-équilibre, mais les petits pays, très largement bénéficiaires du budget européen, qui seraient les principales victimes d'une telle réforme. L'importance du déficit net britannique a deux raisons principales : le Royaume-Uni qui, bien qu'ayant déjà sensiblement réduit ses échanges depuis 1973, continue plus que les autres membres à s'approvisionner à l'extérieur de la C.E.E., verse de ce fait au budget européen des sommes importantes provenant des droits de douane et des prélèvements agricoles. D'autre part, comme l'agriculture y occupe une place limitée, il bénéficie peu des dépenses d'un budget communautaire dont les crédits sont pour les deux tiers affectés au fonctionnement du Marché commun agricole.

● LE MÉCANISME CORRECTEUR
Compte tenu de la structure de l'économie britannique, le risque de voir le Royaume-Uni contribuer au budget européen plus qu'il n'en bénéficie a préoccupé les gouvernements qui se sont succédés à Londres depuis dix ans. Ce problème a occupé une place importante durant les négociations d'adhésion, et les Anglais ont obtenu alors que les règles financières de la Communauté ne leur soient pas appliquées pleinement jusqu'en 1978. C'est la raison pour laquelle ce n'est qu'aujourd'hui que le problème se pose avec acuité. En 1975, lors de la négociation du traité d'adhésion imposé par M. Wilson, les Neuf avaient accepté l'adoption d'un « mécanisme correcteur » destiné à empêcher que la contribution brute (ce qui est versé au budget sous forme de droits de douane, de prélèvements agricoles et de recettes de T.V.A.) d'un pays membre éprouvant des difficultés économiques dépasse trop nettement, du fait de l'appli-

cation normale des règles financières communautaires, sa quote-part dans le P.N.B. de la C.E.E. Mais, prudents, les partenaires du Royaume-Uni avaient fait en sorte que diverses limitations soient apportées au plein fonctionnement du mécanisme correcteur. Ce sont ces tréteaux qu'un conseil européen de Dublin, en novembre 1979, les chefs de gouvernement ont envisagé de faire « sauter ». Ce qui permettrait de réduire la contribution britannique en 1980 d'environ 500 millions d'ECU. Le plein usage du mécanisme correcteur ne suffirait pas, on s'en rend compte, pour réduire la contribution nette du Royaume-Uni autant qu'on le veut à Londres. Afin de parvenir à une compensation suffisante pour Mme Thatcher, il est envisagé, en plus des dépenses, autrement dit de prévoir une ligne de crédits affectés au financement de projets d'intérêt communautaire (ou supposés tels) au Royaume-Uni. La France insiste pour que ces diverses corrections en faveur du Royaume-Uni — celles résultant des dépenses complémentaires — soient limitées à trois ans.

● LA PRÉFÉRENCE COMMUNAUTAIRE
Avant de donner son accord à une réduction de la contribution nette britannique, la France, appuyée par plusieurs Etats membres, entend que les chefs de gouvernement, et plus particulièrement Mme Thatcher, réaffirment leur attachement aux principes régissant les finances publiques communautaires ainsi que la politique agricole commune. Au premier rang de ces principes figure la préférence communautaire. Sur le plan budgétaire, c'est pour la concrétiser que le législateur européen a établi en 1970 une relation entre le commerce extérieur et les ressources propres. Celles-ci sont, en premier rang, constituées par les droits de douane et les prélèvements agricoles. « Ceci », observe le document que la France a soumis à l'approbation de ses partenaires, traduit le choix qu'ont fait les Etats membres de fonder leur entreprise sur un marché commun privilégiant leurs produits industriels et agricoles par rapport à ceux des pays tiers. « En matière industrielle, la préférence communautaire résulte des droits de douane inscrits au tarif douanier commun. En matière d'échanges agricoles, elle est assurée par l'application de droits de douane et surtout de prélèvements mobiles sur les importations en provenance des pays tiers. Toutefois, dans certains secteurs importants de l'économie agricole, cette protection aux frontières n'existe pas : c'est le cas, en particulier, pour les matières grasses végétales, les tourteaux, le soja et le maïs. Il en résulte pour les produits de la Communauté qui sont concurrents — les produits laitiers dans le cas des matières grasses végétales — un grave affaiblissement de la préférence communautaire. Celui-ci est considéré par les organisations professionnelles agricoles et par certains Etats membres comme étant pour une large part à l'origine des déséquilibres structurels les plus graves, en particulier de celui constaté dans le secteur laitier.

En ce qui concerne le mouton, production dans laquelle la Communauté est déficitaire, la France a d'ores et déjà accepté que la protection du marché des Neuf, et par conséquent la préférence communautaire, ne soit pas assurée par un dispositif de prélèvement mobile aux frontières mais par l'intermédiaire d'accords d'autolimitation qui seront décidés par la Commission au nom des Neuf avec les fournisseurs extérieurs de la C.E.E., le premier d'entre eux étant la Nouvelle-Zélande.

« La préférence communautaire », souligne le document que la France voudrait voir approuver par le conseil européen, ne saurait faire l'objet que de dérogations limitées temporaires et dont la justification doit être réévaluée périodiquement. » C'est dire, entre autres, que le régime préférentiel accordé aux importations de beurre néo-zélandais ne peut être considéré comme un droit permanent.

● LES PRIX AGRICOLES
Ils étaient fixés chaque année en unité de compte, maintenant en ECU. Le débat actuel entre les Neuf porte sur l'ampleur du relèvement des prix communs. La Commission propose en moyenne 2,4 %. Du débat au sein de l'Assemblée européenne, il ressort que la majorité des parlementaires souhaitent une augmentation supérieure à 5 %. Les organisations professionnelles réclament 7,9 %. La notion de prix communs est à considérer avec précaution. En raison des fluctuations monétaires, il n'y a plus en réalité de prix uniques : les prix agricoles

convertis en unités de compte sont plus élevés dans les pays à monnaie forte (Allemagne, Pays de Benelux) que dans ceux à monnaie faible (Italie, France), même si depuis un an cet écart, qui était considérable, s'est réduit. Cette situation a notamment comme conséquence qu'en jouant sur la modification de leurs taux de change (c'est-à-dire en rapprochant le taux de change employé pour calculer les prix agricoles du taux de change du marché) les pays à monnaie faible ont la possibilité, politiquement bien comprise, de procéder au moment du changement de campagne à un ajustement du prix en monnaie nationale supérieur à celui décidé pour les prix communs. C'est ce que font la France et l'Italie. C'est ce que ne peuvent pas faire la Belgique ou la R.F.A., où l'augmentation des coûts de production subie par les exploitants est pourtant importante.

Les prix européens, ce sont surtout les prix d'intervention, c'est-à-dire les prix garantis aux exploitants pour celles des productions pour lesquelles il existe un organisme d'intervention. La France demande, jusqu'à présent sans succès, que les producteurs de moutons puissent bénéficier, au moins dans certaines conditions, d'achats publics d'intervention au même titre que les producteurs de lait, de viande de bœuf ou de porc.

● LES MONTANTS COMPENSATOIRES MONÉTAIRES

Ils ont été créés pour neutraliser dans les échanges agricoles les différences de prix qui, d'un Etat membre à l'autre, résultent des variations monétaires. On distingue les M.C.M. positifs, appliqués par les pays à monnaie forte, qui jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, et les M.C.M. négatifs, appliqués par les pays à monnaie faible, qui jouent en sens inverse comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation. Le système des M.C.M. était justifié à l'origine pour préserver la libre circulation des produits. Il a eu à la longue des effets pervers considérables, en particulier pour l'agriculture française. Les exploitants allemands, et dans une moindre mesure ceux du Benelux, bénéficient en effet de sur-prix agricoles, ce qui facilite leurs investissements et le développement de leur production, sans en avoir les inconvénients commerciaux grâce à l'existence des M.C.M. Bref les M.C.M. favorisent les agriculteurs des pays à monnaie forte, pénalisent ceux des pays à monnaie faible. Un des principaux avantages de l'entrée en vigueur du système monétaire européen a été de faciliter les résorptions des M.C.M. et de réduire de la sorte les distorsions de concurrence qui en résultaient pour les agriculteurs français. Il existe encore en R.F.A. des M.C.M. positifs importants que rien économiquement ne justifie. Un des objectifs de l'actuelle négociation sur les prix est de les éliminer.

● TAXE DE CORESPONSABILITÉ ET SUPER-PRÉLEVEMENT

Pour des raisons budgétaires (époussetage de ressources propres) et pour des raisons purement économiques (déséquilibre croissant entre l'offre et la demande), la Communauté se trouve dans l'obligation admise à peu près par tous de sérieusement freiner sa production de produits laitiers. Celle-ci, en dépit des mesures déjà prises dans le passé, continue d'augmenter. Reste à savoir comment y parvenir. La Commission propose d'associer davantage les producteurs aux dépenses engagées pour résorber les excédents, en faisant passer la taxe de coresponsabilité de 0,5 % à 1,5 % du prix indicatif du lait. Ce renforcement de la coresponsabilité ne suscite pas de critiques trop graves. Mais la Commission suggère encore, comme principal moyen de dissuasion, de soumettre à un super-prélèvement — très lourd les laiteries qui accroissent leur collecte de lait. C'est à propos de super-prélèvement que les Neuf sont le plus divisés. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Danemark, au nom de l'efficacité, voudraient qu'il frappe de la même manière tous les producteurs. En revanche, l'Allemagne, la France, la Belgique, qui voudraient qu'il soit sélectif, demandent au nom de la défense de l'exploitation familiale que l'essentiel de son poids pèse sur les grosses exploitations industrielles qui accroissent leur production. Les organisations syndicales pensent, quant à elles, qu'un sérieux effort d'exploitation pourrait être entrepris pour écouler la production laitière européenne.

(*) Voir « Le lexique monétaire » publié dans « le Monde de l'économie » du 22 avril 1980.

UN RÊVE AMÉRICAIN EN PÉRIL

La régression de la maison individuelle

La hausse accélérée des taux d'intérêt hypothécaire et bancaire porte un coup à l'un des ingrédients essentiels du « rêve américain » : la maison individuelle. Pour l'Association des constructeurs, un million seulement de ces habitations seront construites cette année, contre deux millions en

1978. Encore juge-t-elle ces prévisions optimistes : elle estime que 1980 pourrait voir le niveau le plus bas de mises en chantier depuis la fin de la dernière guerre.

Cependant, selon les statistiques du département

L A crise n'a guère commencé qu'à l'automne dernier : jusque-là, malgré la hausse continue des prix, les Américains continuaient à acheter, estimant que l'acquisition d'une maison restait le meilleur investissement en période d'inflation. Le marché s'annonçait particulièrement favorable pour les promoteurs, puisque les enfants du « baby boom » d'après guerre arrivent aujourd'hui à l'âge du mariage et des responsabilités familiales, qui se traduisent ici, immanquablement, par l'achat d'une maison avec des prêts hypothécaires, sur vingt-cinq ou trente ans, à des taux qui variaient encore, il y a un an, entre 10 % et 11 %.

Actuellement, la difficulté, voire l'impossibilité pour les jeunes couples d'acheter une maison, est ressentie, plus encore que l'inflation ou le chômage, comme le signe d'une crise grave dans un pays qui n'a jamais manqué d'espace et où le prix des terrains à bâtir reste imbattable.

La crise commence à toucher les entreprises sous-traitantes les exploitations de bois des Etats du Nord-Ouest, les fabricants d'équipements ménagers, de meubles et des innombrables gadgets qui peuplent les habitations américaines. 38 % des usines de bois et de contre-plaqué ont dû fermer ou réduire leurs horaires de travail. Enfin, les mises en chantier de bureaux ou de locaux

commerciaux se ralentissent aussi sérieusement.

La crise se fait sentir même dans les Etats dont la population s'accroît rapidement. En Floride et dans le Sud-Ouest, les gros promoteurs ont dû réduire leurs programmes dans des proportions de un à deux tiers. Certains d'entre eux envisagent de se tourner vers la construction d'immeubles d'habitation en copropriété, dont les prix restent raisonnables par rapport à ceux des maisons individuelles.

Le renchérissement du marché financier incite les banques qui offrent des rémunérations plus modestes à employer des moyens peu orthodoxes pour encourager

du travail l'industrie du bâtiment, qui est, avec quatre millions sept cent mille salariés, avant l'agriculture, le principal employeur du pays, a perdu trois cent mille emplois en mars. Ses pertes dépassent maintenant celles de l'industrie de l'automobile.

Les dépôts de épargnants. Depuis que, il y a un mois, le département bancaire de l'Etat de New-York a autorisé les deux cent vingt établissements qu'il reconnaît à pratiquer librement la politique de cadeaux aux clients, qui était jusqu'ici réservée à l'ouverture de nouvelles succursales, les pages des quotidiens se remplissent d'offres tentatrices : la Bowers Savings Bank propose des taux d'intérêt de 14 à 16 % pour les dépôts de 10 000 dollars, assortis de « cadeaux fabuleux » — photos à l'appui — qui vont de l'aspirateur à plusieurs vitesses à la chaîne en or (14 carats), en passant par la calculatrice électronique La Lincoln Savings Bank propose des présents — plus

Pour une définition de l'entreprise

Dominique ROUX
Analyse économique de l'entreprise

« Université et Technique »

dunod

NICOLE BERNHEIM.

La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce sur les marchés du tiers-monde

(Suite de la page 23.)

Dans la mesure où ils sont représentés par des sociétés réellement indépendantes, ce qui est le cas le plus fréquent, les succès de ces nouveaux concurrents sur les marchés tiers-monde ont une toute autre portée que leurs interventions très contrôlées sur les marchés industriels si soigneusement défendus.

Malgré leur volume encore modeste, la part croissante des échanges Sud-Sud depuis quelques années marque un revirement d'importance majeure. Les débuts de l'industrialisation avaient orienté la production du tiers-monde vers les marchés industriels, à tel point que de 50 % la part des échanges Sud-Sud dans les exportations était tombée à 29 % en 1973. Grâce aux recettes pétrolières, mais aussi à la demande nouvelle liée au progrès même de l'activité industrielle, elle s'est relevée à plus de 33 % dans les années suivantes, au moment où justement la production connaît son plus grand développement, et elle dépasse même largement 45 % dans les exportations de l'Amérique latine.

Facteurs majeurs pour l'avenir, l'activité industrielle et la demande qu'elle suscite sont-elles l'essence de ces échanges Sud-Sud. Ceux-ci comprennent une part croissante de produits des industries électromécaniques (40 % contre 32 % en 1973). Bien qu'en recul, les demi-produits réclamés par les diverses

industries y figurent pour 45 %, aux premiers rangs desquels les textiles et les produits chimiques. Vêtements et autres biens de consommation n'y entrent que pour moins de 15 %. Situation tout autre que dans les relations Sud-Nord.

Les marchés du tiers-monde reçoivent en 1977 les trois quarts des exportations des pays neufs de matériel industriel et d'automobiles, la moitié du matériel de transport, 45 % des produits chimiques, des produits sidérurgiques et des textiles, et ces produits ont réussi à s'imposer face aux fournisseurs traditionnels soucieux de maintenir leurs positions en cette période difficile.

Dans le secteur de l'équipement en particulier ils paraissent souvent mieux adaptés aux conditions du tiers-monde et très compétitifs.

Ainsi l'horizon des pays neufs se transforme. A l'exportation du

Mexique, tous se sont tournés davantage vers les marchés du tiers-monde. Les accords régionaux (ASEAN, ALALE, CEE-CAM) ont naturellement beaucoup favorisé ces échanges sud-sud qu'ils entendent encore pour plus de moitié. Mais le développement récent et plus rapide des échanges interrégionaux, de continent à continent, témoigne d'un changement de perspective des principaux pays producteurs qui ont dépassé le cadre régional. Cela est vrai pour le Brésil qui trouve en Afrique un débouché naturel hors du continent américain, mais plus encore pour certains pays d'Asie avec l'apparition de courants d'échange importants de la Corée et de l'Inde vers le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Les échanges interrégionaux représentent maintenant le tiers des échanges sud-sud contre moins d'un quart quelques années auparavant.

Montée des forces neuves

Cependant les pays neufs ne satisfont encore que 12,1 % de la demande croissante du tiers-monde en produits industriels, contre 10,4 % en 1973. Indicateur nécessaire pour ramener à leurs justes proportions la dimension actuelle des échanges sud-sud et la dépendance dont souffriront longtemps ces pays.

Mais il n'y a pas en économie de mutation brusque. La splendeur des empires dissimule

longtemps leur déclin et la montée de forces neuves. Le fait nouveau et essentiel est l'existence dans le tiers-monde de pays où se développe à présent une production industrielle gagnant en force et en indépendance.

Quelles sont les incidences de cette nouvelle production industrielle pour les exportateurs traditionnels ? En fait la plupart des nouveaux pays producteurs en réservent l'essentiel pour satisfaire un marché intérieur important. Dans l'ensemble (exception faite des pays atlantiques d'Amérique latine), les pays neufs n'exportent guère plus du dixième de leur production industrielle. Ce pourcentage tombe même au-dessous de 5 % dans les pays d'Amérique latine qui assurent à eux seuls plus de la moitié de la production industrielle du tiers-monde.

Ainsi l'affrontement nord-sud se situe d'abord à l'intérieur même des nouveaux pays producteurs pour la conquête ou le contrôle de leurs importants marchés. Il n'apparaît que de façon superficielle dans les échanges commerciaux, tandis que les principales multinationales installées sur place peinent à jouer un rôle décisif. La concurrence nouvelle rencontrée par les pays industriels, tant sur leurs propres marchés que du fait des échanges sud-sud, apparaît un peu comme la partie visible d'un iceberg, ne donnant qu'une faible idée de l'évolution en cours. Mais l'autonomie croissante des nouveaux producteurs est un fait majeur qui limite les livraisons sur les marchés traditionnels les plus importants. De 1973 à 1977, la part des cinq principaux producteurs dans les exportations des pays industriels était tombée de 23,3 % à 14 % et ce mouvement se poursuit.

Il est significatif que, en quelques années, la part des biens d'équipement et matériel de transport se soit ainsi fortement réduite dans les importations des pays neufs les plus dynamiques, de 10 % ou plus au Brésil, en Argentine, en Corée, en Inde. Simultanément, les biens d'équipement apparaissent dans les exportations de ces pays, où ils figuraient auparavant pour plus de 10 %.

Au moment où s'accumulent les commandes des pays pétroliers, la stagnation ou le recul des achats de pays tels que le Brésil, le Mexique ou l'Inde ont pu ne pas apparaître dans toute leur signification. Cinq ans plus tard, le récent document du GATT constate, après un ralentissement des livraisons, sensible dès 1976, un recul de 5 % en valeur des ventes à l'OPEP en 1978, nettement plus considérable en quantité. Les capacités d'importation épuisées de nombreux pays, pétroliers ou laissent guère croire, de leur part, à la possibilité d'une reprise rapide. Le dynamisme des pays neufs n'aurait d'autant plus d'incidences.

Le développement des nouveaux pays industriels fait peu à peu de ceux-ci des arbitres sur les marchés du tiers-monde, concurrents d'autant plus redoutables que les circonstances actuelles sont difficiles (déclatation de la production mondiale et amenuisement des débouchés). L'importance de leur besoin et l'ampleur de leur marché intérieur empêchent encore la plupart d'entre eux d'exercer au-delà une pleine concurrence. Mais il ne s'agit que d'une période de transition que les exportateurs traditionnels doivent bien considérer comme provisoire.

JEAN LEMPERIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Pouvoir financier et l'industrie en France »

de Bertrand Bellon

DEPUIS son origine, le monde industriel moderne est caractérisé par une concentration croissante, marquée par la décentralisation. L'ouvrage de Bertrand Bellon fait le point sur cette évolution en France et surtout détaille les méthodes nouvelles utilisées par le pouvoir financier et les leaders industriels pour renforcer — généralement sous la direction du premier — leur communauté de destin.

La notion d'entreprise autonome, note l'auteur, n'a plus guère de caractère opératoire aujourd'hui, dans la mesure où des types extrêmement divers d'entreprises, aux fonctions et aux comportements spécifiques, se trouvent intégrés avec d'autres dans des réseaux complexes de relations. La forme la plus usuelle de ces regroupements n'est plus, comme on l'a pensé longtemps, le trust géant, le monopole ou même la firme

multinationale tentaculaire, mais est devenue l'entreprise appelée le « groupe financier », qui allie des partenaires de taille différente dans une stratégie commune de recherche, de développement, d'implantation mondiale et de rapports profitables avec l'Etat — ou les Etats.

Les grandes banques ont joué un rôle décisif dans la phase récente de cette restructuration. Au début de la 7^e République, d'abord, on s'achève, avec la bénédiction du Plan, la phase classique des concentrations. Puis à partir de 1968, lorsque les groupes industriels déjà constitués fusionnent ou se fédèrent sous l'égide des banques d'affaires les plus puissantes. Dès lors, quelque trois cents groupes emploient environ 45 % des salariés de l'industrie et du commerce, réalisant 55 % de l'investissement et 60 % de l'exportation. Parmi eux, les dix plus importants emploient plus de 10 % du total des salariés français.

La naissance des « ensembles financiers »

L'original, dans ce processus, c'est la symbiose de plus en plus étroite entre pôles bancaires, financiers industriels et cercles dirigeants de l'Etat (fonctionnaires ou responsables politiques). Dans des formes variées, selon les cas, mais qui allient l'autonomie juridique et le respect des spécificités de chaque unité avec l'unification — plus ou moins grande — des centres de décision. Dans tel ensemble, le poids des banques l'emporte sur celui des industriels, dans tel autre, c'est l'inverse. Mais toujours est recherché la synthèse des intérêts et assuré le parallélisme des initiatives; cela sous la direction d'un état-major très restreint groupant les responsables au niveau le plus élevé, dans la direction de gestion qu'assure la loi aux entreprises de moins de cinquante salariés : pas de comité d'entreprise dans les sociétés mères, puisqu'elles n'ont que très peu de personnel (trois salariés à la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, selon l'auteur, seize chez Peugeot-S.A., trente-huit à la Compagnie des compteurs ou chez Michelin, quarante-deux chez Schneider, etc.).

Pour condenser le dynamisme de la décentralisation avec l'efficacité de l'unité de commandement, l'architecture de ces ensembles financiers s'est de plus en plus perfectionnée : des holdings intermédiaires, dépendant directement de la société-mère, commandant des sociétés chefs de file, qui pilotent telle ou telle

partie industrielle de l'ensemble, en se dotant elles-mêmes de filiales ou sous-filiales spécialisées et de sociétés d'accompagnement (immobilières, informatiques, financières...). A partir de ce schéma central — qui éloigne de plus en plus le centre de décision du lieu et des hommes de la production — de nombreuses variantes sont analysées, qui illustrent la diversité du monde français des affaires.

Les uns privilégient la dimension régionale ou l'implantation internationale, les autres beaucoup moins. Certaines diversifient au maximum les produc-

Quel rôle pour l'Etat ?

Très logiquement, ce voyage au centre des affaires débouche sur une réflexion sur le rôle de l'Etat. N'est-il que le bras armé des grands ensembles financiers, d'autant plus sensible à leurs desseins qu'il est investi par leurs propres représentants ? La communauté d'orientation que l'on constate ne vient-elle pas, plus simplement encore, de ce qu'une même grande bourgeoisie délègue certains de ses enfants à la gestion des affaires privées et les autres à l'administration des affaires publiques ? Et l'appareil d'Etat ne fournit-il pas à ceux qui ne sont pas issus de ce milieu un moyen d'accéder aux centres de décision des grands ensembles financiers, la voie des grands despotismes étant, à cet égard, au moins aussi effi-

ciants pour répartir les risques et multiplier les espérances de profit, les autres pas. Certains grands ensembles donnent — comme autrefois — la priorité à la production, les autres à la commercialisation et aux activités financières. Graphiques, diagrammes, monographies illustrent ces différences.

Etudier cette typologie, c'est analyser la réalité présente du tissu industriel et bancaire français. Avec ses diversités, liées à l'histoire des groupes comme au caractère de ceux qui les ont fondés ou qui continuent à les diriger dans le cadre d'ensembles financiers plus vastes que les groupes eux-mêmes. Parfois n'a pas, pour diriger son gigantesque « club », la même stratégie de prises de participation, de contrôle de gestion, d'échanges d'administrateurs, que Suez, Lafarge, Rothschild, Veronesi, Worms ou Empain; mais, comme chez ces derniers, les décisions essentielles — choix des principaux responsables, élargissement, restructuration interne autour de nouveaux axes de développement... — sont prises en tout petit comité.

A quoi sert alors cette galerie de parents, d'administrateurs, d'amis politiques, qui gravitent autour de l'état-major et le représentent dans les conseils des sociétés dépendantes ou alliées ? Autant à garantir la pérennité du pouvoir du groupe — en veillant sur place aux marchés de son empire — qu'à noter les liens utiles — aujourd'hui ou demain — avec les partenaires (collaborateurs ou concurrents), ainsi qu'avec l'Etat, l'asseur de risques, distributeur de commandes et de privilèges, protecteur éventuel contre les rivaux étrangers.

GILBERT MATHIEU.

★ Le Seuil, 276 pages, 65 F.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

DAFSA-ANALYSE a publié l'étude suivante :

LES INDUSTRIES DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

La production de cette catégorie de biens d'équipement paraît être restée en 1978 — et même en 1979 d'après les premières informations disponibles — assez stable en volume par rapport à celle de 1973 grâce à la balance commerciale favorable des produits de la branche. L'emploi a pu ainsi se maintenir dans ce secteur d'activité. Cette stagnation recouvre des évolutions différentes selon les types de matériels.

- Si l'on considère le levage lourd, il faut distinguer :
 - les grues à tour ainsi que les ponts roulants et les pontiques de grande capacité pour lesquels la conjoncture défavorable des principales industries clientes (S.T.P., Sidérurgie et Construction navale) a — malgré la hausse des exportations — entraîné une forte baisse de la production ;
 - les autres catégories de matériels de levage lourd dont le marché a bénéficié de transfert de la demande (grues mobiles se substituant aux grues à tour) mais sur lesquels une pénétration étrangère de plus en plus nette a freiné le développement ;
- Par contre, pour les autres matériels de levage et les matériels de manutention, la dispersion des débouchés a contribué à maintenir ou même à accroître certains marchés porteurs (Automobile - Services - Commerce) — à accroître la production.

Les entreprises du secteur sont peu diversifiées et même assez spécialisées par catégorie de produits. Plusieurs appartiennent à des groupes dont la vocation est le levage ou la manutention (Crotail, Fenwick) ou encore à des groupes de construction mécanique (Gruco-Leira, Five-Gall-Babcock) et on note également une assez nette pénétration des capitaux étrangers : américains (Cris-Sarby et Allis Chalmers) et allemands (Jungheinrich, Pöhl-Höcker-Steinert). Les trente principales entreprises ont été analysées; elles représentent les deux tiers du chiffre d'affaires du secteur.

On note tout au long de la période étudiée une augmentation de la part des frais de personnel dans la valeur produite. Une des caractéristiques de leur structure financière est l'importance de l'endettement non bancaire (surtout avances clients) dans les dettes à court terme.

Malgré un contexte économique peu favorable (ralentissement des investissements productifs), certaines entreprises, notamment dans la manutention, ont des résultats très satisfaisants.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA-ANALYSE, 7, rue Berthe, 75008 PARIS. Siège social : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

Jean-Marie ALBERTINI

LES ROUAGES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

28^e édition entièrement revue (265^e mille)

L'ouvrage d'initiation à l'économie

le plus diffusé

Économie et Humanisme

Les Éditions Ouvrières

Pour le D.E.C.S. et l'expertise comptable

C. & C. RAULET

Gestion et comptabilité des sociétés commerciales

dunod

Devenez EXPERT-COMPTABLE

ou Titulaire de Certificats comptable, juridique, économique :

PROBATOIRE

D.E.C.S.

avec des

COURS par

CORRESPONDANCE

A VOTRE RYTHME

en bénéficiant d'une Ecole expérimentée reconnue par l'Etat :

ENOES

Ecole Nouvelle d'Organisation

Economique et Sociale

Etablissement Privé d'Enseignement Technique et Supérieur

62, rue de Valenciennes 75008 Paris

Tél. 322.33.66 +

le chèque-déjeuner vous parle politique sociale.

Le Chèque-Déjeuner contribue à la décharge des salariés. Système avantageux, le Chèque-Déjeuner est une formule d'aide au déjeuner exonérée de charges sociales et fiscales. Grâce au Chèque-Déjeuner, plus de 11 000 entreprises (même de moins de 10 salariés) se sont déjà libérées des contraintes du repas dans l'entreprise. Chaque jour, leurs salariés s'évaluent dans plus de 40 000 restaurants. Pourquoi pas vous ? Informez-vous en détail !

* Suivant la réglementation en vigueur.

CHEQUE DE JEUNER

un avantage social quotidien

Veillez m'envoyer gratuitement et sans engagement votre documentation sur le Chèque-Déjeuner.

Nom _____ Fonction _____ Raison sociale _____

Adresse _____ Code postal _____ A retourner au Chèque-Déjeuner CCR

46, rue des Acacias, B.P. 555 75831 Paris Cedex 17. Tél. 796.04.56

PRESSE

DE DUON

Grand Journal

Le Grand Journal de l'économie... (textes de presse)

Le Grand Journal de l'économie... (textes de presse)

Le Grand Journal de l'économie... (textes de presse)

Le Grand Journal de l'économie... (textes de presse)

grandes vacances à petits prix

CHINE	10.600 F
INDE	5.950 F
THAILANDE	5.900 F
U.S.A.	6.380 F
Indonésie	5.990 F

Des vols spéciaux A.R. THUIS TANGER 1.090 F ATHENES 1.090 F NEW YORK 1.290 F BANGKOK 2.940 F MEXICO 3.525 F

ma... (textes de presse)

صكنا من الأمل

PRESSE

GRÈVE DE JOURNALISTES AUX « DÉPÊCHES » DE DIJON

Le quotidien les *Dépêches*, de Dijon, n'a pu paraître lundi 28 avril (éditions Côte-d'Or et Jura), après avoir connu une pagination réduite vendredi 25 et samedi 26 avril, en raison d'une grève déclenchée par les journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.). Dans un communiqué, les trois syndicats indiquent que la direction du journal, contrôlée depuis le mois de février dernier par le *Progrès de Lyon*, « a décidé de faire appel aux compétences des effectifs rédactionnels ».

L'objet du litige porte sur six postes de secrétaire de rédaction qui seraient dévolus à d'anciens ouvriers du livre. Cette décision a été prise unilatéralement, en violation des conventions collectives et d'entreprise régissant l'emploi dans la profession de journaliste, ajoutent les syndicats, qui reprochent au P.-D.G. M. Jean-Claude Cellard, de n'avoir pas consulté la commission d'entreprise prévue à cet effet. La direction, pour sa part, fait remarquer que les délégués syndicaux ont été reçus à quatre reprises, ces derniers jours, pour débattre de cette question.

Enfin, le syndicat du livre a déclaré qu'il « comprend la position des journalistes qui défendent leur profession » et a réaffirmé « son opposition à la plus totale et l'embauche de maquisards techniques pour remplacer les secrétaires de rédaction maquisards ».

Une réunion de conciliation était prévue ce lundi 28 avril.

NOUVEAU CONFLIT EN GRANDE-BRETAGNE

Un différend qui oppose les ouvriers du livre et les patrons des journaux de province britanniques a entraîné, le samedi 26 avril, la non-paraître du quotidien travailliste *Daily Mirror*, à la suite d'une grève de solidarité des employés de la composition avec leurs collègues de province.

Le conflit, qui porte sur des revendications salariales, avait déjà empêché, le jeudi 24 avril, la parution du *Sun*, premier quotidien britannique par le dimanche, et, le dimanche 27 avril, celle des *News of the World* (près de 5 millions d'exemplaires).

■ Aux « *Dernières nouvelles d'Alsace* », la prise de participation du groupe Matra (*Le Monde* du 26 avril) dans la société éditrice du quotidien — à travers la librairie Aristide Quillet — est de 30 %.

M. Jean-Jacques Kiehlholz, P.-D.G. du journal, a précisé que le nouveau montage financier ne changera pas les conditions d'exploitation de l'entreprise et qu'une place « est réservée à des investisseurs alsaciens, qui auront la possibilité d'acquiescer la majorité du capital ».

LE RETOUR DES DÉPORTÉS Quand l'Europe découvrait les « demi-soldes de l'enfer »

M. Valéry Giscard d'Estaing a assisté, dimanche 27 avril à Notre-Dame de Paris, à une messe solennelle célébrée pour le trentième anniversaire de la libération des camps de concentration. Le président de la République a été accueilli par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, qui présidait la messe, concélébrée par le chanoine Emile Berrard, archevêque de la cathédrale, et par le père Michel Riquet, jésuite, ancien déporté. M. Giscard d'Estaing était entouré de M. Raymond Barre, de plusieurs ministres, des prési-

On ne savait pas que 1945 resterait aussi une année victorieuse d'exception. La 1^{re} mai avait été un peu partout un dimanche de neige. Au centre d'une Europe qui avait retrouvé sa liberté, l'Allemagne nazie subissait la fin de l'apocalypse à laquelle elle s'était vouée. Depuis un mois et demi, les hommes apprenaient à prononcer, en commençant à mesurer ce qu'ils signifiaient, les noms de Auschwitz, Flossenbourg, Ravensbrück, Gross-Rosen, Treblinka, Sobibor, Rask-Ruska, Theresienstadt, Dachau, Mauthausen, Bergen-Belsen, Buchenwald, Struthof. En ces lieux, au fur et à mesure qu'ils les avaient ouverts et découverts, au gré de leur avance, des soldats anglais, français, américains, russes, gens de guerre rompus au fracas de leurs combats, avaient manqué de déchoir devant les reliefs laïques de la mort et de la souffrance industrielle érigées en éti-

quage, dont le monde allait très vite connaître les images. Pour les rescapés, il restait à effectuer le retour à l'humanité.

Ils revinrent, comme on peut revenir du tombeau, plus émus que joyeux. Plus ou moins vite aussi, selon leur rang, leur état, les nécessités de l'hygiène, l'organisation difficile d'un rapatriement dans un pays désorganisé. La délivrance ne signifia pas pour tous la survie. L'épuisement, les épidémies de typhus surent encore le temps de compléter les ravages. Dans la France libérée depuis l'hiver précédent, les sollicitudes ne manquèrent point pour les accueillir. Ils purent même en éprouver de la surprise, tant ces attentions, cette pitié effrénée, cette chaleur et cette sympathie d'un peuple charné par le malheur contrastaient avec l'indifférence dans laquelle ils avaient bien qu'on les avait laissés quelques années plus tôt, au temps où ils avaient été pris ou livrés. Va-t-on refuser la contrition ? Ils rentrèrent, encore indus, encore révisés de la livre rayée qui resterait symbolique, toutes classes confondues. Il leur fallait parler, raconter, ils parlèrent, racontèrent. Ils savaient que les mots ne pouvaient traduire que la surface, le visible, le physique des choses. Ils savaient surtout que 80 à 90 % d'entre eux étaient morts, et que, pour les familles de ceux-là, il y avait une sorte de honte à être là, tout au moins une sorte d'injustice. Le dernier poème de Robert Desnos, qu'on ne connaissait pas encore, ne pourrait suffire à apaiser toutes les compagnes veuves :

Il me reste d'être l'ombre parmi les ombres,
D'être cent fois plus ombre que l'ombre,
D'être l'ombre qui viendra et reviendra (dans la vie éternelle).

Ces ombres qu'ils avaient vues mourir avaient pu, elles aussi, redonner l'espérance de la dernière strophe du *Chant des mères* : « Mais un jour dans notre vie, le printemps refleurira. » C'était le printemps. Paris, par

lequel il fallait passer, après l'étape au centre de Longuyon, pour les formalités de ce retour, en portait toute l'atmosphère. Il convenait de le partager, de se laisser porter par sa contagion, filon en apparence.

Mais pouvaient-ils tout dire, tout livrer de l'implémentable tel qu'il avait été appliqué, comme de celle qu'ils avaient dû, en réponse, s'imposer, dans une jungle où l'indivisible ne pouvait avoir sa place, où, un jour ou un autre, les âmes les plus fortes avaient manqué de chavirer ? On ne crut pas sur les toits, ni même sous le ciel retourné, qu'on a pu ne plus se sentir un homme et pas davantage l'aveu d'un désespoir et d'un désespoir qu'on a pu en recevoir d'un autre. On ne se laisse guère aller non plus à expliquer que l'enfer peut avoir ses instants de répit, ses reculs de l'absence illusion, mais que cela ne change rien.

Voilà pourquoi cet accueil que leur faisait une France versatile dans ses émotions en ce mois de mai 1945 — comme souvent aussi celui de la famille retrouvée — lui apparaît à plus d'un chaud, douillet, réconfortant, mais étranger. La concubine avec la mort, avec cette mort-là, ne s'avoue qu'entre ceux qui se sont collés avec lui. Etalant déjà, ceux-là, les demi-soldes de l'enfer, selon l'interrogation d'Edmond Michelet ?

En attendant, il convenait de faire comme si de rien n'était, de se laisser choquer, de satisfaire aux exigences du rapatriement, aux examens médicaux, de toucher le pécule octroyé par le gouvernement, d'entrer ou non dans le jeu des demandes de pension, d'adhérer ou non à telle ou telle association ou Fédération d'anciens déportés.

Et puis de témoigner. Témoigner ? Tous n'en ressentaient pas aussitôt et également la nécessité. Qui pourrait jamais songer à contester, à dire fausse ou exagérée cette réalité que leur état physique même suffisait à prouver et qu'ils allaient avoir tant de mal à surmonter ? Ils auraient dû être morts. C'est cela qu'ils savaient parce qu'ils avaient vu que tout avait été organisé à cette fin. On n'avait pas encore employé le mot holocauste. On n'avait pas pas non plus tellement distingué entre juifs et non-juifs, entre extermination immédiate et mort lente. De quelque façon qu'elle ait été infligée, la souffrance avait été la même, éprouvée par les uns comme par les autres.

De ce jour de 1942, 1943 ou 1944, où qu'il ait été la gare, la porte à glissière du wagon à bestiaux que fermaient et plombaient sur eux les soldats au casque carré était bel et bien celle de leur tombe. De ce jour, on avait commencé le processus. Dès ce temps du « convoi », il s'agissait de contraindre l'être humain à se mépriser lui-même, de lui faire perdre l'âme au sens où l'on peut dire perdre la raison.

ANNIVERSAIRE

Après la cérémonie religieuse, le président de la République est allé se recueillir dans la crypte du Mémorial de la déportation, dans l'île de la Cité, accompagné de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Il a déposé une gerbe devant le cercueil, drapé de tricolore, du déporté inconnu. Jean-Marc Théoleyre évoque ci-dessous ce que fut la libération des camps.

Le dessin n'avait pas été loin d'être accompli. Les oratoires ouverts, les chambres à gaz révélées, les charniers, les entassements de cadavres aux relents de monstres dont il fallait se débarrasser au bulldozer, les regards d'agonie qui avaient fait l'ordinaire des jours, ne suffisaient-ils pas pour la mémoire collective des peuples ?

Ils ne suffisaient pas. « Si l'écho de leur voix faiblait, nous péririons », avait dit Paul Eluard. Il a faibli. En train de cinq ans, la mort a continué de saboter les rangs des rescapés. Les civils politiques s'en sont mêlés. Des fraternités jurées n'ont pas toujours résisté au temps, à la vie. L'évolution des affaires du monde, les choix qu'elle amenait à faire aussi bien sur l'Indochine des 1945 que sur l'Algérie ont été, aux yeux, facteurs de division, en tout cas d'effritement.

Les écrits, tout de suite nombreux, tant que divers en intérêt, ont lassé assez vite la génération de la première époque. Aspiration à l'oubli souvent encombrée de mauvaise conscience. Les travaux menés par les plus lucides des rescapés, les recherches entreprises par des historiens, n'ont pas toujours réussi à s'assurer une large audience. L'intérêt porté à ce passé d'épouvante ne se manifeste plus que par à-coups, au gré de tel ou tel procès de gardiens de camps, de médecins nazis auteurs d'« expériences », avec ces quelques temps forts et si désemparés que furent, à Jérusalem, en 1961, l'affaire Eichmann et, tout récemment, le télefilm *Holocauste*. Ainsi demeure malgré tout un « survi » : ainsi la jeunesse reçoit ces choses et prend conscience d'une réalité, ennoblie par certains, lui disent cependant qu'elle aurait été exagérée, extrapolée, sollicitée.

C'est à cette jeunesse que les survivants peuvent parler puisqu'il y a encore à révéler. Ce n'est plus affaire de gauche ou de droite. La gauche et la droite ont connu les camps nazis. Le communiste y a coté le monarchiste de l'action française, le conservateur a partagé la passion et le calvaire du révolutionnaire, leurs cendres furent mêlées à l'heure du crématoire comme le furent celles du patron et de l'ouvrier : tous des « sous-hommes » tous conduits à avouer : « Vous ne pouvez pas savoir ce qu'on était devenu ».

Histoire ancienne ? Ceux qui aujourd'hui encore inscrivent en lettres de feu des « Mort aux juifs ! » et des « Votés Hitler ! » ne le pensent pas. Le vrai malheur serait qu'il ne reste plus qu'eux à croire à la réalité de l'horreur concentrationnaire, mais pour l'inscrire à leur programme en toute tranquillité.

JEAN-MARC THEOLEYRE

Naissances

— Le conseiller et Mme Jean-Benoît FRESCHES, née Marina SAÏM, ont la joie de faire part de la naissance de Pascal, le 10 avril 1980, 33, avenue d'Orléans, 75015 Paris.

— Bernard et Sylvie de LATTE, Jérôme et Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de Julien, le 24 avril 1980, Londres.

— M. et Mme Yvan Gerby, leurs filles Françoise et Catherine, M. et Mme Jacques Moult, leur fille Laurence, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Haim AZOULAY, née Louise ABOUCAYA. Ces obsèques ont lieu le lundi 28 avril 1980, Réunion au cimetière parisien de Bagneux, entrée principale, à 15 h. 45.

— Mme Jacques Hirsch et ses enfants, Stéphane et Sandrine, M. et Mme Edgar Hirsch, M. et Mme Pierre-Philippe Hirsch et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques-Michel HIRSCH, survenu le 26 avril 1980, à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne (92), à 9 h. 45, et l'inhumation à Mitainville (78), à 11 h. 30.

— La direction des Galeries Lafayette a le regret de faire part du décès de M. Jacques-Michel HIRSCH, directeur des services financiers et comptables de la 34, rue de Valenciennes, la levée du corps aura lieu le mardi 29 avril, à 9 h. 45, à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne (92), à 11 h. 30.

— Mme Georges Leclercq, née Hélyett-Poussard, M. Georges-Marie Leclercq, M. et Mme Pierre-Philippe Lambert et leur fille, Mlle Frédérique Leclercq, ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Paul Copie, le général et Mme Denise Leclercq, son beau-frère, son oncle, son frère et sa belle-sœur, Les familles Leclercq, Poussard et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

général de division Georges LECLERCQ, commandant de la Légion d'honneur, survenu le 26 avril 1980, à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne (92), à 10 h. 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides, à Paris. Chex M. Lambert, résidence Carnot, 9, rue de Belfort, 75001 Paris-Montmartre-Jolite.

(Ils le 15 février 1929 à Châteauneuf (Vendée), et engagé volontaire en octobre 1929, Georges Leclercq est, après avoir été détaché au groupement des chasseurs de jeunesse en 1940, sous-lieutenant de réserve, en décembre 1943, en Algérie, où il est versé dans les services extérieurs, versé dans la section de l'Etat-major de la 1^{re} division de la 1^{re} armée, pour les missions avec la Résistance.

Après la guerre, il sert en Extrême-Orient, puis en Algérie, notamment comme lieutenant au 1^{er} régiment de choc. En 1954, il est dans les forces françaises en Allemagne, mais il est versé détaché provisoirement à l'Etat-major de la force A, qui organise la campagne d'Égypte, en France et Britanniques lancent leurs parachutistes contre le régime du président Nasser.

Colonel en 1966, Georges Leclercq commande le 1^{er} régiment d'infanterie motorisée puis cavalerie, de 1966 à 1970, à l'Ecole supérieure de guerre et d'Etat-major. Promu général de brigade, il appartient, en 1972, à l'Etat-major de la 1^{re} région militaire à Paris et, en 1974, il devient adjoint au général commandant en chef de l'opération des troupes de l'armée de terre, il sera promu général de division en mars 1977, avant d'être affecté en deuxième section (réserve).

JEAN-MARC THEOLEYRE

CARNET

— Nous apprenons la mort de notre confrère Amédée MORINEAU, décédé accidentellement, le vendredi 25 avril, à Livarot (Calvados). (Originaire du Havre, âgé de cinquante-trois ans, Amédée Morineau collaborait pendant plusieurs années au « *Havre-Presse* » avant de prendre la direction d'une imprimerie à Cives-sur-Mer (Calvados), puis celle du « *Pays d'Auge* », journal bihectométrique.)

— Nous apprenons la décès, survenu le 25 avril à Poitiers, de M. René FIERRE, général (O.R.), conseiller général et maire de Leclou (Vienne). (Né le 10 octobre 1913 à Nainville (Vienne), officier de gendarmerie, versé dans le cadre de réserve en 1972, René Fierre est élu maire de Leclou en août 1974 ; puis il est élu conseiller général (majorité) de ce canton le 14 mars 1976.)

— Les familles Rimbaud, Debussche, Rigues et Légar, ont la douleur de faire part du décès, le 17 avril 1980, de Mme Hélène RIMBAUD, dans sa soixante-quinzième année, à Montpellier.

Maison de retraite protestante, 225, route de Mende, 34100 Montpellier.

— On nous prie d'annoncer la décès de

M. Maurice-Paul TANCELIN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ancien président de la chambre des notaires de Meaux, magistrat honoraire.

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, au Raincy (Seine-Saint-Denis), le 23 avril 1980, muni des sacrements.

Un service sera lieu, dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Médard, à Paris, le 28 avril 1980. Ni fleurs ni couronnes, mais, selon ses vœux, adresses vos dons à l'œuvre des Orphelins d'Alsace ou à l'œuvre des Frères de Saint-Jean-de-Dieu.

Une messe sera célébrée à Saint-Louis de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), le mercredi 30 avril 1980, à 10 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

30, allée Clemenceau, 93240 Le Raincy.

— Limoges-Gignac (Lot). Olivier et Patricia Brey, Jean-Luc, Eric et Marie-Laure Brey, ont toute la famille, font part du décès de leur mère

Mme Lucienne ROSE TEYSSANDIER, veuve Robert BREY, décédée le 26 avril 1980. Les obsèques auront lieu le mardi 29 avril 1980, à 17 h. 30, en l'église Saint-Martin de Gignac (Lot). 46000 Martel.

Messes

— Une réunion de prière eucharistique à la mémoire de Mgr Oscar Arnaldo ROMERO, archevêque de San Salvador récemment assassiné, est organisée ce lundi 28 avril, à 18 h. 30, en l'église Saint-Martin, 78, rue Saint-Martin, à Paris (4^e).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT — Université de Paris-IV, lundi 28 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Robert Philippe : « L'énergie au Moyen Age ».

— Université de Paris-II, mardi 29 avril, à 15 heures, salle des commissions, M. Ahmed Metwally : « Le champ d'application de la loi pénale d'un Etat ».

— Université de Paris-X, mercredi 30 avril, à 14 h. 30, salle des Actes, M. Ahmed Metwally : « Les entreprises publiques au Maroc et leur participation au développement ».

— Université de Paris-X, vendredi 3 mai, à 9 heures, salle 614, M. Georges Prét : « La dynamique du corps moral et des actions et la conjonction économique (Etats-Unis et France, 1947-1976). »

— Université de Paris-IV, lundi 5 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Chantal Brady : « Edward Martyn, 1859-1923, l'homme et son temps. »

— Université de Paris-IV, mardi 5 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Robert Durand : « Les campagnes portugaises entre Douro et Tage aux douzième et treizième siècles. »

Mieux vaut SCHWEPES que jamais. « Indian Tonic » et SCHWEPES Lemon.

Listes de Mariage 260.39.30—poste 233

AUX TROIS QUARTIERS

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Mathématiques PARIS-12^e 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire n° 87437.

le chèque-déjeuner vous parle politique sociale.

jeunes sans frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21. 5, place Auguste 69000 LYON Tél. (7) 842.85.37

jsf grandes vacances à petits prix

CHINE 19 circuits 16 jours à partir de 10.600 F L'INDE en train 18 | 5.950 F THAILANDE La Route de l'Opium 17 | 5.900 F Thaïlande/Birmanie 22 | 6.380 F U.S.A. Zabriskie Pist (Californie) 16 | 5.990 F

Des vols spéciaux A.R.

TUNIS 1.090 F TANGER 1.090 F ATHENES 1.290 F NEW YORK 1.800 F BANGKOK 2.940 F MEXICO 3.525 F

*départ de Bruxelles. Prix au 28/3/80 susceptibles d'augmentation en fonction du prix du kérosène, sous certaines conditions.

Nombreuses autres possibilités de séjours, circuits, vols charters dans le monde entier.

Le thon « blanc » c'est excellent

mangez-en!

Le thon blanc ou germon, c'est le thon jeune qui se prend aux lignes traînantes des pêcheurs artisans français (bretons, basques et vendéens). Ce pur produit de pêche fraîche française est très apprécié pour sa chair tendre et la finesse de son goût. En conserve (toute l'année) ou en tranches (pendant l'été) ; préparé chaud ou froid, le thon blanc ou germon fait le délice de la table. Reconnaissable sur les boîtes de conserve ou à l'état par sa mention thon blanc, choisissez-le!

THON BLANC « GERMON »

Le thon blanc ou germon : l'excellent thon des pêcheurs artisans français.

Graphes Conseil Rennes

OFFRES D'EMPLOI	La Région	La Région T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La Région	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Dowell Schlumberger, Compagnie internationale de services dans l'industrie pétrolière recherche

UN RESPONSABLE CONTROLE QUALITE PRODUITS

Mission :

- garantir la qualité de tous les produits chimiques utilisés dans la compagnie

Responsabilités :

- superviser le laboratoire de contrôle qualité
- définir le contrôle de qualité pour chaque produit
- suivre la qualité des produits depuis l'usine de production jusqu'à leur utilisation finale sur le terrain

Profil :

- Grande Ecole de Chimie ou équivalent
- une première expérience dans le domaine du contrôle de qualité des produits
- une excellente connaissance de l'anglais acquise lors d'un séjour prolongé dans un pays de langue anglaise.

Le poste est à pourvoir à Rotterdam (Hollande) après une période de formation de quelques mois à Saint Etienne.

Déplacements fréquents mais de courte durée à envisager. La taille de l'entreprise et son caractère international permettent d'offrir de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Adressez lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence RCF à

The Recruiting Manager
DOWELL SCHLUMBERGER
8, rue Bellini
75782 Paris Cedex 16

**DOWELL
Schlumberger**

Société Belge d'Engineering Informatique offre à des

ingénieurs systèmes temps-réel

désireux de s'installer à terme en Belgique, la possibilité de développer leur expérience pratique en systèmes à haute fiabilité. Pendant une période initiale de 6 mois, le lieu de travail serait la région parisienne.

Nous demandons quelques années d'expérience en programmation de mini-ordinateur, en langage Assembler et en langage de haut niveau.

Veuillez adresser les candidatures à Universal Media, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, qui transmettra. Veuillez mentionner la référence 628 sur l'enveloppe qui pourra ainsi nous parvenir fermée.

INTERPRETES-STAGIAIRES ORGANISATION DES NATIONS UNIES

cherche des interprètes-stagiaires connaissant FRANÇAIS, RUSSIE ET ANGLAIS

pour occuper des postes au Siège de l'Organisation à New-York

Les candidats doivent être de langue maternelle française ou avoir le français comme langue principale et avoir fait des études universitaires dans cette langue.

Outre une culture générale et un bon style en français, les candidats doivent avoir une connaissance approfondie du russe et de l'anglais et comprendre ces langues sans aucune difficulté à l'audition.

Le traitement des interprètes-stagiaires va de 14.300 dollars à 22.440 dollars brut par an plus prestations diverses, celui d'un interprète qualifié commencent à 23.810 dollars brut par an, plus prestations.

Les candidats sont priés d'adresser de toute urgence leur curriculum vitae au : United Nations Secretariat Recruitment Service (Interprètes) Room 3601 - Office of Personnel Services New-York, N.Y. 10017.

Seuls les candidats qualifiés seront priés de remplir la notice personnelle de l'ONU et seront convoqués à Paris pendant la semaine du 12 au 16 mai 1980.

SOCIÉTÉ FILIALE DES DOCKS DE FRANCE Premier groupe secourériste français



LA SOCIÉTÉ DOC FRANÇOIS

exploitant Super et Hypermarchés dans le Grand Sud-Ouest

JEUNES DIPLOMÉS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À vocation commerciale et souhaitent faire carrière dans la distribution moderne.

Hommes et femmes « de terrain », les candidats retenus devront réunir, outre le sens du commerce et de la gestion, le goût des responsabilités et de réelles qualités humaines.

Disponibilité géographique indispensable.

Rémunération motivante avec intéressement aux résultats.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : S.D.F. Division Affaires Sociales, 55, rue Bourbaki, 33401 TALLENCE CENDEX.



Groupe SLIGOS

recherche pour ses activités para-bancaire l'ant informatique et l'immobilier :

JEUNE INGÉNIEUR

pour assister le Directeur du Département

Il se verra confier comme principales tâches :

- l'optimisation des achats,
- le calcul informatique des prix de revient,
- l'élaboration des devis.

Son poste évoluera rapidement vers la prise en charge des relations avec clients et fournisseurs et la gestion des moyens généraux du département.

Envoyer avec curriculum vitae et photo à :

S.A.T.I. - Groupe SLIGOS - « Le Girondin », 3710 CHAMBRAY-LES-TOURS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES

filiale d'un puissant groupe industriel français

cherche :

UN DIRECTEUR ADJOINT DE LA RECHERCHE

INGÉNIEUR de formation grande école ou université

La fonction englobe :
- la responsabilité d'un laboratoire
- la réalisation industrielle des résultats d'études.

Il est exigé une expérience d'au moins 5 ans axée sur une connaissance approfondie de la formulation et de l'ingénierie des produits alimentaires.

Localisation : à proximité d'une ville moyenne (150 kms Nord Est de Paris).

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo, retournée et présentations à : No 55.870 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

recherche pour

ANIMATION DE STAGES DE PRÉVENTION DEUX TECHNICIENS du B.T.P.

(niveau B.T.S. conducteur de travaux Broyelles ou équivalent)

expérience des chantiers de génie civil ou de gros œuvre bâtiment et de la Coordination Inter-entreprises sur un même chantier. Minimum 5 ans de pratique dans la profession. Goût des contacts humains.

MISSIONS : animation de stages de prévention des accidents de travail destinée à des professionnels du B.T.P. La formation à l'animation est assurée par l'organisme.

Lieu de travail : Centre Pierre-Colel à SAINT-JEAN-DE-BRAYE (Banlieue d'Orléans-Jouret)

Adressez lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé et présentations à : C.T.P.T.P. Tour Ambolse, 24, rond-point du Pont de Sévres, 9216 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX pour L'AFRIQUE

formation souhaitée ingénieur ou OFFICIER DES 3 ARMES

De formation électronique se sentant une vocation commerciale, la rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience des candidats retenus.

L'expansion de la Société ouvre pour des commerciaux à fort potentiel de larges possibilités d'évolution de carrière.

Adressez votre candidature avec C.V., photo et prétentions à J.P. GALLAIS 16, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

COMPAGNIE MINIERE

Une compagnie minière (4.000 p.) opérant en Afrique Equatoriale recherche

CHEF DU SERVICE TRAVAUX 9 000 000 CFA

Sous l'autorité du Directeur de la Mine, il aura la responsabilité technique (études et travaux) et budgétaire de l'ensemble des opérations de construction de logements. Il coordonnera l'activité des différentes sections de son service (méthodes, travaux, équipements...). Il définira les besoins en hommes et en matériaux. Il conseillera la direction en matière de construction et d'équipement des logements. Il gèrera un budget de fonctionnement de 80 millions C.F.A. Il assurera la gestion courante de son service recrutement-formation, contrôle... Il aura autorité sur 6 cadres et 180 agents de maîtrise et ouvriers. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation Conducteur de Travaux, possèdera quelques années d'une expérience professionnelle analogue. Il sera un organisateur rigoureux et un meneur d'hommes. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.

CONTREMAÎTRE ÉLECTRICIEN ENGIN 7 500 000 CFA

Sous l'autorité du Chef d'Atelier Engins, il sera chargé de l'entretien électrique (révisions systématiques et dépannages) d'un dragage diesel Bugurus 814 400 W (poids 150 T - longueur de 80 m) et d'autres engins T.P. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation B.T.S. Electricien ou Brevet Mécanicien Marine option Electricité, possèdera plusieurs années d'expérience professionnelle lui ayant permis d'acquies des connaissances en régulation et variation de vitesse en courant continu. L'expérience dragage est souhaitée mais ce poste pourrait convenir à un candidat ayant de bonnes connaissances en électricité industrielle. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.

CONTREMAÎTRE MÉCANICIEN 7.500.000 CFA

Sous l'autorité du Chef de Garage, il sera chargé de l'entretien préventif et des dépannages pour un parc de 200 véhicules (V.I. et P.V.) et pour les matériels de sondage. Il assurera l'organisation du travail (planning de charge, suivi des fiches signalétiques...). Il définira, suivra et coordonnera les activités d'une quinzaine de personnes et participera aux actions de formation destinées à ce personnel. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type Brevet Mécanicien Marine, possèdera une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise en réparation automobile (connaissance en rectification souhaitée). A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.

Envoyer en précisant bien la référence à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

ABIDJAN

CENTRE DE FORMATION CONTINUE

GESTION DES AFFAIRES

RECHERCHE POUR SES DÉPARTEMENTS :

Gestion Commerciale et Marketing

LE CHEF DU DÉPARTEMENT (référence A)

UN CONSULTANT FORMATEUR (référence B)

Gestion des Ressources humaines :

UN CONSULTANT FORMATEUR (référence C)

Assurance :

UN CONSULTANT FORMATEUR (référence D)

Ces postes nécessitent :

- Une bonne connaissance de l'élaboration de plans de formation, de la conception et de l'animation de programmes d'enseignement ;
- Un sens des relations humaines et un contact aisé qui permettront des interventions en entreprises ;
- Une capacité de recherche et de négociation des contrats d'intervention ;
- Une aptitude à la rédaction d'articles de presse et de publication.

Les candidats devront avoir entre 30 et 45 ans, être diplômés d'une grande école (H.E.C. - I.A. - S.E.C.P.) et posséder au minimum trois ans d'expérience en entreprise dans le domaine concerné.

Les postes devront être pourvus au mois de septembre 1980.

La rémunération annuelle s'inscrit entre 130.000 et 170.000 F.F. Env. C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi. Envoyer à : 24422 M. BÉGIN-ROUSSEAU, 88 bis, rue Sébastien - 75002 PARIS.

PECHNEY GEORGE KUHLMANN
recherche

pour AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTEUR COMMERCIAL

de ses filiales industrielles dans le domaine Bâtiment, produits plats et produits filés. Formation technique de base et compétence en menuiserie métallique indispensables.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Le poste sera basé à ABIDJAN.

Adressez lettre manuscrite et CV, sous référence 254 à

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche - 75008 PARIS

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe la numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

صكنا من الاصل

emploi

randstad
donne
de l'avenir
à votre esprit
d'entreprise

4 Jeunes Responsables Commerciaux

ingénieur chef de p

Responsable technique, chargé des opérations de maintenance, de réparation, de démontage des machines et des équipements de la centrale.

Ingénieur maintenance

Aspirant à une entreprise qui s'élève, croît et se développe, de maintenance des machines et des équipements de la centrale.

Y Adjoint du RESPONSABLE REGIONAL

Un des plus importants Sociétés Françaises de réinsertion de jeunes délinquants en milieu professionnel.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

randstad
donne
de l'avenir
à votre esprit
d'entreprise

Notre esprit jeune, dynamique, notre personnalisation des relations avec le personnel temporaire d'une part, avec la clientèle d'autre part, notre délégation de responsabilités aux deux interlocuteurs, nous ont permis d'ouvrir l'avenir à plus de 150 managers en Europe.

Notre C.A. dépassera un milliard en 1980, en France nous avons 4 agences en 1978, nous en avons 10 aujourd'hui.

Pour assurer ce développement et ce succès, nous avons fait confiance à des JEUNES MANAGERS (titulaires d'un diplôme universitaire) dynamiques, ambitieux, aux qualités humaines éprouvées, et décidés à fertiliser leur acquis commercial.

Ils ont assuré la création et l'organisation de leur agence; ils ont sélectionné et animé une équipe de collaborateurs; ils ont été formés sur le plan international à des principes de gestion moderne et efficace et sont appuyés par la Direction Générale à laquelle ils rendent directement compte.

Pouvez-vous, sans réserve, adhérer à notre concept?

Nous pourrions vous confier une telle responsabilité dans la région de Rennes - Brest, Reims, Dijon, Montpellier, Rouen.

Envoyez-nous lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 7528.

randstad france s.a.
travail temporaire Centre Paris-Dauphine
4 place Félix Eboué 75012 Paris

**Contrôle de Gestion
Audit Interne**
130-150 000 F

RHONE-ALPES - Un groupe français en forte expansion sur le plan national et international (C.A. 1 milliard de F., 3 200 personnes, 7 établissements en France, 5 à l'étranger) fabrique et commercialise des produits industriels recherche, un Assistant ou Secrétaire Général.

Il assurera le contrôle de gestion des sociétés du groupe et sera responsable de l'audit interne sous tous ses aspects (gestion, fonctionnement, comptabilité...). De plus, il se verra confier des missions d'études et d'interventions diverses. Ce poste, évoluant à moyen terme, conviendrait à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), âgé de 30 ans minimum. Il posséderait une expérience réussie du contrôle de gestion et de l'audit opérationnel. La pratique courante de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 828 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.

centor
EMPLOI
CENTOR RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE
Tél. : (78) 89.37.16

NOTRE GROUPE
30 ans d'expérience - 450 clients
100 collaborateurs
recherche dans le cadre de son développement
des **SERVICES DE GESTION**
destinés aux ENTREPRISES MOYENNES.

4 Jeunes Responsables Commerciaux

centrés sur
PARIS - LYON - MARSEILLE - MULHOUSE

Une expérience de vente (même courte mais probante) permettra aux candidats de réussir rapidement dans une équipe dynamique à laquelle s'offre un marché porteur.

La formation spécifique à nos produits est assurée à notre Siège (LYON).

Une rémunération motivante est proposée (5 000 F mensuelle fixe + intéressement à la mesure de l'efficacité démontrée).

Ecrire manuscrit (+ photo) en précisant villes retenues à L. JUSTET Psychologue 16, rue des Grottes 84000 AVIGNON.

**A la japonaise
sur le marché français
dans la machine-outil**

Oui, une aventure réussie est encore possible dans la machine-outil. Même sur le marché français. Mais nous ne sommes plus aux premiers jours de la commande numérique, elle est maintenant entrée dans les mœurs. Il faut donc plus d'agressivité pour enlever les commandes. A la japonaise.

Les choses sont facilitées lorsque l'on distribue des produits qui par leur technologie avancée, leur qualité et leur prix - à la japonaise - supportent fort bien la compétition. C'est le cas des machines qu'un groupe international performant va proposer prochainement aux industriels français : pour la commande numérique, rectifieuses, centres d'usinage, robots, machines transfert...

Pour ce faire, il s'apprête à engager, comme sales engineer et Sales Area Manager, plusieurs ingénieurs mécaniciens ayant une expérience confirmée de la vente dans la machine-outil. Les postes sont à pourvoir dans la région parisienne, l'Est et la région Rhône-Alpes. Comme il s'agit de la première mise en place d'une structure commerciale sur la France pour ce groupe puissant, les premiers rentrés seront assurés d'y faire la plus belle carrière. Et la plus rapide.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA ont été chargés de réunir les candidatures, sous référence 801 395 M. Ils le feront avec toute la discrétion voulue.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SINTEC

Une des plus importantes sociétés de
PROTECTION INCENDIE
recherche pour la région Est le
CHEF de son AGENCE

En liaison directe avec le directeur du département et la direction générale, il aura la responsabilité technique et commerciale de son agence.

- Une expérience de plusieurs années dans le domaine de la protection ou de la détection incendie est souhaitée.
- Une partie de l'activité sera axée sur l'exportation et les déplacements en France et en Europe seront courts mais fréquents.
- Le poste à pourvoir est situé dans une ville universitaire de l'Est de la France et nécessite une bonne connaissance de l'allemand.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite avec C.V. et photo au n° 847.578 M Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

ingénieur chef de produits

Pour l'ensemble d'une ligne de produits, cette fonction comporte deux volets :

RESPONSABLE TECHNIQUE : choix des procédés de fabrication et outillages, élaboration des gammes, définition des prix de revient.

RESPONSABLE REALISATION : suivi des commandes et des délais, coordination des différents services de l'usine, relations avec le client pour les mises au point techniques et les limites de fourniture, responsable des prévisions de résultats financiers sur chaque affaire.

Ce poste situé en usine (200 km de Paris) convient à un **INGENIEUR GRANDE ECOLE**, ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle en chaudronnerie, ou en mécanique, ou biens d'équipement, et maîtrisant l'anglais.

Possibilité d'évolution de carrière au sein d'un grand groupe industriel.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 54.924 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre de l'extension de son centre de recherches de Saint Etienne, Dowell Schlumberger, Compagnie internationale de services dans l'industrie pétrolière souhaite s'assurer le concours d'un

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

Sous l'autorité du chef de laboratoire il devra assurer la responsabilité de projets de recherche dans le domaine de la production pétrolière et animer une équipe de techniciens.

Profil du candidat :

- Grande Ecole + Doctorat ou Master, de préférence dans l'un des domaines suivants :
 - mécanique des roches
 - mécanique des fluides
 - rhéologie des polymères

Fortes motivations pour la recherche.

Excellente connaissance de l'anglais acquise lors d'un séjour prolongé dans un pays de langue anglaise.

La taille de l'entreprise (groupe Schlumberger), son expansion continue et son caractère international permettent d'offrir de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence I B N à

The Recruiting Manager
DOWELL SCHLUMBERGER
8, rue Bellini
75782 Paris Cedex 16

DOWELL Schlumberger

Ingénieur maintenance Lyon

Au sein d'une entreprise qui conçoit, construit et livre clés en main, des ensembles industriels de très grandes dimensions, l'Ingénieur Maintenance que nous recherchons coordonne l'ensemble des opérations de maintenance d'une ou plusieurs installations. Il définit les besoins, mobilise les services internes et les sous-traitants, et plus généralement organise et planifie les opérations. Il entretient en outre des contacts avec les clients et différents organismes extérieurs.

Cet ingénieur diplômé a acquis une expérience (15 années au moins) en fabrication ou montage d'équipements mécaniques, électriques, chaudronnés, ou en tuyauterie (machines tournantes, pompes, vannes, robinetterie...), et possède sur les chantiers faisant appel à de nombreux fournisseurs.

De nombreux déplacements de courts ou moyenne durée sont à prévoir.

Merci d'adresser candidature détaillée sous référence 2595 M à rsg carrières - 64, rue la Boétie - 75008 PARIS qui transmettra.

L'une des plus importantes Sociétés Françaises de réalisation de systèmes informatiques réels en main, recherche

l'Adjoint du RESPONSABLE REGIONAL PROVENCE

Ce poste constitue une excellente opportunité de carrière pour un Ingénieur Diplômé, âgé de 30 ans minimum, qu'une première expérience technique et commerciale a préparé à exercer des fonctions étendues.

Il sera étroitement associé à :

- la gestion d'un centre de profit,
- l'animation d'une équipe de chefs de projets,
- la recherche et le développement de nouveaux secteurs d'activité,
- la négociation des contrats,
- la réalisation technique des projets.

Salaire annuel : 120 - 150.000 F +.

Adresser C.V., photo et salaire actuel au Cabinet Claude VITET 20, rue de la Trémoille 75008 Paris, sous référence 8019 M.

CAHIER CHARGES INDIVIDUELLES DES CANDIDATS EN RECRUTEMENT

6 Cadres pour la Normandie
Actifs et Evolutifs

En 1980, il existe des entreprises à fort taux de croissance et dont les assises financières permettent des stratégies OPTIMISTES.

L'Entreprise, presque 1 milliard de France de C.A., plus de 1000 personnes dont 1/3 de cadres, un patrimoine commercial et technique.

Industriels et négociants internationaux, nous distribuons des biens d'équipement lourd, des composants mécaniques et métallurgiques, des fournitures pour les projets de l'ingéniering... Nous désirons diversifier nos activités à partir d'une clientèle fidèle.

LES HOMMES QUE NOUS RECHERCHONS : Vous avez quelques années d'expérience et désirez vous voir confier des RESPONSABILITES. Bien entendu, vous êtes issus :

- des écoles d'Ingénieurs
- des écoles supérieures de Commerce
- ou de l'enseignement Supérieur.

Selon votre niveau d'expérience, vous serez au départ, assistant d'un Chef de Département, ou Chef d'un petit service.

Prévoir des déplacements à 50%. La connaissance des langues constitue un atout.

Vous avez déjà un **SAVOIR FAIRE** : ASSISTANT CHEF DE PRODUIT, INGENIEUR TECHNICO-COMMERCE, COMMERCIAL COMPLET, FORMATION... Nous prenons en charge votre évolution de carrière.

NOUS VOUS OFFRONS UNE VIE EN PROVINCE AVEC DES REMUNERATIONS PARISIENNES.

Ecrire lettre manuscrite sous réf. 244 M, C.V. et photo en indiquant vos prétentions à : **Philippe SECHET, 10, avenue du Parc Guizot - 94100 SAINT MAUR**

ingénieur technico-commercial
140.000 maxi

Nous sommes un des grands du **MATERIEL DE SOUDAGE**

Nous recherchons notre **CHEF D'AGENCE DE LYON**

Ce poste convient à un jeune Ingénieur, A. et M., ENSI, INSA, ayant déjà plusieurs années d'expérience industrielle (connaissances en soudage appréciées mais non indispensables).

Il aura à diriger après un temps de formation, une équipe de technico-commerciaux sur les marchés de la construction métallique, l'électro-ménager, l'automobile, le matériel agricole, etc. de la région lyonnaise.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 9730-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

cnet
LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES
DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son centre de
LANNION B

**INGENIEURS ou CHERCHEURS
CONFIRMES**

COMMUNICATIONS OPTIQUES
Réf. 1: Etude des matériaux et des technologies pour la réalisation de fibres optiques (profil recherché: techniques verrières ou céramiques).
Réf. 2: Etude de la modulation des diodes laser (connaissances approfondies en électronique et physique du solide).
Réf. 3: Etude des fonctions électroniques pour les futurs réseaux optiques multiservice (bonnes connaissances en techniques analogiques et numériques demandées).

SYSTEMES ET ENVIRONNEMENT
Réf. 4: Etude théorique et validation expérimentale des structures d'erreurs apparaissant sur les systèmes de transmission numérique (bonnes connaissances en électronique et informatique FORTRAN).
Réf. 5: Etude de transmission numérique sur câbles métalliques (bonne connaissance du réseau et des équipements).
Réf. 6: Etude et optimisation des écoulements de chaleur dans les équipements téléphoniques (profil recherché: thermicien ayant de bonnes connaissances en informatique et électronique).

Les candidatures comportant un curriculum vitae détaillant particulièrement les travaux antérieurs seront adressées, en précisant la référence du poste à:
**Madame FREY — Division AMG — CNET LANNION B
2201 LANNION**

Pour son important centre d'études de
LYON
**UNE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
INDUSTRIELLE**
en expansion continue depuis 4 ans,
recherche:

**DES INGÉNIEURS
CONFIRMÉS
DES INGÉNIEURS
DÉBUTANTS**

dans l'un des domaines suivants:
• MICROPROCESSEURS réf. 8041
• ÉLECTRONIQUE ET AUTOMATISME réf. 8042
• ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE réf. 8043
• TRANSISTORS DE PUISSANCE EN COMMUTATION réf. 8044

UN INGÉNIEUR réf. 80401

responsable d'études de la maintenabilité et de la maintenance des systèmes et des produits.

**TECHNICIENS EN
ÉLECTRONIQUE OU
ÉLECTROTECHNIQUE**

BTS ou DUT réf. 80402

**UN INGÉNIEUR
D'AFFAIRES** réf. 80408

pour seconder un chef d'affaires dans la gestion et le suivi d'affaires industrielles importantes. De formation ESE, INPG, ou équivalent il aura si possible une expérience de l'électronique de traction. Le candidat devra être susceptible de pouvoir évoluer à terme vers un poste de chef d'affaires.

UN TECHNICIEN réf. 80409

assistant d'ingénieur (homme ou femme) pour seconder un ingénieur d'affaires. De formation DUT, BTS ou équivalent, il aura si possible une expérience dans un poste d'assistant d'ingénieur ou dans un poste d'études ou de mise au point de systèmes industriels complexes.

DISCRÉTION ASSURÉE
lettre manuscrite, CV détaillé et photo en indiquant la référence du poste souhaité:
ARP communication
79 rue de Séze - 69451 Lyon Cedex 3

Directeur Général
200 000/an +

Notre société, une PMI française parmi les plus performantes dans l'équipement de la maison (C.A. 77 : 30 M ; objectif 80 : 60 M ; excellente rentabilité) a en cours d'importants projets de développement. Nous recherchons pour notre siège près d'une grande ville universitaire de l'Est, notre **DIRECTEUR GÉNÉRAL**. Ce poste de confiance intéresse un meneur d'hommes, 38 ans minimum, pouvant se prévaloir d'une formation supérieure commerciale ou de gestion et d'une expérience confirmée de Direction Générale ou Commerciale, acquise de préférence dans la même branche. Anglais indispensables. Réelles possibilités d'évolution pour un directeur ayant le goût du challenge. Logement de fonction assuré. Merci d'adresser votre candidature sous référence 80104 M à François CORNEVIN qui traitera confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Directeur Industriel
Bretagne - 300 000 +

Cette société française réputée, leader dans sa branche, bénéficie d'une longue expérience de la conception, de la fabrication et de la vente en France et à l'étranger d'équipements collectifs et individuels. Pour une grande unité de production employant 1 500 personnes, située en Bretagne à proximité du littoral, elle recherche un directeur. Ingénieur diplômé de Centrale ou A.M., âgé de plus de 40 ans, vous avez une expérience industrielle approfondie dont les cinq dernières années au moins ont été consacrées à la fabrication et au montage en série de matériels mécaniques ou électriques (automobile, électro-ménager, etc.). Vous pourriez vous voir l'occasion de couronner votre carrière par une mission de très haut niveau stratégique et opérationnel couvrant l'ensemble des fonctions : fabrication, contrôle, méthodes, ordonnancement, approvisionnements, prix de revient, personnel, services généraux. Ce poste est rattaché à la Direction générale. Il exige à la fois de la compétence professionnelle et des qualités humaines prouvées permettant de diriger et d'animer cet ensemble industriel intégré dans un environnement traditionnel. Cette recherche est conduite de façon totalement confidentielle. Votre candidature ne sera éventuellement transmise à la société qu'avec votre accord préalable. Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, CV, photo, rémunération, à S. REYMOND, 24, pl. Filion 75017 PARIS, sous réf. 107 M.

**Spécialiste personnel
et juridique à Cognac**

Après du Secrétaire Général et de la Direction Générale de notre entreprise (importante société de Cognac - C.A. 130 millions), vos missions essentielles seront: la gestion de la vie collective de la société et le dialogue avec les partenaires sociaux (comité d'entreprise et CSE). La responsabilité des problèmes juridiques spécifiques à notre activité (dépôts de marques, contrats divers et problèmes d'assurances). Vous serez également chargé par notre Direction Générale de missions spécifiques et d'études relevant de votre compétence. Environ 40 ans, une formation juridique, une expérience confirmée de la gestion du personnel sont les critères essentiels que nous retenons pour ce poste. Mais c'est surtout un homme dynamique capable d'assister efficacement notre équipe de Direction qui retiendra notre intérêt. Jacqueline Sigot vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. A 590, 1 rue de Saint 75008 Paris.

**Bernard Juhiet
Psychom**
Membre de Syntec

ANALYSTES PROGRAMMEURS SYSTÈME Informatique de Gestion
ORLÈANS

O.C.M.C., première société française d'informatique de Gestion (1 200 pers. - C.A. : 270 millions de F), recherche des **ANALYSTES PROGRAMMEURS SYSTÈME** pour son Centre de Traitement d'ORLÈANS. Sous l'autorité d'un Ingénieur Système, ils participeront à l'analyse et au développement des systèmes d'exploitation utilisés par le Centre (matériel IBM 370/158 et 3082) et ils en assureront la maintenance. Ils participeront à la mise en place des matériels et logiciels fournis par le constructeur. Les candidats retenus, de formation I.U.T., Maitrise d'Informatique option systèmes ou maîtrise de programmation, posséderont, et posséderont, une première expérience, même brève, de la programmation et de l'analyse ainsi que le langage Assembler. Une formation complémentaire (matériels et langages) sera assurée. Ror. réf. 346/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

(cacharel)

Une grille prestigieuse dans le prêt-à-porter féminin, une équipe tout entière passionnée par la création, une expansion exceptionnelle et permanente depuis 10 ans qui nous a fait accéder à un niveau industriel (5 usines, 1 400 personnes), tout cela va de pair avec une gestion rigoureuse. Dans cet esprit notre Directeur Financier veut s'adjointre personnellement un cadre de gestion.

chef comptable

Responsable de la comptabilité générale, comptabilité clients et fournisseurs, déclarations, bilan, consolidation au niveau du groupe, vous dirigerez l'activité de 25 personnes, dont 3 chefs de section. Vous bénéficierez d'une large autonomie, incluant des contacts avec commissaire aux comptes, conseil fiscal, expert comptable. A votre disposition: un outil informatique puissant. Jeune, de formation supérieure complétée par un perfectionnement comptable niveau expert, vous avez une expérience analogue de plusieurs années en entreprise. Rigueur, méthode et bonne adaptation à la surchauffe sont indispensables pour réussir chez nous. Poste basé à notre centre de gestion, près de Nîmes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s. réf. M 409, à Monsieur Claude, Société Cacharel, route de Sommières, 30820, Caveirac, qui vous assure réponse et discrétion.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ingénieur agronome
TECHICO-COMMERCE

DIRECTION

CHIEF DE SERVICE DU PERSONNEL

UNE ADJOINTE AU CHIEF DE BUREAU

JEUNES DIPLÔMÉS
E.S.C., universitaires ou ingénieurs

egor promotion
2 rue de Belfort 75008 Paris

SOCIÉTÉ RÉGION PARISIENNE
recherche
pour son bureau de **TOULON**

UN JEUNE INGÉNIEUR LIBÉRÉ O.M.

Formation et analyse de résultats

Envoyez CV, références et photo sous réf. 8044 M à **BLEU Publicité**
100 rue de Vincennes

CHEF DU PERSONNEL

Envoyez CV, références et photo sous réf. 8044 M à **BLEU Publicité**
100 rue de Vincennes

ENTREPRISE COMMERCIALE DE BESANCON
(200 Personnes environ)
OFFRE UNE SITUATION DE

chef du personnel

RATTACHE À LA DIRECTION GÉNÉRALE

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, connaissant bien la législation du travail, ayant une bonne expérience de plusieurs années de la gestion du Personnel et si possible de la paie informatisée. Il assistera la Direction Générale dans les relations avec les partenaires sociaux. Personnalité et goût des contacts indispensables. Être libre rapidement si possible. Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV et photo (si possible) en indiquant rémunération actuelle à No 55.598 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MATRA
recherche pour sa Division TRANSPORTS
région LILLOISE, un

**INGÉNIEUR
Grande Ecole**

Il aura pour mission, sous la responsabilité d'un ingénieur expérimenté, de définir en relation avec l'exploitant les modes d'opération précis de ce métro à pilotage entièrement automatique, d'en vérifier et d'en améliorer l'efficacité au cours des essais et des différentes phases de mise en exploitation. Ce poste conviendrait à un candidat débutant à 2 ans d'expérience, possédant de bonnes connaissances en automatique, mécanique et/ou électromécanique. Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 627

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

La Ville d'AMIENS
(+ 150 000 habitants)
recherche
un **DIRECTEUR**
pour son Ecole nationale
de Musique.
Heures d'enseignement possibles:
recherche
31 MAI 1980
Envoyez, candidat, et C.V. à la
Mairie d'AMIENS, B.P. 270,
80027 AMIENS CEDEX
ORGANISME DE FORMATION
INTER-REGIONS recherche
ASSISTANT (E)
DE FORMATION
Veuillez adresser:
Env. C.V. + photo + présent.
IPROP, 2 bis, rue de Villiers
Joffre, 92021 NANTERRE Ced.
Société juridique et fiscale
de France recherche
**CONSEILS EN DROIT
FISCAL**
Pour région Ouest
— expérience professionnelle et
formation supérieure,
— sens des contacts humains,
— goût du travail en équipe
— indépendance et d'avenir.
Débutants s'abstenir.
Discrétion assurée.
Ecr. s. réf. M16 à P. HAGEGE
FIDAL, 2 bis, rue de Villiers
Joffre, 92021 NANTERRE Ced.
Société juridique et fiscale
de France recherche
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**
30 ans minimum
connaissances informatiques ap-
profondies, diplômes E.S.C.
E.D.E.C., D.E.C.S.
Adressez curriculum vitae +
photo + présentations.
Ecr. s. réf. 805 à "Le Monde" Pub.
5, r. Valentin, 75007 Paris ced. 19
Instit cabinet de conseils
recherche
FISCALISTE
pour région Troyes-Reims
— ayant déjà une expérience
pratique,
— de préf. ancien inspecteur
des impôts,
— ses des contacts humains et
goût du travail en équipe
indispensables,
— situation intéressante stable
et d'avenir.
Discrétion assurée.
Ecr. s. réf. 805 à P. LICHAU
S.A. B.P. 228 - 75003 PARIS
cedex 03 qui transmettra.
**GROUPE INDUSTRIEL
INTERNATIONAL**
leader mondial dans sa bran-
che, recher. pour deux impor-
tantes usines de fabrication
en Normandie et Champagne :
CHEF DU PERSONNEL
confirmé, 5 ans d'expérience
minimum. Envoyez. présentations,
C.V., détails, photo, réf. 715,
Marianne Publicité,
24, rue Renéequin, 75017 PARIS

Nous recherchons pour notre Siège
Européen à Grenoble, un

**AUDITEUR
INTERNE**

qui s'assurera que les filiales appliquent les instructions de la Division Europe en matière financière, comptable et opérationnelle, et participera à l'analyse et à l'amélioration des systèmes comptables et opérationnels en place. Ce poste demande un niveau supérieur et 4-5 ans d'expérience comptable de préférence dans une entreprise anglo-saxonne. Une expérience d'auditeur interne est souhaitée. La parfaite maîtrise de l'anglais est exigée. Adressez C.V. détaillé en anglais, avec niveau de rémunération souhaité au Directeur du Personnel.

SECTION DICKINSON 47, A. Marie-Reynard
38100 Grenoble - France

SEIMA
Importante Société d'équipement
automobile
recherche pour son usine
de **SAINT-SAUVIN (TROYES)**

UN CHEF DE PERSONNEL

En plus de vos connaissances en Droit du travail et de votre expérience en administration du Personnel et en paie informatisée, nous souhaitons trouver en vous :
— de réelles aptitudes de gestion du personnel ;
— une capacité pour saluer et renforcer le climat de coopération permanente dans l'esprit de l'équipe de Direction ;
— une imagination novatrice orientée vers l'amélioration constante du climat de l'usine ;
— une forte personnalité, le goût de la précision.

Env. C.V. et prêt. à la Direction du Personnel,
31, rue de Paris - 58100 SAINT-CLEMENT

SOCIÉTÉ AEROSPATIALE
recherche
pour son Centre du SUD-OUEST

**INGÉNIEUR
Grandes Ecoles**

Sup Télécom - ESE ou équivalent

Possédant 10 ans d'expérience des programmes télécommunications pour exercer des responsabilités d'animation et d'expertise technique au sein d'une équipe d'ingénierie système. Anglois courant indispensable. Déplacements fréquents France et étranger. Adressez CV, rémunération souhaitée et photo sous No 7678 à **PARFRANCE Annonces** 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

حکومت الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

ingénieur agronome
TECHNICO-COMMERCIAL

Nous sommes une importante société du Nord de la France, 1000 personnes, 400 Millions de C.A. Nous recherchons un Ingénieur Agronome ayant déjà quelques années d'expérience pour prendre la

DIRECTION

d'une toute jeune filiale ayant à lancer un "produit" nouveau d'avenir. Il doit être un homme de développement technico-commercial. Connaissances de l'anglais souhaitées. Déplacements fréquents.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 1300-M à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising 13, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ENTREPRISE REGION AIX-MARSEILLE

recherche un

CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

de formation supérieure ayant occupé cette fonction plusieurs années dans grosse entreprise. Connaissances en droit du travail et législation sociale, expérience dans la liaison avec un service informatique, dans le recrutement et dans les relations avec les représentants du personnel indispensables. Age souhaité : 35 ans environ.

Ecrire avec C.V., photo indiquant prétentions ou salaire actuel à HAVAS AIX-EN-PROVENCE, 1171, qui transmettra - Discretion assurée.

STE DES HYPERMAGASINS BRETONS

MORLAIX, recherche

UNE ADJOINTE AU CHEF DE BUREAU

ayant quelques connaissances travaux administratifs sur ordinateur. Ce poste est un poste à responsabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Sté des Hypermagasins Bretons - Mr Windels 21, rue Auber - 75009 Paris

Normandie GRANDE DISTRIBUTION

JEUNES DIPLÔMÉS E.S.C., universitaires ou ingénieurs

Notre société, l'un des premiers groupes français de distribution se développant à un rythme constant, vous offre des opportunités de carrière. Opérationnels dès votre entrée en fonction, vous assurerez des responsabilités croissantes : Chef de Rayon, Chef de Secteur, Contrôleur de Gestion, Directeur du Magasin. Seule votre exigence vis-à-vis de vous-même, votre sens commercial, vos qualités de gestionnaire et d'animateur conditionneront votre évolution. Les structures de notre Groupe permettent à des hommes de valeur de mesurer pleinement leur efficacité. Une première expérience de l'entreprise est souhaitée. Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, C.V., photo et salaire actuel sous référence M 11570 B, à :

egor promotion 8 rue de Berni 75008 Paris

SOCIÉTÉ RÉGION PARISIENNE

recherche

pour son bureau de TOULON

UN JEUNE INGÉNIEUR LIBÉRÉ O.M.

Pour synthèse et analyse de résultats d'essais.

Envoyer C.V., prétentions et photo sous réf. 92644 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Labele 94300 VINCENNES

LA SOCIÉTÉ DE TRACTION CEM-ORBLIKON

recherche

pour son USINE d'ORNANS (300 personnes) proche BESANCON

CHEF DU PERSONNEL

rattaché au Directeur de l'Usine.

Il sera responsable de tout ce qui touche la gestion du personnel et les problèmes de sécurité. Logement confortable assuré.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à M. le Directeur - Sté de Traction CEM-ORBLIKON, 25200 ORNANS - Discretion totale assurée.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BOUYGUES

poursuit son développement international et offre de réelles opportunités de carrière à des

INGENIEURS

Diplômés de Grande Ecole

Vous avez environ 30 ans et une expérience de quelques années acquises dans les

travaux publics

Vous vous posez des questions sur votre avenir. Nous pouvons y répondre en vous proposant des postes à responsabilités effectives dans nos secteurs

TRAVAUX - COMMERCIAL - ETUDES de PRIX - METHODES

dans nos différents centres en région parisienne et dans toutes les régions de France. Après avoir prouvé vos capacités, nous vous aiderons à développer votre carrière en France ou à l'Etranger.

Ecrire à Thierry PIQUE - Directeur du Personnel BOUYGUES B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX

qui, en liaison avec les responsables de nos différentes Sociétés, étudiera votre candidature.

Importante Société de matériel médical

Paris-4

recherche

pour son Service informatique

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

sur IBM 2/15 sous CCP.

Références : 2 ans minimum dans la fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/n° 92715, M. Siau, 17, r. Labele, 94300 Vincennes

Société de Formation recherche pour région parisienne

INGENIEUR en ASSAISE

Connaissant exploitation et sécurité des réseaux et postes électriques haute et basse tension.

Ecr. n° T 89550 M. Régis-Py, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

électronique professionnelle

PARIS

INGENIEUR APRES-VENTE

Notre Société commercialise en France des biens d'équipement électroniques destinés à une clientèle variée.

Nous recherchons, pour assister notre Directeur régional Ile de France, UN INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME.

Il sera chargé de l'animation d'une importante équipe de techniciens, de la coordination de nos sous-traitants et des interventions techniques dans des affaires complexes.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans et doté d'une forte personnalité, pourra évoluer ensuite vers une fonction de responsable du SAV Central.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 55131, CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME SECTEUR ASSURANCES

recherche

analystes programmeurs

Formation Baccalauréat minimum.

Avant 1 ou 2 années d'expérience PL1 et/ou DL1 pour participer à la mise en place d'applications de gestion sur IBM 3031 - VM/CMS.

Faire acte de candidature sous référence 1629/M à Jean PORRACCHIA



CARRIERES INFORMATIQUES conseil en recrutement

149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

en pleine expansion

(100% par an depuis 2 ans)

recherche

ingénieurs de laboratoire

de 2 à 10 ans d'expérience pour l'étude et le développement de matériels et de systèmes à base de microprocesseurs automatisés - transmissions numériques

Adresser CV à no 52984 Contessa Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CENTRALE D'ACHATS NATIONALE

DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Siège Région Parisienne

rech. un

ACHETEUR CHEF DE PRODUITS

VAISSELLE - MENAGE - ARTICLES

D'ENTRETIEN

ACC. SANITAIRES

VOLUME D'ACHAT : 120 MF/an pour HYPER, SUPERS et CATALOGUE.

Elabore une politique « Rayon » avec la D.C., des collections et NEGOCIE avec les Fournisseurs. Conseil en « Gestion Commerciale » du rayon auprès de chaque Magasin.

« PROFESSIONNEL » DANS SON RAYON (indispensable)

• tourné à la fois vers l'ACHAT et vers la VENTE.

• Expérience indispensable ACHAT mêmes produits dans CENTRALE.

• Connaissance approfondie des sources d'approvisionnement FRANCE et ETRANGER.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo et réf. 4361 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Contexte européen

pour un secrétaire général

Européen ? Parce qu'à Strasbourg et parce que nous appartenons à un groupe de dimension internationale, très actif en Europe. Nous sommes ambitieux pour notre Secrétaire Général. Il doit être notre conscience juridique, l'homme compétent auquel on se réfère naturellement en matière de droit des sociétés et qui traite tous nos problèmes courants de législation commerciale ou industrielle et de contentieux. Mais aussi un homme-pivot auquel nous voulons confier certains dossiers complexes d'ordre administratif et même financier, parce que son esprit de synthèse et son aptitude au contact s'imposent à tous. Des qualités qu'il va par ailleurs utiliser dans les relations avec ses homologues du groupe Heineken.

Vous réalisez que ce n'est pas seulement d'un fin juriste que nous avons besoin. Pendant une dizaine d'années, vous venez d'éprouver votre formation supérieure, vos connaissances juridiques et financières au contact de l'entreprise et vous avez déjà travaillé en milieu international. A juste titre, vous pensez que cette fonction, dans une société de notre taille (CA environ 500 MF) est maintenant à votre portée et peut vous ouvrir des horizons prometteurs.

Les consultants de SIRCA étudieront votre candidature ; faites-leur connaître, sous référence 802 381 M, que vous êtes prêt(e) à nous rejoindre, en précisant vos prétentions et en confirmant votre très bonne pratique de l'anglais.



SIRCA

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES SNEC



varian

La division des équipements industriels de Varian pour faire face à l'accroissement spectaculaire du parc de machines installées en France, recherche des :

ingénieurs ou techniciens

POUR SERVICE APRES-VENTE SUR MATERIEL D'IMPLANTATION IONIQUE

Mission :

après avoir reçu une formation complète sur nos équipements ils seront chargés de l'installation et de la maintenance d'implants ioniques Varian/Extion chez notre clientèle (industriels de la micro-électronique).

Les candidats retenus devront :

• avoir une formation de base en électronique

• pouvoir s'exprimer en anglais

• une expérience préalable sur matériel de production du vide sera appréciée.

Postes à pourvoir : ORSAY (91)

• REGION RHONE-ALPES

Déplacements fréquents, éventuellement à l'étranger. Voiture de fonction fournie.

Ecrire avec CV et prétentions, Service du Personnel, réf. I.E.O. à l'attention de Madame LEVIEUX, B.P. 12, 91401 Orsay Cedex

cnet

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

(PARIS A)

ISSY-LES-MOULINEAUX

recrute pour sa

DIVISION RESEAUX

DISTRIBUTIONS SERVICES

Département réseaux à valeur ajoutée, des

INGENIEURS

de haut niveau : UNIVERSITAIRE,

ou GRANDE-ECOLE

Postes à pourvoir : • CHEF de son EQUIPE RESEAUX de communication de l'écrit (plusieurs années d'expérience en architecture de réseaux sont indispensables).

• Plusieurs INGENIEURS pour participer à la définition de réseaux télématiques : vidéo, télex, annuaire électronique, radio-mobilité (une expérience professionnelle, en électronique, télé-informatique et réseaux est hautement souhaitée.)

Anglais indispensable.

Adresser CV détaillé et prétentions au CNET - Centre Paris A, Division RDS

38/40, avenue du Général Leclerc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Poste à créer - Paris

140.000 +

Jeune cadre commercial

de formation Juridique/commerciale

Groupe international européen, spécialisé dans la vente de services - destinés aux particuliers - relatifs aux biens de très grand standing. Poursuivant notre développement international, nous créons une filiale en France et recherchons un jeune cadre commercial qui devra assurer le développement de nos affaires sur le marché parisien, puis national.

Il devra :

- Mener des missions de prospection et de négociation.
- Superviser des actions promotionnelles et publicitaires.
- Mettre en place et animer une petite équipe commerciale.

Il assurera la gestion de notre filiale dont il pourra, rapidement, devenir le Directeur. Ces fonctions impliquent obligatoirement la possession d'un diplôme d'Etudes Supérieures juridiques, économiques ou commerciales. La pratique courante de l'anglais, une expérience de 4 ans au minimum de la vente de services, produits de standing sont nécessaires. La connaissance de l'italien est appréciée.

Sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71549/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Pour accélérer encore le développement rapide de trois gammes de produits

cidelcem

recherche

un véritable CHEF de PRODUITS HF

Notre marché est celui de la restauration sociale et commerciale. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des équipements de manutention et de stockage, et sommes leader européen dans notre créneau, en rapide expansion en France et à l'étranger. Nous recherchons un(e) jeune diplômé(e) foncier et imaginatif, ayant quelques années d'expérience marketing, p.ex. comme Assistant Chef de Produits Biens d'Équipement. Anglais courant nécessaire, allemand apprécié.

Ses responsabilités : promotion, gestion, animation des produits existants, définition des objectifs, assistance à la Direction Commerciale, formation vendeurs revendeurs, développement nouveaux produits et marchés. Basé à Paris, directement rattaché à la D.G., il aura des déplacements en France et en Europe. Possibilités d'évolution rapide dans l'entreprise.

Sélé CEGOS

Rémunération fixe + primes sur objectifs, voiture de fonction. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé, sous Réf. 11589/M à D. de Larivière qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Tél. 772.31.32.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Liège, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.



DIVISION TELECOMMUNICATIONS

CADRES DE GESTION COMPTABLE

Formation ESSEC - Sciences Po - Sup de Co - Maîtrise Sciences éco.

Les candidats retenus seront affectés dans les services comptables puis après un passage de quelques années dirigés, s'ils le souhaitent, dans des postes de

contrôle de gestion

Une première expérience comptable d'audit est souhaitable.

Adresser C.V., photo et prétentions à J.P. GALLAIS - 16, rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

d'un grand hôtel Parisien

Nous sommes un établissement prestigieux de Paris et faisant partie d'une chaîne internationale d'hôtels de luxe. En raison du départ à la retraite de notre Collaborateur, nous recherchons pour Septembre 80 un homme ou une femme possédant une expérience confirmée dans cette fonction. La connaissance de l'anglais ou du français sera un atout mais nous ne l'exigeons pas. Rattaché (e) au Directeur Général de l'établissement, la fonction englobe le recrutement, la gestion, les relations avec les différents partenaires, la formation etc. Notre effectif 500 personnes. Nous souhaitons accueillir un (e) collaborateur (rice) possédant une personnalité affirmée et un sens aigu de la communication. L'anglais est exigé.

Merci de nous adresser votre C.V. et photo sous référence 75 15 à Bernard JOULIN à qui nous avons confié cette recherche.

NORAY Consultants
28, rue de l'Écluseur
75010 PARIS
Téléphone : 246.12.28

Un important établissement financier privé recrute, pour son siège à Paris, un

Ingénieur Système (VM-DOS/VS)

D'un bon niveau de formation, évolutif et ayant 2 à 3 années d'expérience, il prendra en charge dans un premier temps la mise en place du changement d'exploitation actuel (passage de DOS/VS sur 370/155 à VM sur 3032).

Il assurera un rôle plus général de conseil interne pour définir les systèmes et aider à leur mise en place, concevoir de nouvelles méthodes, etc.

GROUPE

La connaissance de MVS, CICS et/ou d'OLI serait un atout.

Ce recrutement a été confié à

ETHNOS

Recrutement et Orientation de Personnel - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS, qui recevra les candidatures sous la réf. 79066 M.

Dans le cadre de grands projets industriels, une importante société de techniques avancées (Région Parisienne) recrute des

Ingénieurs Grandes Ecoles

Informaticiens Logiciel

Matériel Informatique

Plusieurs postes sont offerts à des ingénieurs diplômés de l'ESE, ENST, IMAG... débutants ou ayant jusqu'à 5 années d'expérience. Ils seront affectés au développement de grands projets logiciels de type temps réel dans le domaine du traitement d'images. La connaissance des matériels SOLAR et VAX est nécessaire.

Réf. 255

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle dans ce domaine, cet ingénieur (Grande École ou niveau équivalent) prendra en charge le suivi de réalisations et l'implantation de matériels informatiques.

Réf. 256

Les dossiers de candidature avec C.V. sont à adresser sous la référence correspondante à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

télécommunications

PARIS

Notre Société conçoit, produit et commercialise des réseaux de télécommunications mettant en œuvre des techniques de pointe.

Nous recherchons pour secondar notre Directeur Régional

1 INGENIEUR COMMERCIAL CONFIRME

Responsable du développement d'un important portefeuille de clientèle, il devra négocier à haut niveau, élaborer des propositions complexes et assurer la maîtrise d'œuvre d'affaires importantes.

Ce poste s'adresse en priorité à un INGENIEUR DIPLOME d'une grande école à vocation électronique, justifiant de plusieurs années d'expérience et susceptible d'assumer à terme des responsabilités importantes au sein de notre Société.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence No 55327 à CONTESSA PUBLICITE - 20 avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

NI2i

25, rue de la Gare
92302 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

Société de Service recherche :

1) INGENIEURS DIPLOMÉS SUP TÉLÉCOM

Expérience de réseaux physiques appréciée mais non nécessaire.

2) INGENIEURS DIPLOMÉS D'AUTRES ECOLES

possédant une réelle expérience des réseaux de télécommunications.

Adresser C.V. et prétentions sous référence RO Télécom



SERETE AMÉNAGEMENT

Société de promotion de centres commerciaux et d'équipements de loisirs intervenant notamment dans le Forum des Halles, le Centre Commercial de la Défense, le Rond Point des Champs-Élysées...

ASSISTANTES de DIRECTION GÉNÉRALE

Missions : Elles devront effectuer des tâches ponctuelles ou continues dans les domaines du développement, de la communication, de la gestion, avec des interventions dans la conception, la rédaction de dossiers ou le suivi de la réalisation.

Profil : Coïncider aux aspects très variés exige :
- une formation supérieure (Sciences-Po, licences littéraires...),
- 25/35 ans,
- d'excellentes qualités de rédaction
- un bon contact
- une excellente présentation.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions à SERETE-AMÉNAGEMENT - Direction du Personnel 63, rue de la Boétie - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

SGS recrute

Un Jeune Chef de Projet

Formation Ingénieur 2 à 3 ans d'expérience en analyse programmation (formation CICS appréciée).

Il aura la responsabilité du développement d'une importante application de gestion qui nous est confiée par un des clients dans le secteur de la distribution.

Envoyez C.V. et prétentions à SGS - BP 215-16, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS, sous référence GR 04/L

Constructeur de maisons individuelles traditionnelles - maisons implantées sur 20 départements

recherche :

DIRECTEURS GÉNÉRAUX

(commerciaux ou techniciens de haut niveau) pour assurer la Direction Générale de 2 ou 3 départements dans le cadre de sociétés indépendantes.

• NOUS VOUS APPORTONS :
- nos organisations techniques, commerciales et comptables
- un personnel sélectionné et compétent
- des locaux fonctionnels
- une clientèle existante
- des références.

• NOUS VOUS DEMANDONS :
- la volonté de devenir notre patron.
- une expérience solide.
- un sens de l'organisation.
- une grande rigueur.

• VOTRE POSITION :
- Directeur Général de la Société et actionnaire principal.
- Il est nécessaire de pouvoir disposer de 300.000 francs minimum.

Secteurs d'activités disponibles 28-36-41-45-58-72-84. Envoyez C.V., références + photo n° T 61923 M. BÉGIN-PRESSE, 65 bis, rue Beaumartin, 75002 Paris.

BANQUE HERVET

recherche pour ses structures d'exploitation PARIS ET RÉGION CENTRE

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

HEC, ESSEC, ESCP ou ESCAE Province

pour leur confier au terme d'un stage de six mois la responsabilité d'un portefeuille de clientèle privée ou d'entreprises dont ils auront à assurer le développement en organisant les actions de prospection appropriées.

La rémunération est motivante. Réponse assurée à toute candidature répondant à la formation ci-dessus.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à la BANQUE HERVET, Direction du Personnel, 127, av. Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

futur crédit manager

HF

Un important ÉTABLISSEMENT FINANCIER (seulement pour les hommes) de la profession recherche un(e) futur(e) CRÉDIT MANAGER.

Sa mission sera de développer et de contrôler la mise en place d'une nouvelle technique de sélection des clients et de participer à la formation des équipes chargées de l'application.

Ce poste conviendrait à un(e) DIPLOMÉ(e) d'une ÉCOLE SUPÉRIEURE de COMMERCE ayant acquis 1 ou 2 années d'expérience dans le secteur des Banques ou des Assurances. Une connaissance de la langue anglaise sera appréciée.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1231 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

THE CHASE MANHATTAN BANK

PARIS

recherche pour son Centre Général d'Analyses et de Services de la Direction de l'Administration de Paris

auditeur interne

pour effectuer le contrôle des opérations internes de la Banque et de ses filiales, assurer la mise en œuvre des procédures de contrôle interne, de gestion et de sécurité.

Le candidat, de formation supérieure (Grande École, IEP, etc.), devra avoir une expérience de 3 à 5 ans d'auditeur interne dans une banque ou une entreprise de grande dimension.

Ce poste implique de nombreux déplacements en Europe et en Afrique. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à The Chase Manhattan Bank, 51 rue de la Harpe, 75005 Paris.

Formation supérieure, le GROUPE IF - Société de conseil en informatique de gestion - recrute de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants ou expérimentés pour la mise en œuvre de programmes de calcul et de simulation.

Une formation de formation diplômée pour des études de 18 mois de durée variable à une équipe spécialisée de la recherche et du développement.

Le programme des 3 années du groupe sera des postes de responsabilité.

Une offre formation, accompagnée d'un C.V. doit être envoyée à l'adresse suivante : GROUPE IF - INFORMATIQUE ET ENTREPRISE - 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

مكتبة الامم المتحدة

الطريق الى...

cdelcem
CHIEF de PRODUITS

Ingénieur Système

communications

INGENIERIA COMMERCIAL CONFIRME

BANQUE HERVE

JEUNES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

credit

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SINTRA Groupe CGE

SINTRA (Société Industrielle des Nouvelles Techniques Radioélectriques et de l'Électronique Française)
SINTRA connaît sur ses marchés une progression régulière et est amenée à proposer divers postes pour faire face à ce développement.

Ingénieurs

Ingénieurs Electroniciens Débutants

Ils prendront en charge des études de systèmes à haute fiabilité et haute sécurité de fonctionnement destinés à être intégrés en micro-électronique.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école détenant travailler dans l'analogique.
(Réf. M 200)

Ingénieur Electronicien Confirmé

Il se verra confier des ensembles destinés à fonctionner dans des environnements perturbés.
Ce poste sera confié à un ingénieur Electronicien possédant de préférence des connaissances en composants unipolaires.
(Réf. M 201)

Ingénieurs Logiciel Débutants

Ils prendront en charge la réalisation de systèmes de contrôle industriel en temps réel sur mini-calculateur.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école ou possédant une maîtrise d'informatique.
(Réf. M 202)

Ingénieurs de Projets Ingénieurs d'Affaires

Ils seront chargés de la conception et de l'établissement de projets techniques de produits électroniques spéciaux ou de systèmes informatiques temps réel dans un secteur d'applications.
Ils seront également chargés du suivi et de la coordination interne et externe des études, des réalisations et des mises en œuvre, en contact permanent avec le client, pour des affaires en cours dans ce secteur.
Une expérience de 3 à 5 ans dans des laboratoires d'études (tant matériel que logiciel) est nécessaire.
(Réf. M 203)

Ingénieurs Logiciel Confirmés

Ils se verront confier la réalisation de systèmes de contrôle industriel en temps réel sur mini-calculateur.
Ils devront être en mesure d'évoluer, à terme, vers des postes de Chef de Projet Logiciel.
Ces postes conviendront à des ingénieurs logiciel, grande école, justifiant d'une expérience de 4 à 5 ans et connaissant les mini-calculateurs et le langage Assembleur.
(Réf. M 204)

Techniciens

Techniciens de Laboratoire

Ils interviendront dans l'étude de systèmes performants.
Ces postes conviendront à des Techniciens de niveau BTS ou DUT option électronique débutants ou possédant une ou deux années d'expérience.
(Réf. M 205)

Techniciens de Maintenance

Ils auront à assurer auprès de la clientèle de province le suivi de systèmes de contrôle de processus industriels.
Outre une bonne connaissance en logique, calculateur, périphérique d'informatique et circuits analogiques, ils justifieront d'une expérience de plusieurs années.
(Réf. M 206)

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence correspondante au SERVICE DU PERSONNEL.
SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES (Réponse et discrétion assurées)

SFIM
SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
MASSY (91), recherche pour sa Direction «Contrôle et Qualité»
un INGENIEUR
POSITION II

Le poste pourrait convenir à un ingénieur diplômé (ENSI - INSA etc...) option électromécanique, électrotechnique, physique générale, ou électronique.
Une expérience industrielle de problèmes liés à l'optique géométrique et physique est indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions (réf. 231) Service du Personnel B.P. 74 - 91301 MASSY

Une des plus importantes sociétés de Conseil en Informatique renforce son équipe de Direction pour assurer la maîtrise de son expansion rapide.
Elle recherche :

consultant de haut niveau
qui sera l'adjoint du Directeur de son

département industries

Il partagera la charge du développement de son département, assurera des missions de conseil de niveau élevé et le pilotage d'équipes sur des contrats importants.
Le groupe auquel appartient cette société offre de réelles opportunités de carrière.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 226 TA, à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche pour l'ouverture d'un magasin de 2000 M2 en Banlieue Nord-Ouest

UN COMPTABLE CONFIRMÉ

Il sera rattaché au Directeur du Magasin et aura la responsabilité de la comptabilité générale et analytique.

- Expérience professionnelle indispensable.
- Rémunération x 13 + avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 91872 M à BLEU Publicité 41, Avenue du Château 93300 VINCENNES

THE CHASE MANHATTAN BANK PARIS
recherche pour son Département General Auditing rattaché directement au Conseil d'Administration du Siège

auditeur interne

pour effectuer le contrôle des opérations bancaires des états financiers de la banque; utilisation des méthodes d'opérationnel auditing et de la télé-informatique.

Le candidat, de formation universitaire / Grande Ecole / CPA / ACA ou IFE, aura un ou deux ans d'expérience de l'audit bancaire ou une expérience approfondie de la banque. Il devra être parfaitement bilingue Français-Anglais ou de langue maternelle anglaise; l'espagnol sera un atout.
Ce poste implique de nombreux déplacements en Europe et en Afrique francophone.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle au Service Recrutement, Elisabeth LAMERAT, The Chase Manhattan Bank, 41 rue Cambon 75001 Paris.

Poursuivant son expansion, LE GROUPE I.E. - société de conseil en informatique de gestion - recrute de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une activité d'ingénieurs conseils de haut niveau.
Une session de formation débute pour eux le 15 juillet 80 suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en relation directe avec nos clients.
La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrières motivantes liées aux efforts personnels.

GROUPE I.E. Une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo sont à adresser, sous la réf. 457 à **INFORMATIQUE ET ENTREPRISE** Conseil en Informatique de Gestion - 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris.

UNE ÉQUIPE DE CONSEILLERS D'ENTREPRISE
en pleine expansion et ayant de grandes ambitions, recherche des

INGÉNIEURS DE PREMIER PLAN

pour participer à la réalisation de ses projets de développement

- Les candidats devront avoir une expérience approfondie à la fois d'intervention dans l'entreprise et comme animateurs de formation. Ils devront être diplômés d'une grande école et avoir acquis une formation complémentaire à l'organisation et à la gestion de l'entreprise dans un institut spécialisé.

Nous recherchons :

- un **INGÉNIEUR EN CHEF**
- un **INGÉNIEUR PRINCIPAL**

experts en **GESTION INDUSTRIELLE** et particulièrement compétents dans l'un des domaines suivants :

- Ordonnancement, des fabrications, méthodes de prévision et de gestion des stocks, analyse de valeur, Fonction Méthodes, études de postes, études MTM 1 et 2, études logistiques.
- Les candidats devront avoir des **EXPÉRIENCES DE TOUT PREMIER ORDRE DE RÉALISATIONS.**
- Les rémunérations que nous pratiquons sont parmi les plus élevées de la profession.
- Adr. curriculum vitae manuscrit détaillé à :

PAUL LAMBERT CONSEILS
98, avenue du Boeuf
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Nous vous assurons la plus entière discrétion.

fonction personnel

Nous sommes une des filiales du secteur Télécommunications d'un groupe industriel très dynamique (MATRA). Le décloppement de notre C.A. depuis 5 ans et nos ambitions dans le secteur des matériels pour la communication d'affaires et la bureautique, nécessitent un renforcement considérable de nos équipes et la création d'un poste de :

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Sa fonction sera de prendre en charge les opérations de :

- prévision des besoins en personnel ;
- définition des fonctions et des profils ;
- recherche et sélection des candidatures internes et externes ;
- suivi des formalités d'embauche et aide à l'intégration.

La personne chargée de cette mission aura une expérience pratique du métier soit en Cabinet de sélection, soit en entreprise. Plus que des diplômes de psychologie, il est nécessaire d'avoir de la finesse psychologique, une connaissance de l'Entreprise, de la rigueur dans la recherche des faits et la capacité de prendre des initiatives. La parfaite maîtrise du recrutement des Commerciaux et de la sélection de groupe seront un atout supplémentaire de même qu'une bonne connaissance de la graphologie.

Les projets de notre entreprise et ses perspectives de développement sont une quasi garantie d'élargissement des responsabilités à qui aura su assumer avec succès cette création de notre Service Recrutement.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 1275-M à **I.C.A.** qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

55.000.000

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

OLIVETTI France est une des principales filiales du Groupe multinational européen OLIVETTI. Présents dans la France entière, nous diffusons un matériel bureautique et informatique dont l'usage technologique nous permet d'acquiescer régulièrement notre part de marché. Les résultats de 1979 - 448 M.F. - constituent une progression de 16 % et un doublement des bénéfices. Dans le cadre de ce développement, nous recherchons la collaboration de deux Cadres confirmés pour notre Direction Administrative et notre Service Formation.

directeur administratif régional REGION PARISIENNE

Sous l'autorité du Chef de Service de l'Administration périphérique, il est responsable, pour la région parisienne, de l'application de la politique administrative décidée par l'entreprise. A ce titre, il coordonne avec son équipe (8 personnes) les travaux administratifs des succursales et centres logistiques de sa région : suivi de la facturation; des stocks, du recouvrement... en liaison avec les Directeurs commerciaux régionaux. Il contrôle également le respect des procédures administratives en vigueur.

Le candidat retenu aura une formation supérieure en gestion et une expérience minimum de 2 ans dans la fonction administrative et financière.

ingénieur de formation

Au sein de notre Service Formation, il est responsable de la conception et de l'animation de stages destinés aux INGENIEURS COMMERCIAUX qui vendent nos matériels INFORMATIQUES, ainsi qu'au personnel du LOGICIEL. Il participe aussi à la création et à l'animation de packages de formation. Il a une bonne expérience, soit du logiciel, soit de la vente de matériels informatiques, et possède de réelles qualités pédagogiques.

Une totale discrétion vous est garantie par la Direction du Personnel et des Relations Humaines de OLIVETTI-FRANCE, à qui vous enverrez votre candidature avec CV et prétentions sous référence 7070 - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

olivetti

SPERRY UNIVAC

ETEND SA GAMME DE PRODUITS PAR LE LANCEMENT DU S 80 ET DANS LE CADRE DE SON EXPANSION RECHERCHE POUR SA DIVISION ORDINATEURS DE GRANDE DIFFUSION des :

ingénieurs commerciaux

possèdent une solide expérience et pouvant faire état de succès confirmés
• à l'issue de contacts au plus haut niveau dans les grandes et moyennes entreprises pour la commercialisation de grands et moyens systèmes (Références A)
• au cours d'opérations commerciales auprès des PME/PMI pour les petits et moyens systèmes de gestion (Références B)

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS - LYON - BORDEAUX - TOULOUSE

ingénieurs technico-commerciaux

connaissant notamment GAP II COBOL gestion commerciale et/ou gestion de production (Références C)

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo sous référence A / B ou C à J.C. BERARD - SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini 92808 PUTEAUX. (Réponse et discrétion assurées).

INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUES

Nous sommes la division d'un GROUPE INDUSTRIEL AERONAUTIQUE FRANCAIS de GRANDE RENOMMEE,

spécialisée dans l'étude, le développement et la réalisation de matériels électroniques et radio-électroniques d'avant-garde.

Nous recherchons des ingénieurs d'études pour :

- participer à l'ETUDE et au DEVELOPPEMENT de sous-ensembles mettant en œuvre des TECHNIQUES HF - VHF et UHF, et à l'élaboration de PROPOSITIONS EN REPONSE à des appels d'offres.
- animer une équipe de techniciens.

De formation INGENIEUR GRANDE ECOLE, PREMIERE EXPERIENCE SIMILAIRE est nécessaire.

NOMBREUX AVANTAGES liés à l'IMPORTANCE du Groupe.

Postes à pourvoir en Banlieue Ouest.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 37.11/IE/269 à ADEQUATION - 62/64, avenue Emile-Zola - 75015 PARIS.



Société solidement implantée France et étranger recherche

GÉOPHYSICIENS et GÉOLOGUE PÉTROLIER

minimum 10 ans expérience géologie de synthèse et subsurface.

Goût des contacts humains et relations commerciales, grand esprit d'initiative, goût séjours à l'étranger.

Prévoir envoyer curriculum vitae à OCEANEK, 77, bd Malesherbes, 75008 PARIS. Réponse rapide.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (15^e) recherche pour son SERVICE ETUDES

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour conception et développement d'équipements de télécommunication industrielle. Expérience 3 à 5 ans de logiciel (microprocesseur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital). Plusieurs postes à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et photo à n° 288 PUELI G.E., 21, Faubourg Montmartre, Paris (2^e), qui transmettra.

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées recherche pour le développement de ses activités en France et à l'étranger des

ingénieurs informaticiens débutants et expérimentés

Formation grande école

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel aux techniques de :

- Commutation de message.
- Réseaux de transmission de données.
- Applications temps réel.
- Gestion transactionnelle.
- Bases de données et logiciels de base.

Après une période de formation aux techniques développées par l'entreprise, ils disposeront d'une large autonomie d'action dans un environnement hautement qualifié.

Le développement actuel de l'entreprise offre des opportunités réelles de carrière en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. sous référence 137 à SESA, Direction du Personnel, 30, quai National, 92808 PUTEAUX.

MATRA

recherche pour son Centre de CHESNAY :

RESPONSABLE SERVICE METHODES CONTROLE

Il aura pour mission d'animer une équipe chargée de l'activité prototypes (mécanique et électrique).

- De préparer la mise en service du matériel en relation avec les méthodes fabrication et les BE (réduction de plans de contrôle, études d'outillages...).
- De suivre l'évolution de technologies nouvelles (matériaux composites...).

Ce poste conviendrait à un ingénieur CEST ou CNAM (mécanique et/ou électromécanique) possédant une dizaine d'années d'expérience en fabrication Aéronautique.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 624

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

ESPACE recherche

pour son Département de pilotage satellite :

INGENIEUR SYSTEME EN PROPULSION

(ENSAE, ECP air espace, ENSICA ou équivalent)

- Quelques années d'expérience dans le domaine propulsion spatiale et thermodynamique associée ou techniques similaires (Aéronautique...).
- Connaissance en automatique et simulation théorique appréciées.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il sera responsable de la définition, de l'étude de systèmes de propulsion embarqués (satellites, lanceurs spatiaux...) et coordonnera le développement industriel des matériels correspondants.

Anglais parlé indispensable.

Ecrire avec C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 626

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

offre plusieurs postes dans

Départements Electroniques à

TECHNICIENS- ELECTRONICIENS

BTS ou DUT

Pour études laboratoires sur équipements de techniques avancées (numériques et analogiques).

Expériences microprocesseurs appréciées pour certains postes.

Ecrire à Madame TREMBLE sous référence AS/GDF

17 rue Paul Dautier 78140 VELIZY



THOMSON-CSF

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

B.T.S., E.N.S.T. ou équivalent

Débutant travaillant dans le domaine des antennes micro-ondes, pour télécommunications spatiales avec utilisation de l'informatique.

Postes à pourvoir rapidement.

Ecr. avec C.V., détail photo, prétentions à : THOMSON-CSF, Division des Faits et Barèmes et Liaisons Spéciales, Service Recrutement (sous réf. B.N.), 53, r. Grouffin, 93300 LEVALLOIS.

KARDEX

IMPORTATEUR GENERAL DE

Remington Rand.

recherche pour le lancement technique de ses photocopieurs et de nouveaux produits in

ASSISTANT TECHNIQUE

répondant de préférence aux critères suivants :

- une bonne expérience des photocopieurs
- l'aptitude à assurer la formation et l'assistance des Techniciens Revendeurs
- des connaissances en électronique et anglais souhaitées.

Ecrire avec C.V. et prêt à KARDEX S.A. Service Technique 12, rue Edouard VII 75009 PARIS.

SIEMENS

recherche pour sa division Composants

un Ingénieur Technico-Commercial

en liaison directe avec le responsable du service.

Il aura pour mission la réalisation des objectifs et la négociation avec les usines, l'analyse des besoins des marchés français et internationaux.

Il sera assisté administrativement sur le plan commercial et technique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure en électronique, débutants ou minimum deux ans d'expérience, ayant une spécialisation en composants passifs secteur "bobinages".

Pour réussir dans ce poste la connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est nécessaire.

Nous prions les candidats intéressés d'adresser leur C.V. avec photo sous la référence 46 à :

Département du Personnel, B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 1.

Siemens S.A.

ingénieur technico-commercial

Charpentier JOUFFREAU en pleine expansion

Marchés France et International propose un poste basé à Paris dans son Département Charpentier.

Le candidat sera diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs et doté d'une expérience professionnelle de 5 à 12 années dans la Charpentier Métallique.

Tous les techniciens spécialisés des calculs de structure et des problèmes de relation des matériaux, il se livrera à des travaux de conception en équipe avec un Projecteur d'Étude. Il assurera les négociations finales de ses projets.

Une information détaillée sur le poste et la Société vous sera fournie par téléphone au composant le 763.11.15

Information Carrière, aux heures de bureaux, téléphone : 915

Si vous le préférez, adressez votre candidature à :

Service Humaines 7, rue de la Liberté 75017 Paris

à : SVP

Service Humaines 7, rue de la Liberté 75017 Paris

CHARENTIER JOUFFREAU

amri

SOCIÉTÉ ROBINETTERIE INDUSTRIELLE

QUARTIER GARE DE LYON

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier il sera pour mission :

- de mettre en place la comptabilité analytique, le contrôle budgétaire, le reporting mensuel.
- d'effectuer la consolidation des comptes des filiales.

Formation type école supérieure de commerce, connaissance informatique appréciée, Anglais, Espagnol souhaités.

Le candidat retenu devra avoir une expérience d'audit ou de contrôle de gestion de 5 ans.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel

50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Filiale du 1er constructeur mondial d'ordinateurs interactifs

ingénieurs logiciel

SPECIALISTE ayant acquis une grande compétence et plusieurs années d'expérience dans les communications entre les diverses familles d'ordinateurs (DECNET, SNA) Réf. M 53

DEBUTANTS pour application de gestion (langues, distribution) Réf. M 56
- marchés techniques temps réel (des connaissances du matériel PDP 11 et des logiciels REXX et/ou RT 11 seraient appréciées) Réf. M 57

Si vous avez une formation supérieure en informatique.
Si vous aimez travailler dans un milieu vivant et évolutif.
Si vous appréciez d'avoir à intervenir chez nos clients en qualité de conseil avant-vente.
Que vous soyez débutant ou ingénieur confirmé,

voilà place est chez nous

Une formation exceptionnelle, un vaste champ d'activité, responsabilités et initiatives vous y attendent.
Adressez votre candidature sous la référence choisie à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18 rue saarinen - Silic 225
94528 RUNGIS Cedex

IMPORTANT GROUPE
(7000 personnes - CA 1 Milliard de Frs)
équipements et câbles pour industries automobile et aéronautique
lance nouvelles productions électroniques et recherche pour PARIS

2 Ingénieurs électroniciens

Poste A : RESPONSABLE DE PROJETS
Réf. MAJ58 D'ETUDES EN REGULATION ET ASSERVISSEMENTS
- Doit avoir une bonne connaissance des machines tournantes.

Poste B : RESPONSABLE DE PROJETS
Réf. MB158 EN ELECTRONIQUE DIGITALE ET MICROPROCESSEURS
- Doit être capable de s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire et de faire un travail très varié.

Ces postes conviennent à des Ingénieurs ayant quelques années d'expérience, Grandes Ecoles spécialisées : ESE, ISEN, ENSERG, ISEP, ESIEE, IDN, ENSEIHT. Anglais nécessaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à
PAJ CONSEIL 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

CSNGR

paj
CONSEIL
EN RECRUTEMENT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche

UN INGENIEUR RESPONSABLE de la SECTION methodes achats

Intégré à l'équipe de la Direction Achats, il aura pour mission de créer et de développer la fonction méthodes achats.

Nous demandons IMPERATIVEMENT une formation supérieure : E.N.S.A.M., E.C.A.M., E.S.C.L., I.C.A.M., I.D.N., I.N.S.A. ET une expérience industrielle de quelques années dans les domaines Production-Achats

Anglais et allemand indispensables

Une évolution de carrière vers des fonctions plus élargies peut être envisagée ultérieurement

Poste situé en région : PARIS - OUEST.

Adressez C.V., photo et prétentions sous No 56101, CONTEXTE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmet.

TALBOT
AUTOMOBILES TALBOT

recherchent pour sa Direction INFORMATIQUE

DES INFORMATIENS CONFIRMES

Formation supérieure (grandes Ecoles, HEC, ESSEC, Maîtrises d'Informatique)
Expérience de 5 ans minimum dans le développement de systèmes informatiques de gestion dans un environnement complexe et évolutif.

UN SPECIALISTE TECHNIQUE de haut niveau

Pour des fonctions d'assistance et conseil techniques aux Services d'Etudes Informatiques dans les domaines de la mini informatique et des développements Time-sharing.

UN INGENIEUR SYSTEME

pour l'équipe Software d'exploitation du Centre Ordinateurs.

Issu d'une grande Ecole (Centrale, Mines, ENSEIHT...) et possédant au minimum 3 ans d'expérience professionnelle

Connaissances appréciées : OS. MVS. Base de données. Environnement d'exploitation en Temps Réel.

DES INGENIEURS ET CADRES DEBUTANTS

Issus d'une grande Ecole (Centrale, Mines, ENSEIHT, HEC, ESSEC, Sup. de Co.)
Après une période de formation, les candidats retenus seront affectés dans les Services d'études informatiques.

Perspective de carrières attrayantes.

Adressez dossier de candidature complet (C.V. + photo) et rémunération souhaitée à :
Automobiles TALBOT
Secrétariat Général - Gestion Personnel Cadre
45, rue Jean-Pierre Timbaud - 78307 POISSY

Importante Société Suisse d'Assurances
recherche un(e)

ANALYSTE

La personne à laquelle nous confierons ce poste a environ 25 ans, possède une maîtrise d'informatique ou scientifique et justifie d'une première expérience réussie dans la profession.

Sous l'autorité du Responsable des Modes et en collaboration étroite avec ce dernier, elle devra concevoir et mettre en œuvre des applications transactionnelles sur un 04 DPE qui sera remis début 1981.

Lieu de travail : Paris 8.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à :
SOCIÉTÉ SUISSE
Service du Personnel
41, rue de Châteaufort, 75009 PARIS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ RÉGION CHARTRES
recherche

UN CADRE ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Connaissant parfaitement G.A.P. II R.P.G. II. Salaire en fonction de l'expérience du candidat 12 mois - Restaurant d'entreprise.

Adr. C.V. manuscrite, n° 5086 « Le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 05.

DEVELOPPEMENT DE PRODUITS LOGICIELS

Nous sommes spécialisés dans la conception, la réalisation et la vente de produits logiciels de base. Nous recherchons :

3 INGENIEURS INFORMATIENS

pour concevoir et réaliser des compilateurs, des assembleurs croisés ou natifs. Il est souhaité une expérience d'au moins 5 années ; la connaissance de plusieurs machines sera appréciée. Réf. 200

3 INGENIEURS INFORMATIENS

Ils seront chargés :
de l'assistance clientèle de notre gamme de produits actuels et à venir. Ils installeront nos produits, formeront nos clients à leur utilisation et assureront le suivi de leur fonctionnement. Ces postes peuvent intéresser des ingénieurs d'une à deux années d'expérience désireux d'occuper des fonctions alliant la technique aux contacts utilisateurs. Réf. 201

Merci d'écrire en mentionnant la référence du poste à :
PUBLICSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)

L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

PARIS

recrute

INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES DIPLOMÉS

pour examen des demandes de brevets d'invention comportant étude et traduction de documents anglais et allemands.

Spécialités demandées :
- Mécanique générale
- Physique générale
- Agriculture
- Emballage
- Mécatronique à combustion
- Imprimerie
- Bâtiment
- Chauffage
- Usinage
- Téléphonie
- Télévision

Adressez demande et curriculum vitae, à :
I.N.P.I. (Recrutement)
36 bis, rue de Leningrad - 75008 PARIS.

JEUNE CHEF COMPTABLE

100.000 F

Pêche haplème Ouest Paris.

Un organisme de recherche mandaté par les principaux groupes industriels français recherche un **CHEF COMPTABLE**. Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera chargé de la comptabilité générale jusqu'au bilan et de la comptabilité analytique. Il participera à l'établissement des budgets et il en suivra la réalisation managériale. Il gèrera la trésorerie et pour certains problèmes spécifiques (change), il assurera des relations avec les banques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, de formation H.E.C. option finances-comptabilité, D.E.S. ou maîtrise de gestion, possédant quelques années d'expérience comptable acquise si possible dans une P.M.E.

Notre avis référence 342/M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Cadre Technico-Commercial

Nous sommes une société en progression constante commercialisant des matériels présentant un excellent rapport qualité-prix, destinés à une clientèle industrielle. Pour promouvoir et vendre ceux-ci sur la région parisienne, nous recherchons pour le département POMPE un **INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE**.

De formation ingénieur, BTS ou équivalent, cet homme a acquis, si possible, une expérience de la vente auprès d'une clientèle industrielle, de préférence dans des produits similaires.

Anglais nécessaire pour suivre une formation donnée dans les pays d'origine du matériel. Rémunération attractive : fixe important + intéressement + frais. Voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo (retournée) et rémunération actuelle sous référence 80 527 M

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Mornier 75008 - PARIS

ICNC
INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

I - Pour son siège social à FLAINVILLE (zone industrielle de Courbevoie) :

• Pour études et mise au point d'unités centrales et de systèmes informatiques à base de microprocesseurs :

AGENT TECHN. ELECTRONICIEN DEBUT.

(Réf. DQ-433)

Titulaire D.U.T. ou B.T.S.

II - Pour son établissement d'ORSAY (zone industrielle de Courbevoie) :

RESPONSABLE DU SERVICE QUALITÉ

(Réf. DQ-434)

Ce poste est à pourvoir par un ingénieur électronicien ayant, de préférence, quelques années d'expérience et, si possible, dans le domaine de l'électronique en banque.

UN AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

NIVEAU V/2 (Réf. DT-435)

B.T.S. ou D.U.T., par son service d'Etude Télémesure

UN AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

NIVEAU V/1 (Réf. DT-436)

pour la mise au point d'équipements électroniques aérospatiaux.

Le candidat de formation B.T.S. de préférence, sans dégoût des obligations militaires, et aura une expérience de quelques années en circuits logiques et analogiques.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Bonne santé d'entretien.

Adressez C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

GROUPEMENT INTERNATIONAL DE GRANDS MAGASINS RECHERCHE SON FUTUR SECRETAIRE GENERAL

L'Association Commerciale Internationale (ACI) est un groupement commercial de grands magasins européens.

Les Galeries Lafayette sont le membre français du groupement, (les autres membres étant : De Bijenkorf, Globus, Kaufhof, John Lewis, Magasin du Nord, Nordiska Kompaniet, Steen and Ström, Stockmann).

Le Secrétariat Général organise les activités de l'Association. Ses missions comprennent :

la coordination de la collaboration entre les membres, particulièrement orientée vers l'achat et leur présentation sous forme condensée en vue de leur distribution aux membres ; la tenue à jour de l'administration et de la documentation du Secrétariat.

Le Secrétariat Général actuel prenant sa retraite à la fin de l'année 1981, la personne engagée aura pour tâche de contribuer aux activités du Secrétariat Général avant de le remplacer.

Elle devra avoir une grande expérience du commerce et du merchandising internationaux, de préférence dans un grand magasin.

Elle devra écrire et parler la français, l'anglais, l'allemand et être âgée de préférence de 30 à 45 ans.

Nous attendons en outre du candidat :
un esprit critique et analytique ;
une personnalité dynamique ;
la capacité d'entretenir de bonnes relations avec des interlocuteurs de tout niveau ;
la possibilité de voyager fréquemment.

La rémunération offerte tiendra compte de l'expérience du candidat.

Les bureaux du Secrétariat Général sont actuellement situés à Bruxelles mais seront transférés à Paris prochainement.

Les candidats sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et leur niveau actuel de rémunération à :
M.V. Wolfertius
ACI SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Rue du Fossé-aux-Loups 28 A, B-15
1000 Bruxelles/Brabant.

LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATION
recherche

UN INFORMATIEN «BASE DOCUMENTAIRE»

LA DÉFINITION

Le C.T.I. assure au rôle d'assistance et de conseil technique aux départements informatiques des administrations et organismes publics.

Le développement de son groupe informatique documentaire et bibliographique nécessite la création d'une fonction nouvelle. Dépendant du responsable de groupe, le documentaliste informatique participera à la conception, au développement et à la mise en place de grande système de banques de données accessibles à tout le territoire national.

Le candidat retenu, de formation scientifique supérieure, aura une expérience soit en B.O.D., logiciels de base, réseaux, soit de documentation possédant une bonne maîtrise de l'outil informatique.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Envoyez sous référence 134 M à AL CONSEIL, 24, rue Miroir, 75006 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

offres d'emploi

ingénieur

micro électronique hybride

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

K FORMATION DE CADRES

ERIC KRAUTHAMMER (France)

TRAINING MANAGER PARIS

INFRAPLAN

Telc NOUS CONSTRUONS DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION, AUTOUR DE RESEAUX DE PROCESSEURS, QUI ÉVOLUENT DES APPLICATIONS TELMA

de futurs INGENIEURS LOGI

NOUS RECRUTONS VOTRE FORMATION

صكنا من الأهل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GERS

Schlumberger

Centre de recherche du groupe Schlumberger, pour son activité
MESURE ET REGULATION
Nous développons des produits liés à l'instrumentation de mesure dans des technologies de pointe.
Nous recherchons pour renforcer les équipes des laboratoires de «Micro-électronique» et d'«Informatique» des

ingénieurs grandes écoles HF

micro-électronique hybride

réf. G1
Il aura une expérience de 2 à 3 ans des circuits hybrides dans les technologies «couches minces» et «couches épaisses». En relation directe avec le responsable du laboratoire, il prendra en main des études technologiques dans les deux filières et il s'occupera d'études d'intégration de fonctions électroniques en travaillant en rapport étroit avec les différentes unités du groupe.
Homme d'études, il aura à intégrer dans une équipe et sa valeur lui permettra d'évoluer vers des postes de responsabilité.

d'études en informatique

réf. G2
Débutant, ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, il sera chargé de l'étude et de la réalisation de systèmes logiciels temps réel sur mini ou micro-ordinateurs, au sein d'une équipe travaillant sur des systèmes complets mettant en œuvre différentes techniques (transmissions, micro-informatique, ...).
Il aura une certaine connaissance des structures logicielles à grande sécurité de fonctionnement.

Pour les deux postes, la connaissance de l'anglais serait vivement appréciée.

Si l'un de ces postes vous intéresse, veuillez adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à Mademoiselle Marie-José VILLOING - GERS, 12 Place des Etats Unis, B.P. 121, 92124 Montrouge Cedex.

Responsable
Commercial
120 000 F +

Nous sommes un groupe dont l'activité principale est orientée vers le transport. Notre chiffre d'affaires actuel est de 200 millions de francs et nous progressons très régulièrement.
Nous souhaitons recruter pour notre département **logistique de camions sans chauffeur** un cadre commercial qui développe la vente de ce service par une action personnelle efficace auprès des entreprises.
Il sera aidé dans sa mission par un appui logistique et publicitaire important. Progressivement, en fonction des résultats obtenus, il se verra confier la totale responsabilité de cette activité (qui représente aujourd'hui un chiffre d'affaires de 14 millions de francs) ainsi que d'autres activités à l'intérieur de notre groupe.
Un diplôme d'enseignement supérieur (ESSEC ou ESC), des qualités d'organisateur et de gestionnaire, et surtout le goût et des talents pour la vente (acquis au besoin au cours d'une première expérience) constituent les conditions essentielles pour réussir à ce poste.
Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 004202 EX (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département «Recrutement de cadres».

Le secret absolu des candidatures est garanti par:
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTec

FORMATION DE CADRES ERIC KRAUTHAMMER (France)

Cette société connaît un essor important au niveau international. Nous sommes chargés par sa Direction d'identifier plusieurs candidats de très haut niveau pour leur confier la responsabilité de

TRAINING MANAGER PARIS

Ils auront en France un rôle de Directeurs de Programmes. Depuis 16 ans, Eric Krauthammer s.a. est spécialisée dans la formation de cadres et, désormais implantée dans 9 pays, les structures se développent. Les références parlent d'elles-mêmes: Agfa Gevaert, Cap Gemini Sogefi, Fiat, Siemens... Pour compléter cette équipe de professionnels (leurs performances sont connues) nous recherchons des cadres de haut niveau ambitieux et expérimentés. Il faut avoir à son actif une expérience pratique et réussie de la vente et du management et être motivé par la formation de cadres responsables dont vous serez les interlocuteurs. Nous souhaitons rencontrer des candidats de 30 ans minimum, ouverts au changement.
Une formation approfondie est prévue au centre de Genève. Vous serez ensuite chargé de la direction et du développement des affaires conclues en France et aurez à mener des séminaires intensifs destinés à des sociétés dont les critères de choix sont très élevés.
Nous avons chargé Victor ERNOULT du cabinet INFRAPLAN de traiter avec la plus totale discrétion chaque candidature. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. KM 2.

INFRAPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 Paris
MEMBRE DE SYNTec

Telc
Groupe C.G.E.

NOUS CONSTRUISONS DES SYSTEMES
DE COMMUNICATION, CONCUS
AUTOUR DE RESEAUX DE MICRO-
PROCESSEURS, QUI EVOLUENT, VERS
DES APPLICATIONS TELEMATIQUES

NOUS RECHERCHONS

de futurs INGENIEURS LOGICIEL

NOUS ASSURONS VOTRE FORMATION

Vous êtes ingénieur ou universitaire de formation scientifique. Vous souhaitez vous diriger vers la conception et la réalisation de logiciels pour le contrôle de systèmes de communication à base de microprocesseurs.
Votre formation ne vous y a pas préparé, mais vous avez la volonté d'acquiescer une spécialité d'avenir.
Nous vous offrons la formation nécessaire et la carrière correspondante.

Ecrire sous C.V. et prétentions à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

recherche

pour son SERVICE LOGISTIQUE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances en informatique.

Il sera chargé d'études relatives à l'organisation physique et administrative d'entrepôts en matière d'emballage, manutention et transport.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 48071
HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris

Proche Banlieue Ouest 85.000 F +

filiale d'un groupe français important, spécialisée dans la fabrication de systèmes électroniques de puissance à forte technologie, cherche un

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN RESPONSABLE DE PROJETS

Une fois le projet défini avec son Chef de Service, il doit en faire l'étude, la réaliser à l'aide de techniciens, en veillant à la sécurité et à assurer le suivi du client.

Doté d'un diplôme (SUDRIA, ENSAM, Brest, Villet., ...) et ayant une expérience d'au moins 18 mois dans un S.E. industriel de niveau supérieur.

De bonnes connaissances en électronique et en anglais technique sont fortement souhaitables.

Les ingénieurs intéressés envoient leur dossier de candidature sous références 450-M à

Elizabeth FRENCH
137 avenue Mazari - 75016 Paris
qui leur garantira la plus grande discrétion.

PLAYTEX FRANCE

recherche

UN INGENIEUR DES METHODES pour son usine d'ÉPINAL

Il sera responsable essentiellement du contrôle des coûts, de l'étude, de l'application et du suivi des standards, de l'amélioration des méthodes, de la coordination des programmes, de l'amélioration des résultats et de l'analyse de la valeur.

Le candidat devra posséder un diplôme d'ingénieur, avoir une connaissance complète et une solide expérience dans le domaine des méthodes (M.T.M.), Anglais courant absolument indispensable.

Env. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à :
J. LABAUNE, Direction des Relations Industrielles,
PLAYTEX FRANCE S.A. - 3619 LA TOUR-DU-PIN.

bis S.A.

Société holding du groupe
BIS: Bis France, PIGIER,
S.C.R.L., T.M.G., Banque
POMMIER, Bis America...
recherche

AUDITEURS SENIORS

ayant plusieurs années d'expérience pratique de l'audit en entreprise ou en cabinet.

Anglais et/ou Allemand courant indispensables.

Nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Cette fonction est un excellent poste d'observation

pouvant déboucher à moyen terme sur des responsabilités opérationnelles dans les filiales du groupe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en indiquant la rémunération actuelle sous réf. BIS à

Brigitte PRISSARD

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 Paris

Conseils en ressources humaines depuis 1959.

Johnson & Johnson s.a.

Leader dans le domaine des produits professionnels hospitaliers
recherche pour sa Division HOSPITALISATION

UN(E) REPRESENTANT(E) EXCLUSIF(IVE)

SECTEUR A.P. (établissements de l'A.P. de Paris)

Cette offre vous concerne :
• Si vous êtes un représentant très bien introduit dans les hôpitaux de l'A.P. et excellent négociateur,
• mais également, si, spécialiste de la visite médicale à l'A.P., vous désirez élargir vos possibilités de réussite professionnelle en vous orientant vers la vente.

Le candidat retenu :
- connaît parfaitement les circuits de prospection et assure son succès grâce à son tempérament de vendeur et de gestionnaire court et moyen terme.

Envoyer C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions à Direction du Personnel - JOHNSON & JOHNSON S.A. - 95, rue Alexandre Fourny - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE.

Filiale (1 000 personnes) d'un groupe international
spécialisée dans la fabrication d'équipements électriques
recherche des

INGENIEURS D'AFFAIRES

pour sa Direction Commerciale

UN JEUNE INGENIEUR

Diplômé, quelques années d'expérience dans un poste technique.

UN INGENIEUR CONFIRME

35 ans minimum

Expérience commerciale, France et Exportation, domaine des biens d'équipement importants fabriqués en petite série.

Ces postes conviennent à des ingénieurs connaissant l'électrotechnique et l'électronique appliquées, efficaces et ayant le goût du travail en équipe.

Pratique de l'anglais indispensable

Lieu de travail : PARIS-CENTRE. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous N° 55566
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ

recherche pour la gestion de programmes
de développement de matériels
optico-électroniques

1 INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

expérimenté (X, SUP AÉRO, ESE, ESO, Centrale, Mines...)

susceptible d'assurer une fonction de

CHEF DE PROJET

Sont indispensables :

- des qualités d'animateur et de gestionnaire
- une bonne connaissance
- des méthodes de gestion de projets
- des problèmes administratifs et économiques
- des techniques utilisées (électronique, optique, mécanique).

Adresser C.V., manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEL BREVANNES



THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

TECHNICIENS D'ÉLECTRONIQUE Niveau IV et V

titulaires d'un BTS ou d'un DUT

débuteurs ou ayant quelques années d'expérience pour emplois :

- a) en LABORATOIRE D'ÉTUDES
- b) en SERVICE D'INSTALLATIONS
- c) en PLATE-FORME D'ESSAIS

nombreux déplacements à l'étranger

Postes à pourvoir rapidement

Lieu de travail : BANLIEUE NORD-OUEST DE PARIS

Avantages sociaux : 13e mois
Réelles possibilités d'évolution de carrière pour candidats dynamiques et accrocheurs vers des secteurs technico-commerciaux ou de gestion.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : J.-P. GALLIAZ,
15, rue du Fossé-Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

ROCHE BIOÉLECTRONIQUE

CHEF DU SERVICE QUALITÉ

ROCHE BIOÉLECTRONIQUE est un des leaders mondiaux dans son domaine : les équipements électroniques médicaux et médicaux.

Le développement du groupe l'a conduit à créer une nouvelle unité de production à MONTIGNY, L2 BRETIGNY (75). Celle-ci, opérationnelle début Mai, se substitue à celle de VILLIERS.
Le Chef du Service Qualité doit prendre d'autres responsabilités dans le Groupe: il fait assurer la succession. Après une période de formation aux productions spécifiques, le titulaire du poste sera responsable de la conception et de la gestion des plans d'assurance qualité. Il anime un service de 25 personnes qui assure les contrôles d'entrées et de sorties. Ce service est également chargé de la documentation technique.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur électronique qui justifie d'une première expérience industrielle de 5 ans minimum. Celle-ci a été acquise soit dans les services Qualité, Études et Développement, soit S.A.V. ou Fabrication.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous références M 4206 L à

egor industrie
8 rue de Bercy 75008 Paris

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

analystes programmeurs ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en œuvre des
SYSTEMES INFORMATIQUES
d'un très important GROUPE D'ASSURANCES
recherche

des analystes (réf. 7938 A)
des programmeurs (réf. 7938 P)
et des ingénieurs système (réf. 7938 IS)
pour le développement d'importants projets informatiques
utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
— DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
— UN 3033 - 8.000 K,
— UN 370/168 AP - 8.000 K,
— 1000 terminaux de télétraitement.

GIE

Envoyer CV, en précisant la
référence du poste choisi, au
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11,
92081 PARIS La Défense.

TALBOT AUTOMOBILES TALBOT

recherchent

un spécialiste méthodes d'approvisionnement

- Au sein des activités Pièces Détachées, ce Cadre sera chargé d'élaborer les méthodes d'approvisionnement en vue d'établir les prévisions et de réaliser le plan d'approvisionnement, de définir les flux des pièces relatifs à la distribution des pièces détachées en Europe et d'assurer les liaisons informatiques.
- Diplômé d'Etudes Supérieures, le candidat retenu possèdera, outre une bonne appréhension des problèmes de statistiques et d'informatique de gestion, une solide expérience dans le domaine du contrôle des stocks. Il aura, de plus, de l'aisance dans les contacts humains et une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser dossier de candidature complet (CV + photo) et rémunération souhaitée à : Automobiles TALBOT SECRETARIAT GENERAL - Gestion Personnel Cadre 45 rue Jean-Pierre Timbaud 78307 POISSY

Filiale Française d'un Groupe International, leader dans sa branche
(biens d'équipement)

RANK XEROX

recherche pour sa Direction de la Distribution

RESPONSABLES LOGISTIQUES

● Ils participeront à l'élaboration de la stratégie après-vente,
● définiront et adapteront les réseaux de distribution des divers produits,
● mèneront des études sur la gestion des stocks, l'implantation d'entrepôts dont ils coordonneront la mise en place,
● élaboreront et contrôleront les budgets (investissement, coût d'exploitation) à court et moyen terme.
Les candidats, de formation supérieure, commerciale ou scientifique, auront acquis une première expérience de logistique ou de distribution dans un domaine similaire (matériels élaborés). Ces postes évolutifs pour des candidats à fort potentiel requièrent des qualités relationnelles certaines ainsi que d'initiative.
L'un d'eux nécessite par ailleurs pour une période de 1 à 2 ans de fréquents déplacements en province. La pratique de l'anglais serait vivement appréciée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec CV, sous réf. C 19 à Mireille DIAZ, RANK XEROX, Service Recrutement, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

2 INGÉNIEURS LOGICIEL

PROFILS

Formation supérieure. Expérience 3 à 6 ans sur les systèmes IBM. Si possible télétraitement et anglais. Goût des contacts clients.

POSTES

Assistance clientèle et (ou) support technique pour nos Contrôleurs de communications et nos Logiciels.

DEVENIR

S'imposer chez un constructeur dynamique comme professionnel des réseaux et de l'informatique distribuée.

Ecrire avec CV, et photo à
ITT Data Systems France SA
Département du Personnel
Tour Marie-Montessorio (Boite 148)
33, av. du Maine - 75735 Paris Cedex 15

ITT

SFIM SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE MASSY (91), recherche Ingénieurs - Analystes-Programmeurs

temps réel, connaissances MITRA 125
appréciées.

Ecrire avec C.V., prétentions
(réf. 852) Service du Personnel
B.P. 74 - 91301 MASSY

LE SYNDICAT D'UNE GRANDE PROFESSION
LIBÉRALE EN PERMANENTE ÉVOLUTION
recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le développement de l'organisme l'amènera, en plus du rôle administratif habituel, à étudier et à animer l'ensemble des services (juridique, économique, social) de la profession.

Il devra veiller à la cohésion de ses actions par la circulation de l'information interne et la promotion de missions de relations publiques.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 55.458.

cabinet
leconte 4, rue Amal Courbet
75012 PARIS

CHEF MARCHÉ ET AGRONOME

La Quinolène (283 millions de G.A. en 1978 dans le domaine des produits phytosanitaires) recherche un nouveau chef marché/produits. Au sein de la direction du développement marketing, il aura la responsabilité de notre gamme « grandes cultures ». Il en définira notamment le plan marketing en accord avec la direction commerciale et participera à sa mise en œuvre avec les directions régionales. Agronome de formation, vous êtes débutant ou confirmé dans l'analyse de marchés, mais le milieu agricole vous est en tout cas familier. Vous avez déjà eu une expérience commerciale de terrain et savez vendre votre stratégie à l'équipe. L'anglais vous sera également nécessaire. Ecrire : M. FERRIER, Directeur du Marketing de la Quinolène, s'engage à vous répondre confidentiellement. LA QUINOLÈNE, 82, rue de Lagny, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

recherche :

RESPONSABLE PERSONNEL

Formation : Droit du Travail + L.A.E. ou équivalent.

PROFIL : Cadre ayant quelques années d'expérience dans la gestion appliquée du personnel - contrat de travail - paie - organisation administrative - contentieux individuel - capable de diriger une équipe de 10 personnes.

POSTE : Responsable de la procédure d'embauche de personnels expatriés, de leur convocation sociale, du contrôle des salaires. Déplacements de courte durée à l'étranger.

Lieu de travail : Porte Nord-Ouest Paris.

Envoyer C.V. détaillé, photo + prétentions à : n° 8.089, « le Monde » Publi-Média, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche POUR LIGNE COSMÉTIQUE DE GRANDE NOTORIÉTÉ

CHEF DE PRODUIT

Responsable devant le Directeur Marketing du suivi et du développement de cette ligne de produits, la collaboratrice ou le collaborateur que nous cherchons devra posséder une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

Ecrire en adressant photo et C.V. n° 45.802
sur enveloppe à :
J.R.P., 7005 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES pour son Service Tuyauterie

Ce poste conviendrait à :
Ingénieur diplômé Grande École, ayant quelques années d'expérience en Tuyauterie ou Génie Chimique.
● Aptitude à démontrer :
— Organisation ;
— Jugement ;
— Négociation ;
— Anglais indispensable ;
— Allemand souhaité.

Adresser C.V. détaillé et prêt, sous réf. 3.280 M à : SWEESTIS - B.P. 268 - 75424 PARIS CEDEX 08, qui transmettra.

LE CENTRE TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE
LA DÉFENSE

Le C.T.I. assure un rôle d'assistance et de conseil technique aux départements informatiques des administrations et organismes publics.
Dans le cadre de son développement, il recherche :

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ

(4 ans d'expérience - Réf. 138 M).

UN INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

(7 ans au moins d'expérience - Réf. 139 M)

Les candidats retenus, Ingénieurs grande école ou universitaires titulaires d'un diplôme d'ingénieur, auront une expérience acquise en tant qu'INGÉNIEUR SYSTÈME sur des configurations mettant en œuvre des applications conversationnelles.

Une bonne connaissance des concepts et des techniques employées dans les réseaux de télé-informatique serait appréciée. La maîtrise d'un groupe chargé de la conception, de la réalisation et de la mise en œuvre de modèles de simulation et de mesure des performances de systèmes répartis.

Leur rémunération sera fonction de leur expérience.

Ecrire en précisant la référence à AL CONSEIL,
24, rue Marillat, 75008 PARIS,
qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

ingénieur commercial COMPRESSEURS

est recherché par un grand groupe électromécanique français à Paris.

De formation Grandes Ecoles

MINES, CENTRALE, A & M, IDN
Il doit avoir de solides connaissances en thermodynamique et en mécanique.

Une première expérience réussie de la vente de matériel mécanique de haute technicité (et si possible de turbo machines) est demandée.

Très intéressantes possibilités de promotion. Anglais courant exigé.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 1325-M à I.C.A. qui transmettra, discrétion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Lancer une unité de développement

Nous sommes un groupe industriel français d'importance internationale. Dans le cadre de notre développement, nous avons créé il y a moins de deux ans un service dont la vocation est de rechercher les utilisations possibles des produits de nos carrières n'entrant pas dans nos fabrications et de les commercialiser.
Notre jeune équipe, composée aujourd'hui de six personnes connaît maintenant ses principaux marchés. Après avoir testé ses produits, elle enregistre des résultats très prometteurs. Nous recherchons le jeune

Adjoint du responsable France

100 000 F/an +

Nos principaux créneaux : les bâtiments, travaux publics et routes, l'agriculture et l'industrie chimique.
Vous participerez à toutes les activités du service et réaliserez des missions associant les études marketing, la commercialisation, l'appui de la force de vente et les négociations, les contacts avec l'exploitation.

Jeune diplômé d'école supérieure de commerce, vous avez une première expérience dans le milieu industriel et vous êtes tenu par une fonction très variée avec des responsabilités à l'échelon national. A la fois homme d'étude et de terrain, vous êtes créatif et savez convaincre. Vous êtes prêt à vous engager avec nous dans cette action de pionnier.

Nicole Marichet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence B 4974, 1 rue de Berli 75008 Paris.

**Bernard Juhiet
Psycrom**

Membre du Syntec

JEUNE HEC, ESSEC : Pourquoi pas une carrière dans un grand groupe financier...

L'U.F.B. LOCABAIL, spécialiste du groupe de la Compagnie Bancaire pour le financement (Crédit et Leasing) des P.M.E. - P.M.I. souhaite s'adjointre pour son SERVICE ANALYSES ET PREVISIONS FINANCIÈRES un candidat de valeur débutant ou première expérience ayant, si possible, une certaine pratique de l'informatique.

Il secondera le Chef de Service dans la planification financière (prévisions des encours, des ressources, des comptes d'exploitation) dans la gestion des données statistiques et dans les études demandées par la Direction Générale.
Pour cela, il devra utiliser des modèles de simulation existants ou en créer de nouveaux, rédiger ses rapports et les défendre devant la Direction Générale.
Poste pouvant évoluer vers des fonctions plus opérationnelles pour un candidat performant.

Envoyer C.V. + photo sous référence 434 à : Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement 5, avenue Kleber - 75116 PARIS

compagnie bancaire

506 commerciale benlieux au

COMPTABLE DE GESTION

5 ans d'expérience min.

pour contrôler et analyser les résultats d'exploitation, préparer les budgets, dériver les écarts, établir les prix de revient.

Ce poste nécessite un niveau équivalent au B.T.C. ou équivalent comptable D.E.C. et de réelles aptitudes à la gestion.

Ecrire C.V. à réf. 4.529 à P. LICHOU S.A. S.P. 220, 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société Paris (91) recherche

UN ORGANISATEUR POSITION CADRE

LIBRE RAPIDEMENT
— Formation supérieure,
— Expérience 3 à 5 ans, organisation administrative,
— Connaissances en informatique souhaitées.

5 x 8 - Salaire X 15
Avantages sociaux.
Restaurant entreprise.
Participation.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, photo + prétentions sous la réf. 852, à Azal Publicité, 91, rue du Pré-Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

CENTRE D'ÉTUDES
SAINT-LOUIS OUEST

JEUNE INGÉNIEUR DE RECHERCHE

diplôme grande école de chimie
— ENSCM ou Docteur Ingénieur en Chimie pour les recherches de mise au point de nouveaux systèmes catalytiques et de nouveaux procédés.

Env. C.V. et prétentions à n° 55.728, Cessac Publicité, 26, avenue de l'Opéra, PARIS (10)

PRIGRAMPIRE
PLJ - OS/VEI
TEL : 70-96-12

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

STE ENGINEERING
ELECTRON
ELECTRON

BOITE ANNULATION
COMPTAR

BOITE ANNULATION
SPECIALISTE DE L'INFORMATIQUE
RESPONSABLE COMPTAR

INGÉNIEUR AGRO
FORMATEUR COMPTAR

GROUPE IMMOBILIER
UN COLLABORATEUR

FILIALE D'UN GROUPE
MULTINATIONALE
ANALYSTE BUDGETAIRE

D.FEA
entreprises
2 COLLABORATEURS

مكتبة الامم المتحدة

SPN 20120

offres d'emploi

STE D'ENGINEERING
recherche
● INGENIEURS ELECTRON.
CONFIRMES
● INGENIEURS ELECTRON.
DEBUTANTS
Env. C.V. photo, prêt, à
Service du Personnel,
60, rue de Valenciennes, 75001 Paris

SERIE A.D.P.
ANALYSE
PROGRAMMEURS
de haut niveau
Envoyez C.V. photo et prêt, à
A.D.P., Tour des Marquises,
92120 Suresnes

UN JEUNE
INGENIEUR
SUDRIA ESSEE -
CHARIOT
ou similaire, pour une activité
technico-commerciale.
Env. C.V. photo et prêt, à
SUDRIA ESSEE, 10, rue de
la République, 92120 Suresnes

INGENIEUR
EQUIVALENT
PORTION I ou II
Homme « charnière » entre le
Service Production et les
Services Informatiques
concernant : Applications
« Production » opérationnelles.
Nouvelles applications
informatiques.
Aménagements d'organisation.
Disponibilité rapide.
Lieu de travail : Saint Omer,
75011 PARIS - 37-50-40

AGENT COMMERCIAL
Pour extension d'activité
Industrie de la chaussure
Envoyez C.V. photo et prêt, à
5, rue de Valenciennes, 75001 Paris

Site de fabrication de matériel
de sécurité proche banlieue Sud
recherche

CHEF D'ATELIER
Pour atelier presses, tours
et fraises
Très bonnes connaissances en
usinage et petite mécanique.
Le candidat sera âgé de 35 à
45 ans environ et présentera
une solide expérience professionnelle
et le sens de l'organisation.
Env. C.V. photo et prêt, à
S.M.P., Publications Rénées,
112, boulevard Voltaire, 75011 Paris

Importateur produits de marque
de renommée mondiale
en très forte expansion
Paris Centre
recherche

Le ou la RESPONSABLE de
son SERVICE COMPTABLE
Autodidacte ou non. Expérience
pratique de la comptabilité
jusqu'au bilan de l'exercice
informatique exigée.
Poste évolutif vers la direction
administrative. Mandataire
Temporaire entrepreneur.
Esprit ouvert.
Envoyez C.V. photo et prêt, à
S.M.P., Publications Rénées,
112, boulevard Voltaire, 75011 Paris

EDITEURS
OUVRAGES DE MEDECINE
recherche
pour préparation de manuscrits
et suivi du travail
de fabrication auprès
des imprimeurs et fournisseurs :

CADRE
SECRETAIRE D'EDITION
Ayant l'expérience de la
fabrication du livre spécialisé.
● Formation technique
indispensable.
● 3 ans d'expérience.
Adr. lettre manuscrite, avec C.V.
et photo (réf. 100), à M. BASSA,
120, boulevard Saint-Martin,
75003 PARIS CEDEX 03

STE D'ELECTRONIQUE
recherche
pour poste stable et évolutif
INGENIEURS-REDACTEURS
TECHNIQUES
Envoyez C.V. photo et prêt, à
T.T.T.N., 11, rue de Valenciennes,
92120 Suresnes

T.T.T.N.
C.S.F. INFORMATIQUE
recherche
● INFORMATIENS,
niveau chef de projets ;
● ANALYSTES,
PROGRAMMEURS
3 ans d'expérience dans le
domaine des mini-calcul-
teurs pour contrôle de
processus, langage assem-
bleur et langage évolué.
Lieu de travail : Garges
Réponse très urgente, à
T.T.T.N., Rhône-Alpes, 34, av. de
la République, 69001 Grenoble
Tél. 76-22-41-45

Organisation de formation rech.
Relations entreprises
Expérience contacts entreprises.
Envoyez C.V. photo et prêt, à
ASPROFORD,
153, bd Haussmann, Paris 8^e

Société de distribution
implantée sur le marché
de PARIS RUNGIS, rech.
PROGRAMMEUR COBOL
souvent fonction
responsable d'exploitation,
connaissance matériel
PHILIPS souhaitée
Expérience de trois ans
dans poste similaire.
Adr. C.V. photo et prêt, à
78, rue de Strasbourg,
92120 Suresnes

PROFESSEUR
de MATHÉMATIQUES confirmé
pour Mission de SAC en cours
de terminale C, 2^e ind.
pensable. Tél. pour R.V. :
895-70-57

UR - 514
AGENT DE VOYAGES
confirmé (40)
Toutes spécialités.
Scr. : G.P. 518 - 27200 Vernon.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche
pour son siège social
PROCEDE BANCAIRE OUEST
COMPTABLE
Le titulaire de la fonction devra posséder :
- Un B.T.S. ou D.E.S. COMPTABLE et FISCAL.
- Une expérience de 3 à 5 ans dans les bilans.
- Disponibilité rapide souhaitée.
AVANTAGES SOCIAUX
+ RESTAURANT D'ENTREPRISE
Adresser C.V. photo, présentations à
PUBLI-INTER
78, rue Voltaire, 92000 LEVALLOIS
sous réf. 28204, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN
SPECIALISTE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
recherche son futur
RESPONSABLE COMMERCIAL
CADRE
RÉGION NORD
- Diplôme B.S.C. ou équivalent, ayant une pro-
fessionnelle expérience professionnelle.
- Son installation locale ne sera après une
période de formation au siège parisien.
- Ce poste nécessite un sens aigu des négociations
et le goût des contacts à haut niveau.
La préférence sera donnée à un candidat régional.
Ecrire avec C.V. + photo à n° 37.583 P.A.,
S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75005 Paris.

INGÉNIEUR AGRONOME
FORMATEUR/CONSULTANT
Nous sommes un organisme de formation et de
conseil pour les coopératives agricoles. Nous
recherchons un ingénieur diplômé d'une école
nationale d'agriculture.
Il sera chargé de concevoir et d'analyser des systèmes
de formation continue (cadres, chefs de dépôt, etc.)
et de réaliser des actions de conseil dans les
domaines suivants : gestion, technique et com-
mercial. Une période de formation est assurée.
Il viendra rejoindre une équipe de 8 ingénieurs.
Première expérience professionnelle dans une en-
treprise du secteur agricole ou agro-alimentaire
souhaitée.
Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo à :
SYNERGIA - Service recrutement
23, rue Oudet
75009 PARIS.

GRUPE IMMOBILIER IMPORTANT
recherche
UN COLLABORATEUR
possédant :
● une formation supérieure ;
● une expérience de plusieurs années des mon-
tages financiers du secteur immobilier ;
● une réelle qualité de négociateur à tous les
niveaux.
IL EST OFFERT :
● une possibilité de collaboration au sein d'une
équipe performante chargée de la négociation
d'ensembles immobiliers ;
● une rémunération motivante directement fonc-
tion des résultats ;
● une possibilité d'évolution au sein du Groupe
en cas de succès.
Adr. C.V. manuscrite et photo récente (retournée),
sous le numéro 70108, à T.P.F., 12, r. de l'Ally (8^e),
(DISCRETION TOTALE ASSURÉE.)

FILIALE D'UN GROUPE
MULTINATIONALE
(proche banlieue Nord)
recherche pour une de ses divisions
ANALYSTE
BUDGETAIRE
Diplômé d'une école supérieure de gestion
ou de commerce.
Le candidat devra avoir acquis une expérience
même de courte durée dans le contrôle de
gestion industrielle.
Sous l'autorité du contrôleur de gestion le
candidat participera :
- à la préparation du budget
- à l'analyse des résultats
- aux prévisions financières
une bonne connaissance de l'informatique
serait appréciée.
Anglais courant impératif
Envoyez C.V. photo et présentations à
No 55298 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS
CEDEX 01, qui transmettra

D.FEAU
entreprises
recherche dans le cadre du développement de son
département bureaux et locaux industriels
2 COLLABORATEURS
● 35 ans minimum,
● ayant le sens de la négociation,
● expérience similaire appréciée,
● rémunération motivante basée directement sur
les résultats,
● possibilité d'une carrière intéressante au sein
du groupe en cas de succès.
Envoyez curr. vitae manuscrite + photo récente
(retournée) à :
D. FEAU S.A.
Secrétariat Général
132, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
(Discretion assurée.)

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
de conseil pour les
AGENCES PARISIENNES
2 DIRECTEURS
D'AGENCE
- Ils auront une formation
INGENIEUR ou B.T.S. ;
- 30 ans min., minimum ;
- sont pourvus des responsa-
bilités et du commandement ;
- ont une expérience de 3 à 5 ans dans les bilans.
- Disponibilité rapide souhaitée.
**4 TECHNI-
CO-COMMERCE**
- Ils auront une forma-
tion niveau A.T. ou B.T.S. ;
- 25-30 ans, minimum ;
- seront pourvus des responsa-
bilités et du commandement ;
- ont une expérience de 3 à 5 ans dans les bilans.
- Disponibilité rapide souhaitée.
FORMATION ASSURÉE
Salaire fixe + avantages.
Scr. av. photo et présentations
à n° 37.583 P.A., S.V.P., 37, rue
du Général-Foy, 75005 Paris.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN
SPECIALISTE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
recherche son futur
RESPONSABLE COMMERCIAL
CADRE
RÉGION NORD
- Diplôme B.S.C. ou équivalent, ayant une pro-
fessionnelle expérience professionnelle.
- Son installation locale ne sera après une
période de formation au siège parisien.
- Ce poste nécessite un sens aigu des négociations
et le goût des contacts à haut niveau.
La préférence sera donnée à un candidat régional.
Ecrire avec C.V. + photo à n° 37.583 P.A.,
S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75005 Paris.

INGÉNIEUR AGRONOME
FORMATEUR/CONSULTANT
Nous sommes un organisme de formation et de
conseil pour les coopératives agricoles. Nous
recherchons un ingénieur diplômé d'une école
nationale d'agriculture.
Il sera chargé de concevoir et d'analyser des systèmes
de formation continue (cadres, chefs de dépôt, etc.)
et de réaliser des actions de conseil dans les
domaines suivants : gestion, technique et com-
mercial. Une période de formation est assurée.
Il viendra rejoindre une équipe de 8 ingénieurs.
Première expérience professionnelle dans une en-
treprise du secteur agricole ou agro-alimentaire
souhaitée.
Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo à :
SYNERGIA - Service recrutement
23, rue Oudet
75009 PARIS.

GRUPE IMMOBILIER IMPORTANT
recherche
UN COLLABORATEUR
possédant :
● une formation supérieure ;
● une expérience de plusieurs années des mon-
tages financiers du secteur immobilier ;
● une réelle qualité de négociateur à tous les
niveaux.
IL EST OFFERT :
● une possibilité de collaboration au sein d'une
équipe performante chargée de la négociation
d'ensembles immobiliers ;
● une rémunération motivante directement fonc-
tion des résultats ;
● une possibilité d'évolution au sein du Groupe
en cas de succès.
Adr. C.V. manuscrite et photo récente (retournée),
sous le numéro 70108, à T.P.F., 12, r. de l'Ally (8^e),
(DISCRETION TOTALE ASSURÉE.)

FILIALE D'UN GROUPE
MULTINATIONALE
(proche banlieue Nord)
recherche pour une de ses divisions
ANALYSTE
BUDGETAIRE
Diplômé d'une école supérieure de gestion
ou de commerce.
Le candidat devra avoir acquis une expérience
même de courte durée dans le contrôle de
gestion industrielle.
Sous l'autorité du contrôleur de gestion le
candidat participera :
- à la préparation du budget
- à l'analyse des résultats
- aux prévisions financières
une bonne connaissance de l'informatique
serait appréciée.
Anglais courant impératif
Envoyez C.V. photo et présentations à
No 55298 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS
CEDEX 01, qui transmettra

D.FEAU
entreprises
recherche dans le cadre du développement de son
département bureaux et locaux industriels
2 COLLABORATEURS
● 35 ans minimum,
● ayant le sens de la négociation,
● expérience similaire appréciée,
● rémunération motivante basée directement sur
les résultats,
● possibilité d'une carrière intéressante au sein
du groupe en cas de succès.
Envoyez curr. vitae manuscrite + photo récente
(retournée) à :
D. FEAU S.A.
Secrétariat Général
132, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
(Discretion assurée.)

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING
recherche pour développement
d'applications industrielles
sur micro-processeurs
Jeune INFORMATIEN
1 à 2 ans d'expérience
poste à pourvoir en urgence
après période à Paris.
Adresser C.V. photo et prêt, à
S.M.P., Publications Rénées,
112, boulevard Voltaire, 75001 Paris
qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN
SPECIALISTE DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
recherche son futur
RESPONSABLE COMMERCIAL
CADRE
RÉGION NORD
- Diplôme B.S.C. ou équivalent, ayant une pro-
fessionnelle expérience professionnelle.
- Son installation locale ne sera après une
période de formation au siège parisien.
- Ce poste nécessite un sens aigu des négociations
et le goût des contacts à haut niveau.
La préférence sera donnée à un candidat régional.
Ecrire avec C.V. + photo à n° 37.583 P.A.,
S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75005 Paris.

INGÉNIEUR AGRONOME
FORMATEUR/CONSULTANT
Nous sommes un organisme de formation et de
conseil pour les coopératives agricoles. Nous
recherchons un ingénieur diplômé d'une école
nationale d'agriculture.
Il sera chargé de concevoir et d'analyser des systèmes
de formation continue (cadres, chefs de dépôt, etc.)
et de réaliser des actions de conseil dans les
domaines suivants : gestion, technique et com-
mercial. Une période de formation est assurée.
Il viendra rejoindre une équipe de 8 ingénieurs.
Première expérience professionnelle dans une en-
treprise du secteur agricole ou agro-alimentaire
souhaitée.
Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo à :
SYNERGIA - Service recrutement
23, rue Oudet
75009 PARIS.

GRUPE IMMOBILIER IMPORTANT
recherche
UN COLLABORATEUR
possédant :
● une formation supérieure ;
● une expérience de plusieurs années des mon-
tages financiers du secteur immobilier ;
● une réelle qualité de négociateur à tous les
niveaux.
IL EST OFFERT :
● une possibilité de collaboration au sein d'une
équipe performante chargée de la négociation
d'ensembles immobiliers ;
● une rémunération motivante directement fonc-
tion des résultats ;
● une possibilité d'évolution au sein du Groupe
en cas de succès.
Adr. C.V. manuscrite et photo récente (retournée),
sous le numéro 70108, à T.P.F., 12, r. de l'Ally (8^e),
(DISCRETION TOTALE ASSURÉE.)

FILIALE D'UN GROUPE
MULTINATIONALE
(proche banlieue Nord)
recherche pour une de ses divisions
ANALYSTE
BUDGETAIRE
Diplômé d'une école supérieure de gestion
ou de commerce.
Le candidat devra avoir acquis une expérience
même de courte durée dans le contrôle de
gestion industrielle.
Sous l'autorité du contrôleur de gestion le
candidat participera :
- à la préparation du budget
- à l'analyse des résultats
- aux prévisions financières
une bonne connaissance de l'informatique
serait appréciée.
Anglais courant impératif
Envoyez C.V. photo et présentations à
No 55298 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75004 PARIS
CEDEX 01, qui transmettra

D.FEAU
entreprises
recherche dans le cadre du développement de son
département bureaux et locaux industriels
2 COLLABORATEURS
● 35 ans minimum,
● ayant le sens de la négociation,
● expérience similaire appréciée,
● rémunération motivante basée directement sur
les résultats,
● possibilité d'une carrière intéressante au sein
du groupe en cas de succès.
Envoyez curr. vitae manuscrite + photo récente
(retournée) à :
D. FEAU S.A.
Secrétariat Général
132, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
(Discretion assurée.)

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ FRANÇAISE INGENIERIE
Filiale d'un Groupe Américain
recherche pour PARIS
adjoint
au chef comptable
28 ans minimum
Diplôme D.E.C.S. souhaité ou préliminaire
d'expertise comptable.
Bonne connaissance de l'anglais.
Ecrire à No 55.741 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01,
qui transmettra. Discretion assurée.

FOUR DEVELOPPEMENT D'IMPORTANTS PROJETS
D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE
sur matériel IBM 4341 et mini-ordinateur de gestion
SERVISE INFORMATIQUE
(40 personnes)
Quartier OPERA, recherche
ANALYSTES
PROGRAMMEURS
Formation supérieure 1 à 2 ans d'expérience ou
débutant souhaitant intégrer dans des équipes
de développement de 3 à 4 personnes.
Adresser C.V. et présentations à M. BROSSARD,
1, rue Talbot, 75009 PARIS.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE
Matériel Electronique
F 120.000 +
La filiale française d'une société anglo-
saxonne en pleine expansion, spécialisée
dans la distribution de matériel électronique,
recherche son Responsable Administratif et
Comptable.
Basé en banlieue sud de Paris et dépendant
du Directeur Général, il aura la charge de la
comptabilité, des budgets, des relations
banquaires et de la trésorerie, du reporting
financier, de la gestion administrative, et
compte les problèmes juridiques. Il aura
pour mission immédiate l'information de
la comptabilité générale.
Ce poste stimulant conviendrait à un can-
didat âgé de 35 ans minimum, possédant
le D.E.C.S. et ayant travaillé pendant 5 ans
dans la comptabilité, de la gestion adminis-
trative, de la gestion financière, et
compte les problèmes juridiques. Il aura
pour mission immédiate l'information de
la comptabilité générale.
Le poste stimulant conviendrait à un can-
didat âgé de 35 ans minimum, possédant
le D.E.C.S. et ayant travaillé pendant 5 ans
dans la comptabilité, de la gestion adminis-
trative, de la gestion financière, et
compte les problèmes juridiques. Il aura
pour mission immédiate l'information de
la comptabilité générale.
Adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
Monsieur Rudolph
von Rastfeldt,
The Executive Group,
33, avenue de la République,
75755 Paris CEDEX 15,
sous référence M 134.

LESIEUR
recherche
la SECRETAIRE de son
DIRECTEUR INTERNATIONAL
● de formation BTSS, BAC G2, études supérieures souhaitées
● parfaitement bilingue - Français - Anglais - Espagnol
● sténographie en français parfaite
● sténographie en anglais et espagnol - bonne pratique
● dactylo expérimentée
La candidate, âgée au minimum de 30 ans, sera indifféremment
de nationalité française, anglaise ou espagnole.
Elle aura acquis une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans un
domaine touchant aux relations internationales.
Elle devra posséder, en outre, toutes les caractéristiques professionnelles
et de disponibilité d'une collaboratrice de haut niveau.
Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo d'identité à
LESIEUR - D.A.C.P. - Service du Personnel - M. CAPPELLE
122, av. du Général Leclerc - 92103 BOULOGNE BILLANCOURT.

Manpower recherche pour sa Direction du Personnel PARIS XVII
SECRETAIRE
STENO-DACTYLO
Indépendamment des tâches classiques de secrétaire (rapport, courrier,
classement, relations téléphoniques etc...) elle se verra confier le suivi de
certains dossiers (suivi de budgets, médecine du travail...)
Une expérience de 3 à 5 ans au moins au sein d'une direction de personnel,
d'un service juridique... doublée d'un BTS de secrétaire est indispensable.
Le poste devrait évoluer vers un secrétariat de direction pour une candidate
évolutive.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations à : B. MONET -
MANPOWER - 88, rue La Fayette - 75009 - PARIS.
MANPOWER

Importante Société Prestations
de services recherche
ASSISTANT (E)
DE DIRECTION
- Travail varié avec responsa-
bilités.
- Sens de l'organisation et de
la communication.
- Expérience professionnelle dans
services formation, juridique
ou personnel appréciée.
- Dévouement et sérieux.
Env. C.V. avec photo et prêt,
à n° 55.741 CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS
CEDEX 01, qui transmettra.

UNE EMPLOYEE
DE BUREAU
AIDE-BIBLIOTHECAIRE
● Niveau d'études secondaires.
● Expérience de plusieurs an-
nées souhaitée dans la pro-
fession.
● Dactylographie impeccable.
● Notions d'anglais ou d'étran-
gères souhaitées.
Adresser C.V. détaillé et pré-
sentations sous référence 2726 M
à SWEETS, B.P. 266,
75002 PARIS
CEDEX 05, qui transmettra.

INGENIEUR
ELECTRONIEN
spécialiste instruments,
formation ingénieur électro-
mécanicien, expérience 10 ans
instrumentation et automatique.
Société ingénierie, conseil
électronique. Age min. 30 ans.
Rémunération selon expé-
rience.
Env. C.V. photo et prêt, à
SWEETS, B.P. 266,
75002 PARIS CEDEX 05.

INGENIEURS
ELECTRONIENS
très bonnes connaissances
en microprocesseurs
et circuits intégrés.
Formation Ecole d'ingénieurs
ou maîtrise d'informatique.
3 ans d'expérience minimum.
Ecrire avec C.V. et présentations
sous réf. 1382 à
A.J. CONSEIL
B.P. 227 - 75009 PARIS
CEDEX 19.

ANIMATEURS
en GESTION
et en ANGLAIS.
Envoyez C.V. photo
et présentations à
A.J. CONSEIL
B.P. 227 - 75009 PARIS
CEDEX 19.

RECHERCHES
PROGRAMMEUR
COBOL
1 à 2 ans d'expérience.
- Appréhension de documents
de type base de données.
- Formation IUT.
- Expérience préalable à I.G.R.
(Service Document, Scientifique)
16 bis, av. P.-V. Courcier
92000 VILLEJUIF

représent.
offre
IMPORTANTE MANUFACTURE
de chimie et pyramas
offre à :
REPRESENTANT (E)
Bien introduit sur secteur
Paris rive gauche et
banlieue sud
commission m. G.A.R.A.N.T.I.E.
Els LINDONIN,
34, rue Saint-Martin,
75003 Paris. Tél. 47-45-06 MR.
GRATACAP.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONES
296-15-01

L'immobilier

appartements vente

3^e arrdt.
 Marché immobilier des Nations
MARAI THORIGNY
 4 étages, 2 pièces, w.-c. Libre
 M. MAILLEY, TEL. : 55-07-44

4^e arrdt.
 MARAIS BOIS classé
 42 m², 300.000 F.
 LUXURIEUX, 2 pièces, w.-c.
 GABRIEL 52-23-48

5^e arrdt.
 JARDIN DES PLANTES
 2 pièces, 1 ch., 100 m².
 TEL. : 36-25-12

6^e arrdt.
 RUE CLAUDE BERNARD
 3 P. IMM. PIERRE, TAPIS
 344-71-42, de 14 à 19 F.

7^e arrdt.
 ECOLE MILITAIRE studio im-
 peccable, bain, w.-c., ch. cent.,
 110 m², 145.000 F., mardi 29 à
 13 h, à 15 h, R. AUGEREAU.
 Prox. INVALIDES
 2 pièces et studio confort
 70.000 F. URGENT. T. 330-32-71

8^e arrdt.
 ECOLE MILITAIRE imm. ré-
 cent, 2 p., 40 m² env., respec-
 tueux, 110 m², 145.000 F., mardi
 29 à 13 h, à 15 h, R. AUGEREAU.
 Prox. INVALIDES
 2 pièces et studio confort
 70.000 F. URGENT. T. 330-32-71

9^e arrdt.
 AV. RAPP
 Rec. luxueux 3-4 P.
 étage élevé avec balcon, tout
 confort, 1.800.000 F. T. : 52-23-48

10^e arrdt.
 Part. à part, 10 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

11^e arrdt.
 REPUBLIQUE
 100, rue de la Folie-Marcourt.
 Bel immeuble en cours de réavi-
 lement 100 m², 4 p., w.-c., asc. App.
 110 m², 145.000 F., mardi 29 à
 13 h, à 15 h, R. AUGEREAU.
 Prox. INVALIDES
 2 pièces et studio confort
 70.000 F. URGENT. T. 330-32-71

12^e arrdt.
 LÉDRU-ROLLIN
 3 locaux en duplex de 80 m² en-
 viron à aménager. T. : 52-23-48

13^e arrdt.
 PL. DAUMESNIL
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

14^e arrdt.
 PARC MONTGOURIS
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

15^e arrdt.
 VAUGRARD belle maison de
 200 m², 10 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

16^e arrdt.
 RUE DES VIGNES
 5 P. T. T. CONFORT
 120 m², 1.800.000 F. T. : 52-23-48

17^e arrdt.
 PEREIRE
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

18^e arrdt.
 JULES FERRI
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

19^e arrdt.
 IMMEUBLE RECENT
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

20^e arrdt.
 HAUTE-DE-SEINE
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

21^e arrdt.
 BOULOGNE
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

22^e arrdt.
 NEUILLY
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

23^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

24^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

25^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

26^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

27^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

28^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

29^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

30^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

31^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

32^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

33^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

34^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

35^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

36^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

37^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

38^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

39^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

40^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

41^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

42^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

43^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

44^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

45^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

46^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

47^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

48^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

49^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

50^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

51^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

52^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

53^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

54^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

55^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

56^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

57^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

58^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

59^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

60^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

61^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

62^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

63^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

64^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

65^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

66^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

67^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

68^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

69^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

70^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

71^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

72^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

73^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

74^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

75^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

76^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

77^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

78^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

79^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

80^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

81^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

82^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

83^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

84^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

85^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

86^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

87^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

88^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

89^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

90^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

91^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

92^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

93^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

94^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

95^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

96^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

97^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

98^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

99^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

100^e arrdt.
 RUE VANEAU
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

bureaux

A EVRY CENTRE VILLE
 BUREAUX DE 100 A 2000 M²
 aménagés ou bruts
 fibres de suite.
 Elio Boulakia
 Etablissement Public
 d'Aménagement d'Evry
 077.82.00

RUE ROYALE
 170 m² de bureaux, 10 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

A LOUER CLICHY
 BUREAUX, 481 M²
 entièrement traités au res-
 taurant, cuisine équipée, labo
 à l'usage de pharmacie, 10 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

SAF
 622-10-10
 Mme MERLHES

MOYEN-ORIENT
 ENTREPRISE
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

RUE MALMAISON
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

MAISON DU XVIII^e S.
 100 m², 4 p., w.-c., état
 parfait, confort, 1.800.000 F.
 T. : 52-23-48

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

CARRIÈRE CONTESTÉE EN SEINE-SAINT-DENIS

Le gypse apporte des emplois mais pas forcément le bonheur

Sauvegarder l'emploi au détriment de l'environnement ou privilégier l'écologie au préjudice de l'activité industrielle, tel est le dilemme auquel se trouve aujourd'hui confronté le préfet de Seine-Saint-Denis, M. Jean Amet, qui aura à trancher dans l'affaire des carrières de Vaujours et Courbon.

Sur ces deux communes, à la limite de la Seine-et-Marne, est installée depuis soixante ans la plus grande carrière de gypse d'Europe, exploitée par la SAGC, filiale du groupe Pollet et Chausson. Cette société, qui possède une usine de traitement du gypse à Vaujours, emploie quatre cents travailleurs, dont une petite partie seulement travaillant à l'extraction. Celle-ci depuis 1963 se fait à ciel ouvert, le travail en souterrain, en cage, ayant été arrêté pour améliorer la sécurité. En octobre 1974, après la réforme du code minier, l'autorisation d'exploitation a été renouvelée pour trente ans sur 240 hectares, mais cet arrêté prévoyait une nouvelle étude de dossier des carrières atteignant la partie boisée du gisement, au lieu du bois de Bernouille.

L'entreprise, qui a pratiquement achevé l'extraction dans le site actuel, vient de déposer officiellement une demande pour exploiter le gisement sous le massif forestier. Le faire à ciel ouvert nécessite le détournement d'une route. Or le conseil général (à majorité communiste) s'est prononcé à l'unanimité, le 22 janvier 1980, contre le déplacement de ce chemin départemental et, par conséquent, contre l'exploitation à ciel ouvert, donnant ainsi satisfaction aux comités de défense de l'environnement. Cette décision, si elle était maintenue, obligerait l'entreprise à revenir à la méthode d'exploitation en souterrain. Les salariés refusent de l'envisager pour des raisons de sécurité et parce que cette solution réduirait de quinze ans le temps pendant lequel du gypse pourrait être extrait.

Cette décision du conseil général, affirment les délégués du personnel, est « purement politique »; elle répond à un souci électoral. « En sauvegardant ce site, répliquent les élus, nous restons fidèles à la ligne politique que nous nous sommes fixée : préserver les espaces verts qui dans ce département sont cruellement déficitaires. Notre contribution dans le domaine des espaces verts n'est pas négligeable, rétorque M. Charvillat, P.-D.G. de l'entreprise, « puisque nous sommes tenus de procéder à des reboisements après exploitation. »

C'est ainsi que 35 hectares ont été replantés depuis 1976.

Pour l'heure, la balle est dans le camp du préfet, à qui incombe le rôle de concilier ce qui semble inconciliable. Sa décision n'est pas encore prise. « Je recherche, avec les concours des services techniques compétents et en liaison avec l'entreprise exploitante, dit-il, une solution qui permette de concilier les différents impératifs et de tenir compte des préoccupations qui ont été exprimées au plan local ou départemental. Je pense que nous y parviendrons. »

Cela ne sera pas très facile, si l'on en juge par ce qui se passe dans le Val-d'Oise. Là aussi une carrière de gypse est exploitée dans la forêt de Montmorency. Bien que le travail s'y fasse en souterrain, les riverains ne sont pas pour autant satisfaits, et l'on en croit du moins M. François Gayet, maire radical de gauche de Saint-Leu-la-Foret. Il vient d'écrire au président de la République pour lalerter sur les maux que présente sur ce massif forestier. Il s'inquiète des conséquences du mode de comblement des galeries souterraines, une fois leur exploitation terminée. Celui « recommandé par l'Etat », se traduirait, d'après M. Gayet, par un affaissement du sol de 3 à 6 mètres. « Que deviendront les arbres après ce traitement de choc réalisé sur plusieurs centaines d'hectares », demande-t-il.

KIM LAROUSS.

ZAC IMPOSÉE DANS LE VAL D'OISE

Les abords de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise sont aménagés contre l'avis des élus

Sept mois auront suffi à l'Etat pour imposer, contre le gré des élus locaux, la création d'une zone d'aménagement concerté, appelée ZAC des Toupets, sur deux des quinze communes qui forment le périmètre de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) : Jouy-le-Moutier et Vauréal.

S'étant opposés, le 10 septembre dernier, à un dossier de la zone des Toupets. Elles tenaient, une fois de plus, à le faire savoir. Il fallut de nombreuses suspensions de séances, des tractations multiples, des chasses-croisées de billets en cours de réunions, des pouvoirs de vote des élus absents apportés au milieu de séance ou encore un accusé de réception adressé par la préfecture le jour même du vote, et par porteur spécial, confirmant la démission d'un élu, démission demandée pourtant plus de deux mois auparavant.

Entre ces deux dates, que de séances mouvementées à l'Hotel de ville de Pontoise, de pétitions, de lettres ouvertes du Comité de lutte contre l'urbanisation de l'Haut-Val, de tractations, de fausses sembleries pour parvenir à l'adoption par le syndicat communal de la ville nouvelle de la convention triennale signée entre l'Etat, la région d'Ile-de-France et la ville nouvelle. Une convention approuvée finalement le 3 mars dernier — c'est la première en Ile-de-France, — et, à ce titre, l'opération sera suivie attentivement dans toutes les autres villes nouvelles qui contribueront à pousser le développement de Cergy-Pontoise.

La ZAC des Toupets devrait rassembler mille huit cents logements (dont trois cents collectifs), édifiés sur le massif de l'Haut-Val, une zone verte surplombant la boucle de l'Oise. Plusieurs heures de débats toutefois n'ont pas suffi à M. Christian Gourmelon (P.R.), président du syndicat communal de Cergy-Pontoise, pour convaincre et rallier les élus à l'opération de la place et contre l'avis des élus ?

JACQUELINE MEILLON.

DES ÉCARTS DANS LES IMPÔTS DE 1 A 350...

Des communes plus riches que les autres et inégalement traitées par le fisc

Le phénomène est bien connu : il suffit d'habiter d'un côté ou de l'autre d'une rue pour payer un impôt local très disparate, alors même que les deux logements et la composition de la famille sont identiques. Chacun, alors, d'accuser les municipalités, rendues responsables de cette inégalité fiscale.

Pourtant les maires n'y peuvent rien. Une étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France vient opportunément le démontrer (1).

Cette étude aurait dû être beaucoup plus précise qu'elle n'est. Pour la réaliser, il a fallu en effet disséquer les situations fiscales de chaque commune. Mais publier noir sur blanc les « richesses » des communes n'aurait pas été, semble-t-il, jugé trop « dangereux » par les responsables de l'Institut (son conseil d'administration est présidé par M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France). Dans le document disponible, les noms des communes citées en exemple ont été remplacés par des lettres. Pourtant une véritable réforme communale implique une « révolution » dans la fiscalité locale. Celle-ci ne peut se concevoir que si les données de base sont connues.

Pourtant, en son état, cette étude est déjà riche d'enseignements. Elle repose sur une notion introduite dans le projet de développement des responsabilités locales étudié actuellement par le Parlement.

Première constatation : les communes d'Ile-de-France sont globalement plus riches que les autres. La moyenne du potentiel fiscal régional par habitant est de 1198 francs, alors qu'il n'est que de 783 francs en moyenne nationale.

Ce chiffre global cache une très grande disparité. La commune la plus pauvre se situe en Seine-et-Marne : elle a entre sept cents et deux mille habitants et un potentiel fiscal par habitant de 211 francs. La plus riche est dans le même département, elle est plus petite mais sa « richesse » est trois cent cinquante fois supérieure ! Et ce n'est pas là une exception. Paris exclu, la moitié de la population d'Ile-de-France « tonne » à 815 % du potentiel fiscal régional. La capitale pour sa part, avec 1 808 francs par habitant, se situe parmi les mieux « placées », même si elle n'est pas — et de loin — la plus riche.

Comment expliquer ces écarts ? Pas par la taille de la commune, car il n'apparaît pas de relation statistique entre le potentiel fiscal d'une ville et le nombre d'habitants. En fait, c'est l'évolution de la taxe professionnelle (l'un des quatre impôts directs locaux) qui détermine le potentiel fiscal, d'autant qu'en moyenne dans la région l'ancienne patente représente près de 55 % du total.

Or, les entreprises sont réparties de manière tout à fait inégale. Même en éliminant les cas les plus extrêmes, l'écart entre les communes disposant de la plus forte base d'imposition par habitant et les plus démunies est de 1 à 16,70 pour la taxe professionnelle et simplement de 1 à 3,80 pour la taxe d'habitation. Résultat, le potentiel fiscal de la commune la plus riche provient à 77,87 % de l'impôt sur les entreprises et de 0,12 % de l'impôt sur les habitants, alors que pour la plus pauvre, les pourcentages sont respectivement de 2,49 % pour la taxe professionnelle et de 47,3 % pour la taxe d'habitation.

Cet écart a de graves conséquences sur les taux d'imposition auxquels sont soumis leurs contribuables. Ainsi, une fois éliminés les cas les plus extrêmes, la taxe d'habitation pour deux contribuables occupant un local dont la valeur locative est identique varie dans une proportion de 1 à 8.

(1) Richesse et pression fiscale Ile-de-France en 1977, I.A.U.R.I.P., 31-33, rue de la Roquette 75011 Paris. Cédex 15.

Pour la taxe professionnelle, l'écart est de 1 à 10.

Cela s'explique plus par la « richesse » de chaque cité que par la politique suivie par les municipalités. Ainsi l'équipe communiste de Courbevoie disposait en 1977 d'une base, par habitant, pour sa taxe professionnelle de 15 241 francs, et un taux de 3,2 % lui permet d'obtenir 488 francs par contribuable ; le taux de sa taxe d'habitation pouvait alors être que de 4,36 %. Dans le même temps, en revanche, il est de 11,5 % à Antony, autre municipalité communiste. Mais la base de la taxe professionnelle n'est que de 1 268 francs par habitant, et un taux (pourtant fort) de 9,28 % ne permet de recueillir que 118 francs par habitant.

Déséquilibre

L'inégalité des Français devant l'impôt local est d'autant plus grande que cet impôt ne tient pas compte des ressources des ménages. Ainsi, alors que dans les Hauts-de-Seine la contribution des collectivités locales ne représente que 10 % de l'impôt sur le revenu perçu dans le département, elle est de 25 % en Seine-Saint-Denis. Plus grave : la richesse attire la richesse. Les communes les mieux dotées peuvent ne pas trop imposer les entreprises qui s'installent chez elles. Et si l'on regarde les moyennes départementales, faute de disposer de renseignements ville par ville, on constate que, dans les Hauts-de-Seine, il suffit d'un taux de taxe professionnelle de 6,83 %, pour obtenir 390 francs par habitant, alors que, dans le Val-de-Marne, pour recueillir 357 francs, il faut un taux moyen de 11,98 %.

Le maire d'Épinay (Seine-Saint-Denis) se souvient encore de cet industriel qui a renoncé à quitter Levallois (Hauts-de-Seine) pour venir s'installer dans sa commune parce que la taxe professionnelle était quatre fois plus importante à l'est qu'à l'ouest.

L'injustice de l'imposition locale participe à l'évidence au déséquilibre interne de la région parisienne.

THIERRY BREHIER.

ANTONY, LEVALLOIS-PERRET, SÈVRES

Des maires communistes voient rouge

Les maires communistes des communes de la banlieue parisienne à qui on reconnaît volontiers de louables qualités de gestionnaire semblent décidés à multiplier les écarts lorsqu'un conflit les oppose à l'administration. Ainsi dans les Hauts-de-Seine plusieurs « affaires » sont actuellement l'occasion de vifs débats, et l'opinion publique. Dernier en date : Antony. La municipalité élue en 1977 veut

réaliser cent quatre logements « sociaux » de trois ou quatre étages. Cette opération est en contradiction apparente avec le plan d'occupation des sols (POS) approuvé par la précédente municipalité. En effet il prévoit à l'endroit désigné la réalisation d'un C.E.S. et l'élargissement d'une route. Toutefois, à l'appel de leur demande de permis de construire, les élus s'efforcent de conforter avec les principes émis par la direction départementale de l'équipement (D.D.E.) à l'occasion de la révision du POS.

Le 13 mars le préfet a tout de même refusé le permis. « Il est raisonnable d'attendre que l'enquête publique de révision du POS, prévue ici à la fin de l'année, soit achevée », estime Pierre Fomellat, directeur de la D.D.E. « Nous avons reçu, confie-t-il, quelque cinq cents lettres de protestation des riverains. »

Pourtant M. André Aubry (P.C.), le maire d'Antony, ne l'entend pas de cette oreille. D'abord il s'appuie sur les deux mille mal-logés qu'il a recensés dans sa ville. Ensuite il brandit une lettre par laquelle le préfet a adressé le 21 février par le président du conseil général au préfet, « Mon cher préfet », y écrit Jacques Baumel, président du conseil général de la R.P.R., « il serait peu souhaitable de donner une suite favorable en définitive à ce projet ». Dans ces conditions, André Aubry a beau jeu de crier à la « collusion politique ».

A Levallois-Perret, c'est un nom des sports que le maire, M. Jean Vong (P.C.), exprime une franche colère. Le stade de 18 000 mètres carrés, dont la construction a été entreprise grâce à des crédits communaux et départementaux, ne peut être achevé parce que la subvention attendue

de l'Etat tarde à venir. Une subvention bel et bien promise, affirme le maire, en décrivant le spectacle absurde des quatre mâts d'éclairage, des clôtures, du haut de tribune et des vestiaires entonnant, un vulgaire terrain vague. « Jamais l'Etat ne s'est formellement engagé », réplique le directeur départemental de la jeunesse et des sports. Ce stade faisait simplement partie d'un programme prévisionnel de ZAC pour lequel les crédits ont été arrêtés fin 1975. Néanmoins, j'ai proposé moi-même au maître de tenir son opération en deux tranches. C'est ainsi qu'une subvention devrait être inscrite sur les autorisations de programme 1980. Une subvention qui n'en sera pas moins inférieure à celle réclamée.

Cette pression des élus locaux pour obtenir davantage de l'Etat a été particulièrement spectaculaire à Sèvres. La municipalité veut terminer à moindre mal une importante opération de rénovation urbaine engagée il y a plus de dix-huit ans et qu'elle traîne comme un boulet. Aussi a-t-elle demandé au Fonds d'aménagement urbain (FAU) de financer à 50 % le déficit, qui devrait être finalement supérieur à 50 millions de francs. Le refus de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, fut sans équivoque. Manifestations et protestations n'y ont toujours rien changé. Dès lors, les élus, même s'ils ne renoncent pas à exprimer leurs récriminations, sont aussi contraints d'assumer leurs responsabilités directes. Et, sans exclure une possible amélioration du marché foncier dont ils pourraient tirer profit, ils vont, ainsi que leur a proposé l'administration, multiplier les dossiers de demande de subventions.

STÉPHANE BUGAT.

La Grèce et ses îles

à bord d'ENRICO C

8 jours à partir de 2.755 F.

au départ de Venise

Italie-Grèce-Crète-

départs chaque samedi de Mai à Octobre

CROISIÈRES

PAQUET

le N° 1 de la Croisière en France

Agent général de Costa Armatori

Renseignez-vous vite chez votre Agent de Voyages.

LE CONVERTIBLE, FAÇON GUERMONPREZ.

Charlotte est le premier canapé-lit conçu comme un vrai lit. Avec un matelas confortable, suffisamment épais (11 cm) et large (190 x 145), et un sommier à lattes de bois qui assurent un

meilleur couchage. Car Gérard Guermonprez a voulu que Charlotte soit plus qu'un simple lit d'appoint. En fait Charlotte c'est un très beau canapé, élégant, d'entretien

facile (ses coussins et ses accotoirs sont déhoussables) dans lequel vous dormirez mieux. guermonprez Vous ne paierez que la façon.

Si vous désirez toucher de plus près Charlotte, envoyez-nous ce bon à découper. Veuillez retourner, accompagné des documents et la liste de nos dépositaires : G. Guermonprez, 53 rue de la Roquette 75011 Paris.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

du lundi au vendredi

796

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

A PROPOS DE...

LA CRÉATION DU COLINE

Un lobby écologique

M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, a assisté à la première assemblée générale du Comité de liaison pour l'information écologique (COLINE), qu'il a félicité pour son action et avec lequel il souhaite que son administration collabore.

Le COLINE est une association adhérente — elle a été créée en juillet 1979 — mais qui par son originalité et l'impératif de ses travaux méritait la visite d'un membre du gouvernement. Elle ne compte que quarante-cinq membres et ne souhaite pas en augmenter le nombre. En fait, quinze parlementaires — députés et sénateurs — appartenant aux groupes de la majorité comme de l'opposition. Seuls les communistes ont refusé d'y siéger. Des professeurs, des juristes, des animateurs d'association complètent ce noyau. Tous sont des « connaisseurs » des problèmes écologiques. Leur objectif est de contribuer à une meilleure information des parlementaires en recueillant avis et suggestions des associations. Leur action s'exerce essentiellement lorsque viennent en discussion des projets de loi qui en tout ou en partie peuvent toucher à l'environnement.

« Nous ne défendons pas des intérêts économiques ou financiers », explique M. André Holleux, qui est à la fois président du COLINE, président de l'Union des associations de défense de la nature de l'Essonne et conseiller d'Etat. « Mais nous constituons un groupe de pression qui agit pour l'intérêt général et pense au futur. »

Le COLINE travaille sur les textes législatifs en préparation mais laisse à ses membres parlementaires le soin de traduire la fruit de ses réflexions sous forme d'amendements. Députés et sénateurs préoccupés d'écologie élargissent à l'intérieur de leurs groupes respectifs et dans les commissions parlementaires.

« Le COLINE est une bonne formule malheureusement unique, reconnaît M. Alain Richard, son vice-président, député (P.S.) du Val-d'Oise. Il améliore les conditions du travail parlementaire en nous permettant de recueillir des opinions et des expériences contradictoires et par conséquent d'être mieux informés. »

Le patrimoine des associations

Ainsi le COLINE est déjà intervenu indirectement sur certains textes de loi. Deux amendements — dont l'un crée un conservatoire des espèces animales et végétales — ont été opportunément ajoutés à la loi d'orientation agricole. Les membres du COLINE vont s'efforcer de réintroduire la procédure des auditions publiques et du référendum communautaire dans la loi sur la responsabilité des collectivités locales. Ils proposeront des améliorations au texte concernant la décentralisation en matière d'urbanisme. Ils ont sévèrement condamné le projet de loi-cadre sur le bruit que le

gouvernement a renoncé à présenter tel quel. Le COLINE rejette également le projet sur la bruit des aéroports qui selon M. Pierre Bellet, premier président de la cour de cassation, est « un atterrissement ».

Le comité étudiera, avec la même attention soignée, les projets de loi sur la forêt, sur la récupération de la chaleur, sur les économies d'énergie, sur l'agence de l'air, etc. Ce lobby écologique totalement indépendant exerce donc une sorte de vigilance qui vient compenser la pusillanimité ou le laxisme des pouvoirs publics. Composée de personnalités compétentes occupant souvent de hautes fonctions, il ne peut être accusé de céder à la démagogie ou aux foudrues. Il s'appuie sur le travail des associations de terrain et s'occupe de son assemblée générale. Il leur a d'ailleurs lancé un appel : « Les associations ont accumulé une masse d'informations, d'études et d'expériences dont la communication nous serait extrêmement utile. Nous leur demandons de nous contacter », a dit M. André Holleux.

Le COLINE constitue donc un nouveau mode de participation des citoyens à l'élaboration de la politique du cadre de vie. Il témoigne de la vitalité et de l'imaginaire du mouvement associatif face à des partis politiques et à des administrations empêtrées dans leurs lourdes structures.

MARC AMBROISE-RENDU.

★ Coline, 13, rue Monge, 75005 Paris.

L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS DU RHIN

Paris propose de construire une saline en Alsace

Pour résoudre la question des déchets salés des Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.), la France propose à ses partenaires européens de construire avec leur participation une saline de 1 million de tonnes près de Mulhouse et de répartir sa production sur les marchés des quatre pays riverains du Rhin. C'est ce qu'a révélé M. André Giraud, ministre de l'Industrie, dans une interview que publiait, le dimanche 27 avril, « l'Alsace ».

Une convention signée à Bonn en 1976 entre la France, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse avait prévu que, pour éviter leur déversement

dans le Rhin, les saumures des M.D.P.A. seraient injectées en couches profondes dans le sous-sol alsacien. Devant l'opposition des populations et des élus locaux, le gouvernement renonça, en décembre 1978, à présenter cette convention à la ratification de l'Assemblée nationale. Des négociations ont donc repris avec les autres pays riverains du Rhin pour trouver une ou des solutions complètement nouvelles. Une commission formée à la demande du président de la République avait indiqué, le 18 mars dernier, que la réutilisation des saumures alsaciennes passait par la construction d'une saline et d'une usine chimique.

Le gouvernement a écarté le projet d'une usine et va s'efforcer de faire accepter par les anciens signataires de la convention de Bonn l'idée de construire une saline. Resterait à trouver preneur pour un million de tonnes de sel supplémentaires, d'écoulement d'un tonnage d'une telle importance poserait des problèmes délicats, a indiqué M. Giraud. Aussi est-il envisagé que chaque partenaire participe tout au moins à un financement de la saline qu'il écoule le produit sur son territoire, à raison de 240 000 tonnes pour les Pays-Bas, 300 000 pour la France et la République fédérale d'Allemagne et 60 000 pour la Suisse.

● Pollution dans le Lot-et-Cher : l'usine suspecte fermée. — Pour la sixième fois, en dix ans la rivière la Braye vient d'être polluée sur 25 kilomètres d'étendue par un déversement de cyanure entre Sargé et Savigny, à la limite du Lot-et-Cher et de la Sarthe. Le préfet du Lot-et-Cher a décidé la fermeture administrative d'une usine de traitement des métaux située à Cormenon. L'entreprise, qui emploie une centaine de personnes, avait bénéficié l'an dernier de prêts pour construire une station d'épuration destinée à prévenir les pollutions. — (Corresp.)

● Les Bretons après la réunion à l'Elysée. — Réunis en assemblée générale à Ploumor-Bordou dans les Côtes-du-Nord, les élus du comité de vigilance et de coordination des communes du littoral des Côtes-du-Nord touchées par la marée noire ont dressé le bilan, le 26 avril, de leur récente visite à l'Elysée. Ils ont notamment reproché à M. Raymond Marcellin, ancien ministre et président du conseil régional, de s'être comporté en porte-parole des élus bretons à l'issue de cette visite, contrairement aux engagements pris auparavant. Ils ont d'autre part demandé le déblocage immédiat des prêts d'indemnisation et créé une cellule de travail pour étudier les conséquences écologiques de la marée noire.

Dans les Ardennes

LE CONSEIL MUNICIPAL DE CHOOZ REFUSE D'ORGANISER L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CENTRALE NUCLEAIRE

Le projet de construction d'une seconde centrale nucléaire à Chooz (Ardennes) fera l'objet d'une enquête publique, du 6 mai au 17 juin, sur le territoire de quatorze communes.

Un premier réacteur d'une puissance de 900 mégawatts avait été mis en service sur ce site en 1967 pour le compte d'une société belge et de l'E.D.F. Cette fois-ci l'E.D.F. envisage de construire quatre réacteurs de 1300 mégawatts dont les deux premiers seraient mis en route en 1988. La centrale fournirait annuellement 15 milliards de kilowatts-heures alors que les besoins de la région Champagne-Ardenne sont estimés à 11 milliards de kilowatts-heures en 1990.

La population de Chooz est hostile à ce projet. Le 4 mars 1979, à l'occasion d'un référendum organisé par la mairie, elle s'était prononcée contre la centrale par 240 voix contre 133. Le vendredi 25 avril, le conseil municipal par 8 voix pour, 2 contre, et une abstention a demandé le report de l'enquête publique et refusé que celle-ci soit organisée à la mairie. Les conseillers estiment que les habitants de la région n'auront pas le temps de « faire leurs remarques sur des dossiers complexes et importants » et que les informations nécessaires avant l'ouverture de l'enquête sont « insuffisantes ».

SOUCIEUX DE FAIRE Les Neuf se heurtent en ce qui concerne le

POUR 60.000F, DEVENEZ PROPRIETAIRE AUX CANARIES, 14 JOURS PAR AN, VOYAGE COMPRIS.

L'ENERGIE DE LA SOLARA.

PLUS DE PUISSANCE, MOINS D'ESSENCE.



SOLARA. LA NOUVELLE TALBOT.

L'énergie de la Solara, vous la découvrirez en essayant la nouvelle Talbot. La Solara, c'est une limousine puissante, luxueuse, mais à la consommation modeste. En 1980, concilier le plaisir de conduire et celui de consommer peu, c'est une performance brillante. Solara, la puissance : le moteur de 1600 cm³

à allumage transistorisé qui équipe la GLS, développe 88 ch DIN (62,9 kW). Sur la route c'est une vraie Talbot : efficace, sûre, confortable, traction avant à moteur transversal, elle a 4 roues indépendantes et un freinage assisté surpuissant. Solara, l'économie : la GLS grâce à sa boîte 5 vitesses, et sans rien sacrifier de sa puissance

et de son brio, se contente de 61 l aux 100 à 90 km/h en vitesse stabilisée et d'une vignette 7 CV. Solara, le luxe : sa ligne est longue, ses contours généreux. Asseyez-vous au volant et savourez : intérieur vaste, 5 larges places, sièges profonds,insonorisation rigoureuse, équipements à faire pâlir ses rivaux. Solara, le choix : 2 moteurs, 3 boîtes (4 ou 5 vitesses, et automatique) et 6 versions de 36.800 F à 49.750 F.

Solara, la nouvelle Talbot est chez vos Concessionnaires et Agents Talbot Venez l'essayer : elle est éblouissante.

Garantie 6 ans anticorrosion Talbot.

Les Talbot sont équipés de la dernière technologie en matière de sécurité.

Les Talbot sont équipés de la dernière technologie en matière de confort.

Les Talbot sont équipés de la dernière technologie en matière de performance.



Allez savoir plus sur votre forme de vente en propriété parfaite. Envoyez gratuitement sans aucun engagement de ma part votre brochure d'information.

Mlle. Mme M. Monsieur

Audrey

Cette brochure

Tel.

Invasol

10000

Garantie

60.000

Lyon

INVASOL N'ACHETEZ QUE LES VILAINES NOUS NOUS CHARGEONS DES SOUCES.

مكة: من الأمل

MARCHÉ COMMUN

SOUÇIEUX DE PARVENIR A UN ACCORD

Les Neuf se heurtent encore à de nombreux obstacles en ce qui concerne le budget et les prix agricoles

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf ont repris leurs travaux lundi matin 28 avril. Après avoir, dimanche, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing, en compagnie des ministres des affaires étrangères allemand, britannique et français, s'étaient réunis pour un petit déjeuner à l'ambassade de France. Ces entretiens à trois, qui ont duré une heure un quart, ont porté exclusivement sur la situation internationale.

A la reprise des travaux officiels, à midi trente, rien n'était acquis concernant la question centrale du niveau de la contribution britannique au budget européen. En revanche, des progrès sérieux, mais non définitifs, avaient été obtenus pendant la nuit sur les questions agricoles. Un accord à huit était acquis sur les prix agricoles, ainsi que sur l'organisation du marché du mouton.

Les Britanniques ne s'y étaient pas ralliés, mais la plupart des observateurs pensaient qu'il s'agissait d'une position d'attente. A 14 heures passées, le conseil était toujours réuni, et, d'après les porte-parole, devait se prolonger dans l'après-midi. Le départ de M. Giscard d'Estaing, connaissant un taux supérieur à celui de la moyenne communautaire, devait immédiatement prendre des mesures pour corriger cette situation; émettre des obligations libellées en ECU qui seraient proposées en particulier aux pays producteurs de pétrole détenteurs de dollars, en guise de placement. L'idée est de faire participer activement la C.E.E. au recyclage des dollars.

Dans le domaine agricole, après une série d'entretiens bilatéraux, dont l'objectif était d'évaluer sur quels bases il était possible d'arriver à un compromis, le vice-président de la Commission chargé des affaires agricoles, M. Gundelach, a présenté de nouvelles propositions. Il suggère une augmentation moyenne des prix communs de 5 %, au lieu des 2,4 % proposés initialement. Toutefois, le projet de la Commission ne précise pas l'ampleur des ajustements produits par produit. Dans l'esprit de M. Gundelach, en cas d'accord politique au Conseil, la question de la prochaine réunion, le 6 mai, des ministres de l'agriculture, il est permis de penser cependant que la Commission n'aurait pas le conseil des ministres ne voudrait s'écarter sensiblement de la hiérarchie des prix existante dans la proposition initiale de la Commission.

POUR 60.000F, DEVENEZ PROPRIETAIRE AUX CANARIES, 14 JOURS PAR AN, VOYAGE COMPRIS*

Achetez votre temps de vacances, en propriété partagée, dans un appartement (55,41 m² avec terrasse) meublé confortablement, à Lanzarote, aux Canaries.

Vous êtes même propriétaire de votre vaisselle.

Avec Invasol, c'est encore plus intéressant : le voyage aller/retour pendant 10 ans est compris* ainsi que les charges.

Et vous pouvez choisir vos vacances à n'importe quel moment de l'année.

A Lanzarote, il n'y a pas de mauvaise saison.

* Par cession de parts. Le voyage est compris, si vous le souhaitez, pour deux personnes et pour 10 ans d'un seul paiement, suivant l'évolution des tarifs sociaux. Prix valable jusqu'au 31 mai 80.

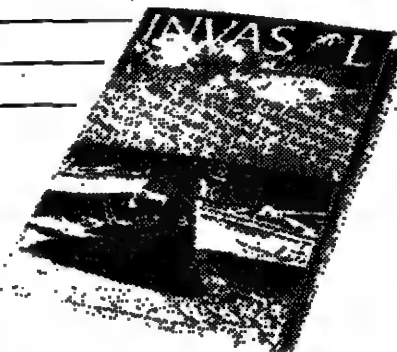
J'aimerais en savoir plus sur votre formule de vente en propriété partagée. Veuillez m'envoyer gratuitement sans aucun engagement de ma part votre brochure d'information.

Mlle, Mme, M. _____
Adressé _____

Code postal _____
Tél. _____

Invasol
1 cours
Gambetta
69003
Lyon

INVASOL. N'ACHETEZ QUE LES VACANCES. NOUS NOUS CHARGEONS DES SOUCIS.



d'abord prévu avant le déjeuner, a été reporté au milieu de l'après-midi, mais il pourrait encore être retardé.

Les travaux préparatoires du groupe de hauts fonctionnaires sur cette contribution, qui se sont déroulés dimanche et dans la nuit de dimanche à lundi, n'ont pas donné, apparemment, de résultats satisfaisants. Bien que les chefs d'Etat aient donné l'impression de souhaiter en finir avec cette affaire de la contribution britannique, aucune conclusion d'aucune sorte n'apparaît encore au début de l'après-midi.

En ce qui concerne le mouton, la Commission a présenté un projet de règlement largement favorable à ce que souhaitent les Français et incluant la possibilité d'achats publics d'intervention.

Nouvelle approche

« Le succès du Conseil européen est tellement important que la Commission a été amenée à faire des propositions s'éloignant très sensiblement de ce qu'elle croit qu'il faudrait faire, compte tenu de la situation sur les marchés agricoles », a déclaré M. Gundelach en présentant ce projet de compromis. De fait, sous la pression des événements, ces propositions tournent le dos à la politique d'économies que la Commission juge nécessaire de mettre en œuvre.

Depuis, les ministres de l'agriculture, réunis jusqu'à 4 heures du matin ce lundi, se sont séparés sans être parvenus à un accord unanime. Ils ont examiné séparément la question des prix et de l'affaire du mouton. Huit délégations se sont déclarées prêtes à accepter les propositions de prix et les mesures d'accompagnement préconisées. Le ministre britannique, M. Walker, s'est opposé. Rien n'empêche de penser qu'il s'agit d'un refus tactique sur lequel Mme Thatcher pourra revenir si elle estime suffisante la compensation qui lui sera offerte pour réduire la contribution nette de son pays au budget européen. Sur le mouton, les Britanniques demeurent très hostiles au projet de la Commission, qu'ils trouvent trop favorable aux chèvres françaises.

Les chefs de gouvernement commencent donc bien tard le débat sur la question budgétaire. La Commission a, en outre, commenté le ministre belge des affaires étrangères, M. Simonet, qui redoutait que, ainsi pris par le temps, il ne parvienne pas, cette fois encore, à complètement régler le problème. Dimanche, on faisait état du côté français d'une « nouvelle approche » : la contribution nette britannique serait plafonnée pendant trois ou quatre ans au niveau atteint en 1979, soit, d'après les calculs de la Commission, 500 millions de francs. Il s'agirait, cependant, d'un « plafond » adaptable, c'est-à-dire appelé à être réévalué chaque année afin, par exemple, de tenir compte de l'inflation. Les autres Etats membres paieraient à la place du Royaume-Uni la différence entre ce plafond et ce que devrait être la contribution britannique en l'absence de toute compensation française.

(1) 1 ECU = 5,80 F.

AGRICULTURE

LES MANIFESTATIONS PAYSANNES

M. Méhaignerie n'a pu inaugurer la foire forestière d'Épinal

Entamées vendredi, les manifestations agricoles se sont poursuivies pendant le week-end. L'initiative paysanne grandit, en effet, devant le retard apporté à la fixation des prix agricoles par les Neuf. Samedi matin 26 avril, M. Méhaignerie, ministre de l'agriculture, n'a pu inaugurer la quatrième Foire internationale forestière d'Épinal.

Un millier de manifestants, des agriculteurs et des agents techniques de l'Office des forêts l'en ont empêché. Après un dialogue mouvementé avec ceux-ci, il dut s'écarter par une porte dérobée, nous rapporte notre correspondant à Épinal. M. Michant, président de la Fédération nationale du bois, a dénoncé « les irresponsabilités et les approximations » qui empêchent l'inauguration, tandis que M. Blanc, maire (socialiste) d'Épinal, tout en comprenant les inquiétudes des agriculteurs, stigmatisait ceux qui, sous prétexte de défendre la forêt, font une espèce de révolution.

Bousculé, conspué par la foule, le ministre a répété à plusieurs reprises : « Il n'y aura pas de sommet européen et les prix agricoles ne sont pas fixés. » Il a toutefois, par ailleurs, que si le niveau des prix européens était insuffisant, des mesures seraient prises au plan national.

Samedi après-midi, c'est à Agen (Lot-et-Garonne) que mille cinq cents à deux mille agriculteurs ont interrompu les trafics routier et ferroviaire, à l'aide de boîtes de péte et de machines. Ils ont renversé un camion-citerne sur le pont franchissant la Garonne. Quelques heures se sont écoulées avec les C.R.S., peu avant la fin de la manifestation. Dans la Vienne, les manifestants ont distribué des tracts aux péages de l'autoroute A-10 sans interrompre la circulation.

Dimanche 27 avril, au Mans (Sarthe) un millier de paysans ont manifesté dans le calme devant l'église et la préfecture, lors de la visite de Mme Giscard d'Estaing à l'occasion du mille cinq centième anniversaire de la fondation de l'Ordre de Saint-Benoît. Ils ont remis leur carte d'électeur en signe de protestation. Enfin, trois cents manifestants, des agriculteurs belges en majorité, ont accueilli avec des effluves, dimanche après-midi, les chefs d'Etat et de gouvernement à Luxembourg. Les contrôleurs aériens entendent attirer l'attention sur l'organisation européenne de l'espace aérien qui est, selon eux, menacée.

AFFAIRES

DANS UNE INTERVIEW AU « POINT »

Le baron Empain : je reprends mes affaires en main

Le baron Edouard-Jean Empain (quarante-deux ans) ne quittera pas la présidence du groupe Empain de chemin de fer, il déclare avec sa famille, 45 % du capital à travers diverses sociétés holding, comme la rumen en avait couru avec l'assistance des derniers jours. Il a annoncé sa décision dans une interview accordée à l'hebdomadaire Le Point, affirmant même sa ferme intention de reprendre ses affaires en main. Les avait-il abandonnées ou seulement suivies de très loin sans vraiment avoir de prises sur leur direction ? On peut se poser la question. En septembre 1978, en effet, lors de son retour à la présidence (le Monde du 9 septembre 1978) abandonnée au mois d'octobre par le groupe après son enlèvement spectaculaire, le baron Empain avait déclaré arbi et ordi : « Comme je reviens, il faut bien me faire un petit rôle. Jusqu'à maintenant, je me suis relativement peu occupé d'une place de conseiller technique de chryseidisme, ce n'est pas tellement mon style... »

Dès lors aurait-il rencontré sur son chemin des obstacles l'empêchant d'assumer pleinement la direction effective de son groupe ? Ses déclarations au Point inclinent à le penser : « Je reste... et j'ai certains comptes à régler. Je suis le patron, j'ai les mains libres et je me sens suffisamment autorisé pour le faire », affirme-t-il avec force, ajoutant avoir reçu « des lettres de menace, des coups de téléphone anonymes » pour le forcer à s'en aller. Décidément, il se passe des choses étranges à l'intérieur du groupe Empain-Schneider, dont on discerne encore mal les tenants et les aboutissants. Tout

Les difficultés du commerce du livre

Le Syndicat des libraires de l'Est, qui regroupe les adhérents de la Côte-d'Or, du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort, a décidé de se « retirer » de la Fédération française des syndicats de libraires (F.F.S.L.).

Dans le communiqué qui annonce cette scission, le syndicat précise qu'il va « unir ses efforts avec les autres organisations professionnelles et groupements en vue d'obtenir l'abrogation du prix net et l'établissement du prix unique par une dérogation à la réglementation des prix ». Cette scission intervient peu après la création de l'Union des libraires de France (U.L.F.), qui s'est constituée en opposition à la F.F.S.L. favorable à la libération des prix des livres, décidée par M. Monory, ministre de l'économie (le Monde du 26 mars). Deux dirigeants de la F.F.S.L., MM. Jacques Platin et Bernard Brunet, respectivement président d'honneur et président en exercice, s'étaient rendus à l'assemblée des libraires de l'Est, qui s'est tenue à Paray (Jura), le 21 avril. Ils n'ont pas réussi à convaincre les membres

(1) Nouvelle adresse : 40, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris.

AUTOMOBILE

Fléchissement de la production en mars

La production française de voitures a baissé de 0,1 % au cours du premier trimestre 1980, par rapport au trimestre correspondant de l'an passé (874 488 unités contre 875 420). Ce mouvement, imputable surtout au mois de mars (-0,8 % par rapport à mars 1979), s'est dû, selon la Chambre des constructeurs d'automobile, à un tassement du marché, lié au plafonnement du pouvoir d'achat, à la forte hausse des carburants et au coût élevé du crédit.

Ainsi, estime encore la Chambre des constructeurs, se confirment « les perspectives de l'INSEE qui, dans sa dernière note de conjoncture, constate une réduction sensible de la consommation, les carnets de commande de l'industrie française étant maintenant inférieurs à la normale ». Les exportations sont également en baisse, de 1,1 %, par rapport au premier trimestre de 1979, avec 442 153 voitures vendues à l'étranger, contre 448 083. Responsable encore de cette diminution, le mois de mars, avec une chute des exportations de 11,8 % (145 308 unités contre 164 743). Les immatriculations en fin de trimestre de 2,4 % au premier trimestre, et de 6,3 % en mars 1980.

Pour les véhicules industriels, la production est par contre en progrès, avec néanmoins la même tendance au tassement pour le mois de mars. Les réductions de moins de 6 tonnes et les plus lourds voient leur production trimestrielle augmenter respectivement de 8,9 % et 18,5 %, mais seulement de 4,7 % et 18,6 % en mars. Les exportations des moins de 6 tonnes progressent de 11 % pour ce trimestre, mais diminuent de 5,2 % en mars. Celles des plus de 6 tonnes ont, plus de vigueur : + 48,4 % pour le trimestre et + 37,7 % en mars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à bas + en haut	Rep. + en bas -	Rep. + en bas -	Rep. + en bas -
\$ E.-D.	4,1970 4,1990	-125 -140	-245 -220	-480 -420
\$ can.	2,5475 2,5500	-125 -140	-245 -220	-480 -420
Ven (100)	1,7285 1,7285	-10 -5	-15 -5	+ 65 +105
DM	2,3285 2,3310	+ 50 + 75	+ 120 + 145	+ 280 + 445
Flarin	2,1185 2,1125	+ 25 + 40	+ 85 + 100	+ 235 + 265
F.S. (100)	14,5880 14,6830	-740 -635	-1205 -1020	-2070 -1610
L (1000)	1,5680 1,5680	+ 250 + 250	+ 250 + 250	+ 250 + 250
L (1000)	4,9520 4,9530	-245 -185	-345 -290	-970 -725
L	8,5320 8,5410	-570 -510	-730 -630	-1580 -1400

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/4	9 1/8	9 7/8	9 1/4	8 7/8	9 1/4	9 7/8	9 1/4
\$ E.-D.	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8
Flarin	9 7/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
F.S. (100)	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8
F.S.	1/2	1	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
L (1000)	11	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
L	17	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
Pt. franç.	12 1/2	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

SOCIAL

Les médecins et l'assurance-maladie VERS UNE CONVENTION À RETARDER

M. André Bergeron a déclaré, samedi 26 avril, qu'à la fin du mois le projet de nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale serait pratiquement rédigé.

« Mais, a estimé le secrétaire général de l'U.N.C.F., qui s'adressait au congrès de l'Union des syndicats F.O. du Lot à Cahors, il est peu vraisemblable que cette convention puisse être signée et appliquée le 1^{er} mai, étant donné les délais nécessaires pour installer le nouveau système. Durant la période transitoire qui s'écoulera entre le 30 avril et la date d'application de la nouvelle convention, l'assurance-maladie sera gérée par les dispositions en vigueur, ce qui signifie que toutes les dispositions seront prises en vue de garantir les intérêts des assurés sociaux. »

« Il faut, a-t-il ajouté d'autre part, que les assurés comprennent que, dans cette affaire, la convention entre les organisations de santé et la Sécurité sociale n'est pas une simple question de calendrier. En fait, chaque jour est précieux pour l'avenir de notre système de santé, car on sait la place qu'elle tient dans la vie courante. »

PAS DE REMBOURSEMENT DE LA CARTE ORANGE EN CAS DE GRÈVE

Les 3 622 titulaires de la carte orange, qui assistent par un comité des usagers des transports en commun de l'Ile-de-France, réclament à la S.N.C.F. le remboursement des frais de transport pendant les périodes de grève sur le réseau banlieusier du 14 au 18 janvier dernier, ont été déboutés de leur action le mardi 28 avril par la chambre des requêtes du tribunal de Paris présidée par M. Drai. Le procès avait été plaidé le 14 avril.

Le tribunal a donc admis l'argumentation développée par l'avocat de la S.N.C.F., M. Claude Montigny : la grève est un cas de force majeure.

A LIRE.

INQUIÉTANT "L'Hydre aux œufs d'or" de Jean-Claude Gaudibert.

An départ, quelques artisans volontaires, quelques cultivateurs démunis s'unissent pour exister.

A l'arrivée, le Crédit Agricole — troisième "banque" mondiale — le Crédit Mutuel, la Camif, les Coop... A l'arrivée, vingt millions de sociétaires (4 Français sur 10), 800.000 emplois. De l'option socialiste et générale du départ, on en est au pouvoir économique écrasant, souvent motivé par le profit.

Le plus étonnant n'est pas la fantastique puissance du mouvement coopératif, qu'il soit mutualiste ou coopératif : c'est le silence presque total qui l'entoure.

Jean-Claude Gaudibert a décidé de parler. Ancien haut dirigeant du Crédit Agricole, il s'est consacré à la vie associative. Il est pour. Il veut contribuer à son assainissement et le fait complètement en répondant à cinq questions : "pourquoi le mouvement coopératif ?", "pourquoi devient-on coopératif ?", "l'état dévorera-t-il ce mouvement ?", "le mouvement est-il totalement perverti par le profit ?". Enfin, "pourquoi dans leurs discours, les responsables du mouvement sont-ils embarrassés, confus et contradictoires ?".

Très documenté, ponctué d'interviews et de témoignages d'hommes tels que Jacques Delors, Edgar Pisani, Théo Braun, Vianon-Ponté, Bernard Lambert et Jean-Pierre Proust, le livre de Gaudibert est non seulement instructif mais vivant, ironique, parfois drôle, de toute façon inquiétant.

SERGE GODIN
Éditions

Si vous ne trouvez pas ce livre chez votre libraire, envoyez-nous ce bon à l'adresse ci-dessous. Veuillez adresser "L'Hydre aux œufs d'or" de Jean-Claude Gaudibert.

Non retourné
Adresse :
C'est-à-dire nous réclamer à l'adresse de "Le Livre Économique", 102, rue Vivienne, 75002 Paris.
pour un exemplaire de 52 F (57 F 75 de participation aux frais d'envoi).

Grève à l'Agence nationale pour l'emploi

Le personnel de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) est appelé à cesser le travail, mardi 29 avril, à l'initiative des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., pour manifester sa solidarité envers M. Ruddy Sanchez, qui est traduit, le même jour, devant le conseil de discipline de l'établissement. Il est reproché à M. Sanchez un « manquement grave aux obligations professionnelles ».

« Pour l'exemple »

L'affaire a pour toile de fond la réforme de l'A.N.P.E., et il apparaît que les syndicats et la direction veulent, pour des raisons évidentes, contraindre, dans le cas de M. Sanchez, « un exemple ». D'abord parce que ce militant n'est pas un employé anonyme : il est directeur de l'agence de Stains (Seine-Saint-Denis), secrétaire fédéral du syndicat C.G.T. des affaires sociales et membre du parti communiste. Ensuite, parce que cette affaire révèle un certain climat de tension qui règne au sein de l'A.N.P.E., avant les discussions sur le statut du personnel et la mise en place du conseil d'administration tripartite (gouvernement, patronat, syndicats).

Les faits remontent au 27 novembre 1979. Ce jour-là, le jury de Créteil, présidé par M. Bongrand, secrétaire général de l'A.N.P.E., examine des candidatures, en vue de recruter des cadres, futurs chargés de mission de l'Agence auprès des entreprises. Une trentaine de personnes, dont une dizaine de délégués syndicaux C.G.T., C.F.D.T. et F.O., pénétrèrent alors dans la salle de réunion du centre régional d'Ile-de-France-Est et empêchèrent le déroulement de l'examen, réclamant la titularisation des vacataires de l'A.N.P.E. Que se passe-t-il ensuite ? M. Bongrand ne peut quitter les lieux qu'après « une lutte brève, mais difficile », note le rapport de la direction. « Il n'y a eu aucune violence », dit M. Sanchez. Et puis, le mesure 1,55 mètre et M. Bongrand a une stature de rugbyman.

Pourquoi M. Sanchez est-il le seul à être traduit devant le conseil de discipline ? M. Jacques Baudouin, directeur de l'A.N.P.E., a considéré que « la place importante dans la hiérarchie de l'établissement » occupée par le chef d'agence de Stains a constitué une cir-

constance aggravante et également que le responsable cédait à l'outrecuidance des droits syndicaux. M. Baudouin s'élève, d'une façon générale, contre les « occupations répétées » de locaux de l'A.N.P.E.

« Une manifestation intersyndicale est assimilée à un acte d'indiscipline grave et sort de la C.G.T. », assure pour sa part le syndicat des affaires sociales, qui dénonce l'« autoritarisme » du nouveau directeur de l'A.N.P.E., nommé il y a un an pour appliquer la réforme gouvernementale. M. Sanchez ajoute : « La direction estime que les cadres ne doivent pas faire grève. Pour elle, c'est une faute professionnelle... »

Entré à l'A.N.P.E. il y a douze ans, comme adjoint de bureau, le chef de l'agence de Stains, qui n'a jamais caché ses appartenances syndicales et politiques, a gravi, depuis, de nombreux échelons, ce qui prouve, disent ses défenseurs, sa valeur professionnelle. Aujourd'hui M. Sanchez combat, avec d'autres, les « projets de démantèlement et de privatisation de l'A.N.P.E. », alors que le but officiel de la réforme est de vendre l'organisme d'État-Moulinaux plus efficace dans ses services de placement des chômeurs.

Devant le conseil de discipline du 29 avril, M. Sanchez, qui a reçu de nombreux témoignages de solidarité — rappelez-vous que F.O. s'est aussi associée à la grève de mardi — risque une sanction qui peut aller de l'avertissement à la révocation. Une sanction qui pourrait remettre en cause la présence de la C.G.T., voire de la C.F.D.T., au conseil d'administration tripartite de l'A.N.P.E., qui doit être solennellement installé au mois de mai.

M. C.

ÉTRANGER

La Pologne négocie de nouveaux emprunts

Sa balance commerciale a été excédentaire au premier trimestre

Une conférence consacrée à l'examen des possibilités de la Pologne d'honorer son important endettement, estimé à 15,5 milliards de dollars envers les pays occidentaux, s'est ouverte jeudi 24 avril à Varsovie.

A cette réunion participent trente-deux banquiers occidentaux (quinze américains, cinq britanniques, six canadiens, quatre japonais, un allemand de l'Ouest et un hollandais) et, du côté polonais, le vice-ministre des finances, M. Marian Krzak, assisté du président de la banque Handlowy de Varsovie (Banque polonaise d'État du commerce), M. Jan Woloszyński.

La conférence a été réunie conformément à une clause contenue dans un accord signé l'année dernière entre la Pologne et un consortium de banques occidentales (Bank of America, Bank of Montreal, Barclays Bank, Lloyd's Bank of London, Royal Bank of Canada) qui lui avait consenti une nouvelle tranche de crédits de l'ordre de 550 millions de dollars. Cette clause prévoyait un droit de regard des créanciers sur l'état des finances polonaises.

Selon M. Krzak, les résultats de l'économie polonaise pour le premier trimestre 1980 sont supérieurs à ceux obtenus l'an dernier pendant la même période, ce qui a permis d'augmenter notablement les exportations et d'enregistrer ainsi un excédent commercial de 120 millions de dollars, auxquels il faut ajouter 2 milliards de dollars de « services » réalisés à l'étranger.

M. Krzak a indiqué que, pour la première fois depuis de nombreuses années, le solde du commerce extérieur polonais s'était avéré excédentaire en 1980 : 3,5 milliards de dollars pour les exportations contre 2,1 milliards de dollars pour les importations (résultats de 1979 : respectivement 3,7 milliards et 3,4 milliards de dollars).

De son côté, M. Woloszyński a indiqué que la Pologne doit rembourser cette année 7,6 milliards de dollars (soit 3,5 milliards de dollars en remboursement de crédit et 4,1 milliard de dollars en intérêts). A partir de 1983, a-t-il ajouté, l'emprunt du pays ira en décroissant.

M. Krzak a reconnu que son pays négocie une nouvelle tranche de crédits dont il s'est cependant refusé à préciser le montant. Au cas où aucun crédit ne lui serait consenti, la Pologne devrait réduire ses importations en provenance des pays occidentaux, a-t-il ajouté.

Le vice-ministre polonais a déclaré que les prix du pétrole soviétique au sein du Comecon (Marché commun des pays d'Europe de l'Est) seraient dorénavant fixés tous les trois mois, par référence aux prix mondiaux des trois mois précédents, comme le bruit en avait couru à l'Ouest. La formule dite de Bucarest, selon laquelle les prix sont fixés tous les ans par référence au niveau mondial du quinquennat précédent, est toujours en vigueur, a-t-il affirmé. — (A.F.P.)

ÉNERGIE

L'A.I.E. estime que les investissements dans l'industrie du charbon sont insuffisants

Les investissements nécessaires pour tripler la production mondiale de charbon d'ici à l'an 2000 n'ont pas encore été mis en œuvre. Telle est l'une des conclusions du comité consultatif du charbon de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.). Réuni à Paris, les 24 et 25 avril (Le Monde du 24 avril), le comité a également demandé une « stabilisation des standards de production de l'investissement », de la part des gouvernements, des délais d'exploitation des mines étant actuellement trop longs en raison de l'opposition de certains États-Unis, des écologistes.

L'A.I.E. estime que la plus grande part de l'augmentation de la production, dans le monde non communiste, viendra des États-Unis et de l'Australie. Les États-Unis possèdent 30 % des réserves mondiales de charbon. Un doublement de la production (574 millions de tonnes en 1978) nécessiterait des investissements d'un montant de 32 milliards de dollars. L'Australie, de son côté, qui a produit 82 millions de tonnes en 1978, espère atteindre 150 millions de tonnes en 1990 et 285 millions en l'an 2000.

Autre problème à résoudre, selon l'A.I.E., celui du transport. Il n'existe pas, pour l'instant, de navires transporteurs de charbon de capacité supérieure à 150 000 tonnes. D'autre part, les installations de manutention des ports permettent, au mieux, le déchargement de 25 000 tonnes par jour.

MONNAIES

LE DOLLAR

AU-DESSOUS DE 4,20 FRANCS

Le dollar a recommencé à baisser ce mardi 28 avril, plusieurs banques centrales, dont la Bundesbank et la Banque nationale suisse, intervenant pour freiner le mouvement. A Frankfurt, le dollar américain était coté, en fin de matinée, à 4,195 DM (contre 4,215 DM vendredi) et, à Paris, 4,195 F (au lieu de 4,225 F). Le dollar baissant plus vite sur les autres places qu'à Paris, il en résultait un certain recul de la monnaie française par rapport aux autres monnaies européennes. Le deutschemark valait 2,375 F (contre 2,395 F), un alvin encore nettement au-dessous du taux pivot en sens du sillon (2,355 F). Le livre sterling restait très ferme à 2,390 dollars. Les taux d'indices sur le dollar (et donc l'euro-dollar) ont continué à s'effriter, les écarts à six mois en euro-dollar dépassant un intérêt de 15 % à 15,25 %.

Quant à l'or, il se traitait, à Londres, sur la base d'un prix variant entre 323 et 328 dollars l'once de 31,103 grammes, en retrait par rapport au cours officiel de vendredi (321,50 dollars).

Faits et chiffres

Conflits

● Grève des P.M.U. le 1^{er} mai ? — Les représentants de la commission intersyndicale des bureaux d'investissement du P.M.U., qui se plaignent de l'augmentation continue de leurs charges et de des agressions répétées dont sont l'objet les titulaires des bureaux d'investissement, ont demandé à l'ensemble de leurs adhérents de refuser de prendre les enjeux le 1^{er} mai.

● A l'usine de la Soci, à Aubouzin (Corrèze), importante charbonnière employant cinq cents personnes, des menaces de licenciement planent depuis plusieurs mois. Vendredi, à la fin de la matinée, la direction, qui avait annoncé trente-cinq licenciements, a reçu l'accord de la direction de la main-d'œuvre et du travail. Aussitôt prévenu, le personnel s'est mis en grève, comme à l'usine La Pannellière électrique à la Rivière-de-Meuse (Corrèze) et à l'occupé l'usine. — (Corr.)

Étranger

IRAN

● Le ministre iranien du pétrole reconnaît la baisse des exportations de brut. Les exportations iraniennes de pétrole sont tombées à 1,36 million de barils par jour, après l'alignement d'un certain nombre de compagnies pétrolières sur la politique américaine, a reconnu, le 27 avril, M. Moïnar, ministre iranien du pétrole.



PILOTAGE EN DOUCEUR

Renault 14 TS, des équipements exceptionnels de série : sièges enveloppants inclinables, appuie-tête intégrés réglables, lave-vitres électriques à l'avant, condamnation électromagnétique

des portes, spot de lecture côté passager, feu arrière de brouillard, moquette avant et arrière, phares à iode, feux de recul, montre à quartz, compte-tours électronique, pré-équipement radio.

Renault 14 TS
La voiture surdouée.

RENAULT présente

Renault 14 : trois versions, 7 CV, à partir de 32.300 F. Modèle présenté : Renault 14 TS. Prix clés en main au 04.02.80 : 37.800 F, millésime 1980.

UN SONDAGE DE LA

Les Français apprécient l'aide du service public industriel
Mais ils reconnaissent beaucoup ses performances économiques

Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

Le sondage a été réalisé auprès de 1 000 personnes, répartis dans toute la France. Les résultats montrent que 78 % des Français considèrent que le service public industriel et commercial est utile. Cependant, 65 % jugent que ses performances économiques sont insuffisantes. De plus, 55 % estiment que ses performances sociales sont également insuffisantes.

Les deux France — Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

Le service public industriel et commercial est très apprécié par les Français, mais ses performances économiques et sociales sont jugées insuffisantes. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Institut de sondage de l'Union française de la presse (I.U.F.P.) et de la S.N.C.F. et de la S.N.C.F.

سكزامن الأهل

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues.

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

ENQUÊTE

UN SONDAGE DE LA SOFRES

Les Français apprécient l'action sociale du service public industriel et commercial

Mais ils reconnaissent beaucoup moins ses performances économiques

Le service public industriel et commercial est fort apprécié de l'opinion française pour son action sociale, mais ses performances économiques et financières sont beaucoup moins reconnues. Les usagers voudraient le voir tenir davantage compte des aspirations locales et se prêter plus souvent à la concertation, en particulier avec les élus locaux et les associations de consommateurs, à qui l'opinion fait manifestement confiance. Telles sont les principales indications fournies par le sondage approfondi entrepris par la Sofres en mars-avril, auprès de mille huit cents personnes, pour le compte de la Fondation nationale des sciences politiques, à la demande de l'É.D.F., de la S.N.C.F. et du secrétariat d'État aux P. et T.

Cette enquête — la plus vaste jamais menée en France sur le sujet, et dont M. Alain Lancelot, directeur d'études et de recherches à la Fondation, a présenté les résultats ce lundi 28 avril — est destinée à préparer le colloque qu'organisent à Rouen, du 21 au 25 mai, la Fondation des sciences politiques, le Monde et l'É.D.F. sur « Le rôle et l'avenir du service public dans la France d'aujourd'hui ».

La première caractéristique des réponses données par les Français aux enquêteurs est que, sur un grand nombre de sujets, la distinction traditionnelle entre les « deux France », celle de droite et celle de gauche, apparaît défective.

Les « deux France »

Le « peuple de gauche » fixe comme premier objectif au service public industriel et commercial d'offrir un grand nombre d'emplois stables; les personnes interrogées qui déclarent se reconnaître dans la majorité parlementaire préfèrent que le service public contribue d'abord à la croissance du pays. Les Français de gauche jugent normal (à 68 %) qu'une entreprise disposant d'un monopole sur un secteur d'activité devienne publique; les électeurs de la majorité croient (à 54 %) qu'une telle firme doit au contraire rester privée. Les activités qui doivent être « assurées sans interruption, comme les services médicaux d'urgence, la distribution de l'électricité ou les taxis », relèvent logiquement du secteur public pour le premier groupe (55 % des réponses dans ce sens) mais du secteur privé pour le second (à 60 %).

Les citoyens appartenant à la majorité pensent pour la plupart (68 %) que les syndicats « font la loi dans les grands services publics »; les hommes et les femmes de gauche estiment au contraire (à 56 %) qu'ils n'y jouent pas un rôle plus important qu'ailleurs. A gauche, ceux qui pensent que les services publics permettent aux grandes entreprises privées de leur fournir du matériel « de faire énormes profits » sont les plus nombreux. A droite, au contraire, une majorité estime que le contrôle de l'État empêche les firmes privées de faire des profits exagérés comme fournisseurs.

Convergences

Au-delà de ces attitudes assez habituelles, le sondage fait apparaître des convergences intéressantes. A droite comme à gauche, les Français sont largement majoritaires à juger anormal que des activités comme les enterrements, l'enseignement, la distribution de l'eau soient l'occasion de faire des bénéfices. La majorité de chacune des « deux France » trouve en revanche normal que les transports en commun donnent lieu à bénéfices. Mais le désaccord entre les deux camps réapparaît s'agissant des soins médicaux, du téléphone et

de la distribution de l'électricité, la gauche y proscrivant les bénéfices, mais la droite pas.

Il y a aussi convergence dans la conviction que le service public industriel et commercial dépend directement du gouvernement (et dans une moindre mesure de l'administration et du Parlement) et qu'il n'a pas la possibilité d'imposer sa propre politique aux pouvoirs publics. Ni la S.N.C.F. ni l'É.D.F. ne passent pour avoir imposé au gouvernement le train à grande vitesse ou le programme nucléaire; ceux qui jugent que les entreprises nationales ont simplement exécuté les directives du pouvoir politique sont les plus nombreux: 48 % dans le premier cas (36 % d'avis contraires), 64 % dans le second (24 % d'opinions opposées).

Doléances

C'est tout spécialement l'attitude sociale du secteur public qui est appréciée: 48 % des Français ont le sentiment que la condition des travailleurs y est meilleure que dans le secteur privé (31 % seulement ont un avis contraire). Fait notable: les salariés du secteur public ne sont que 40 % à être de cet avis, 39 % d'entre eux pensant que la condition des travailleurs est la même partout et 18 % estimant même que la situation des salariés est meilleure dans les entreprises privées. Conséquence de cette admiration pour le secteur public: parmi les Français jugeant que la condition des travailleurs est meilleure dans les entreprises nationales, 68 % estiment qu'il faudrait aligner la situation des salariés du secteur privé sur celle des travailleurs de l'État.

La réussite économique et financière du secteur public est, en revanche, beaucoup moins assurée. A gauche comme à droite, les Français pensent que les tarifs du secteur public sont moins chers que ne le seraient ceux d'entreprises privées de même nature; car ils pensent que le service public est « financé principalement » par les subventions de l'État (38 % des réponses, contre 31 % seulement mettant au premier rang les recettes versées par les usagers).

Les Français de toutes nuances politiques se plaignent aussi que l'entreprise publique « se préoccupe peu ou pas du tout des pro-

blèmes que pose aux usagers » la suppression ou la réduction d'un service qu'elle juge trop cher. La grande majorité des personnes interrogées estime ainsi que en cas de désaccord avec l'entreprise publique, l'usager est « traité comme un numéro, sans que l'on s'occupe de son problème personnel »; le personnel « profite trop souvent de son pouvoir pour brimer les usagers », ou bien « voudrait bien aider (ceux-ci) mais ne peut rien faire à cause du règlement de toute façon. Il a fait attendre inutilement » le client.

La situation semble, à cet égard, s'être un peu améliorée ces dernières années, si l'on en croit les réponses. Mais à gauche comme à droite, les usagers ont le sentiment qu'ils « seraient mieux traités » si les services publics, comme la poste ou la distribution de l'électricité, relevaient du secteur privé.

Souhaits

Qu'attendent donc les Français du service public industriel et commercial? Essentiellement trois inflexions, si l'on se fie aux sondages:

- 1) Qu'il fasse une plus large place à la concertation. C'est d'ailleurs moins la participation directe des citoyens aux discussions avec le service public qui est souhaitée que celle des représentants très proches de l'usager: les associations de consommateurs et les élus locaux. Les associations viennent en tête des réponses quand on interroge les Français sur les moyens de faire « aller mieux » le service public: elles devraient être « représentées à la direction ». Les élus locaux et les associations arrivent aussi en tête quand il s'agit de savoir qui pourrait « faire revenir l'entreprise publique sur sa décision... de supprimer un service qui lui coûte cher ». C'est encore aux associations (et aux scientifiques) que l'opinion « fait le plus confiance » pour former son jugement sur l'utilité ou le danger de construction d'une centrale nucléaire; les écologistes arrivent en troisième position précédant de peu le gouvernement.

- 2) Qu'il tienne mieux compte des intérêts locaux. A gauche comme à droite, on pense que « cela trait mieux » les principales décisions n'étaient pas prises à Paris; les conseils municipaux et les conseils régionaux devraient « jouer un rôle plus important » dans les grands choix du service public (le Parlement arrive en troisième position et le gouvernement en quatrième).

Une majorité (54 %), faite surtout de femmes (60 % d'entre elles), de jeunes (77 %) et d'électeurs de gauche (54 % au P.F., 71 % au P.C.) veut même jusqu'à souhaiter « laisser aux habitants la possibilité de refuser un grand projet d'intérêt général (ligne à haute tension, voies ferrées), s'ils risquent d'en subir des inconvénients particuliers ».

Qu'il concilie mieux ses diverses fonctions. Le public n'admet pas que la rentabilité du service public (il doit normalement vivre de ses recettes) puisse être opposée à sa mission d'intérêt général (en matière sociale notamment). Par exemple, la gauche pense massivement qu'une ligne de chemin de fer qui coûte cher parce qu'elle n'a plus beaucoup de voyageurs doit être maintenue; à droite, les Français du même avis sont également les plus nombreux (mais d'une courte tête).

Et pourtant, l'opinion des deux camps se dit convaincue que la concurrence privée pratiquée des prix moins chers qu'un service public unique et assurerait des prestations de meilleure qualité. De même, des entreprises privées connaîtraient moins de grèves.

A l'évidence, « la contradiction du service public industriel et commercial, pris entre les exigences opposées de la logique politico-sociale et de la logique économique et financière, n'a pas été réduite au cours des années récentes », conclut M. Lancelot. Il serait vain de s'en plaindre ou de s'en réjouir: cette contradiction paraît constitutive à la notion même de service public industriel et commercial. Aux utilisateurs du sondage d'en faire une tension féconde et non une source d'affrontements.

pour mieux acheter, louer ou construire

1^{er} SALON DU LOGEMENT

du 26 avril au 11 mai porte de Versailles.

FOIRE DE PARIS

Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h.
Nocturnes mardis, vendredis jusqu'à 22 h 30.

SNCF

OBLIGATIONS DE 5000 F

14,60%

AVRIL 1980

- Ouverture de l'émission: 28 Avril 1980
- Intérêt annuel: 14,60%
- Amortissement: Les obligations seront amorties en 12 tranches annuelles sensiblement égales. Le remboursement s'effectuera au pair, le 17 mai de chacune des années 1981 à 1992, à la suite de tirages au sort pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir. La S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.
- Jouissance: 17 mai 1980
- Prix d'émission: 5 000 F
- Taux de rendement actuariel brut: **14,41%**

Les souscriptions seront servies à concurrence du nombre de titres disponibles à chaque guichet, pour un montant global de 2 milliards de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE, LES CAISSES D'ÉPARGNE, LES CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ET AU GUICHET-TITRES DE LA S.N.C.F. - 8 RUE DE LONDRES - 75009 PARIS OU PAR CORRESPONDANCE A LA MEME ADRESSE.

B.A.L.O du 28 avril 1980

à propos du projet officiel de

NOUVEAU PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL

330 PAGES 21 x 29,7

OPÉROCHON

LE NOUVEAU PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL

GUIDE D'APPLICATION

Présentation détaillée du nouveau plan comptable avec le plan 1957
Passage complet par compte du plan 1957 au nouveau plan avec analyses et commentaires de toutes les différences notables.
Exercice des connaissances techniques
24 questions.
Liste des comptes du nouveau plan

GUIDE PRATIQUE D'UTILISATION

comprend l'intégralité des documents de travail des tableaux et des comptes du nouveau plan

LES ÉDITIONS BOUCHÉ

128, rue de Rivoli 75001 PARIS

Renault

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

offres d'échange



5 actions pour 9 actions Carbonisation, Entreprise et Céramique

5 actions pour 4 actions Plâtriers de France

2 actions pour 3 actions Sablières de la Seine

offres valables jusqu'au 9 mai 1980

Cette triple proposition s'inscrit dans le cadre de la politique industrielle de Lafarge.

- de pouvoir assurer le financement d'un programme de développement et d'investissements ambitieux;
- de renforcer, face à une concurrence mondiale, la compétitivité des filiales du Groupe.

Pour les actionnaires des trois sociétés concernées, la proposition de Lafarge présente l'avantage de :

- leur permettre un rendement plus élevé de leur investissement;
- les faire bénéficier d'un marché beaucoup plus large;
- leur faire participer à l'expansion et aux résultats de l'ensemble du Groupe (bénéfice net consolidé : +38 % en 1978 + 30 % en 1979).

La politique à long terme de Lafarge est d'assurer une progression annuelle du dividende au moins égale à la hausse des prix.



SIMCO

Le conseil d'administration de SIMCO s'est réuni le 24 avril 1980, sous la présidence de M. Maurice Gaudier.

M. Lucien Gaudier, administrateur et ancien président de la société, a demandé à être déchargé de son mandat d'administrateur. Le conseil a nommé M. Lucien Gaudier président d'honneur. M. Eric Dufour a été coopté par le conseil comme administrateur en remplacement de M. Lucien Gaudier; cette nomination sera soumise à la ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Après avoir pris connaissance de l'activité de la société et arrêté le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979, les comptes de l'exercice 1979 ont été approuvés, après dotation aux amortissements et provisions de 6 034 535,50 F (dont 3 754 624,45 F de plus-values nettes sur ventes d'apartements) contre 10 175 79 234,21 F (dont 3 912 030,01 F de plus-values).

Après affectation aux réserves, le bénéfice s'établit à 78 721 037,57 F, soit 15,70 F par action; il sera proposé à l'assemblée générale, prévue le 9 juin, de distribuer un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

La société poursuit le développement et le réajustement de son patrimoine :

- elle a acheté, au mois de mars 1979, la construction d'un immeuble de cinquante-sept appartements rue de Bagneux à Paris-20^e;
- elle achève actuellement la construction d'une importante opération de deux cent huit appartements rue Champignonnet à Paris-15^e, dont la première tranche a été mise en location avec succès dès le 1^{er} mars 1980; et la deuxième tranche, en cours de livraison, fait d'ores et déjà l'objet de nombreuses réservations;
- elle a enfin acquis un terrain de 5 000 m² dans le parc d'activités tertiaires de Saint-Quentin-en-Yvelines, où les travaux de construction de bureaux de bureaux de 3 110 m² viennent de débuter;
- les ventes d'immeubles, qui étaient en cours au début de l'exercice 1979, ont été reprises par la société à la fin de l'exercice 1979; un immeuble de trois cent trente-neuf appartements à Vitry-sur-Seine.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

Le conseil d'administration de SIMCO, constatant les bons résultats de l'exercice 1979, a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, prévue le 9 juin 1980, la distribution d'un dividende de 15,50 F par action contre 15,50 F au titre de l'exercice précédent et d'affecter 0,20 F par action au report à nouveau.

GROUPE FIVES-LILLE

Compagnie de Fives-Lille (Précédemment Compagnie Industrielle et Financière BABCOCK-FIVES)

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 24 avril 1980 sous la présidence de M. Jacques Joly, a approuvé les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un bénéfice net de 30 144 054 francs. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 20 432 840 francs à raison de 9,75 francs par action au nominal de 50 francs soit, avec l'avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor), un revenu global de 14,63 francs par action. L'an dernier, la somme distribuée avait été de 23 897 132 francs au total, soit, par action, un dividende de 8,90 francs et un revenu global de 13,30 francs. Le dividende sera mis à disposition à partir du 15 mai 1980.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie à l'issue de l'assemblée ordinaire, a changé la dénomination sociale qui, de « Compagnie Industrielle et Financière Babcock-Fives » est devenue « Compagnie de Fives-Lille ».

Le conseil d'administration, qui s'est tenu après les assemblées, a renouvelé le mandat du président de M. Jacques Joly. Il a nommé vice-président M. Raymond Faurvat.

Fives-Cail Babcock

Le conseil d'administration, dans sa séance du 24 avril 1980, a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

Après une dotation de 21 971 000 francs aux amortissements (non compris la dotation supplémentaire de 4 419 000 francs résultant de la réévaluation du bilan) et après un impôt de 58 982 000 francs, le bénéfice distribable a été de 35 161 000 francs; la progression, par rapport au bénéfice courant de 30 208 000 francs déposé pour l'exercice précédent dans des conditions comparables (après déduction des plus-values à long terme qui constituaient pour 6 670 000 francs la réévaluation comparable de 36 980 000 francs de cet exercice), ressort ainsi à 15 %.

Un dividende de 24,50 francs par action, soit 26,75 francs avec l'avoir fiscal, sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 1980, ce qui entraînera une distribution de 23 473 500 francs, alors qu'au titre de l'exercice précédent, le dividende par action avait été de 21,50 francs et la distribution totale de 23 894 500 francs.

Le conseil d'administration s'est réuni le 24 avril 1980 sous la présidence de M. Alain de Gansbourg pour approuver le bilan et les comptes de G. E. Mumm & Cie de l'exercice clos le 31 décembre 1979 qui seront soumis à l'assemblée générale annuelle convoquée pour le mercredi 18 juin 1980, à 10 heures, au siège social, 35, avenue Pierre-le-Grand à Paris (75008).

Le bilan consolidé de G. E. Mumm & Cie de l'exercice 1979 s'établit à 5 318 905 F contre 3 277 586 F en 1978 et 2 704 887 F en 1977, et les chiffres d'affaires et produits inscrits de 22 54 F, avec un montant de 79 888 230 F en 1979 contre 64 705 301 F l'année précédente.

Le bénéfice d'exploitation de G. E. Mumm & Cie de l'exercice 1979 s'établit à 5 318 905 F contre 3 277 586 F pour l'exercice 1978. Après constitution d'une provision d'impôt sur les sociétés pour un montant de 8 309 018 F, le bénéfice net de l'exercice 1979 ressort à 9 861 463 F au lieu de 13 795 110 F pour l'exercice précédent qui tenait compte d'une provision nette pour hausse des prix de 11 894 800 F.

De son côté, la société filiale Champagne Parrier-Jouët fait apparaître un bénéfice d'exploitation pour 1979 de 16 847 371 F contre 12 743 439 F en 1978. Le bénéfice de l'exercice 1979, après impôt et après notamment constitution d'une provision pour hausse des prix nette de 4 417 971 F, s'établit à 5 438 088 F.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le chiffre d'affaires global hors droits et taxes réalisés par G. E. Mumm & Cie au premier trimestre 1980 s'est élevé à 8 987 088 F contre 71 600 819 F au premier trimestre 1979, soit une augmentation de 23,83 %.

Il convient toutefois de préciser que ce résultat a été obtenu à la suite notamment de l'annulation au cours du premier trimestre d'augmentations de tarifs sur le champagne que sur les produits importés.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

Le conseil d'administration de G. E. Mumm & Cie proposera à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende global de 16,90 F par action, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor, contre un dividende de 13,50 F au titre de l'exercice 1978, soit une augmentation de plus de 22 %.

SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN-BERNIER

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue à Nancy, le 25 avril 1980, sous la présidence de M. Michel Varin-Bernier; elle a approuvé les résolutions qui lui étaient proposées.

L'exercice 1979 de la Société nancéenne de crédit industriel et Varin-Bernier a été satisfaisant, en dépit d'un environnement économique difficile et des contraintes imposées à la profession bancaire.

Le bilan consolidé s'est accru de 621 F par rapport à 1978, les crédits à la clientèle progressant à fin décembre de 13,5 % par rapport au même mois de l'exercice précédent, tandis que les ressources collectées auprès de la clientèle sont en augmentation de 8,25 % par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice net de l'exercice, après déduction des impôts, charges et provisions nécessaires, s'élève à 23 millions 272 216,65 F et traduit une progression de 28,3 %.

Il permet une affectation aux réserves de 12 millions de francs et l'élèvement du dividende unitaire de 15 F à 15,50 F, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 F (impôt déjà versé au Trésor). Ce dividende sera mis en paiement à compter du 5 mai 1980.

L'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital réservée au personnel de la société, dans le cadre de la loi du 27 décembre 1975. Cette souscription de capital réserva au personnel un montant nominal maximum de 1 918 000 F.

Le conseil d'administration de PUBLIS S.A. s'est réuni le 24 avril 1980 sous la présidence de M. Marcel Blaustein-Bianchini; il a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 2 782 840 000 F — en accroissement de 17,4 % par rapport à l'exercice 1978 — le bénéfice net s'établit à 44 371 000 F contre 38 millions 347 000 F et la marge brute s'élève à 768 918 000 F (+14,4 %).

Le bénéfice consolidé après impôt s'élève à 32 576 000 F. Le part du groupe s'inscrit dans le bilan consolidé à 38 758 000 F (soit 73,13 F par action) contre 30 148 000 F.

Les branches principales ont toutes concouru à l'expansion de l'activité du groupe au cours de l'exercice.

Dans le domaine des agences de publicité, PUBLIS-CONSIL et ses filiales ont réalisé, ensemble, un chiffre d'affaires de 880 195 000 F, en accroissement de 23,2 %, et dégagé un bénéfice net de 12 500 000 F.

De leur côté, les agences du réseau international INTERMAGCO-PARIS ont traité un chiffre d'affaires de 1 213 483 000 F, en augmentation de 14,4 %, et présenté un bénéfice consolidé après impôt de 15 millions 887 000 F.

Considérant globalement l'activité des diverses sociétés du groupe (presse, affichage, cinéma, radio, télévision) a représenté un chiffre d'affaires de 768 918 000 F (+14,4 %) et le bénéfice consolidé après impôt s'élève à 32 576 000 F.

Dans le domaine de la distribution, les DEUSTORES PUBLIS, en progression de 8,7 %, ont réalisé un chiffre d'affaires de 123 648 000 F et un bénéfice après impôt de 1 827 000 F.

Pour ce qui concerne la société mère du groupe PUBLIS S.A., les revenus de l'exercice 1979 se sont élevés à 16 134 552,07 F contre 10 millions 129 358,17 F, en augmentation de 59,2 %, et le bénéfice net s'est établi à 13 195 456,04 F contre 9 098 287,23 F.

Le conseil d'administration a constaté d'autre part l'orientation satisfaisante des activités du groupe au cours des premiers mois de l'année en cours.

Dans ces conditions, il a décidé de proposer à l'assemblée générale du 24 juin 1980 à 11 heures, la mise en distribution d'un dividende de 15 F par action contre 10 F pour l'exercice 1978, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal 7,50 F) un revenu global de 22,50 F par action (contre 15 F).

En 1979, Poclain a tenu ses promesses et nous avons bon espoir que 1980, qui marque le cinquantième anniversaire de la société, permettra de confirmer cette situation, à savoir : « Poclain, c'est la qualité, la sécurité, la performance ».

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le conseil d'administration de Poclain s'est réuni le 25 avril 1980 et a arrêté les comptes de l'exercice 1979 qui seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale le 25 juin prochain.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNISME : « La machine à immobiliser », par Hélène Parnis ; « L'européisme au tournant », par Victor Foy ; « Marx et le moment actuel », par Charles Bettelheim.

ÉTRANGER

3-5. L'ÉCHEC DE L'OPÉRATION AMÉRICAINE EN IRAN

6. PROCHE-ORIENT

7-8. ASIE

9. EUROPE

10. AFRIQUE

11. ALGÉRIE : l'été-été vit sous le régime de la liberté surveillée.

12-13. AMÉRIQUES

14. CUBA : le « pont maritime » entre l'île et la Floride prend des proportions gigantesques ; un entretien avec M. Carlos Rafael Rodríguez.

15. COLOMBIE : les militants du M-19 et leurs otages sont partis pour Cuba.

POLITIQUE

12-13. La convention nationale du P.S.

SOCIÉTÉ

14-15. JUSTICE : en marge de l'affaire de Breglio, le suicide tragique de Charles Bouchard à Garches ; « Oly-Mérop », point de vue de M. Bernard Pérois sur les pratiques de détection dans les prisons de la banlieue parisienne.

16. MÉDECINE

17. ÉDUCATION : la grève des personnels administratifs et de service ; un colloque sur la Fédération Carnot et la petite enfance.

18. DÉFENSE

19. ANNIVERSAIRE : le retour des déportés ; quand l'école découvrait les demi-soldes de l'enfer.

SPORTS

18. RUGBY : les huitièmes de finale du championnat de France.

19. ESCRIME : les championnats de France féminins.

CULTURE

19. MUSIQUE : les Trovans à Marseille.

INFORMATIONS « SERVICES »

22. VIVRE À PARIS : comment trouver une place dans les théâtres nationaux.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

24. LE DIFFICILE APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE : « Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail », par Paul Appell ; « Chez Ducllet, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier », par Michel Costantini.

25. La régression de la maison individuelle aux États-Unis.

RÉGIONS

41. ILE-DE-FRANCE : des communes riches que les autres et légalement traitées par le fisc.

EQUIPEMENT

42. ENVIRONNEMENT : la création du comité de liaison pour l'information écologique.

ÉCONOMIE

43. MARCHÉ COMMUN : les Neuf et les prix agricoles.

44. AFFAIRES : le baron Empain se grand ses affaires en média.

45. ÉTRANGER

46. UN SONDAGE DE LA SOPRES les Français apprécier l'activité sociale du service public industriel et commercial mais reconnaissent beaucoup moins ses performances économiques.

RADIO-TELEVISION (21)

21. Annonces classées (28 à 40) ; Carnet (27) ; Programmes spéciaux (29) ; Journal officiel (22) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Bourses (47).

Le rapport Giraudet sur l'aménagement de la durée du travail est publié

Des concessions aux syndicats, beaucoup de souplesse offerte au patronat

Les syndicats et le C.N.F.P. ont reçu, lundi matin 28 avril, le rapport de M. Pierre Giraudet, P.-D.G. de la compagnie Air France, sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Trois mois après sa désignation par M. Barre, M. Giraudet a rédigé un rapport d'une trentaine de pages, qui constitue en fait un constat de médiation, permettant une reprise rapide des négociations entre les syndicats et le patronat. La date de la première réunion devait rapidement être fixée.

Le constat de médiation, fruit de multiples va-et-vient de M. Giraudet entre les cinq confédérations représentatives et le C.N.F.P., donne un peu satisfaction à tout le monde (le Monde du 24 avril). Mais il maintient l'objectif principal du patronat et du gouvernement : introduire davantage de souplesse dans l'aménagement du temps de travail.

P.O. obtient 40 heures de réduction soit l'équivalent de la cinquième semaine de congés payés, sans condition d'absentéisme limité ; la C.G.C. et d'autres syndicats prennent acte de propositions réduisant la durée annuelle de 1920 heures à 1816 heures et l'enveloppe des heures supplémentaires de 330 heures à 140 ; la C.F.D.T. note avec satisfaction qu'une réduction supplémentaire est envisagée pour les travaux pénibles (1). D'autre part, le C.N.F.P. se voit concéder sur le plan des principes la réduction de 21 heures par semaine, soit 40 heures par semaine, moins 40 heures de repos payés supplémentaires.

Pour les travaux pénibles (chantiers extérieurs, travail posté de nuit) : « 1700 heures équivalent à 39 heures par semaine, moins 4 heures ».

« Les 40 heures de repos » seraient accordées « sous forme de jours de congés qui ne pourraient être accordés en congé principal (...) ou de réductions d'horaires modifiables dans l'année... Le choix serait fait par l'entreprise après consultation du C.E. ».

« Durée hebdomadaire : 48 heures au lieu de 50 et 60 heures « dans des circonstances exceptionnelles » par semaine ; 46 heures en moyenne sur 12 semaines et sur 24 pour les entreprises à implantation dans la concurrence internationale ».

« Amélioration de l'utilisation des équipements : possibilité réduite du travail de nuit des femmes ; repos hebdomadaire le lundi ou le samedi ; autorisation des équipes chevauchantes ».

« Heures supplémentaires : soit 116 heures non récupérables, soit 140 dont 4 récupérables ; « heures exceptionnelles » : 92. M. Giraudet propose des dérogations pour certaines entreprises (décal d'application prolongé de deux ans pour les entreprises de moins de 11 salariés) et le vote d'une loi modifiant les règles fixées en 1959.

« (1) Dans un communiqué publié ce lundi, le C.F.D.T. considère les éléments contenus dans le rapport Giraudet comme une base permettant la reprise de la négociation avec le patronat. Mais, ajoute-t-il, doit trouver une conclusion avant les vacances ».

« Accident d'avion en Thaïlande : quarante morts. — Quarante personnes sont mortes et onze autres grièvement blessées lors de l'accident d'un avion de la compagnie intérieure thaïlandaise Thai Airways qui s'est écrasé, le dimanche après-midi 27 avril, dans une rizière près de l'aéroport de Bangkok, alors qu'il s'apprêtait à atterrir par temps orageux. — (A.F.P.)

« Le monde de l'économie : la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

« Le difficile apprentissage de la démocratie dans l'entreprise : « Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail », par Paul Appell ; « Chez Ducllet, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier », par Michel Costantini.

« La régression de la maison individuelle aux États-Unis.

« Les huitièmes de finale du championnat de France.

« Les championnats de France féminins.

« Les Trovans à Marseille.

« Comment trouver une place dans les théâtres nationaux.

« La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

« Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail », par Paul Appell ; « Chez Ducllet, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier », par Michel Costantini.

« La régression de la maison individuelle aux États-Unis.

« Les huitièmes de finale du championnat de France.

« Les championnats de France féminins.

« Les Trovans à Marseille.

« Comment trouver une place dans les théâtres nationaux.

« La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

« Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail », par Paul Appell ; « Chez Ducllet, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier », par Michel Costantini.

« La régression de la maison individuelle aux États-Unis.

« Les huitièmes de finale du championnat de France.

« Les championnats de France féminins.

« Les Trovans à Marseille.

« Comment trouver une place dans les théâtres nationaux.

« La concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

« Améliorer l'expression individuelle des salariés sur leurs conditions de travail », par Paul Appell ; « Chez Ducllet, l'expérience cégétiste des conseils d'atelier », par Michel Costantini.

« La régression de la maison individuelle aux États-Unis.

« Les huitièmes de finale du championnat de France.

« Les championnats de France féminins.

Scènes de désolation et d'exode au Kurdistan

Banah (Kurdistan iranien). (A.F.P.). — A Banah, un enfant gît devant une maison éventrée. Des peshmergas (combattants autonomistes kurdes) s'approchent et l'emportent pendant que d'autres retirent quatre corps de la maison : ses parents et ses deux frères. Dans cette ville d'environ trente mille habitants, on ne se bat pas à l'arme légère, mais au canon.

Tout a commencé, dans cette agglomération proche de la frontière irakienne, jeudi après-midi. « Les gens étaient dans les rues, quand deux hélicoptères ont mitraillé la ville. Ce fut un massacre. Des corps jonchaient la chaussée, on courait dans tous les sens à la recherche d'un abri », raconte un habitant qui a pu s'échapper de ce qu'il appelle « l'enfer ».

Mais d'abri, il n'y en avait pas à Banah. « Des collines surplombant la ville et de la caserne située sur la hauteur, poursuivit-il, l'armée a commencé à tirer au canon, transformant Banah en ruines. Nous étions pris au piège ».

L'exode a commencé dans la nuit. Vers 2 heures du matin, profitant d'une accalmie, des femmes, des enfants, des vieillards ont pris la route, encadrés par des peshmergas, et se sont réfugiés dans les villages environnants.

Les combattants autonomistes kurdes ont attaqué les collines, délogé les soldats. De là, les peshmergas ont bombardé sans interruption la garnison alors que les soldats tiraient au mortier sur la ville. Vers 6 heures du matin, vendredi, les premiers réfugiés ont commencé à s'échapper. Le programme n'est pas encore définitivement fixé, mais pourrait comporter une messe à Notre-Dame, une descente de la Seigne en bateau, une messe solennelle pour laquelle plusieurs emplacements ont été envisagés (le dernier en date est l'aéroport du Bourget), une manifestation spécialement réservée aux jeunes et une messe dans un quartier populaire.

Répondant à l'invitation des maires communistes de Rome et de Naples, M. Chirac était arrivé le 25 avril au matin dans la capitale italienne, où il a été accueilli à sa descente d'avion par M. Luigi Petroselli, maire de Rome, et par les ambassadeurs de France en Italie et auprès du Saint-Siège.

A Saint-Louis-des-Français, il a annoncé que désormais la ville de Paris financerait certains travaux de restauration de cette église rendus nécessaires par la forte humidité qui s'y développe. En fin de journée, M. Chirac a eu un entretien particulier avec le maire de Rome.

La visite de M. Chirac coïncidait avec la fête nationale italienne, qui vit Rome de ses habitants de toutes les nationalités. C'est ce qui explique que le maire de Paris n'a pu rencontrer, comme il l'avait souhaité, des représentants de la communauté française.

M. Chirac a terminé son séjour italien, le dimanche 27 avril, en se rendant à Naples, où il a rencontré M. Gaetano Valentini, le maire de cette cité.

« Dans cet hôtel défectueux, ouvert le matin vers fenêtres au soleil, aux fleurs et aux chants d'oiseaux. Au

57 chambres grand confort, table fine et savoureuse, parc, jardin, parking, pêche, 60 km de Toulouse, 42 km d'Agde, 29 km de Montpellier, 60 km de Cahors.

Site classé sur le Parc national. Réservation : 82200 MOISSAC. Tél. (63) 04-03-55. Téléc. 521615.

38, RUE VANEAU (7^e) En souscription - Prix ferme DU ST. AU 4 P. Sur place de 10 h à 19 h 550-21-26 - 743-96-96

les ordinateurs à l'école pourquoi? comment? à suivre dans la première revue qui répond à ces questions

EDUCATION & INFORMATIQUE

Abonnement 1 an 95 F - Librairie Fernand Nathan 9, rue Méchain 75676 Paris Cedex 14

SOUÇIEUX? SURMENÉ? Alors, DÉTENDEZ-VOUS! Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.

(climatisation totale, cabine et linge personnels) Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

Le merveilleux charme de la relaxation RELAX CENTER 6, rue de la Paix 75002 PARIS

Tél. 261-27-25

Ouvrez tous les jours jusqu'à 22 h.

A Rome

M. JACQUES CHIRAC A PRÉPARÉ LA PROCHAINE VISITE DU PAPE À PARIS

M. Jacques Chirac a été reçu, en audience privée, le samedi 26 avril, en fin de matinée, par le pape Jean-Paul II (le Monde du 27-28 avril). Le maire de Paris s'est déjà rendu au Vatican, en 1978, pour y rencontrer Paul VI.

Dans l'après-midi, le maire de Paris a rencontré différents cardinaux pour parler de la prochaine venue dans la capitale française (du vendredi 30 mai au lundi 3 juin) du souverain pontife. Le programme n'est pas encore définitivement fixé, mais pourrait comporter une messe à Notre-Dame, une descente de la Seigne en bateau, une messe solennelle pour laquelle plusieurs emplacements ont été envisagés (le dernier en date est l'aéroport du Bourget), une manifestation spécialement réservée aux jeunes et une messe dans un quartier populaire.

Répondant à l'invitation des maires communistes de Rome et de Naples, M. Chirac était arrivé le 25 avril au matin dans la capitale italienne, où il a été accueilli à sa descente d'avion par M. Luigi Petroselli, maire de Rome, et par les ambassadeurs de France en Italie et auprès du Saint-Siège.

A Saint-Louis-des-Français, il a annoncé que désormais la ville de Paris financerait certains travaux de restauration de cette église rendus nécessaires par la forte humidité qui s'y développe. En fin de journée, M. Chirac a eu un entretien particulier avec le maire de Rome.

La visite de M. Chirac coïncidait avec la fête nationale italienne, qui vit Rome de ses habitants de toutes les nationalités. C'est ce qui explique que le maire de Paris n'a pu rencontrer, comme il l'avait souhaité, des représentants de la communauté française.

M. Chirac a terminé son séjour italien, le dimanche 27 avril, en se rendant à Naples, où il a rencontré M. Gaetano Valentini, le maire de cette cité.

« Dans cet hôtel défectueux, ouvert le matin vers fenêtres au soleil, aux fleurs et aux chants d'oiseaux. Au

57 chambres grand confort, table fine et savoureuse, parc, jardin, parking, pêche, 60 km de Toulouse, 42 km d'Agde, 29 km de Montpellier, 60 km de Cahors.

Site classé sur le Parc national. Réservation : 82200 MOISSAC. Tél. (63) 04-03-55. Téléc. 521615.

38, RUE VANEAU (7^e) En souscription - Prix ferme DU ST. AU 4 P. Sur place de 10 h à 19 h 550-21-26 - 743-96-96

les ordinateurs à l'école pourquoi? comment? à suivre dans la première revue qui répond à ces questions

EDUCATION & INFORMATIQUE

Abonnement 1 an 95 F - Librairie Fernand Nathan 9, rue Méchain 75676 Paris Cedex 14

SOUÇIEUX? SURMENÉ? Alors, DÉTENDEZ-VOUS! Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.

(climatisation totale, cabine et linge personnels) Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

Le merveilleux charme de la relaxation RELAX CENTER 6, rue de la Paix 75002 PARIS

Tél. 261-27-25

Ouvrez tous les jours jusqu'à 22 h.

la production française de tabac menacée par les importations

1000000

Les Occidentaux

ÉCHEC A LUXEMBOURG

La solidarité entre les Neuf

L'après-traité de Rome?

Le relèvement des décisions au

LA FUTURE « MAISON DE LA RADIO » FORTEMENT ENDOUGÉE A AJACCIO

Un attentat a causé, dans la nuit du dimanche 27 avril, des dégâts importants au bâtiment qui devait servir, dans les prochains mois, les installations de la direction régionale de FR 3, à Ajaccio. Trois hommes armés et masqués ont pénétré dans les locaux et ont mitraillé le gardien. Les agresseurs ont ensuite disposé trois puissantes charges explosives reliées à une bouteille de gaz de 25 kilos. L'explosion a été extrêmement violente. La construction a été détruite à 80 %.

le monde de l'économie

la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

le monde de l'économie

la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

le monde de l'économie

la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

le monde de l'économie

la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.

le monde de l'économie

la concurrence des nouveaux pays industriels s'exerce surtout sur les marchés du tiers-monde, par Jean Lemprière.